

INSTITUT
KURDE
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

N°271

OCTOBRE 2007

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

Ce bulletin paraît en français et anglais

**Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €**

Périodique mensuel

Directeur de la publication : Mohamad HASSAN

Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.

ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS

Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

www.fikp.org

E-mail: bulletin@fikp.org

Sommaire :

- **DIYARBAKIR : MORT DE L'ÉCRIVAIN KURDE MEHMED UZUN**
- **LE PARLEMENT TURC AUTORISE L'ARMÉE TURQUE À INTERVENIR AU KURDISTAN IRAKIEN : « S'ILS ATTAQUENT NOTRE PEUPLE, NOTRE TERRITOIRE, NOUS NOUS DÉFENDRONS » DÉCLARE MASSOUD BARZANI**
- **LA TURQUIE ESSAIE D'OBTENIR L'AVAIL DE TÉHÉRAN ET DE DAMAS POUR UNE INTERVENTION AU KURDISTAN IRAKIEN**
- **PARIS : JALAL TALABANI EN VISITE OFFICIELLE EN FRANCE REÇU À L'ÉLYSÉE ET AU QUAI D'ORSAY**
- **WASHINGTON : LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS RECONNAIT LE GÉNOCIDE ARMÉNIEN**
- **800 000 PERSONNES DÉPLACÉES AU KURDISTAN IRAKIEN SELON LE HAUT COMMISSARIAT AUX RÉFUGIÉS**
- **IRAK : AU TROISIÈME TRIMESTRE LA VIOLENCE DIMINUE DE 70 %**
- **AINSI QUE...**

DIYARBAKIR : MORT DE L'ÉCRIVAIN KURDE MEHMED UZUN

L'ÉCRIVAIN kurde Mehmed Uzun est décédé le 11 octobre vers 08h00 à Diyarbakir à l'âge de 54 ans des suites d'un cancer de l'estomac. Ses funérailles ont réuni une foule nombreuse et marqué un moment d'intense émotion. Conformément à son testament, les prières ont été récitées en langue

kurde et l'hommage a été rendu "*à tous les martyrs du Kurdistan*". Outre son ami et protecteur Yachar Kemal, trois personnalités kurdes- l'ancien ministre Serafettin Elci, le président du parti pro-kurde DTP Ahmet Turk et le maire de Diyarbakir- représentatives des diverses sensibilités de la société kurde ont pris la parole pour rendre hommage à la personnalité et

à l'oeuvre de l'écrivain disparu et réaliser sur sa tombe une certaine unité nationale kurde qu'il n'avait eu cesse d'appeler de ses vœux.

Les ambassades de Suède et de l'Union européenne ainsi que l'Institut kurde de Paris, dont M. Uzun a été un collaborateur actif pendant près de 20 ans, étaient représentées à ces obsèques. Le président du Kurdistan Massoud Barzani a fait parvenir un message rendant hommage au parcours militant patriotique et à l'oeuvre de Mehmed Uzun.

Chose très rare dans les annales de la République turque, le président turc Abdullah Gul a tenu à envoyer un message de condoléances à la famille de cet écrivain kurde qui de son vivant à pourtant connu la prison et l'exil.

L'exil commença dès 1977. Jeune journaliste à la revue politico littéraire kurde Rizgari (Libération), Mehmed Uzun fit l'objet de nombreuses poursuites judiciaires pour ses articles en langue kurde, langue interdite jusqu'en 1991 en Turquie. Pourchassé, harcelé, il dut, après plusieurs séjours en prison, se résoudre à s'exiler en Suède. Le gouvernement d'Olof Palme offrant à l'époque un accueil généreux aux intellectuels persécutés dans leur pays d'origine en leur accordant outre le statut de réfugié des bourses et des allocations diverses pour qu'ils puissent continuer à écrire, à publier, à créer. C'est dans ce contexte favorable que Mehmed Uzun se mit à écrire en kurde des romans et des essais qui furent d'abord publiés par des maisons d'édition kurdes subventionnées de Suède.

Mehmed Uzun fut parmi les tout premiers intellectuels et artistes kurdes qui ont, dès sa création en 1983, rejoint l'Institut kurde de Paris. Il vint passer une année à Paris et ce séjour dans la capitale des arts et des lettres l'a fortement marqué. Rentré en Suède pour des raisons familiales, il est resté proche des activités de l'Institut notamment en participant régulièrement à ses séminaires linguistiques semestriels pour la standardisation et la reconnaissance de la langue kurde.

En 2005, après 28 ans d'exil, il retourna vivre en Turquie. Proche du célèbre écrivain kurde Yachar Kemal, qui le considérait comme son fils

adoptif, il multiplia ses interventions dans les media turcs en faveur d'un règlement pacifique du problème kurde en Turquie et a acquis une bonne notoriété dans les milieux démocratiques et libéraux turcs. Ses romans déjà traduits dans une demi-douzaine de langues étrangères étaient également traduits en turc à la fin des années 1990. Evoquant des personnages et des épisodes méconnus de l'histoire kurde ces romans n'ont pas manqué de se heurter à la censure turque et firent l'objet de poursuites judiciaires.

Jugé en 2001 pour ses romans "*Ask gibi aydinlik ölüm gibi karanlik*" (Clair comme l'amour et sombre comme la mort) "*Nar Çiçekleri*" (les fleurs des grenadiers), il a obtenu la même année le prix de la libre expression et de la liberté d'opinion de l'Union des éditeurs de Turquie et le prix scandinave de la plume libre Torgny Segerstedt. En 2002, il a également été été lauréat du prestigieux prix

Stina-Erik Lundeberk de l'Académie suédoise.

En France, il a publié chez Phebus "*La poursuite de l'ombre*". Yachar Kemal dans sa préface écrivait: "*Loin de sa terre, mais tout près d'elle par l'écriture, Mehmed Uzun s'est donné cette mission, plus malaisée qu'on imagine: devenir romancier kurde; et même à sa façon le premier vrai romancier kurde, dans la mesure où les fictions modernes publiées avant lui dans cette langue se fixaient des ambitions plutôt modestes...*". Membre du conseil d'administration de l'Union des écrivains suédois, du Pen Club suédois et du Pen Club international, il faisait également partie de l'Union internationale des journalistes.

La mort prématurée de cet écrivain, qui fut l'une des plumes les plus appréciées de la littérature kurde moderne, est une grande perte pour les lettres et la cause kurdes.

**LE PARLEMENT TURC AUTORISE L'ARMÉE TURQUE À
INTERVENIR AU KURDISTAN IRAKIEN :
« S'ILS ATTAQUENT NOTRE PEUPLE, NOTRE TERRITOIRE,
NOUS NOUS DÉFENDRONS » DÉCLARE MASSOUD BARZANI**



A République turque a, le 29 octobre, fêté son 84ème anniversaire sur fond de menaces croissantes d'interventions militaires dans le Kurdistan irakien. Plus de 200.000 personnes, selon des chiffres officiels, ont afflué au mausolée d'Ataturk, fondateur de la Turquie pour marquer leur unité face aux attaques du PKK. Et la participation des ankariotes a été massive à la traditionnelle parade militaire tout comme à Istanbul et Izmir (ouest), les principales métropoles turques. « *La*

Turquie est fière de vous », « *chaque Turc est un soldat par naissance* », ont crié les gens brandissant l'emblème national aux soldats qui défilait. Outre les cérémonies officielles, des manifestations anti-PKK ont été organisées à travers le pays pour la huitième journée consécutive. Dans ce climat d'hystérie nationaliste, une série d'attaques ont pris pour cible des Kurdes et leurs biens. Depuis des semaines, les menaces d'une intervention militaire turque, sous prétexte officiel de déloger des combattants du parti des travailleurs du

Kurdistan (PKK), se sont faites plus précises. La perspective d'une attaque turque s'est précisée quand le Parlement turc y a donné son accord de principe le 17 octobre. Le risque a accru avec l'attaque dans laquelle le PKK a, le 21 octobre, tué douze soldats turcs et fait prisonniers huit autres. L'armée turque a, le 30 octobre, affirmé pour sa part avoir tué 65 combattants du PKK depuis cette attaque. L'état major turc a sensiblement renforcé sa présence tout au long de la frontière irakienne, massant 100.000 hommes dans cette zone. « Ceux qui nous font souffrir vont souffrir à un degré qu'ils ne peuvent même pas imaginer et nous sommes déterminés sur cette question », a déclaré le chef d'état major turc, le général Yasar Büyükanit dans son message publié à la veille de la fête nationale turque. Initialement réticent au lancement d'une opération hors frontières, le gouvernement est désormais sous une pression très forte de l'opinion publique, des médias et des militaires. Car à défaut de victoire militaire définitive, les autorités turques entendent remporter, avec l'aide des médias, une bataille psychologique.

Les Kurdes sont persuadés que la Turquie ne veut pas qu'une quelconque expérience d'Etat kurde réussisse et que la présence des combattants du PKK dans le massif du Qandil n'est qu'un prétexte pour intervenir. Défiant les menaces turques, le président du Kurdistan irakien Massoud Barzani a déclaré qu'il ne « prend pas ses ordres » à Ankara, dans une interview à la presse turque. Accusé par les autorités turques de tolérer les 3.500 combattants du PKK établis sur son territoire, M. Barzani a toutefois exhorté le PKK à renoncer à la violence et la Turquie à apporter une solution politique au conflit. Dans cette entrevue

publiée le 30 octobre dans le journal turc *Milliyet*, il a déclaré: « ou le PKK renonce à la violence ou il se retrouvera confronté non seulement à la Turquie, mais aussi à toute la nation kurde ». Il a également demandé à Ankara de « coopérer pour trouver une solution pacifique et démocratique à la question kurde » suggérant une amnistie pour les combattants du PKK. « L'histoire a montré que ce problème ne peut pas être résolu par des moyens militaires », a-t-il poursuivi, ajoutant qu'il était prêt à tout faire « pour préparer le terrain » à une solution pacifique. Trois incursions turques, en 1995 et 1997, mobilisant des dizaines de milliers de soldats, n'ont pas pu venir à bout des maquisards. M. Barzani a aussi regretté le refus d'Ankara de parler directement avec les Kurdes d'Irak des mesures de lutte contre le PKK. « Vous ne voulez pas me parler, et ensuite vous me demandez d'agir contre le PKK. Comment cela est-il possible ? », a-t-il demandé. « Je suis un ami de la Turquie mais je ne prends pas mes ordres auprès d'Ankara ou de quiconque », a-t-il ajouté. Il a notamment confié son inquiétude de voir la question du PKK servir de prétexte à une remise en cause de l'autonomie du Kurdistan irakien. « Comment expliquer l'hostilité de la Turquie envers le Kurdistan irakien. Peut-être parce que nous sommes le vrai problème pour Ankara et pas le PKK », s'est-il interrogé. « Nous voulons que la Turquie nous assure que tous ces moyens militaires ne sont pas dirigés contre nous », a-t-il ajouté. « Nous n'acceptons pas la concentration de troupes turques à nos frontières », avait également déclaré la veille le président du Kurdistan irakien à Erbil. « S'ils attaquent notre peuple, notre territoire, nous nous défendons ». Par contre, « nous demandons au PKK de poursuivre dans la voie du cessez-le-feu, de relâcher les prisonniers, de ne pas mener d'actions militaires et de trouver une solution pacifique », « sans

solution du problème kurde, il n'y aura pas de stabilité dans la région ». « Nous existons, nous avons le droit de vivre », a-t-il conclu.

Dans un entretien à la BBC télévision, le ministre irakien des affaires étrangères, Hoshyar Zebari a, le 28 octobre, regretté pour sa part que la Turquie ne se soit pas montrée plus « réceptive » aux propositions de la délégation irakienne venue le 26 octobre pour une rencontre avec les autorités turques. Bagdad avait suggéré à cette occasion de faire surveiller les frontières du Kurdistan irakien par les forces de la coalition et de « renforcer » les postes-frontières du Kurdistan irakien avec des armes et de l'équipement. Ankara avait jugé ces mesures insuffisantes et trop longues à mettre en œuvre. « Ils réclament que le gouvernement irakien leur remette les personnages centraux ou les dirigeants du PKK (...) Mais ils ne sont pas sous notre contrôle en fait. Ils sont dans les montagnes, ils sont armés », a expliqué M. Zebari. Le député kurde irakien Mahmud Othman, a déclaré à ce sujet : « Ils veulent une centaine de rebelles du PKK, mais également 150 Kurdes irakiens. Et je suis l'un d'entre eux ! », soulignant l'inconvenance des demandes des autorités turques. Le PKK a pour sa part annoncé le 22 octobre qu'il était disposé à respecter un cessez-le-feu si l'armée turque renonçait à ses projets d'incursion et si l'Etat turc respecte les droits politiques et culturels du peuple kurde en Turquie.

Les Kurdes d'Irak accusent également les militaires turcs d'avoir fait échouer par leur « intran-sigeance » ces négociations sur la sécurité. La rencontre d'Ankara faisant suite à la visite le 23 octobre du ministre turc des affaires étrangères à Bagdad, s'est en effet soldée sans progrès. L'accueil réservé à Ankara aux 11 membres de

la délégation, comprenant de hauts responsables de la sécurité, un militaire américain et des représentants du Kurdistan irakien, était particulièrement froid. Selon le quotidien *Milliyet* « la délégation a été accueillie par un directeur adjoint de la police » et elle était hébergée à la Maison de la police au lieu du grand hôtel initialement prévu. Kamel Chaker, numéro un du parti communiste kurde d'Irak, a, le 29 octobre, déclaré que « l'échec de la réunion d'Ankara est due à l'attitude intransigeante des généraux turcs qui estiment que s'ils rencontrent des représentants du Kurdistan, ils perdront la face ». À Ankara, les militaires turcs ont refusé de recevoir les deux membres kurdes de la délégation irakienne, Safin Dezai, directeur des relations extérieures du Parti démocratique Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, et Imad Ahmed, ministre du Travail et de la Reconstruction, et membre de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani. « Les militaires sont inflexibles dans leur état d'esprit et dans leurs vues », a poursuivi Kamel Chaker. « Ils ne veulent pas rencontrer des représentants du Kurdistan, ni dialoguer avec le président (du Kurdistan irakien) Massoud Barzani, ils ne veulent pas entendre parler du Kurdistan ». L'autre pierre d'achoppement a été, selon lui, la question du déploiement de peshmergas, les militaires du gouvernement régional du Kurdistan (GRK), aux frontières entre l'Irak et la Turquie. Une délégation du Kurdistan irakien devait se rendre en Turquie pour rencontrer les responsables du parti de la justice et du développement (AKP), le parti au pouvoir en Turquie, mais cette visite a été annulée, a encore indiqué Kamel Chaker. « Les dirigeants turcs doivent résoudre la question du PKK et s'interroger pour savoir pourquoi existe ce parti. Et même s'ils arrivent à élimi-

ner le PKK, il en renâtra un autre », a-t-il conclu.

Dans le même temps, le gouvernement du Kurdistan irakien a maintenu une attitude de conciliation et le Premier ministre, Nechirvan Barzani, a rappelé le 29 octobre à Erbil que le Kurdistan irakien ne soutenait pas le PKK. « Nous ne laisserons pas le territoire irakien servir de base pour lancer des attaques contre la Turquie ou aucun autre pays. Nous considérons les dernières attaques contre la Turquie comme des agissements illégaux », a-t-il proclamé. Depuis 1991, les trois provinces de la région autonome du Kurdistan d'Irak (Erbil, Dohouk et Suleimaniyeh) connaissent un fort développement économique et une situation en matière de sécurité bien meilleure que les autres provinces d'Irak. À 350 km au nord de Bagdad, à Erbil, dans la capitale du Kurdistan irakien, les magasins et les restaurants restent ouverts tard dans la nuit, à l'inverse des autres régions irakiennes où règnent la violence. Les nouveaux centres commerciaux — modernes et bien achalandés — Dream City et New City, accueillent jusqu'à tard dans la nuit les clients. Le Kurdistan abrite plus de quatre millions d'habitants dotés d'un Parlement et d'un gouvernement autonome qui garde ses distances avec le pouvoir central de Bagdad.

Toutefois, les menaces turques et de récents bombardements turcs rappellent des souvenirs douloureux aux villageois établis tout près de la frontière turque. Une quinzaine de familles kurdes de Nezouri, petite bourgade à 60 km au nord-est de Zakho ont ainsi fuit leur village et trouvé refuge à Begova, une localité voisine qui abrite paradoxalement une base militaire turque, en vertu d'un accord passé en 1997. Le maire de Nezouri, Khalil Mirmeh, affirme

d'ailleurs que les maisons de son village ont été détruites par les bombardements turcs. « Le pont du village a été détruit, ce qui isole totalement trois autres villages voisins où il est impossible de se rendre même à pied », a-t-il assuré. Quant au représentant du maire de Begova, Abdel Fayçal, il confirme que sur les 15 villages frontaliers de cette zone, cinq ont été bombardés par l'artillerie turque et trois de ces hameaux ont été évacués de leurs habitants, qui viennent se réfugier dans sa bourgade. De même, des responsables kurdes locaux ont affirmé que l'armée de l'air turque avait attaqué un village situé dans la localité des environs de Chiranich Islam, à 25 km au nord-est de la ville de Dahouk. Des sources proches des services de sécurité turcs avaient rapporté que l'aviation turque avait effectué une série de sorties à 20 km à l'intérieur de l'espace aérien du Kurdistan irakien entre le 21 et le 23 octobre. Le vice-Premier ministre turc Cemil Cicek a d'ailleurs affirmé que l'aviation turque a pilonné des positions du PKK situées jusqu'à 50 km en territoire kurde irakien après l'attaque, selon la presse turque du 24 octobre.

Les frappes militaires turques sont éprouvantes psychologiquement pour la population, mais quel que soit le coût, les Kurdes de la région sont prêts à se défendre. Au Kurdistan irakien, des dizaines de milliers de personnes ont manifesté dans les rues agitant le drapeau kurde et accusant la Turquie d'essayer de fomenter des troubles dans la région. « Nous annonçons à tous les protagonistes que s'ils attaquent la région, sous un prétexte quelconque, nous sommes totalement déterminés à défendre notre expérience démocratique, la dignité de notre peuple et l'intégrité de notre territoire », avait affirmé le 19 octobre le bureau du président de la

région autonome du Kurdistan irakien, Massoud Barzani.

Si la Turquie a demandé à Bagdad et à Washington d'intervenir dans le Kurdistan l'Irak, elle n'a pas hésité à poursuivre ses opérations au Kurdistan de Turquie. L'armée turque a ainsi poursuivi le 30 octobre ses opérations de ratisage contre le PKK. Deux hélicoptères Cobra ont tiré des missiles sur les monts Cudi, dans la province de Sirnak, frontalière avec l'Irak. Au moins un hélicoptère de transport de troupes Sikorsky a été vu en train de larguer des soldats sur la zone après les bombardements tandis que trois autres hélicoptères de transport survolaient la région bombardée. Des hélicoptères avaient déjà pilonné le 29 octobre des positions dans les monts Cudi et Kato qui séparent la Turquie et le Kurdistan d'Irak. Le même jour, dans la province voisine de Hakkari, une centaine de militants du PKK avaient été encerclés par l'armée, qui a coupé leurs routes après une vaste opération à Tunceli, à 600 km de la frontière. Le Premier ministre turc a, le 30 octobre, déclaré lors d'une réunion parlementaire de son parti qu'il était « *inévitabile* » d'intensifier les opérations militaires. Il a toutefois sous-entendu qu'une offensive transfrontalière n'était pas imminente. « *Les responsabilités ne permettent pas l'étroitesse d'esprit, la précipitation ou l'héroïsme* », a déclaré le chef du gouvernement avant d'exhorter les États-Unis à prendre « des mesures urgentes et concrètes contre les foyers terroristes ». Les responsables kurdes irakiens ont souligné à plusieurs reprises que le PKK n'avait pas de structures civiles susceptibles d'être visées. D'ailleurs l'Irak a, le 23 octobre, interdit les activités sur son sol du PKK et le massif du Qandil, située de 120 à 150 km au nord-est d'Erbil, est une redoutable forteresse

naturelle, alternant les cimes et les vallées profondes, couverte de forêts et propice aux opérations de guérilla. Cette montagne part de la pointe extrême du Kurdistan de Turquie puis court le long de la frontière avec l'Irak.

Les Kurdes de Turquie craignent également de pâtir d'éventuelles sanctions turques contre le Kurdistan irakien, avec la fermeture potentielle de la frontière. Le Conseil national de sécurité turc (MGK), dont les recommandations sont généralement suivies à la lettre par le gouvernement, s'est prononcé le 24 octobre pour des sanctions économiques contre les Kurdes d'Irak. Une opération militaire aurait de lourdes conséquences économiques, avec la fermeture du poste-frontière d'Habur, une grande partie de la population vivant du commerce transfrontalier. Aujourd'hui, l'économie régionale repose essentiellement sur la circulation des camions qui transportent des biens de consommation en Irak et reviennent chargés de carburant bon marché. Un tel blocus aurait un coût de 400 millions de dollars (280 millions d'euros) par an pour le Kurdistan irakien, assure le 25 octobre le quotidien à grand tirage *Hürriyet*. La Turquie fournit de l'électricité au Kurdistan irakien et le volume du commerce frontalier s'élève à plusieurs centaines de millions de dollars par an. De nombreux entrepreneurs turcs font en outre des affaires avec le Kurdistan l'Irak. Malgré les difficultés, l'Irak reste un marché juteux pour la Turquie et c'est l'un des rares pays avec lesquels Ankara enregistre un excédent commercial. Les exportations turques vers l'Irak se sont élevées à 1,18 milliard d'euros pour les huit premiers mois de l'année, après 1,73 milliards en 2006, selon les chiffres officiels. Les importations irakiennes en

Turquie ont en revanche péniblement atteint 106 millions d'euros pour les huit premiers mois de l'année après 259 millions pour l'ensemble de 2006. Alors que la grande majorité des exportations turques passent actuellement par le poste de Habur, Ankara envisagerait en cas de sanctions contre le Kurdistan irakien de faire passer son commerce vers l'Irak par les postes frontaliers syriens, selon la presse turque. Dans ce cas, se plaignent les chauffeurs routiers, le voyage serait encore plus long et surtout plus dangereux à l'intérieur du territoire irakien alors que le Kurdistan est l'une des rares zones pacifiées du pays. 15 à 18 millions de Kurdes vivent en Turquie selon la Commission européenne. Afin de favoriser son rapprochement avec l'Union européenne, la Turquie a récemment aboli l'état d'urgence en vigueur 15 ans durant dans la région et assoupli certaines restrictions affectant la langue et la vie culturelle kurdes mais les Kurdes jugent ces mesures « *cosmétiques* ».

La question kurde sera abordée lors d'une rencontre des pays voisins de l'Irak à Istanbul début novembre. La secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice doit s'entretenir avec le président turc Abdullah Gül et M. Erdogan à Ankara. Elle doit ensuite assister à Istanbul à cette réunion internationale des voisins de l'Irak, les 2 et 3 novembre, à laquelle devrait participer le chef de la diplomatie irakienne Hoshyar Zebari. Les États-Unis redoutent qu'une intervention turque au Kurdistan irakien ne déséquilibre une des rares régions du pays relativement épargnée par l'instabilité. L'administration américaine a déployé une activité diplomatique intense pour réfréner le gouvernement d'Ankara mais les relations turco-américaines traversent une zone de turbulences. La Turquie lan-

cera une opération « *quand ce sera nécessaire* », a, le 27 septembre, averti le Premier ministre turc, qui s'est montré excédé par les appels à la retenue des Etats-Unis. Les relations entre les deux alliés au sein de l'Otan ont notamment été crispées en octobre par un projet de résolution du Congrès américain. Le texte, adopté en commission, reconnaît comme un génocide les massacres d'Arméniens qui ont fait plus de 1,5 million de morts après 1915 sous l'Empire ottoman. Les parlementaires américains semblent cependant avoir ravalé leurs intentions de se prononcer sur le texte en séance plénière, devant la menace d'un retrait par la Turquie de son important soutien logistique aux opérations américaines en Irak et devant l'aggravation des tensions à la frontière irakienne mais certains n'hésitent pas à parler de concessions faites à la Turquie sur la question kurde après le vote de cette résolution. Pour Joost Hiltermann de l'International Crisis Group, « *une incursion militaire par la Turquie semble hautement improbable (...) Leurs bruits de bottes sont destinés à Washington pour qu'il fasse pression sur Bagdad pour prendre des mesures pour régler ce problème* ». De plus, l'armée turque monte la pression d'un cran à cause du désir des Kurdes d'Irak d'intégrer officiellement et par référendum la ville pétrolière de Kirkouk au Kurdistan irakien. L'article 140 de la Constitution irakienne dispose que le statut de la ville sera tranchée par référendum après recensement de la population et avant la fin de l'année 2007. Le Premier ministre turc attache une grande importance à sa rencontre avec le président américain George W. Bush à la Maison Blanche, prévue le 5 novembre. L'accès à l'espace aérien turc est crucial pour

les Etats-Unis: 70% du fret aérien américain, 30% du carburant et 95% des nouveaux véhicules blindés destinés à l'Irak transitent en effet par la base aérienne d'Incirlik (sud de la Turquie).

Le parlement kurde irakien, réuni en session extraordinaire, a, le 24 octobre, lancé un appel aux Nations unies, aux Etats-Unis et à la Grande-Bretagne pour qu'ils empêchent la Turquie d'envahir son territoire. Il a parallèlement exhorté le PKK à respecter la souveraineté irakienne. La Commission européenne et le Portugal, qui préside actuellement l'Union européenne, ont mis en garde Ankara contre toute incursion militaire en Irak et l'ont exhorté à dialoguer avec Bagdad pour mettre fin aux attaques. Le diplomate en chef de l'UE Javier Solana a appelé la Turquie à la retenue, en soulignant que l'intégrité territoriale de l'Irak était « *fondamentale* ». Paris « *continue d'appeler les autorités turques et irakiennes à trouver une solution pour mettre un terme à cette situation* », a, le 25 octobre, déclaré à la presse la porte-parole du ministère des Affaires étrangères, Pascale Andréani. « *La France rappelle son attachement à l'unité, à la souveraineté et à l'intégrité territoriale de l'Irak* », a-t-elle ajouté. « *Elle réitère sa condamnation des violences du PKK et salue la décision des autorités irakiennes d'interdire à cette organisation terroriste d'utiliser le territoire de l'Irak pour ses activités contre la Turquie* », a poursuivi Mme Andréani. Le commissaire européen à l'Elargissement Olli Rehn a appelé la Turquie et l'Irak à régler « *par la coopération* » le problème. A Bagdad, le Parlement irakien a, le 20 octobre, voté une motion condamnant la menace militaire turque, tout en exigeant le départ du PKK de

l'Irak et en appelant le gouvernement à prendre « *les mesures appropriées* ».

Les autorités allemandes craignent également des affrontements entre les communautés kurdes et turques. Á Berlin, de violents affrontements nocturnes à coups de pierre et de bouteilles blessant entre autres 18 policiers ont, le 28 octobre, lieu entre Kurdes et nationalistes turcs. Quatorze personnes ont été interpellées après ces bagarres en marge d'une manifestation de soutien au gouvernement d'Ankara, à l'appel d'une organisation nationaliste turque, qui avait rassemblé plusieurs centaines de personnes. La manifestation a dégénéré lorsque des manifestants se sont dirigés vers un centre culturel kurde. Selon le syndicat des policiers DPOIG, les manifestants les plus violents se sont livrés à une véritable « *chasse aux Kurdes* », contraignant ces derniers à se réfugier dans des cafés ou des entrées d'immeubles pour échapper aux violences. Quelque 400 policiers sont intervenus pour séparer les belligérants, notamment avec des matraques et des aérosols de gaz lacrymogène, rapportent les journaux allemands. « *Le conflit à la frontière turco-irakienne s'est déjà étendu à Berlin* », a commenté la responsable des services de renseignement intérieur de la ville-Etat de Berlin, Claudia Schmid. « *On peut s'attendre à de nouveaux affrontements entre Kurdes et Turcs* », a-t-elle ajouté, imputant la responsabilité des violences à des groupes proches de l'organisation turque d'extrême droite des Loups gris. Quelque 3.500 personnes ont également manifesté le 28 octobre à Salzbourg, en Autriche, contre le PKK. Quelque 200.000 ressortissants turcs vivent en Autriche sur un total d'environ 800.000 étrangers.

PARIS : JALAL TALABANI EN VISITE OFFICIELLE EN FRANCE REÇU À L'ÉLYSÉE ET AU QUAI D'ORSAY

RE président irakien Jalal Talabani est, le 16 octobre, arrivé à Paris pour une visite officielle. À l'issue d'un entretien avec le président français Nicolas Sarkozy, à l'Élysée, le Président irakien a, le 17 octobre, déclaré : « *Nous espérons que la sagesse de notre ami le Premier ministre Erdogan fera qu'il n'y aura pas d'intervention militaire* ». « *Nous n'avons pas l'impression qu'il y ait des tensions entre les gouvernements turc et irakien* », a-t-il poursuivi à quelques heures du vote du parlement turc sur une éventuelle intervention au Kurdistan irakien. « *Le ministre irakien de l'Intérieur était en Turquie dernièrement et il a signé un accord de sécurité. Nous avons de bonnes relations avec la Turquie* ». « *Le vice-président de la République, M. (Tarek) al-Hachémi se trouve actuellement à Ankara. Il a eu des entretiens très fructueux avec les autorités turques* », a-t-il ajouté. Le gouvernement central irakien et le gouvernement autonome du Kurdistan irakien sont prêts à coopérer et à dialoguer avec les autorités turques pour parvenir « *de façon amicale et pacifique* » à un accord, a encore déclaré Jalal Talabani. « *Nous souhaitons l'activation du comité formé par les Américains, la Turquie et l'Irak pour régler ce problème* », a précisé le président irakien. « *Nous considérons que les activités du PKK sont d'abord contre les intérêts du peuple kurde, ainsi que contre les intérêts de la Turquie, contre le nouveau cours de la démocratie en Turquie* », a ajouté le Président irakien. « *Nous avons demandé au PKK d'arrêter ses activités militaires. Sinon nous lui demanderons de quitter notre pays parce que le gouvernement régional et le peuple kurde ne toléreront pas de*

telles activités ». Il a souhaité que la France contribue à dissuader les « *voisins* » de l'Irak d'intervenir dans ses affaires intérieures.

À l'Élysée, le président irakien a salué les relations entre Bagdad et Paris, « *un entretien réussi* » avec Nicolas Sarkozy. « *Nous avons reçu des assurances sur l'amitié renforcée de la France et également sur l'aide que la France est prête à nous fournir dans tous les domaines* », a déclaré M. Talabani en soulignant aussi le rôle « *extrêmement positif* » de Paris au sein de l'Union européenne et de la communauté internationale. Nicolas Sarkozy « *a confirmé que la France aiderait l'Irak* », a confirmé son porte-parole David Martinon. Un consulat français ouvrira ainsi « *en 2008* » à Erbil, dans la capitale du Kurdistan irakien. Le président français a encouragé les entreprises françaises à investir en Irak et a promis une « *aide à la formation des forces de sécurité* »

ainsi qu'« *en matière de santé* ». M. Talabani a indiqué que le groupe Total avait eu des « *discussions directes* » avec le ministère irakien du Pétrole. « *Il y a une forte détermination du président de la République à aider l'Irak* », a affirmé M. Martinon qui a ajouté « *nous voulons un Irak fort, uni, démocratique, réconcilié* ». Selon lui, l'aide en matière de santé sera prodiguée à partir d'Erbil et la formation des forces de sécurité irakiennes, notamment de la police, déjà engagée, se déroule en France et non en Irak.

Après un entretien au Quai d'Orsay avec le chef de la diplomatie française Bernard Kouchner, qu'il avait reçu en août à Bagdad, Jalal Talabani a averti que la Turquie ne devait pas s'attendre à recevoir beaucoup d'aide de la part des forces de sécurité irakiennes, dans sa lutte contre le PKK. « *Le gouvernement irakien ne peut pas se battre contre le PKK avec ses forces armées, parce que nous sommes actuellement occupés à maintenir et à établir la sécurité et la paix (...)* Nous avons besoin de nos forces de sécurité pour la paix dans les rues de Bagdad, pas dans les montagnes kurdes » a-t-il souligné.

LA TURQUIE ESSAIE D'OBTENIR L'AVAL DE TÉHÉRAN ET DE DAMAS POUR UNE INTERVENTION AU KURDISTAN IRAKIEN

RE président syrien Bachar al-Assad est arrivé le 16 octobre à Ankara à l'invitation de son homologue turc. Le 6 octobre, au cours d'une visite à Damas, le chef de la diplomatie turc Ali Babacan avait remis une invitation du président turc Abdullah Gül à son homologue syrien à se rendre en Turquie. Lors d'un point de presse conjoint le 17 octobre avec son homologue turc Abdullah Gül, Bachar al-Assad a affirmé soutenir une éven-

tuelle intervention de l'armée turque au Kurdistan irakien, jugeant qu'une telle opération découlerait d'un « *droit légitime* » de la Turquie. « *Nous appuyons les décisions qui sont à l'ordre du jour du gouvernement turc en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme et les activités terroristes* », a-t-il déclaré. Bachar al-Assad a prévenu qu'une éventuelle partition de l'Irak mettrait le Proche Orient à feu et à sang, a rapporté le journal *Radikal*, le 19 octobre. « *Nous sommes en accord total*

avec la Turquie sur le fait que l'intégrité territoriale de l'Irak doit être préservée », a-t-il ajouté. Il a cependant affiné son propos, précisant que « le problème ne peut pas être résolu en étant considéré seulement sous l'angle militaire et sécuritaire ». « Il ne peut y avoir de résultat sans le soutien d'efforts politiques », a-t-il poursuivi, soulignant qu'il fallait « donner une chance » au gouvernement du Premier ministre irakien Nouri al-Maliki.

Le président syrien est le premier dirigeant arabe à se prononcer en faveur des plans turcs d'intervenir militairement dans le Kurdistan irakien. Ankara et Damas sont opposés à toute autonomie du Kurdistan irakien, estimant qu'un tel développement pourrait alimenter le séparatisme au sein de leurs propres populations kurdes. Ironie du sort, en 1998, la Turquie avait menacé la Syrie d'intervention militaire si elle continuait de soutenir le PKK, obtenant de Damas l'expulsion du chef de l'organisation, Abdullah Öcalan, capturé l'année suivante au Kenya. Le déplacement de M. Assad en Turquie est le deuxième depuis sa visite historique de 2004, la première d'un président syrien depuis l'indépendance de la Syrie en 1946. Damas prévoit d'autre part de participer à une réunion des pays voisins de l'Irak prévue en novembre à Istanbul. La Turquie joue d'autre part le rôle de médiateur entre la Syrie et Israël en vue d'une reprise des négociations de paix israélo-syriennes.

Par ailleurs, le président iranien dont le pays est le principal allié de la Syrie dans la région n'a pas apporté son soutien à une éventuelle intervention militaire turque. Le ministre turc des Affaires étrangères, Ali Babacan, qui s'est rendu le 28 octobre en Iran et déclaré que l'option militaire restait ouverte, n'a pas obtenu le

soutien de Téhéran. « Il y a différentes méthodes (...) Nous espérons que notre coopération nous permettra de résoudre ce problème le plus rapidement possible », a indiqué M. Mottaki. Le président iranien, Mahmoud Ahmadinejad, a aussi privilégié une solution politique lors d'une conversation téléphonique avec le Premier ministre irakien, Nouri al-Maliki. Les deux responsables ont souligné le 27 octobre « que l'option militaire n'était pas la seule pour trouver une solution à la crise qui doit être résolue de façon pacifique », selon un communiqué du bureau du Premier ministre irakien publié le lendemain à Bagdad. Téhéran estime qu'une intervention turque affaiblira le gouvernement irakien, formé par des groupes chiites et kurdes alliés de l'Iran.

M. Ahmadinejad, qui s'est également entretenu au téléphone avec son homologue irakien, Jalal Talabani, a en effet déclaré que « le président et le Premier ministre irakiens sont hostiles aux actions terroristes et feront tout pour réprimer les terroristes ».

Le ministre iranien des Affaires étrangères s'est ensuite rendu à Damas pour s'entretenir avec le président syrien Bachar al-Assad. Lors d'une conférence de presse avec son homologue iranien, le ministre syrien des affaires étrangères, M. Mouallem, a déclaré que « les Iraniens déploient des efforts qui complètent ceux faits par la Syrie, car nous voulons donner une chance à une solution politique » au problème.

WASHINGTON : LA COMMISSION DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS RECON- NAÎT LE GÉNOCIDE ARMÉNIEN

CONTRE l'avis de George W. Bush, la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants a, le 10 octobre, approuvé une résolution qualifiant de génocide la mort de centaines de milliers d'Arméniens en Turquie en 1915. Les membres de la commission ont approuvé par 27 voix pour et 21 contre le texte, qui doit maintenant être examiné par la Chambre des représentants. Ankara rejette catégoriquement le terme de génocide pour qualifier les massacres de centaines de milliers d'Arméniens après 1915 sous l'Empire ottoman — auquel la Turquie a succédé en 1923 — et parle de représailles contre un peuple allié avec l'ennemi russe pendant la Première Guerre mondiale. Le génocide arménien a fait plus de 1,5 million de morts en 1915. Plusieurs gouvernements, Parle-

ments, organisations et de nombreux Etats américains reconnaissent officiellement un génocide.

Le président turc Abdullah Gul a qualifié d' « inacceptable » le texte, adopté en dépit des avertissements d'Ankara et de ceux du président George W. Bush qui avait mobilisé tout son gouvernement contre l'emploi du terme de génocide arménien. Dans un communiqué, le gouvernement turc a affirmé que promouvoir le texte controversé « mettra en péril dans une période très sensible un partenariat stratégique » entre Washington et Ankara. Interrogé par des journalistes, le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a assuré que son cabinet ferait tout son possible pour empêcher l'adoption du texte par la Chambre des représentants en plénière et étudiait sa riposte si ses

efforts se révélèrent insuffisants. « *Nous allons continuer notre action avant qu'il (le texte) arrive en plénière* », a déclaré M. Erdogan. « *Après cela, il y a des mesures que nous pouvons prendre, mais le temps n'est pas venu d'en parler* », a-t-il ajouté. Le chef d'état-major de l'armée turque, le général Yasar Buyukanit, a, le 14 octobre, averti que les relations entre la Turquie et Washington ne seront plus les mêmes si le Congrès américain vote ce projet de loi. « *Si la résolution qui a été votée en commission est adoptée par la Chambre des représentants, nos relations dans le domaine militaire avec les Etats-Unis ne seront plus jamais les mêmes* », a-t-il déclaré au journal *Milliyet*. La Turquie a également rappelé son ambassadeur à Washington, Nabi Sensoy, pour protester contre le vote. La presse turque ne mâche pas ses mots à l'égard des élus américains qui ont voté le texte: « *27 imbéciles américains* », écrit le 11 octobre le journal *Vatan*.

La Maison Blanche s'est pour sa part déclarée « *déçue* » et a assuré que le président George W. Bush allait « *réitérer son opposition* » à ce texte. Le secrétaire américain à la Défense Robert Gates et la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice ont proposé de donner des instructions secrètes aux membres de la Chambre des représentants, au sujet des « *intérêts de sécurité nationale* » qui sont en jeu. De hauts responsables militaires américains, dont l'amiral Michael Mullen, chef d'état-major interarmées, ont également décrit les répercussions potentielles que cette résolution pourrait avoir si elle était votée par la Chambre des représentants. Dans une lettre adressée à la présidente de la Chambre des représentants Nancy Pelosi, Robert Gates et Condoleezza Rice ont rappelé que la condamnation de la négation du génocide

arménien par l'Assemblée nationale en France l'an dernier avait poussé la Turquie à annuler des accords militaires avec ce pays. « *Une réaction similaire du gouvernement turc à une résolution de la Chambre des représentants pourrait nuire aux troupes américaines sur le terrain, entraver notre capacité à approvisionner nos troupes en Irak et en Afghanistan, et causer des dommages significatifs à nos efforts en faveur de la réconciliation entre l'Arménie et la Turquie* », ont déclaré Robert Gates et Condoleezza Rice dans leur lettre. M. Gates a souligné la « *forte dépendance* » américaine de la Turquie: 70% du ravitaillement aérien destiné à l'Irak, un tiers du carburant et 95% des engins blindés contre les explosifs, vitaux pour les soldats américains, transitent par la Turquie. Ils ont pressé Nancy Pelosi d'empêcher que le texte soit mis à l'ordre du jour, de peur qu'il soit accepté. Huit anciens secrétaires d'Etat avaient également écrit à Nancy Pelosi pour s'opposer au texte en brandissant un risque de mise en danger de la sécurité nationale américaine. La présidente démocrate de la Chambre des représentants a indiqué qu'elle avait bien l'intention de soumettre le texte au vote de l'assemblée plénière.

Dans le camp arménien, le vote au Congrès américain a été accueilli avec satisfaction. « *Nous saluons cette décision* » de la commission américaine, a déclaré lors d'un point presse à Bruxelles le président arménien Robert Kotcharian qui espère une « *reconnaissance complète par les Etats-Unis des effets du génocide* ». « *Le fait que la Turquie refuse de reconnaître (le génocide) ne lui permet pas d'obliger d'autres pays à renier eux aussi la vérité historique* », a-t-il ajouté. Le vice-président du parti de la justice et du développement (AKP-au pouvoir),

Egemen Bagis, a, le 16 octobre, déclaré que la Turquie devrait prendre des sanctions contre l'Arménie. Pour sa part, le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon a condamné le 11 octobre les « *massacres* » d'Arméniens par l'Empire ottoman tout en refusant de se prononcer sur l'emploi du mot génocide.

Les autorités turques essaient de réparer les pots cassés en empêchant par une panoplie de mesures diplomatiques -annulation de manœuvres militaires et de visites - que le texte ne soit adopté en séance plénière. Les dirigeants civils et militaires turcs se sont concertés après le vote pour envisager des mesures de rétorsion contre les Etats-Unis. Une visite aux Etats-Unis du ministre turc du Commerce a été annulée ainsi qu'une réunion du Conseil du commerce américano-turc. La Turquie pourrait en outre restreindre l'accès des forces américaines à la base aérienne d'Incirlik et prendre d'autres mesures de représailles dans le domaine de la coopération militaire entre les deux alliés de l'Otan. Le Pentagone planche d'ailleurs sur des alternatives pour approvisionner les troupes américaines en Irak. Si la Turquie bloquait l'accès à son territoire, « *cela aurait un impact significatif sur les opérations américaines en Irak mais aussi sur le commerce irakien* », a fait valoir le général américain Carter Ham, en confirmant que des solutions de rechange étaient à l'étude. « *Cela impliquerait probablement des coûts plus élevés, entre autres choses. Nous préférons évidemment conserver l'accès que nous avons aujourd'hui* » en Turquie, a-t-il conclu. Selon le Pentagone, l'arrêt de la coopération turque pourrait également « *augmenter les délais de livraisons et les risques d'attaques des convois par les insurgés* ».

Ce développement intervient alors que le Premier ministre turc s'apprête à demander au Parlement, d'autoriser une intervention militaire au Kurdistan irakien. « *Malheureusement, il y a un lien qui est établi entre la réso-*

lution et une incursion turque dans le nord de l'Irak car l'opinion publique turque est très remontée contre les Etats-Unis », a déclaré le 12 octobre Faruk Logoglu, un ancien ambassadeur de Turquie à Washington.

s'amplifier. La moitié d'entre eux environ sont toujours en Irak, l'autre moitié ayant gagné l'étranger, principalement la Syrie et la Jordanie. Ces deux pays imposent à présent des restrictions sur les octrois de visas aux Irakiens.

800 000 PERSONNES DÉPLACÉES AU KURDISTAN IRAKIEN SELON LE HAUT COMMISSARIAT AUX RÉFUGIÉS

RES violences et l'absence de revenus ont conduit près de 4,5 millions d'Irakiens à abandonner leur foyer ou fuir à l'étranger, selon le Haut commissariat aux réfugiés de l'ONU. Selon le HCR, près de 2,3 millions de personnes ont été déplacées en Irak. Le nombre d'Irakiens ayant fui dans des pays voisins a atteint plus de 2,2 millions. Plus d'un million des personnes déplacées en Irak même avaient fui leur foyer avant le début de l'intervention américaine en 2003. Les déplacements sont continus en Irak, « *au rythme de 1.000 à 2.000 par jour* », toujours selon le HCR.

Le HCR est particulièrement attentif à la situation du Kurdistan irakien qui abrite déjà plus de 800.000 personnes déplacées. Mais toute incursion militaire turque dans le Kurdistan irakien pourrait accroître le nombre d'habitants qui désertent leurs foyers et fermer l'une des rares issues offertes aux réfugiés cherchant à quitter l'Irak, indiquent des représentants de l'aide humanitaire. Selon des travailleurs humanitaires, plusieurs centaines de personnes ont déjà fui des villages frontaliers à la suite de bombardements intervenus. Astrid van Genderen Stort, porte-parole du Haut Commissariat de l'Onu pour les réfugiés (HCR) a, le 23 octobre, déclaré que « *si une opération militaire a vraiment lieu, l'un des*

rare refuges ouverts aux Irakiens cessera peut-être d'exister ». Le Kurdistan irakien a échappé aux violences intercommunautaires qui font rage ailleurs dans le pays c'est pourquoi quelque 160.000 Irakiens de confessions chiite et sunnite vivent dans la région parmi les Kurdes. Dana Graber Ladek, de l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a pour sa part déclaré que « *des attaques turques pourraient entraîner de nouveaux déplacements (...)* Nous prévoyons de créer des centres d'accueil pour le cas où il y aurait de nouveaux déplacements. A notre connaissance, les autorités kurdes ne comptent pas mettre en place des camps, mais elles ont placé des hôpitaux en état d'alerte ». Selon des organismes humanitaires, environ 4,2 millions d'Irakiens se sont enfuis de chez eux depuis 2003, et ce problème de réfugiés continue de

Par ailleurs, au terme d'un accord négocié entre l'Iran et le Kurdistan irakien, les cinq postes-frontières disséminés le long des 120 km séparant le Kurdistan irakien de l'Iran ont, le 8 octobre, été rouverts. Ces postes étaient fermés depuis le 24 septembre en représailles à la capture d'un Iranien par les forces américaines. Selon les autorités kurdes, la décision iranienne a coûté un million de dollars de pertes par jour pour la région. L'accord entre le gouvernement régional du Kurdistan et l'Iran prévoit l'ouverture de deux consulats iraniens à Souleimaniyeh et à Erbil, ainsi que la mise en activité de deux consulats irakiens à Kermanshah et Urmia, deux villes kurdes du Kurdistan irakien. Les deux parties « *se sont engagées à ce que leur territoire ne soit pas utilisé par des groupes armés ou pour des activités armées hostiles* », selon l'accord cité. Enfin, « *le Kurdistan irakien fera tous les efforts pour obtenir la libération de l'Iranien interpellé le 20 septembre par les troupes américaines* », selon les autorités kurdes.

IRAK : AU TROISIÈME TRIMESTRE LA VIOLENCE DIMINUE DE 70 %

RE général Abdoul-Karim Khalaf, porte-parole du ministre de l'Intérieur, a, le 22 octobre, annoncé que la violence a diminué de 70% au troisième trimestre en Irak par rapport aux trois mois qui ont précédé. À Bagdad, les explosions de voitures piégées ont diminué de 67% tandis

que le nombre de cadavres retrouvés dans les rues a baissé de près d'un tiers. Dans la province de l'Anbar, où ont aussi porté les efforts des forces irakiennes et de l'armée américaine, les morts violentes ont chuté de 82%. Selon le général Khalaf, « *ces chiffres traduisent une amélioration progressive du contrôle de la situation en*

matière de sécurité » depuis l'arrivée au premier semestre de 30.000 militaires américains supplémentaires. Néanmoins, les attentats à la voiture piégée ont augmenté de 129% et le nombre de morts de 114% dans la province de Ninive, où les divers activistes sunnites, dont ceux d'Al Qaïda, se sont regroupés après leurs revers à Bagdad et dans l'Anbar. Selon des chiffres officiels irakiens publiés le 28 octobre le nombre des civils tués a atteint en octobre son niveau le plus bas depuis 20 mois. Pour les quatre premières semaines d'octobre, 285 civils et membres des forces de sécurité irakiennes ont été tués dans des violences, selon des chiffres fournis par trois ministères: Intérieur, Défense, et Santé. Octobre 2007 a également été marqué par une réduction du nombre des morts américains avec 35 tués, soit la moitié du mois précédent qui s'était conclu sur un chiffre de 71 soldats tués.

À Ramadi, à 110 km à l'ouest de Bagdad, l'heure est aujourd'hui à la reconstruction et au retour à la paix. Dans ce bastion des terroristes, les GI sont désormais conviés à déjeuner chez les notables. Les soldats américains ont endossé le rôle d'urbanistes, de gestionnaires des relations entre communautés et d'acteurs politiques. Les officiers américains et leurs hommes conduisent un recensement, enregistrent les armes, réparent les égouts, veillent à ce que les prix du combustible pour la cuisine et le chauffage restent raisonnables, approuvent des contrats pour la construction d'écoles ou de parkings, et, peut-être le plus important, entretiennent des relations avec les policiers et citoyens irakiens. La violence dans la province troublée d'Anbar, où se trouve Ramadi, est loin d'être terminée, mais elle reflue. Depuis le début de l'année 135 soldats de la coalition américaine y ont été tués,

soit 16% des pertes militaires en Irak, selon des statistiques compilées le 29 octobre par l'*Associated Press*. Entre 2004 et 2006, ce chiffre s'élevait en moyenne à 345 par an (41% des pertes). L'an dernier pourtant, les responsables du renseignement des Marines considéraient la province d'Anbar comme perdue. Les terroristes sunnites étaient si bien implantés dans la région que l'Etat islamique d'Irak, une organisation liée à Al-Qaïda, avait revendiqué Ramadi comme sa capitale. Un tournant important a été pris avec la création l'an dernier du Conseil de l'éveil de l'Anbar par le cheikh Abdul Sattar Abou Risha, une personnalité charismatique qui a uni des dizaines de tribus sunnites contre Al-Qaïda. Excédé par la violence et désireux de se venger d'Al-Qaïda, qui a tué dix membres de sa famille, Abou Risha a persuadé de nombreux habitants de rejoindre la force de police. Al-Qaïda a répliqué en tuant Abou Risha dans un attentat le mois dernier mais sa mort n'a pas affaibli le processus de normalisation en cours.

Tandis que les chiffres américains confirment les progrès dans la lutte contre Al Qaïda dans le Nord, une instabilité croissante s'installe dans le Sud, où les affrontements entre factions chiïtes rivales se multiplient. Toutefois, l'imam chiïte radical Moqtada al-Sadr et Abdul-Aziz al-Hakim, chef du Conseil suprême islamique en Irak (CSII, ex-CSRII, le principal parti chiïte irakien), sont parvenus le 6 octobre à un accord destiné à mettre fin à la rivalité qui les opposait et provoquait depuis des mois des affrontements armés dans Bagdad ainsi que dans le sud de l'Irak riche en pétrole. L'accord prévoit notamment la création de comités locaux destinés à maintenir l'ordre. Les rivalités inter-chiïtes n'ont fait que croître ces derniers

mois, notamment dans le sud chiïte, les factions se disputant le contrôle d'une région dont les forces britanniques se retirent peu à peu. Toujours dans le sud, la province de Kerbala, une région sous contrôle des forces américaines, a été transférée par la Force multinationale aux autorités irakiennes. C'est la huitième province irakienne sur les 18 que compte l'Irak à être transférée depuis le début du processus de restauration de la souveraineté irakienne en 2006.

À Washington, démocrates et républicains ont parlé d'une seule voix sur l'Irak, en adoptant le 2 octobre à la Chambre des représentants un texte demandant au Pentagone de fournir des plans de retrait des troupes d'Irak. La proposition de loi a recueilli l'adhésion de presque autant de républicains que de démocrates et a été adoptée par 377 voix pour et 46 contre. Elle pourrait obliger le Pentagone à soumettre régulièrement aux Commissions de défense du Congrès des rapports sur l'organisation du retrait des troupes. La Chambre des représentants a adopté plusieurs textes cette année visant à obtenir un retrait d'Irak mais le Sénat, où la majorité des démocrates est plus réduite, est divisé sur la question.

AINSI QUE...

• **STRASBOURG : LA COUR EUROPÉENNE DES DROITS DE L'HOMME CONDAMNE LA TURQUIE POUR LES COURS D'ISLAM SUNNITE OBLIGATOIRES Á L'ÉCOLE PUBLIQUE.** Un père de famille alévi, une tendance minoritaire et libérale de l'Islam, a, le 9 octobre, obtenu devant la Cour européenne des droits de l'homme la condamnation de la Turquie en rai-

son de l'impossibilité pour sa fille de recevoir à l'école un enseignement religieux conforme à ses convictions. Le requérant, Hasan Zengin, dénonçait l'obligation pour sa fille Eylem, scolarisée dans une école publique d'Istanbul, de suivre des cours d'éducation religieuse et de connaissance morale centrés sur la foi et les pratiques de l'Islam sunnite. Les alévis, qui sont environ 15 millions en Turquie constituent une branche de l'Islam chiite influencée par des croyances préislamiques et par la mystique soufie.

Les juges de Strasbourg estiment, dans un arrêt rendu à l'unanimité, que les autorités d'Ankara doivent mettre en conformité le système éducatif turc avec la Convention européenne des droits de l'homme qui garantit un « droit à l'instruction » respectueux des « convictions religieuses et philosophiques » des parents. Dans son arrêt, la juridiction du

Conseil de l'Europe estime que les cours de culture religieuse en Turquie ne répondent pas « *aux critères d'objectivité et de pluralisme devant caractériser l'éducation dispensée dans une société démocratique et visant à ce que les élèves développent un esprit critique à l'égard de la religion* ».

• **LES AUTORITÉS IRAKIENNES REPOUSSENT L'EXÉCUTION D'ALI LE CHIMIQUE.** Les autorités irakiennes ont, le 4 octobre, repoussé l'exécution d'Ali Hassan al-Majid, condamné à mort pour les massacres de milliers de Kurdes alors qu'un nouveau témoignage était venu l'accabler dans un procès pour la répression sanglante d'une rébellion chiite qui a fait près de 100.000 morts en mars 1991, époque où il occupait la fonction de ministre de l'Intérieur.

Ali Hassan al-Majid, dit « *Ali le Chimique* », avait été condamné à mort en juin dernier avec deux autres

accusés pour son rôle dans les massacres de 180.000 Kurdes dans les années 1980. Son appel avait été rejeté le 4 septembre et, selon la loi irakienne, il devait être pendu sous 30 jours. Le gouvernement ne souhaite pas appliquer la sentence pendant le mois de jeûne du ramadan musulman (qui a pris fin le 13 octobre). Cousin et bras droit de l'ex-président Saddam Hussein exécuté par pendaison fin 2006, Ali Hassan al-Majid était une personnalité clé du régime saddamiste. Originaire, comme l'ancien dictateur, de la région sunnite de Tikrit au nord de Bagdad, Ali Hassan al-Majid a pris part à toutes les grandes campagnes de répression menées par le régime irakien. Selon l'organisation américaine de défense des droits de l'homme Human Rights Watch, il est responsable de la disparition de plus de 180.000 non-combattants dans les régions kurdes. Son surnom lui vient de l'usage d'armes chimiques pendant la répression.

Senate's partition vote assailed

Division of Iraq would bring 'suffering,' U.S. Embassy says

The Associated Press

BAGHDAD: The U.S. Embassy on Sunday criticized a Senate resolution that could lead to a division of the country into sectarian or ethnic territories, agreeing with many Iraqi leaders who say the proposal out of Washington "would produce extraordinary suffering and bloodshed."

The unusual statement from the Bush administration came hours after representatives of Iraq's major political parties denounced the proposal calling for a limited centralized government with the bulk of the power given to the country's Shiite, Sunni or Kurdish regions, saying it would seriously hamper Iraq's future stability.

"Our goal in Iraq remains the same: a united, democratic, federal Iraq that can govern, defend and sustain itself," the U.S. Embassy said.

"Iraq's leaders must and will take the lead in determining how to achieve these national aspirations," it continued, adding that "attempts to partition or divide Iraq by intimidation, force or other means into three separate states would produce extraordinary suffering and bloodshed."

The nonbinding Senate resolution adopted last week calls for Iraq to be divided into federal regions under control of Kurds, Shiites and Sunnis in a power-sharing agreement similar to the one that ended the 1990s war in Bosnia.

The Kurds in three northern provinces are running a virtually independent country within Iraq, while nominally maintaining relations with Baghdad. They support a formal division, but Sunni and Shiite Muslims have denounced the proposal.

At a news conference earlier Sunday, at least nine Iraqi political parties and party blocs representing both Shiites and Sunnis said the Senate resolution would diminish Iraq's sovereignty and called for an Iraqi law banning any division of the country along sectarian or ethnic lines.

"This proposal was based on the incorrect reading and unrealistic estimations of Iraq's past, present and future," according to the statement read by Izzat al-Shahbandar, a representative of the Iraqi National List, a secular political party.

On Friday, Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki said that "dividing Iraq is a problem and a decision like that would be a catastrophe."

The Iraqi Constitution provides for a federal system, allowing Shiites in the south, Kurds in the north and Sunnis in the center and west of the country to set up regions with considerable autonomous powers. Nevertheless, ethnic and sectarian turmoil have dimmed hopes of negotiating such measures, especially given deep divisions on sharing the country's vast oil resources. Oil re-

serves and existing fields would fall mainly into the hands of Kurds and Shiites if such a division were to occur.

In violence over the weekend, the U.S. military said Sunday that its aircraft had killed more than 20 fighters of Al Qaeda in Mesopotamia who opened fire on them northwest of the Baghdad.

The firefight between the U.S. aircraft from the 1st Air Cavalry Brigade, 1st Cavalry Division and insurgents occurred Saturday about 27 kilometers, or 17 miles, northwest of Baghdad, the

'Our goal remains the same: a united, democratic, federal Iraq.'

statement said. The military did not say what kind of aircraft had been involved, but the fact that the insurgents opened fire suggested they were low-flying Apache helicopters.

No civilians or U.S. soldiers were killed or wounded, the military said.

The Defense Ministry, meanwhile, said Iraqi soldiers had killed 42 "terrorists" over the past 24 hours in Salahuddin and Diyala provinces and around the city of Kirkuk.

Also Sunday, a military judge delayed court proceedings for a second U.S. Army sniper accused in the deaths of two unarmed Iraqi civilians, a day after a military panel sentenced a 22-year-old army specialist to five months in prison for his role in the crimes. The specialist, Jorge Sandoval, was convicted Thursday of planting evidence on one of the unidentified Iraqis who died last spring. He was acquitted of two murder charges.

His colleague Sergeant Evan Vela testified that he had pulled the trigger and killed one of the men Sandoval was accused of murdering. Vela, 23, said the sniper team had been following orders. He had been expected to undergo a pre-

trial hearing Sunday, but the judge postponed the hearing for at least a month.

■ Falluja deaths investigated

Nearly three years after the battle of Falluja earned the U.S. Marines more Navy Cross medals for heroism than any other action in Iraq, prosecutors are investigating whether members of one squad killed a group of captured insurgents there, The Associated Press reported from Los Angeles.

But getting charges to stick could prove difficult as prosecutors try to assemble concrete evidence from a battle that reduced much of the city to rubble and caused extensive casualties. The identities of the victims are unknown.

Several marines are under investigation, and the former squad leader, now a civilian, has been charged in a U.S. court with two counts of voluntary manslaughter.

About 130 marines were killed during the 53-day battle, more than 1,000 were wounded, and about 1,000 insurgents were killed, said a Marine Corps spokesman, Lieutenant Colonel Chris Hughes. There is no count of civilian deaths.

"It's a little bit difficult to take a firefight three years after the fight and try to piece together whether or not a crime took place," said Doug Applegate, an attorney for Jose Nazario Jr., the squad leader. "No crime scene could have been preserved. There's no physical evidence or DNA."

Nazario, 27, who has left the Marine Corps, pleaded not guilty last month.

The investigation was triggered when a former corporal from the squad, Ryan Weemer, applied for a job with the U.S. Secret Service. Investigators allege that he described the killings during a polygraph test that included a question about whether he had participated in a wrongful death, said his attorney, Paul Hackett. Weemer has not been charged with any crime in the case.



A U.S. infantry sergeant with an Iraqi who displayed his name, waiting to be photographed during a patrol in Baquba.

Turkish General: Independent Kurdish State Is Security Risk

AP Associated Press

ISTANBUL (AP) Oct. 1, 2007--Turkey's military chief said Monday that the establishment of an independent Kurdish state in northern Iraq would constitute a political and security risk for Turkey.

Gen. Yasar Buyukanit, speaking at Turkey's War Academy, said Iraq was moving toward becoming a confederation, which he said could lead to the Kurdish northern portion breaking away from the rest of Iraq.

Turkey has been fighting separatist Kurdish rebels since 1984 in a campaign that has killed tens of thousands of people. Turkish officials fear that a separate, Kurdish-ruled state would encourage Kurdish guerrillas inside Turkey.

Iraqi Kurds in the north have enjoyed self-rule since the end of the 1991 Gulf War, when the U.S. and the U.K. established a sanctuary for them after they rose up against Saddam Hussein.

Kurdish politicians won legal recognition for their self-ruled region in the 2005 Iraqi constitution. Although the region remains part of Iraq, Turkish officials say

it has all the trappings of an independent state.

At the airport, foreigners receive visas allowing them to visit the three provinces of Kurdistan -but not the rest of Iraq. Government buildings fly the Kurdish flag -red, white and green with a yellow sunburst.

Buyukanit also vowed Monday that the military would press ahead with its campaign against the separatist Kurdish rebel group, the Kurdistan Workers Party, or PKK. He complained the group was receiving foreign support, but did not name the countries allegedly backing the PKK.

"We are leading our struggle against terrorism with determination and will continue to do," he said.

"It is a well-known fact that it is not possible for a terrorist organization to survive without outside help," he said. "We have warned several countries on this issue."

TODAYS ZAMAN

Andrew Finkel Diyarbakir October 1, 2007

Despite the violence the search for peace goes on in southeast

He's a former school teacher with a sheepish grin -- and he's just lost another job -- but from the way passers-by greet him in the street and anxiously tuck in their shirts, you can tell Abdullah Demirtas is somebody important. "People still expect me to solve their problems. They still think me of as their mayor," he says, although technically he was relieved of that post last July through an executive decision of the Ministry of Interior.

Mr. Demirtas was elected mayor of the Sur (City Walls) municipality in Diyarbakir in the 2004 municipal election. He was removed after the city printed leaflets explaining municipal services in languages other than Turkish. The results of a survey of some 70,000 people revealed that over three-quarters had another mother tongue. For most this was Kurdish, but to be on the safe side the literature was also translated in Armenian, Aramaic, Arabic, Chaldean and English. He along with the rest of the municipal assembly was dismissed and a criminal court case is pending.

"In Ayvalik they print the water bills in Greek as well as Turkish and the city uses German in Alanya. Turkey is proud to have Turkish included as second official language in the Kosovar province of Gji-lan." But from the very first day as a school child when his teacher pulled his ear for speaking Kurdish in class, Mr. Demirtas was made to conceal who he really was.

On Saturday militants killed 12 passengers on a minibus travelling near Şirnak on the Iraq border, including several village guards. Ask people like Abdullah Demirtaş why the violence continues, and

the answer you get is simple. For all its promises about rights and freedoms, the government continues to demand that individuals deny their own identity. Violence is not just the result of higher levels of poverty and lower levels of education-but a sense of frustration and injustice.

"We are one flag, one state but many languages and many peoples," Mr. Demirtaş said. Even if the Kurdistan Workers' Party (PKK) were to come down from the mountains and lay down their arms, he believes that without genuine democratic reform, another hybrid group would go right back up again -- one which might even be more violent.

"If the new Constitution were to secure freedom of expression and cultural pluralism then the violence would come to an end," said Aysel Tuğluk, Diyarbakir deputy for the pro-Kurdish Democratic Society Party (DTP). Then she said it again. She was speaking at a conference held in the municipal theater of the city she represents titled "Kurds in Turkey: Main Requirements for a Peace Process," and although the sentiments may be hers, they more than resemble those dispatched through his lawyers from prison of Abdullah Öcalan, the convicted PKK leader.

Ms. Tuğluk faced hostile questioning from an audience of her own constituents. One questioner accused her of mouthing democratic platitudes -- evidence that Kurds themselves are divided over the best way ahead.

The debate over what Kurds really want is still muddled by a great deal of double speak, according to Sezgin Tanrikulu, head of the Diyarbakir Bar Association, which along with the German Heinrich Böll Foundation, was co-organizer of the wee-

weekend conference. The real objective of a Kurdish movement, he believed, was a significant devolution of power to a local administration that would include education and functions currently carried out by the Ministry of Interior.

Even so, the DTP demand for simple recognition of cultural diversity represented an enormous opportunity, Mr. Tanrikulu said. Simply to be able to discuss the issues in a public forum was a significant advance on even a few years ago. However, he also believed that it was in the government's hands to diffuse the conflict tomorrow by making certain key concessions which would require no constitutional changes. These include lifting all restriction on Kurdish broadcasting and creating Kurdish departments in universities as well as allowing all school children the right to learn their mother tongue -- even if the curriculum continued to be taught in Turkish.

Whether Turkey had to make reforms before acts of terror, like Saturday's brutal incident, could cease or whether the government should demand that the PKK lay down its arms before it made concessions was discussing whether the chicken precedes the egg, according to Mithat Sancar, a law professor at Ankara University. He said that a general amnesty for those in prison or at large was essential for a lasting peace. The notion of a military victory was illusory. Violence could always flare up again.

Violence, as long as it was containable, only served to steady the state in its conviction that had prevailed against Kurdish nationalism, according to Dilek Kurban who works for the Democratization Program of the Turkish Economic and Social Studies Foundation (TESEV). "It's not just

that the government does not want to be seen appeasing the gunmen, but the rest of the country believes that no matter what concessions are made, Kurds will never be satisfied," she said. The result was that no party really had formulated a policy for the Kurdish region, particularly the pressing issue of how to resettle villagers dislocated by years of conflict.

The governing Justice and Development Party (AK Party) is convinced that things

are moving in their direction. They made substantial gains in the July general elections and are now engaged in a battle to win the Greater Diyarbakır Municipality in local elections in 2009. While the DPT still enjoys a great deal of sympathy, the population is no longer prepared to accept its leadership on trust. Many in Diyarbakır cite mistakes in the last election -- such as rejecting popular local candidates for those from the outside -- as things it

would do if it were genuinely accountable to its supporters.

This is an argument that cuts both ways, according to Abdullah Demirtaş, who has set up an unofficial municipality to serve his constituents in a historical building beside the Diyarbakır city walls. "People voted for change," he said. If the AK Party does not deliver, their support will fall away.

TODAY'S ZAMAN

October 1, 2007 Today's Zaman İstanbul

Büyükanit says there is a 'limit' to military's silence

The military said yesterday that it was facing "systematic attacks" from enemies at home and abroad and warned that its patience should not be tested.

"The Turkish Armed Forces are the target of systematic and prejudiced attacks both internally and externally," Chief of Staff Gen. Yaşar Büyükanit told military cadets in a televised ceremony at the İstanbul War Academy, complaining that the armed forces of no other country have been subject to such attacks.

"Our recent partial silence stems from our respect for the order and unity of the state. But there is a limit to our partial silence that should be tested by no one."

Büyükanit's statement is the first major public comment made by a military commander since the elections on July 22 and the presidential election that followed in August. It also comes amid heated debates over plans to rewrite the Constitution, drafted after a military coup in 1980 and criticized for being repressive. The European Union, which Turkey aspires to join, is due to release a progress report on Turkey's membership efforts this fall and has repeatedly called for steps to reduce the military's involvement in politics. On April 27 the military issued a powerful statement on its Web site that has since been called an "e-memorandum," warning that it would intervene if secularism is put at risk. The government hit back with another statement, saying that the military was attached to the government. Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan subsequently called for snap elections that his Justice and Development Party (AK Party) decisively won.

The army, which ousted a government it deemed too Islamist just 10 years ago, is deeply unhappy about Parliament's election of Gül, whose wife wears the Muslim headscarf, as Turkey's new president. Gül and the ruling Justice and Development (AK) Party, in which he previously served as foreign minister, deny any Islamist agenda. While in power, they have pur-

sued reforms aimed at preparing Turkey for European Union membership.

"No power can change the secular structure of Turkey; no power is strong enough to do this," Büyükanit said yesterday in İstanbul.

The top commander said he would not comment on the efforts to rewrite the Constitution since he has not yet seen the final draft. But he warned there are principles that the Turkish military would continue to defend, namely the unitary structure of the state, the nation-state structure of the country and the secular order of the republic.

The government has pledged repeatedly that it has no intention of changing the principle of secularism as defined in the current Constitution, but critics continue to suspect that the constitutional reform is an effort by the government to undermine the secular order of the state. One popular concern is that Turkey will slowly turn into another Malaysia, a charge that the government dismisses.

Büyükanit said the Malaysia debate does not benefit Turkey's secular system and expressed concern that Turkey "has been put into the center of these debates," adding, "This is a situation that needs to be condemned in Mustafa Kemal Atatürk's Turkey."

The top military commander, seen as a hawk compared to his predecessor, retired Gen. Hilmi Özkök, warned against attempts to "elevate the individual at the expense of the state" and asked: "Can the individual suppress the state? This is what efforts are aimed at. The individual and the state are a single whole."

'Kurdish state is security risk'

Büyükanit also commented that the establishment of an independent Kurdish state



in northern Iraq would constitute a political and security risk for Turkey. He said Iraq was moving toward becoming a confederation, which he said could lead to the Kurdish-controlled northern portion breaking away from the rest of Iraq.

Iraqi Kurds in the north have enjoyed self-rule since the end of the 1991 gulf war, when the US and Britain established a sanctuary for them after they rose up against Saddam Hussein.

Kurdish politicians won legal recognition for their self-ruled region in the 2005 Iraqi Constitution. Although the region remains part of Iraq, Turkish officials say it has all the trappings of an independent state. Büyükanit also vowed that the military would press ahead with its campaign against the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK). He complained the group was receiving foreign support, but did not name the countries backing the PKK.

"We are leading our struggle against terrorism with determination and will continue to do so," he said. "It is a well-known fact that it is not possible for a terrorist organization to survive without outside help," he said. "We have warned several countries on this issue."

Le sénateur Joseph Biden défend son plan pour l'Irak



Agence France-Presse 01 octobre 2007

(Washington) Le sénateur démocrate américain Joseph Biden a une nouvelle fois lundi défendu son plan pour faire de l'Irak un État fédéral et dénoncé les critiques émises à son encontre par le premier ministre irakien Nouri al-Maliki, ainsi que par l'ambassade américaine à Bagdad.

À l'initiative de M. Biden, le Sénat a approuvé mercredi dernier une résolution non-contraignante sur un découpage de l'Irak en trois régions de nature confessionnelle: chiite dans le sud, sunnite au centre et kurde dans le nord.

Responsables chiites et sunnites en Irak ont fait front contre cette proposition, saluée en revanche par les dirigeants kurdes. L'ambassade américaine à Bagdad a également condamné cette initiative. Le partage du pays en États distincts en fonction des différentes communautés est rejeté par l'administration du président George W. Bush.

M. Maliki a estimé qu'une division de son pays «serait catastrophique non seulement pour l'Irak, mais pour toute la région». «Pour Maliki ou certains dirigeants irakiens, nous n'au-

rons pas à exprimer notre opinion. Je ne sais vraiment pas pour qui ils se prennent», a rétorqué M. Biden. «Le fait est que nous avons versé notre sang et notre argent pour qu'ils respectent les engagements prévus par leur constitution. Voilà le contrat», a-t-il ajouté.

M. Biden s'est défendu de vouloir la partition de l'Irak expliquant que son plan visait seulement à utiliser les mécanismes fédéraux prévus par la constitution irakienne. Le sénateur a indiqué qu'il avait demandé un rendez-vous avec le président Bush pour lui expliquer qu'il ne s'agissait pas de demander la partition de l'Irak.



Il s'agissait pas de demander la partition de l'Irak.

Irak: le gouvernement autonome kurde signe de nouveaux contrats pétroliers



BAGDAD, 3 oct 2007 (AFP) - Les autorités de la région autonome du Kurdistan irakien ont approuvé la signature de quatre nouveaux contrats pétroliers dans cette partie du nord de l'Irak, au risque de précipiter une crise avec le gouvernement de Bagdad qui a déjà jugé un premier contrat illégal.

"Le Conseil régional kurde du pétrole et du gaz a approuvé quatre contrats de production pétrolière et deux projets de raffinerie dans la région du Kurdistan", a annoncé mercredi dans un communiqué le ministère des Ressources naturelles du gouvernement autonome kurde.

Un premier contrat de partage de production (PSC) sur le bloc de Miran (1.015 km², dans la province de Souleimaniyeh) a été signé avec Heritage Energy Middle East Limited, filiale du groupe canadien Heritage Oil and Gas.

Le second contrat concerne le bloc Sindi/Amedi (2.358 km²) près de la frontière irako-turque, qui a été attribué à Perenco S.A., filiale du groupe franco-britannique du même nom.

"La signature de deux prochains contrats PSCs avec des compagnies internationales expérimentées suivra très prochainement", selon le ministère kurde des Ressources naturelles.

Les investissements nécessaires à la réalisation de ces quatre contrats et de deux raffineries sont d'environ 800 millions de dollars.

Les Etats-Unis ont critiqué ces signatures, alors que le Parlement irakien doit adopter une nouvelle loi sur le partage des revenus du pétrole.

"Je ne suis pas certain que cela aide les entreprises ou le gouvernement régional irakien de signer des contrats dont les termes pourraient être changés (...) par une loi nationale", a expliqué Tom Casey, le porte-parole du département d'Etat à Washington.

La Maison Blanche a pour sa part souligné la nécessité pour l'Irak de se doter d'une loi nationale sur le pétrole.

Début septembre, les autorités du Kurdistan autonome avaient déjà annoncé la signature d'un contrat avec une filiale locale des compagnies américaines Hunt Oil Company et Impulse Energy Corporation (IEC), pour l'exploration de champs pétroliers dans la province kurde de Dahouk.

Il s'agissait du premier contrat signé par le gouvernement kurde après l'adoption début août par le Parlement régional d'une nouvelle législation sur le pétrole et le gaz.

L'ambassade des Etats-Unis avait critiqué ce premier accord, source selon elle de "tensions inutiles" avec le gouvernement irakien.

Le ministre irakien du Pétrole, Hussein Chahristani, avait par la suite jugé ce contrat "illégal".

Le Parlement irakien doit examiner par ailleurs un projet de loi controversé sur le pétrole, déjà approuvé en juillet par le gouvernement.

Considérée par Washington comme un point essentiel pour la réconciliation nationale, cette loi vise à partager équitablement les revenus du pétrole entre les 18 provinces, et à faciliter les investissements étrangers.

C'est l'un des dossiers les plus sensibles dans ce pays qui abrite les troisièmes réserves mondiales d'or noir.

Le gouvernement du Kurdistan irakien est hostile à ce projet de loi en raison d'un amendement stipulant que "les contrats d'exploration de pétrole seront du ressort du gouvernement central". L'exécutif kurde y voit une perte de ses prérogatives et une menace à ses intérêts.

Aucune date n'a été fixée pour la discussion par le Parlement de cette loi qui doit mettre fin à la confusion sur les conditions juridiques et politique de l'exploitation des ressources en hydrocarbures, secteur clé de l'économie.

En attendant la ratification de la nouvelle législation, la loi ancienne demeure en vigueur, mais ne permet pas la signature de nouveaux contrats, puisqu'elle prévoit, elle aussi, leur ratification par les députés.

Les grandes compagnies internationales comme BP, Shell, Total et Chevron, sont toujours en position d'attente. Mais, au Kurdistan, les investisseurs de second rang se sont mobilisés, en profitant de la sécurité régnant dans cette région.



Turquie : 3 rebelles kurdes tués dans le sud-est

DIYARBAKIR (Turquie), 4 oct 2007 (AFP) - Trois rebelles séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont été tués mercredi soir lors de combats avec l'armée dans le sud-est de la Turquie, a-t-on indiqué jeudi de source de sécurité locale.

L'incident s'est produit près de Nusaybin, une localité située à proximité de la frontière avec la Syrie, dans la province de Mardin, a-t-on précisé de même source.

Des opérations de l'armée étaient par ailleurs en cours dans la province voisine de Sirnak pour capturer les auteurs d'une embuscade sanglante attri-

bue au PKK qui a coûté la vie à douze personnes, pour la plupart des civils, le week-end dernier dans cette zone peuplée majoritairement de kurdes et principal théâtre de violences.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par Ankara, les Etats-Unis et l'Union européenne, a accru depuis le début de l'année ses attaques dans le sud-est anatolien.

Le conflit kurde en Turquie a fait plus de 37.000 morts depuis le début, en 1984, de l'insurrection déclenchée par le PKK.



L'armée turque s'inquiète d'une désintégration de l'Irak

ISTANBUL (Turquie), 1 oct 2007 (AFP) -- L'armée turque a mis en garde lundi contre une désintégration "vers laquelle s'achemine rapidement" l'Irak, ce qui représente une menace pour la sécurité de la Turquie, avec l'apparition possible d'un Etat kurde dans le nord irakien.

"Nous sommes très préoccupés", car "la désintégration de l'Irak est fortement probable", a dit le chef d'état-major turc, le général Yasar Buyukanit, dans un discours prononcé dans une académie militaire d'Istanbul retransmis par la télévision.

"Un Etat indépendant à venir dans le nord de l'Irak représentera un risque majeur pour la Turquie, en termes de politique et de sécurité", a-t-il affirmé.

La Turquie craint qu'une éventuelle indépendance des Kurdes irakiens ne renforce la rébellion menée par les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le sud-est du pays et qui a fait plus de 37.000 morts en 23 ans.

Ankara avait accusé les Kurdes irakiens de tolérer, voire de soutenir le PKK,

dont les militants trouvent refuge et installent des bases arrière dans le nord de l'Irak pour mener des attaques côté turc.

Vendredi dernier Ankara et Bagdad ont signé un accord de coopération en matière de sécurité destiné à combattre le PKK, mais il semble peu probable que le gouvernement irakien puisse agir dans la zone kurde qu'il ne contrôle pratiquement pas.

Par ailleurs, le général Buyukanit a réaffirmé la volonté de l'armée de défendre le caractère laïc de l'Etat turc, alors qu'un débat se développe sur le projet de constitution par le parti au pouvoir AKP, issu de la mouvance islamiste.

"Aucun pouvoir ne peut transformer en quelque chose d'autre la république fondée par Atatürk, personne ne peut changer la structure laïque de la république", a-t-il déclaré.

La protection du système politique unitaire et laïc turc "est notre raison d'être et continuera à l'être", a encore dit le chef d'état-major



Turquie: deux attentats à Izmir font un mort et quatre blessés

ANKARA (AFP) 2 octobre 2007 — Deux attentats ont fait un mort et quatre blessés mardi dans un même quartier d'Izmir, dans l'ouest de la Turquie, ont rapporté les médias turcs.

Une première explosion vers 06H00 GMT d'un engin dissimulé dans un sac en plastique déposé devant un centre commercial dans le quartier de Sirinyer a blessé deux employés de nettoyage, selon la chaîne d'information NTV et l'agence de presse semi-officielle Anatolie.

Moins de trois heures plus tard, une seconde déflagration devant un marchand de tapis et une pharmacie situés près du lieu de la première explosion dans ce même quartier populaire de la sous-préfecture de Buca a fait un mort et deux blessés.

Les pompiers sont intervenus pour éteindre un incendie qui s'est déclaré dans le magasin de tapis, a précisé Anatolie. Les vitres des magasins avoisinants ont été soufflées et la police a bouclé les lieux.

NTV, citant des témoins selon lesquels une bombe a été lancée sur la chaussée par un motocycliste, a diffusé des images filmées après la

deuxième explosion montrant un cadavre gisant au sol recouvert d'une bâche. La police recherche un suspect, a rapporté Anatolie.

Le ministre de la Défense Vecdi Gönül, qui se trouvait à Izmir, s'est rendu sur les lieux du sinistre.

La première explosion, qui aurait été provoquée par un engin de faible puissance, s'est produite lorsque l'un des ouvriers a manipulé le sac pour le jeter dans une poubelle du complexe. Il a été grièvement blessé et a été opéré, tandis que son collègue a eu une jambe fracturée, selon l'agence.

L'agence a cité des témoins selon qui le sac aurait été déposé à un arrêt de bus avant d'être déplacé par les nettoyeurs.

Les séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit), qui luttent depuis 1983 contre le pouvoir central turc, ou des organisations d'extrême-gauche avaient revendiqué dans le passé des attentats semblables. Izmir, située sur le littoral égéen, est la troisième métropole de Turquie située sur la mer Egée. La ville abrite une importante communauté kurde.

Le Monde

2 octobre 2007

TURQUIE 13 MORTS PRÈS DE SIRNAK (SUD-EST)

Les rebelles du PKK accusés après une attaque contre une milice turque

ISTANBUL
CORRESPONDANCE

L'embuscade tendue, samedi soir 29 septembre, près d'un village proche de Sirnak, dans le sud-est de la Turquie, n'a laissé aucune chance aux occupants d'un minibus. Des hommes armés ont mitraillé le véhicule, qui transportait des « gardiens de villages », miliciens supplétifs de l'armée turque, et des membres de leurs familles. Treize passagers ont été tués, parmi lesquels un enfant de 7 ans. Cette opération a immédiatement été attribuée aux rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) par le gouverneur de Sirnak. Dans cette zone, frappée par des « mesures spéciales de sécurité », les combats sont très fréquents entre l'armée turque et le PKK. Vingt combattants kur-

des ont été tués ces deux dernières semaines. Les « gardiens de villages », une contre-guérilla armée et rétribuée par le gouvernement turc pour appuyer les opérations militaires, sont honnis des rebelles séparatistes et de leurs soutiens. Des milliers de villageois du sud-est de la Turquie leur reprochent d'occuper leurs terres.

Les funérailles des treize « martyrs », célébrées dimanche, ont donc ravivé un peu plus la tension. Le quotidien *Hürriyet* a dénoncé « l'œuvre des enfants des montagnes », faisant ainsi allusion aux combat-

tants du PKK. Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a parlé, dimanche, d'une « attaque lâche qui ne restera pas impunie », martelant sa détermination dans ce dossier. Cette semaine, à New

York, il avait averti que « le sang versé à cause des attaques de l'organisation terroriste [le PKK] est en train d'aggraver le traumatisme de notre société et réduit la patience du peuple turc ».

Ce nouvel acte de violence intervient au lendemain de la signature, aux forceps, d'un accord de coopération antiterroriste entre la Turquie et l'Irak. Ankara réclame de longue date une plus grande implication de son voisin dans la lutte contre le PKK, dont plusieurs milliers de combattants sont réfugiés dans la province autonome kurde d'Irak, d'où ils mènent des raids meurtriers. Les deux pays sont convenus, vendredi 28 septembre à Ankara, de renforcer leur coopération, essayant de masquer au mieux des désaccords majeurs. La principale exigence de la Turquie, qui demandait l'autorisation de pouvoir poursuivre les rebelles du PKK en territoire irakien, a été rejetée. Le gouvernement du Kurdistan autonome irakien, soupçonné par Ankara d'abriter les camps du PKK, a prévenu qu'il ne soutiendra aucun accord « violant sa souveraineté ». ■

GUILLAUME PERRIER

Le vote du Sénat américain sur la division de l'Irak enflamme les Arabes

La proposition des sénateurs n'est pas contraignante, mais elle a entraîné une levée de boucliers.

Balfour, pour les Arabes, est un gros mot. C'est le nom de la déclaration britannique de 1917 qui promettait aux juifs la création d'un foyer national en Palestine: elle portait la signature du secrétaire au Foreign Office, Arthur James Balfour. Joseph Biden, candidat à la présidence des Etats-Unis, vient d'acquiescer d'un coup dans la région une réputation presque aussi mauvaise. Le démocrate est le principal avocat d'une résolution, adoptée la semaine passée par le Sénat américain, qui propose la division de l'Irak en trois régions dotées de grands pouvoirs, avec un gouvernement central aux compétences limitées.

La réaction des Arabes n'a pas traîné: ils s'étranglent d'indignation devant ce qu'ils ont immédiatement interprété comme un plan de partition. C'est un «crime», écrit le quotidien Al Hayat. Pire: c'est un «Balfour» irakien.

Le sénateur démocrate n'a pas choisi le meilleur moment pour demander l'onction du Capitole à une idée qu'il défend depuis des mois. Le conflit irakien s'est développé en tensions régionales selon un modèle ancien et redoutable: sunnites contre chiites, Arabes contre Persans - les Iraniens -, avec les Kurdes en embuscade. Relancer un projet fédéral extrême, dans ce contexte, c'est comme lâcher une allumette dans un baril de pétrole. Le monde arabe voit déjà une partie de sa peau partir en lambeaux: le sud de l'Irak sous le contrôle de Téhéran, le nord emporté par les Kurdes; ne resterait au centre

qu'un moignon sunnite, sans or noir, alors que le reste du pays en est imbibé.

Ingérence intolérable

Cette montée de fièvre intervient au moment où la lutte pour le pétrole reprend entre le gouvernement de la région autonome kurde et le pouvoir central. Une série de contrats ont été signés par Erbil, capitale kurde, avec des compagnies étrangères (en particulier Canal Energy, une société à capitaux suisses) pour l'exploitation de puits et la construction de deux raffineries. Or Bagdad conteste à Erbil le droit de négocier ces accords industriels. Dans le même temps, les Kurdes accroissent leur pression sur Kirkouk, grand centre pétrolier qu'ils revendiquent, en mettant en œuvre un plan de dédommagement en faveur des Arabes qui acceptent de quitter la ville où Saddam Hussein les avait installés.

Hoshiyar Zebari, le ministre irakien des Affaires étrangères, qui est Kurde, a dénoncé la résolution Biden. Mais il ne parle pas au nom de son peuple, qui s'en réjouit et rêve d'indépendance au-delà de l'autonomie. C'est justement le «nouveau Balfour» que redoute le monde arabe, et la condamnation est montée de partout comme une vague, y compris à Bagdad même. Le vote du Sénat américain, même s'il n'est pas contraignant, est rejeté comme une ingérence intolérable dans les affaires intérieures irakiennes, comme une violation supplémentaire du droit international. Comme un conseil inadmissible

venant de ceux qui, après avoir détruit l'Irak, imaginent de le dépecer. L'argumentation verse parfois dans l'outrance fantasmagorique: l'Amérique organiserait le morcellement de tout le Proche-Orient pour le plus grand profit d'Israël.

Hypocrisie

Naturellement, l'administration Bush a aussi condamné le vote des sénateurs démocrates, auxquels se sont joints la moitié des républicains. «Une vraie faute», a dit Condoleezza Rice. Une proposition qui n'amènerait aux Irakiens que des souffrances nouvelles, a ajouté l'ambassadeur à Bagdad. Il fallait apaiser les seuls alliés que les Etats-Unis ont dans la région, tous arabes.

Dans les hauts cris qui ont accueilli la résolution Biden, il y a cependant passablement d'hypocrisie. Les chiites irakiens se sont joints au concert de dénonciations. Mais au moment de la rédaction de la nouvelle Constitution du pays, leur plus puissant parti s'était battu avec acharnement pour donner aux provinces la plus large autonomie, avec le projet avoué de créer une région sud aussi peu soumise que possible à Bagdad. C'était leur affaire, bien sûr, et pas celle des élus américains. L'autre hypocrisie est dans les capitales arabes: les régimes autoritaires volent au secours de l'unité irakienne par crainte que soient aussi contestés, chez eux, des arrangements institutionnels, et que s'affirment des désirs d'autodétermination.

Turquie: un soldat abattu par le PKK, instauration de zones de sécurité

AFP

DIYARBAKIR (Turquie), 6 oct 2007 (AFP) - Un soldat turc a été tué tôt samedi dans le sud-est anatolien lors de l'attaque d'un poste militaire par des rebelles kurdes, ont rapporté des sources locales de sécurité, l'état-major annonçant pour sa part l'instauration de nouvelles zones de sécurité.

Le soldat a péri lorsque des rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont fait feu avec des armes lourdes contre le poste de commandement d'une compagnie d'infanterie à Baskale, une localité de la province de Van, voisine de l'Iran, ont indiqué ces sources.

Elles ont ajouté que l'armée avait lancé une vaste opération pour poursuivre les assaillants.

Dans un communiqué diffusé samedi sur son site internet, l'état-major turc a quant à lui indiqué la création de 27 nouvelles zones temporaires de sécurité dans les provinces de Sirnak, Siirt et Hakkari, proches de la frontière avec l'Irak, pour empêcher les mouvements des rebelles.

Ces zones, dont l'accès est interdit aux civils, resteront en place jusqu'au 10 décembre.

Elles complètent un dispositif de zones de sécurité mis en place le 9 juin et arrivant lui aussi à échéance le 10 décembre.

Ankara estime que des milliers de rebelles du PKK, tolérés ou soutenus selon elle par les Kurdes d'Irak, utilisent le nord de ce pays comme base arrière pour lancer des opérations dans le sud-est de la Turquie, où la population est en majorité kurde.

Ces attaques ont augmenté depuis le début de l'année provoquant l'émoi de l'opinion publique turque.

Le PKK est considéré comme une organisation terroriste par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne.

AFP

Turquie: un rebelle kurde tué lors de combats avec l'armée

DIYARBAKIR (Turquie), 7 oct 2007 (AFP) - Un rebelle kurde du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) a été tué lors de combats avec l'armée dans le sud-est de la Turquie, ont affirmé dimanche des sources locales.

Les combats, au cours desquels trois soldats ont été légèrement blessés, se

sont produits dans la région du mont Cudi, dans la province de Sirnak, frontalière de l'Irak, a indiqué dans un communiqué le gouvernorat de Sirnak.

Le PKK, considéré comme une organisation terroriste par Ankara, les Etats-Unis et l'Union européenne, a accru depuis le début de l'année ses attaques dans le sud-est anatolien à la population majoritairement kurde.

LE FIGARO

3 octobre 2007

Le Sénat américain relance la polémique sur une partition du pays

L'adoption d'une résolution sur un partage de l'Irak suscite le tollé à Bagdad et dans les pays arabes.

FAUTE d'un gouvernement central capable de garantir la sécurité à travers le pays, l'unique porte de sortie pour Washington réside dans une partition de l'Irak en trois provinces de nature confessionnelle qui, elles, sauraient faire régner l'ordre dans leurs zones respectives (kurde au nord, sunnite au centre, chiite au sud) : adoptée la semaine dernière par le Sénat américain, la résolution – non contraignante – du démocrate Joseph Biden a le mérite de la simplicité.

Mais, sur le terrain, elle s'avérerait inapplicable. C'est ce qu'ont exprimé les nombreux opposants à ce plan de partage de l'Irak. Seulement la minorité kurde l'a approuvée. Elle y voit un chevron vers une autonomie accrue – sinon son indépendance.

Risque d'épuration ethnique

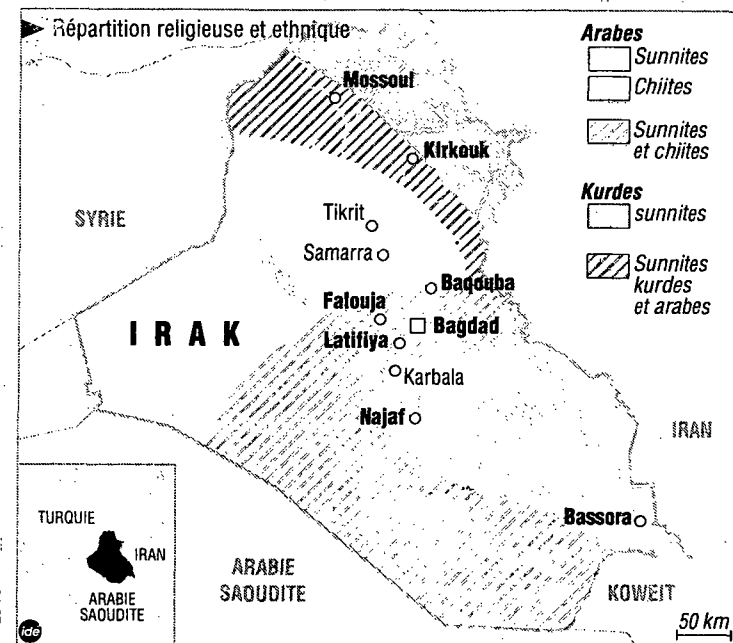
L'Administration américaine a exprimé son opposition au texte. « Vous ne pouvez pas faire la partition, il n'y a pas d'enclaves ethniques », a expliqué hier le secrétaire d'État, Condoleezza Rice. L'exis-

tence de nombreuses zones mixtes – à Bagdad par exemple, ou plus au Nord – rend impossible le découpage du pays en secteurs homogènes, théoriquement plus sûrs. Sauf à laisser reprendre une épuration ethnique, que le déploiement de renforts américains, depuis le printemps, a précisément enrayerée.

Une partition serait « catastrophique non seulement pour l'Irak,

mais pour toute la région », estime, de son côté, le premier ministre (chiite) Nouri al-Maliki. Même si certains de ses coreligionnaires ont évoqué la création d'un « Chiitistan » dans le sud de l'Irak, la majorité chiite ne souhaite pas franchir le pas. Elle veut engranger le maximum de dividendes offerts par le fédéralisme prévu par la Constitution, mais elle ne tient pas à renoncer au pouvoir national que les élections lui ont permis de remporter en 2005. « Ce plan de division va contre les intérêts des Irakiens et contre la paix », a commenté un porte-parole de l'ayatollah Ali Sistani, principale autorité spirituelle des chiïtes.

Relayant l'hostilité de la minorité sunnite à une partition, les États arabes voisins ne veulent pas non plus en entendre parler. Pour l'Arabie saoudite et la Jorda-



nie, le partage de l'ancienne Mésopotamie ferait le jeu des Kurdes et surtout d'al-Qaïda. La mouvance terroriste mise sur un éclatement de l'Irak pour prendre le contrôle des régions sunnites.

Face au tollé suscité par sa résolution, le sénateur Biden s'est défendu hier de vouloir la partition, expliquant que son plan visait seulement à utiliser les mécanismes fédéraux prévus par la Consti-

tution. Force est de reconnaître qu'il n'est pas le premier responsable américain à évoquer un tel scénario. La « sortie » de Biden a au moins le mérite de poser la question, qui hante nombre de chancelleries : « Face à la violence tous azimuts, lesquelles, des forces centrifuges ou centripètes, finiront pas l'emporter ? », se demande un diplomate français.

G. M.

PKK blames recent massacre on the Turkish Military

Kurdishaspect.com - By Karwan Simek - October 2, 2007

This week, 12 people were confirmed dead in an attack on a mini-bus in Besagac village in the Sirnex (Sirnak) province in Kurdistan of Turkey. Turkish officials immediately blamed the massacre on Kurdish rebels. This week, the People's Armed Forces (HPG - armed wing of the PKK), issued a statement denying the allegations against them and said that the Turkish Gendarmeries Intelligence Service (JITEM) organized the massacre.

Those dead in the attack on Saturday included workers and village guards employed by the Turkish government to counter the PKK. PKK leaders blamed the attacks on Turkish Intelligence claiming that such attacks are made in an attempt to further try to de-legitimize the Kurdish struggle in the view of the International Community.

The PKK also touched on the fact that while they are trying to maintain a ceasefire, which went into effect in October of 2006, the Turkish military has launched 483 operations against them. The PKK claims these operations consist of the illegal use of chemical weapons and cluster bombs by the Turkish military.

Kurdish groups have blamed the Turkish military for black operations in the past where civilians were targeted and the blame was placed on Kurdish rebels. Some allegations against the Turkish military have been proven, including the Şemdinli bombing, where an attack on a bookstore left 2 dead and 15 wounded. Human Rights organizations have expressed concern over the lack of investigation in Turkey in such cases.

In 2006, Amnesty International issued a statement expressing concern over Turkey's lack of action against members of the security forces accused of human rights violations.

Los Angeles Times

Security may trump ethnicity in Kirkuk

October 2, 2007 - By Borzou Daragahi

Kurds have long sought the mixed city and its environs for their semiautonomous region. Now some Arabs think that may not be so bad.

KIRKUK, IRAQ — A staunch Arab nationalist, Ismail Hadidi once dreaded the possibility that his ethnically diverse city would be swallowed up by the neighboring semiautonomous Kurdish region and cut off from the Baghdad government.

But the provincial councilman is also a practical man. And when he compares the chaos and violence in the Iraqi capital with the prosperity and peace next door in the three-province Kurdistan Regional Government area, teaming up with the Kurds doesn't seem like such a bad idea. He's even considering buying some property in the Kurdish enclave.

"The people of Kirkuk were afraid of this," said Hadidi, a Sunni Arab tribal leader. "But given the situation, I believe most people will move toward being part of Kurdistan, because what the people want above all is security."

Uncertainty clouds Iraq's future, but not so much here. The Kurdish region's exploding economic and political power has begun to shape northern Iraq's reality.

Oil-rich and ethnically diverse Kirkuk, the capital of Tamim province, was billed as northern Iraq's most contested prize in the wake of the U.S.-led invasion of Iraq in 2003, and its fate was to be resolved by the new Iraqi Constitution, which instead mandated a referendum. But that hasn't happened yet. And now, just as medieval peasants clung to local warlords who could protect them from looters and bandits, this gritty city's war- and poverty-ravaged population has begun gravitating toward the Kurds, who are hungrily reclaiming territory lost to successive waves of Arabization.

Few doubt what will happen when U.S. forces exit. Grown strong and rich in their enclave of more than 16,000 square miles, Iraq's Kurds will rush to annex Tamim and other areas in Diyala and Nineveh provinces they have laid claim to, which could double the size of their de facto state.

"The Kurdistan region will include all parts of Iraq that are historically and geographically part of Kurdistan," predicted Omer Fattah, deputy premier of the Kurdistan Regional Government, which is based in Irbil.

Hussein and leaders of earlier Arab-dominated Baghdad governments sought to upend the oil-rich region's ethnic balance by forcibly evicting tens of thousands of Kurds and other non-Arab minorities and replacing them with Arab settlers. A referendum on whether Kirkuk and its outlying province will join the Kurdish region is scheduled to take place by year's end.

However, many doubt the vote will be held. Politicians in Baghdad said this week it can't be held until well into 2008. Kurds blame the delays on U.S. reluctance to address an explosive Iraqi political issue. At the same time, Kurds say the Americans are increasingly less of a factor in the north. Kirkuk security officials say U.S. forces have already moved from the city to more volatile Baghdad and central Iraq.

A U.S. Army spokesman in Kirkuk skirted the question of redeployment. "Our brigade remains committed to providing security and partnering with Iraqi forces to maintain stability in the Kirkuk province," said Maj. Derrick W. Cheng of the 31st Brigade Combat Team in response to an e-mail query.

Kurds say they don't mind the Americans leaving. "We are thinking about it and preparing for it," said Abdul-Salaam Berwari, who runs a think tank close to the Kurdish leadership. "It's OK for us if they do that."

Kurdish officials suggest that it might be better if the U.S. pulled out of day-to-day operations in the north. Without Washington's political obligations to fellow North Atlantic Treaty Organization member Turkey, which fears Kurdish regional ambitions, many Kurds believe they can resolve the Kirkuk dilemma themselves.

"You'll never find a single Kurd willing to give up Kirkuk whether the Americans are here or not," said one official of the Kurdistan Democratic Party, one of the two main Kurdish parties in Iraq. He spoke anonymously because he said his view and that of many others was not the official Kurdish position.

Just as Kurds exploited Iraq's chaos after the 1991 Gulf War to build their enclave, they've begun quietly incorporating Tamim province and reversing the Arab migration.

Kurds have also in effect taken up security duties in other traditionally Kurdish lands and villages, including oil-rich Makhmour, northwest of Kirkuk, and Khanaqin, farther south in Diyala province. Kurds emphasize that the bombings that killed at least 400 Yazidis, a religious minority that is ethnically Kurdish, last month fell just outside the zone of Kurdish control.

Already at least 58,000 Arabs have left the Kirkuk region, said Kamal Kirkuki, deputy speaker of the Kurdish parliament. He said the Kurds have collected a trove of documents to determine who belongs in Kirkuk and who does not, including records of all Arabs who arrived in Kirkuk from 1968, when Hussein's Baath Party consolidated power, to the Iraqi leader's ouster in 2003.

"We could solve the Kirkuk issue in one minute," Kirkuki said. "All we need is a political decision."

The Irbil-based regional government bankrolls the teaching of the Kurdish language in Kirkuk schools. New housing sprouts on the no-man's land that served for 12 years as a buffer between Hussein's Iraq and the three Kurdish provinces, Irbil, Dahuk and Sulaymaniya, that were protected by American and British air power.

Soon, 5,000 overwhelmingly Kurdish Iraqi army troops will begin patrolling the countryside around Kirkuk, ostensibly to protect oil and electricity lines, but also to form a de facto barrier between the area and the rest of Iraq. The controversial patrols were approved by the Baghdad government.

"Our problem is coming from the terrorists who are outside the city," said Police Chief Gen. Jamal Taher, a Kurd. "What we want to do is to protect ourselves from the rest of the provinces where the terrorists are."

The proposal has outraged some of the city's Turkmen and Arab leaders, who see it as a ploy to extend Kurdish control.

"This is a barrel of TNT," said Hassan Torhan, an ethnic Turkmen politician and a member of the Turkmen Front, which is backed by Turkey. "Saddam Hussein tried to Arabize Kirkuk. Now the two parties

are trying to 'Kurdize' Kirkuk."

Torhan frequents Irbil's new international airport. He drives there through newly constructed tunnels and freshly asphalted streets and past shiny new hotels, restaurants, office buildings and apartment blocks.

Kurds boast that not a single non-Iraqi has been killed in their semiautonomous region since April 9, 2003. They say they've drawn on decades of intelligence experience from their dealings with Western and Middle Eastern spy agencies to keep militants at bay.

They've also incorporated into the political process many of the Kurdish Islamist groups that share the same extremist religious outlook as Al Qaeda.

Around Irbil, they've strengthened a gigantic earthen berm to keep militants out. Ironically, the trench was dug by Hussein during the 1980s to keep the city out of the hands of Kurdish guerrillas now running much of the north.

Meanwhile, in the 4 1/2 years since the invasion of Iraq, life inside Kirkuk has only become more dangerous. Grinding poverty persists. Insurgent bombings and gunfire daily target soldiers, police officers and civilians. Barbed wire and concrete blast barriers line the city's unkempt boulevards as Black Hawk helicopters hover above.

Fifteen minutes into a day-long foray into the city, a visiting Western reporter was accosted by a burly man who drew a 9-millimeter semiautomatic handgun on him and taunted his driver. It was an off-duty police officer venting frustration over a minor traffic incident.

Kirkuk officials believe Kurds can do a better job of providing security than either the Iraqi or U.S. security forces.

"There will be bloodshed if the Americans leave," said Brig. Gen. Hamid Salar, head of Kirkuk's traffic police. "But if the Kurdish authorities would be given responsibility, the terrorist activity would immediately drop 50%."

Looking at life without the Americans, some Arabs in Kirkuk whisper that at least the Kurds are mostly Sunni Muslims, whereas the Baghdad government is dominated by Shiite Muslims with close ties to Iran. The Kurds also generally have a much better record on human rights and treatment of minorities than does Baghdad, where security forces are full of Shiite militiamen and sectarian death squads have run rampant.

But some worry as to how the Kurds might behave without U.S. scrutiny. Recently, Arabs who fled to Kirkuk to escape sectarian killings elsewhere in Iraq have reported being rousted from their homes by Kurdish-dominated security forces and ordered to move again, lest they upset the city's ethnic balance ahead of the referendum.

"We were informed that we have to leave our houses that we have rented for over a year and a half," said Radhi Mohammed, who fled Baghdad's Bayaa neighborhood for Kirkuk with 13 family members.

"Police arrested one of my sons and told us to leave or they will detain my son until we do so."

A special correspondent in Kirkuk contributed to this report.

The Washington Post

Federalism, Not Partition

October 2, 2007 - By Joseph R. Biden Jr.* and Leslie H. Gelb

The Bush administration and Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki greeted last week's Senate vote on Iraq policy -- based on a plan we proposed in 2006 -- with misrepresentations and untruths. Seventy-five senators, including 26 Republicans, voted to promote a political settlement based on decentralized power-sharing. It was a life raft for an Iraq policy that is adrift.

Instead, Maliki and the administration -- through our embassy in Baghdad -- distorted the Biden-Brownback amendment beyond recognition, charging that we seek to "partition or divide Iraq by intimidation, force or other means."

We want to set the record straight. If the United States can't put this federalism idea on track, we will have no chance for a political settlement in Iraq and, without that, no chance for leaving Iraq without leaving chaos behind.

First, our plan is not partition, though even some supporters and the media mistakenly call it that. It would hold Iraq together by bringing to life the federal system enshrined in its constitution. A federal Iraq is a united Iraq but one in which power devolves to regional governments, with a limited central government responsible for common concerns such as protecting borders and distributing oil revenue.

Iraqis have no familiarity with federalism, which, absent an occupier or a dictator, has historically been the only path to keeping disunited countries whole. We can point to our federal system and how it began with most power in the hands of the states. We can point to similar solutions in the United Arab Emirates, Spain and Bosnia. Most Iraqis want to keep their country whole. But if Iraqi leaders keep hearing from U.S. leaders that federalism amounts to or will lead to partition, that's what they will believe.

The Bush administration's quixotic alternative has been to promote a strong central government in Baghdad. That central government doesn't function; it is corrupt and widely regarded as irrelevant. It has not produced political reconciliation -- and there is no evidence it will.

Second, we are not trying to impose our plan. If the Iraqis don't want it, they won't and shouldn't take it, as the Senate amendment makes clear. But Iraqis and the White House might consider the facts. Iraq's constitution already provides for a federal system. As for the regions forming along sectarian lines, the constitution leaves the choice to the people of its 18 provinces.

The White House can hardly complain that we would force unwanted solutions on Iraqis. President Bush did not hesitate to push Prime Minister Ibrahim al-Jafari out of office to make way for Maliki, and he may yet do the same to Maliki.

The United States has responsibilities in Iraq that we cannot run away from. The Iraqis will need our help in explaining and lining up support for a federal solution. With 160,000 Americans at risk in Iraq, with hundreds of billions of dollars spent, and with more than 3,800 dead and nearly 28,000 wounded, we also have a right to be heard.

Third, our plan would not produce "suffering and bloodshed," as a U.S. Embassy statement irresponsibly suggested. And it is hard to imagine more suffering and bloodshed than we've already seen from government-tolerated militias, jihadists, Baathists and administration ineptitude. More than 4 million Iraqis have fled their homes, most for fear of sectarian violence.

The Bush administration should be helping Iraqis

make federalism work -- through an agreement over the fair distribution of oil revenue; the safe return of refugees; integrating militia members into local security forces; leveraging the shared interest of other countries in a stable Iraq; and refocusing capacity-building and aid on the provinces and regions -- not scaring them off by equating federalism to partition, sectarianism and foreign bullying.

To confuse matters more, the administration has conjured a "bottom-up" strategy that looks like federalism and smells like federalism -- but is, in reality, a recipe for chaos.

"Bottom-up" seems to mean that the United States will support any group, anywhere, that will fight al-Qaeda or Shiite extremists. Now, it always made sense to seek allies among tribal chiefs to fight common terrorist enemies. But to simply back these groups as they appear, without any overall political context or purpose, is to invite anarchy. Nothing will fragment Iraq more than a bottom-up approach that pits one group against another and fails to knit these parts into governable wholes.

Federalism is the one formula that fits the seemingly contradictory desires of most Iraqis to remain whole and of various groups to govern themselves for the time being. It also recognizes the reality of the choice we face in Iraq: a managed transition to federalism or actual partition through civil war.

-* Joseph R. Biden Jr. (D-Del.) is chairman of the Senate Foreign Relations Committee. Leslie H. Gelb is president emeritus of the Council on Foreign Relations.

The Boston Globe

Arabs quitting Iraq's Kirkuk

October 2, 2007 By Mustafa Mahmoud and Sherko Raouf

KIRKUK, Iraq (Reuters) - Abu Mohammed, a 60-year-old Iraqi Arab, moved to the oil-producing city of Kirkuk 28 years ago because of incentives that included a home offered by Saddam Hussein's Arab nationalist government.

But times have changed in Kirkuk, a mixing pot of Kurds, Arabs, Assyrians, Turkmen and Armenians 250 km (155 miles) north of Baghdad which is potentially Iraq's next flashpoint.

Abu Mohammed has decided to accept a compensation offer of 20 million Iraqi dinars (about \$16,000) to voluntarily move his family of 10 back to Samawa in southern Iraq, part of a "normalization" plan enshrined in Iraq's constitution.

"I saw that it was best for me and my family to return to our original province because, whether we like it or not, Arab migrants will leave sooner or later," he told Reuters on Tuesday.

The "normalization" plan is an attempt to return Kirkuk to its earlier demographic make-up before Saddam Hussein's "Arabisation" plan in the 1970s and 1980s when Kurds and Turkmen were ex-

pelled.

It is a key element in preparations for a referendum -- due by the end of the year -- on the status of the multi-ethnic city, which Iraq's Kurds want to become a part of their autonomous region.

Some Iraqi Arabs and Turkmen who do not want to leave fear they may be forced out if the vote goes ahead and they want the poll postponed or shelved. Analysts fear a bloodbath if it takes place against the wishes of the other, non-Kurdish sects.

Estimates of the number of migrant Arabs in Kirkuk vary greatly. Kirkuk's acting mayor Ihsan Guli says there are 70,000 Arab families, or roughly 230,000 people, out of a population of about three quarters of a million.

Iraq's Environment Minister Nermeen Othman, a Kurd, put the number much higher, at close to 135,000 families. He has said 9,450 Arab families have started procedures to move.

FED UP WITH PREJUDICE

Mohammed Khalil al-Jubouri, an Arab member of the committee in charge of ensuring compensation

to those who relocate, said many of the families who have claimed the resettlement money had already moved out of the city.

"The number of families who have registered for compensation are currently about 1,000 families, the majority of which come from southern Iraq," Jubouri said.

"Most of these families had already left Kirkuk anyway ... some of these families had come back to register after they heard of the compensation," he said.

Um Zayneb, a 50-year-old mother of seven, said she was fed up with the prejudice against Arab settlers like herself.

"I am not allowed to work in Kirkuk anymore, that's why I want to go back to Amara," she said, referring to a poor southern Shi'ite city, as she stood outside the provincial council office to complete her paperwork.

"I've been here for more than 25 years, but however long that is, we will always feel like strangers."

Kurds' oil deals draw Baghdad warning

By Richard A. Oppel Jr.

SULAIMANIYA, Iraq: Worsening a deep divide with Iraqi leaders, the Kurdish regional government has struck four new oil exploration deals over the strong objections of the Baghdad central government. The deals are the latest effort by the Kurds to jumpstart their oil industry as national oil legislation languishes in Parliament.

The new deals follow an agreement last month between the Kurds and Hunt Oil Co. of Dallas that was criticized as illegal by the Iraqi oil minister, Hussain al-Shahristani. Kurdish officials, who have said they want to be producing at least one million barrels of new oil daily within five years, say all the deals are consistent with the Iraqi Constitution.

But the deals have aggravated tensions with the Arabs who dominate the national government, calling into question whether Iraqi politicians will ever be able to work out differences on how to develop the huge petroleum reserves.

The Kurds want the Iraqi Parliament to pass draft legislation governing new oil exploration and the allocation of oil revenue between the country's Kurdish, Sunni and Shiite regions. But many in Parliament object to the version favored by the Kurds, and it is unclear how the Kurds' own regional oil law, approved in August, will conform with whatever might ultimately be approved by the central government.

In particular, many Sunni Arab leaders object to the production-sharing agreements being negotiated by the Kurds, which call for companies to invest large sums to find and produce oil and then award the companies a portion of the profits later generated by the oil fields.

The Kurds' new oil and gas exploration

production-sharing contracts were signed with Heritage Oil Corp., a publicly traded Canadian concern, and Perenco SA, a privately held French company. The total initial amount invested is expected to be \$500 million, the regional government said, and two other deals with "experienced international companies" will be announced soon.

Heritage was awarded an exploration license for a 1,015-square-kilometer, or 392-square-mile, area in the Sulaiman-

Ministry criticized the new oil production contracts and warned companies not to sign deals without the blessing of the national government.

"Any contracts signed before the approval of the oil law will be ignored or considered illegal," said the spokesman, Assim Jihad. He added that the ministry would take "rigid steps against those who ignore its orders."

A senior State Department official in Baghdad has also criticized the oil contracts with the Kurds as having "needlessly elevated tensions" between the Kurds and Baghdad.

A Kurdish official defended the deals, saying that the eventual revenue would be shared with all Iraqi regions and that any delays in signing exploration pacts would only increase the time it will take to get money for the country's treasury.

A Western executive involved in negotiations with the Kurds said the regional government appeared to be trying to "create a fait accompli" by signing so many deals with foreign companies that the central government has to eventually accept the provisions sought by the Kurds.

"They are trying to increase the pressure to get the draft oil bill out of the Iraqi Parliament, said the executive, who agreed to speak without his name being used because he was not authorized to discuss negotiations. "Some of these are relatively marginal deals in the sense that they are not huge deals with major international oil companies. But if they get enough of them they feel they can put more pressure on the federal government to get the law unstuck."

The Kurds want the Parliament to pass a law on the oil industry.

iya Province of Iraqi Kurdistan. Perenco was awarded a license for 2,358 square kilometers along Iraq's northern border with Turkey.

If the exploration leads to oil production, Kurdish officials said that in rough terms the deals call for the companies to recover their costs and split profits, with about 15 percent going to the companies and 85 percent to the government. A Kurdish official said it is expected to take three to five years before any oil is produced.

In addition, the Kurdish government announced plans to complete, within two years, two refineries that are each capable of processing 20,000 barrels a day, or enough to meet 30 percent to 40 percent of the current demand in Iraqi Kurdistan for gasoline and other refined products — easing reliance on imports from Turkey and Iran. "We are desperate for fuel and fuel products," a Kurdish official said.

In Baghdad, a spokesman for the Oil

President of Turkey defends rights record

Reuters

STRASBOURG: Abdullah Gul, the president of Turkey, on Wednesday defended his country's human rights record in a major European forum but said much remained to be done, including action on a law that has been used to restrict free speech.

The European Union, which Ankara hopes to join, has urged Turkey to scrap the law, Article 301 of the country's penal code, which makes it a crime to insult Turkish national identity or state institutions.

"Nobody is in prison in Turkey today for expressing their ideas," Gul said before

the parliamentary assembly of the Council of Europe in Strasbourg.

"But there are many more things still to do."

Gul later told reporters he wanted to see Article 301 amended, noting that it had caused much damage to Turkey's image as it negotiates for membership in the European Union.

Nationalist prosecutors in Turkey have used Article 301 against dozens of writers, journalists and scholars, including Orhan Pamuk, who received the 2006 Nobel Prize in Literature, although cases rarely end in convictions.

"Even though nobody has been jailed



President Abdullah Gul of Turkey addressing the Council of Europe on Wednesday.

under this article, I would like to see it changed," Gul said.

"Parliament is now open and I predict some regulations could be made in connection with this issue."

In Turkey, the government, not the president, makes policy, but Gul retains influence in the governing AK party, which he served as foreign minister until Parliament elected him head of state in August.

So far, Prime Minister Tayyip Erdogan's government has resisted EU pressure to scrap or amend Article 301, saying it will proceed with changes at its own pace.

Human rights campaigners say the law seriously discourages freedom of expression and feeds a climate of intol-

erance exploited by ultranationalists.

One of the few writers to have been convicted under the article was the Turkish Armenian editor Hrant Dink. Because of his views on the Ottoman Turkish massacres of Armenians in 1915, Dink was fatally shot in January in Istanbul by a young ultranationalist.

Responding to questions from members of the European Parliament, Gul defended Turkey's treatment of its large Kurdish ethnic minority, saying Kurds had achieved more freedoms in the past few years.

"We see cultural differences as an asset," he said, "but they cannot justify separation." Gul was apparently referring to Kurdish rebels fighting Ankara's rule in a conflict that has cost more than 30,000 lives since 1984.

Gul said a new constitution being prepared by the government would further bolster individual rights and freedoms in Turkey.



8 OCTOBRE 2007

Le réveil des séparatistes kurdes en Turquie

La multiplication des accrochages armés dans l'est du pays gêne le pouvoir d'Erdogan.

Diyarbakir envoyé spécial

A lors que treize soldats ont été tués hier dans le sud-est de la Turquie par les rebelles kurdes, et qu'un attentat a fait six blessés à Istanbul, l'armée a annoncé la création de nouvelles zones de sécurité le long de la frontière avec l'Irak (lire ci-contre). «*Nous n'avons jusqu'ici pas pu empêcher les jeunes de rejoindre la montagne*», avait reconnu la semaine dernière le chef de l'armée de terre, Ilker Basbug.

Médias. La question kurde hypothèque la relance des réformes après les élections du 22 juillet marquées par la victoire de l'AKP de Recep Tayyip Erdogan, issu du mouvement islamiste, mais aussi par l'entrée au Parlement, pour la première fois depuis quatorze ans, de vingt députés kurdes du DTP (Parti de la société démocratique). Les Kurdes sont 13 millions sur 70 millions de citoyens turcs. Mais les espoirs d'une solution politique s'enlisent. Les élus du DTP sont accusés de soutenir «*le terrorisme séparatiste*» des rebelles du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). De leur côté, ils dénoncent l'ostracisme dont ils seraient victimes de la part des autorités et des médias. La présidente des Verts allemands, Claudia Roth, en visite

à Ankara, s'est également plainte «*des efforts pour exclure le DTP du Parlement*».

Pourtant tout avait bien commencé. Mi-août, lors de l'ouverture de la nouvelle Assemblée, les dirigeants du DTP avaient été applaudis par les membres du Parlement, quand ils avaient serré la main du leader ultranationaliste du MHP (Parti d'action nationaliste, 77 députés). La majorité des observateurs turcs et kurdes croyait alors que le problème kurde pouvait enfin prendre sa place dans l'ordre du jour du Parlement. Mais les premières frictions sont vite apparues. D'abord avec l'armée qui a refusé d'inviter les députés du DTP aux cérémonies officielles de la fête de la Victoire le 29 août. Puis le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a exigé du DTP qu'il dénonce clairement le PKK comme «*une organisation terroriste*». Ce groupe armé est déjà considéré comme tel par l'Union européenne et les Etats-Unis. Le DTP a rétorqué: «*Nous n'appelons pas nos frères des terroristes*». Une déclaration qui a suscité l'indignation, confortant le point de vue de ceux qui voient en ce parti une simple «*vitrine politique*» du PKK.

Les espoirs de pacification ont subi un autre coup dur le 29 septembre quand des hom-

mes armés ont mitraillé un minibus à Sirmak (sud-est) tuant 13 personnes dont des femmes et des enfants ainsi que 7 miliciens progouvernementaux. Aussitôt mis en cause, le PKK a nié toute responsabilité dans ce qui est le plus grave massacre de civils dans le sud-est depuis plusieurs années. Des combattants du PKK ont ils eu la gâchette trop facile? S'agit-il d'une vengeance locale? D'une provocation des autorités? La multiplication des incidents sur le terrain montre en tout cas que le PKK, même affaibli, est encore à même d'agir. L'armée met en cause les infiltrations des rebelles depuis leurs bases arrières en Irak du Nord. Elle critique ouvertement les limites de l'accord «*antiterroriste*» signé avec Bagdad, fin septembre, qui n'autorise pas les poursuites à chaud au-delà de la frontière. Nombre d'observateurs estiment néanmoins que les militaires ont une attitude ambivalente. «*L'armée désire la poursuite des activités violentes du PKK pour sauvegarder sa place privilégiée dans le sphère politique*», affirme l'intellectuel kurde Umit Firat.

Cachot. S'affichant comme réformiste et proeuropéen, l'AKP a doublé ses scores électoraux dans le sud-est à majorité kurde encore mar-

quée par les souvenirs de la «*sale guerre*» qui avait fait plus de 36 000 morts dans les années 80-90. Il espère maintenant gagner les municipalités, notamment celle de Diyarbakir, la capitale régionale. Une douzaine de maires kurdes du sud-est sont toujours poursuivis pour «*propagande séparatiste*», «*promotion du bilinguisme dans les services municipaux*» ou accusés d'avoir appelé «*respectable monsieur*» le leader du PKK Abdullah Ocalan emprisonné sur l'île Imrali (mer de Marmara) depuis 1999. Ce dernier, du fond de son cachot, continue à faire entendre sa voix au travers de ses avocats: «*Si la nouvelle Constitution admettra l'existence et l'expression libre de toutes les cultures, je peux réaliser l'armistice dans deux mois*». Condamné à la prison à vie, il entend être incontournable. ◀

RAGIP DURAN

Zones de sécurité

L'armée turque a annoncé l'instauration de 27 nouvelles «*zones temporaires de sécurité*» près de la frontière avec l'Irak. Ces zones interdites d'accès aux civils s'ajoutent aux 10 déjà instaurées au printemps pour combattre la rébellion kurde.

LE FIGARO

9 octobre 2007

Quinze soldats turcs tués par des séparatistes kurdes

TURQUIE

C'est le plus lourd bilan, depuis 1995, des opérations de l'armée lancées chaque année, à la veille de l'hiver, dans l'est du pays.

Istanbul

LA TURQUIE n'en finit plus de compter ses « martyrs ». Deux soldats de plus ont trouvé la mort, hier, à la suite d'explosions de mines, dans le sud-est du pays. Ces victimes s'ajoutent à la longue liste de ce week-end : dimanche, treize soldats ont été tués dans des affrontements avec les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans la province de Sîrnak, près de la frontière irakienne.

Ce bilan, le plus lourd depuis 1995, au plus fort de la guerre civile entre l'armée et le PKK, s'ajoute à un massacre de douze civils le 29 septembre : un minibus avait été mitraillé, également dans la campagne environnante de Sîrnak. Les victimes étaient majoritairement des « gardiens de village », les miliciens kurdes recrutés par l'État pour lutter contre le PKK. Accusé d'être à l'origine de cette embuscade, ce dernier a nié toute implication dans la tuerie. Et une commission parlementaire a été créée pour tenter de faire la lumière sur les faits.

Cette recrudescence de la violence attribuée à la guérilla, non seulement dans les régions à

majorité kurde mais également dans l'ensemble du pays (une explosion a fait six blessés à Istanbul samedi, une autre un mort à Izmir mardi dernier), intervient alors que l'armée a lancé une vaste opération de ratissage dans les montagnes du sud-est. Ces manœuvres, traditionnelles à cette époque de l'année, visent à empêcher les rebelles de regagner le nord de l'Irak, où ils trouvent refuge, avant la venue de l'hiver. Ce week-end, les militaires ont d'ailleurs procédé à des tirs à proximité de la frontière irakienne.

Un ton va-t-en-guerre

Sommé de mettre fin aux actions de l'organisation séparatiste, classée comme « terroriste » par l'Union européenne et les États-Unis, le gouvernement se retrouve donc un peu plus sous pression. « Notre lutte contre le terrorisme se poursuivra sous une forme différente », a déclaré le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, avant de réunir un Conseil extraordinaire des ministres hier. Jusqu'à présent, le chef du gouvernement a résisté à l'armée et à l'opposition, qui réclament une intervention dans le Kurdistan autonome, en Irak. Représentant les sentiments nationalistes exacerbés au sein de la population, le quotidien *Hürriyet* adoptait un ton va-t-en-guerre : « Opération transfrontalière : l'armée saura faire payer chez le prix de cette attaque. »



L'armée turque a lancé une opération de ratissage dans les montagnes aux alentours de Sîrnak, près de la frontière irakienne. Reuters

En septembre, Ankara et Bagdad ont signé un accord bilatéral de lutte contre le PKK, largement critiqué pour son inefficacité. Car la Turquie n'a pas obtenu le feu vert voulu pour pénétrer dans le nord de l'Irak et le pouvoir central irakien n'a pas non plus le pouvoir d'agir à l'intérieur du Kurdistan autonome.

Côté turc, l'état-major vient donc de décréter l'instauration de vingt-sept nouvelles « zones de sécurité » à proximité des fron-

tières de l'Irak et de l'Iran, des zones désormais interdites d'accès aux civils. Elles s'ajoutent à celles déjà mises en place en juin qui avaient donné le coup d'envoi au retour de l'état d'urgence dans la région. Et le regain des combats a relégué à l'arrière-plan les réformes sur les droits de l'homme, espérées par Bruxelles depuis la victoire du Parti de la justice et du développement en juillet.

LAURE MARCHAND

Accord turco-irakien contre le PKK : Ankara insatisfait.

Accord turco-irakien contre le PKK : Ankara insatisfait. La Turquie et l'Irak ont signé le 28 septembre dernier un accord de coopération en vue de lutter contre les militants kurdes du PKK. Les deux pays mettront leurs efforts en commun pour bloquer le financement de l'organisation séparatiste kurde, briser sa logistique et s'opposer à son action de propagande.

Un accord qui ne répond pas vraiment, néanmoins, aux attentes de la partie turque, puisqu'il ne permet pas à Ankara de mener des opérations anti-PKK dans le nord de l'Irak sans obtenir au préalable l'autorisation de Bagdad. Aucun compromis n'a pu être dégagé sur ce point entre les deux parties, au grand dam d'Ankara, qui attend en vain de lancer ses troupes à l'assaut des militants du PKK réfugiés en Irak du Nord, dans leur sanctuaire des monts du Kandil.

Alors qu'Ankara, par la voix de son ministre de l'Intérieur, Besir Atalay, souligne que les négociations vont se poursuivre sur ce point, Bagdad se félicite de cet accord, jugé « très important pour l'Irak » par Jawad al-Bolani, le ministre irakien de l'Intérieur. Ce dernier, se voulant rassurant à l'égard de la Turquie, a ajouté selon le Turkish Daily News que son gouvernement ferait tout ce qui est en son pouvoir pour que les mesures prennent effet. Très prudent sur la question controversée de l'autorisation à donner à Ankara de lutter contre le PKK sur le territoire irakien, Jawad al-Bolani s'est contenté de dire : « Nous voulons choisir le mécanisme le plus efficace pour les deux parties. »

Autre acteur essentiel concerné par cet accord : la communauté kurde d'Irak. En réaction à cette signature, les Kurdes irakiens ont fait savoir qu'ils pourraient se déclarer favorables à un pacte antiterro-

riste irako-turc, à la condition qu'Ankara renonce à demander l'envoi de troupes en Irak du Nord pour y poursuivre les militants du PKK. Les Kurdes irakiens se sont plaint par ailleurs que l'accord du 28 septembre ait été signé sans qu'ils n'aient été consultés au préalable.

Du coup, un haut responsable militaire chapeautant les peshmergas (les combattants kurdes) a précisé que les Kurdes irakiens ne se sentaient pas liés par le moindre accord sur la sécurité du Kurdistan irakien qui serait conclu sans la participation active du gouvernement régional kurde d'Irak du Nord. « Si cet accord relève de la routine en matière de renseignements et de lutte antiterroriste, nous le soutiendrons, a déclaré le Brigadier Général Jabbar Yawar. Mais nous n'appuierons aucune mesure qui violerait la souveraineté du gouvernement régional. »

A Washington, en revanche, on se réjouit de la signature de l'accord irako-turc. « Les Etats-Unis fourniront toute l'aide nécessaire aux deux pays [pour la mise en œuvre de l'accord] », a déclaré lundi 1er octobre, selon le Turkish Daily News, Ross Wilson, l'ambassadeur des Etats-Unis à Ankara. Le diplomate américain a estimé que le document était très important, soulignant que le gouvernement irakien reconnaissait pour la première fois dans un document écrit que le PKK est une organisation terroriste.

Ross Wilson en a profité pour démentir les informations faisant état de la démission du général Joseph Ralston, le coordinateur américain pour la lutte contre le PKK, dans le cadre du mécanisme tripartite américano-turco-irakien. Or, Hürriyet affirmait en début de semaine que Joseph Ralston avait bien remis sa démission au Département d'Etat. Selon certaines sources en

provenance de Washington, le coordinateur américain a jeté l'éponge parce qu'il estime que le mécanisme tripartite en question a prouvé son inefficacité en Irak du Nord. Et si le Département d'Etat n'a pas encore officialisé la démission de Ralston, c'est parce qu'« [il] souhaite que ce théâtre continue ».

Depuis l'instauration en août 2006 du mécanisme tripartite américano-turco-irakien de lutte contre le PKK, Joseph Ralston avait travaillé en coordination étroite avec son homologue turc Edip Baser. Depuis le limogeage de ce dernier, il y a quatre mois et demi, suite à ses critiques similaires à celles du coordinateur américain, Joseph Ralston n'avait eu que très peu de contacts avec le successeur d'Edip Baser.

Yusuf Kanli, dans son éditorial du Turkish Daily News, impute l'échec de l'accord sur la clause de poursuite par les troupes turques des militants du PKK en Irak du Nord au refus du gouvernement régional du Kurdistan irakien. Privé de cette clause, le document signé par les deux parties devient un accord destiné à « sauver la face », selon le journaliste.

Trois jours plus tard, mardi 2 octobre, l'ancien chef de la diplomatie, Ilter Türkmen, se demande dans quelle mesure l'administration régionale kurde d'Irak du Nord ne finira pas par obéir à ses propres règles. In fine, il craint que la mise en œuvre de l'accord ne se limite qu'à quelques articles du document, juste pour amuser la galerie, en quelque sorte.

Et d'ajouter, visiblement très sceptique : « Reste à savoir, en outre, comment surmonter les difficultés inhérentes à l'application de l'accord, quand il n'existe pas de contact direct avec l'administration en question. »

Un député turc menace les USA de mesures de rétorsion

REUTERS

ANKARA (REUTERS) 8 Octobre 2007- La Turquie pourrait réduire son soutien logistique aux forces américaines en Irak si le Congrès américain adopte une loi qualifiant de génocide les massacres d'Arméniens par les Turcs ottomans en 1915, a déclaré un influent député du parti AK, au pouvoir, cité lundi par le quotidien Hürriyet.

La commission des Affaires étrangères du Congrès devrait approuver mercredi un texte sur la question et la présidente de la Chambre des Représentants Nancy Pelosi, qui soutient la cause arménienne, pourrait décider de le soumettre à un vote à la Chambre.

La Turquie, alliée de Washington au sein de l'Otan, refuse de céder aux pressions de l'Arménie, appuyée par de nombreux historiens occidentaux et plusieurs parlements étrangers selon qui 1,5 million d'Arméniens de souche ont subi un génocide aux mains des Turcs pendant la Première guerre mondiale.

Ion Ankara, de nombreux Turcs musulmans ont péri en même temps que les Arméniens, chrétiens, pendant le conflit interethnique qui a éclaté à la faveur de l'effondrement de l'empire ottoman.

« Rejetez cette loi. Si vous l'acceptez, nous serons contraints de faire de nombreuses choses que nous ne voulons pas faire », a déclaré le numéro deux de l'AKP, Egemen Bagis, cité par le journal.

« Par exemple, les Américains dépendent de la Turquie pour une grande partie de leur soutien logistique en Irak. Nous serions contraints de réduire ce soutien », a-t-il ajouté, selon Hürriyet.

Bagis s'exprimait à titre personnel, mais le gouvernement turc a exhorté à plusieurs reprises d'autres gouvernements, dont celui des Etats-Unis, à ne pas adopter de telles résolutions, arguant qu'il revenait à des historiens, et non à des hommes politiques, d'établir la vérité historique.

L'an dernier, la Turquie a gelé sa coopération militaire, et une partie de sa coopération commerciale avec la France, après le soutien exprimé par l'Assemblée nationale à une loi rendant illégale la négation du génocide arménien. Cette loi n'est toutefois pas entrée en vigueur.

Les forces américaines en Irak et en Afghanistan sont approvisionnées en grande partie via la base militaire d'Incirlik, située dans le sud de la Turquie.

Contacté par Reuters, Bagis s'est refusé à tout commentaire sur les mesures concrètes que la Turquie pourrait prendre si le Congrès adoptait la loi incriminée, mais il a dit: "Cette loi pourrait faire plaisir, pendant quelques jours, à des Arméniens américains, mais elle aura un impact négatif durable sur la relation entre ces deux alliés stratégiques." Dans l'article de Hürriyet, Bagis souligne que l'opinion turque est devenue plus hostile à l'Amérique après la guerre en Irak et au vu de l'incapacité de Washington à réprimer les rebelles kurdes qui se servent du nord de l'Irak, kurde, pour mener des attaques contre la Turquie.

"Si la loi est adoptée, la pression de l'opinion publique (pour que des mesures soient prises contre les intérêts américains) sera très forte", prédit-il.

Bagis est parti lundi à Washington avec deux autres députés turcs pour convaincre le Congrès de renoncer au texte.

Le Premier ministre Tayyip Erdogan a exprimé la préoccupation de la Turquie lors d'une conversation téléphonique avec le président George Bush vendredi dernier. L'administration Bush est opposée au texte mais le Congrès est passé sous le contrôle de ses adversaires démocrates.



NOUVELOBS.COM 08. Octobre 2007

L'Iran rouvre sa frontière avec le Kurdistan irakien

La frontière avait été fermée après la capture, le 20 septembre, d'un Iranien soupçonné de trafic d'armes par les forces américaines en Irak.

Téhéran a rouvert temporairement, lundi 8 octobre, sa frontière avec le Kurdistan irakien, fermée le 24 septembre en représailles à la capture d'un Iranien par les forces américaines. Cette réouverture de 18 jours est le fruit d'un accord négocié entre l'Iran et le Kurdistan irakien, signé en fin de semaine dernière. Selon le porte-parole du gouvernement kurde Jamal Abdallah, "il n'y a pas eu de demande de contrepartie des Iraniens car cette réouverture était aussi dans leur intérêt".

Le poste-frontière de Bashmakh a été rouvert vers 09h00 locales (6h00 GMT), et des dizaines de camions, ont franchi la frontière dans les deux sens. Les quatre autres postes-frontières disséminés le long des 120 km de frontière entre le Kurdistan irakien et l'Iran ont également rouvert dans la matinée.

Contrebande d'armes

La fermeture de cette frontière avait été imposée par Téhéran après l'arrestation le 20 septembre à Souleimaniyeh (nord) d'un Iranien accusé par les militaires américains d'implication dans la contrebande d'armes aux rebelles irakiens.

L'Iran a assuré que cet homme était responsable du développement des échanges commerciaux régionaux et qu'il faisait partie d'une délégation de la province de Kermanshah, dans l'ouest de l'Iran, frontalière du nord de l'Irak.

Décision pénalisante

La décision iranienne était décrite comme très pénalisante en terme commercial par les autorités kurdes locales, qui évoquaient une perte quotidienne d'un million de dollars pour la région.

La réouverture de cinq postes-frontières a été obtenue après la signature en fin de semaine d'un accord entre le gouvernement autonome kurde et l'Iran. L'accord prévoit une ouverture temporaire de la frontière pour 18 jours, selon un autre responsable kurde, Nadhem Omar. Pendant cette période, les deux parties prépareront un "mécanisme conjoint" pour arriver à une ouverture définitive.

"L'accord prévoit également l'ouverture de deux consulats iraniens à Souleimaniyeh et à Erbil, ainsi que la mise en activité de deux consulats irakiens à Kermanshah et Urmia", a expliqué Nadhem Omar sans autre précisions. Les deux parties "se sont engagées à ce que leur territoire ne soit pas utilisé par des groupes armés ou pour des activités armées hostiles", selon l'accord cité.

Groupe Pejak

Un des principaux points de contentieux entre l'Iran et le Kurdistan est la présence dans le nord de l'Irak de rebelles kurdes du groupe Pejak (PJAK), qui tentent de mener des opérations dans la province iranienne d'Azerbaïdjan occidental. L'artillerie iranienne a bombardé à plusieurs reprises ces

dernières semaines les positions de ces rebelles.

Enfin, "le Kurdistan irakien fera tous les efforts pour obtenir la libération de l'Iranien interpellé le 20 septembre par les troupes américaines", a ajouté le représentant kurde.

Selon l'armée américaine, cet individu est un officier de la force al-Qods, unité d'élite des Gardiens de la révolution iraniens.

Cinq Iraniens toujours retenus

Washington accuse régulièrement Téhéran de soutenir les milices chiites qui combattent l'armée américaine, en leur fournissant des engins piégés capables de percer les blindages. L'Iran a toujours rejeté ces accusations. Les forces américaines détiennent toujours cinq Iraniens appréhendés en janvier à Erbil et accusés d'aider les insurgés. Téhéran affirme qu'il s'agit de diplomates travaillant dans un "consulat" qui a depuis lors fermé ses portes.

Nouvel signe de cette tension, le général David Petraeus, le plus haut gradé américain en Irak, a accusé dimanche l'ambassadeur d'Iran à Bagdad, Hassan Kazemi Qomi, d'être membre de la force al-Qods

Le gouvernement turc autorise une incursion en Irak

Le PKK devra être évoqué en priorité lorsque M. Erdogan sera reçu en novembre par le président George W. Bush à la Maison Blanche.



10 octobre 2007

Le durcissement de ton du gouvernement turc à l'égard des séparatistes kurdes renforce la main des généraux qui veulent neutraliser depuis des mois les camps du Parti de travailleurs du Kurdistan (PKK) en Irak, estiment les analystes.

"Cela serait très utile (...) je ne peux pas dire que nous en finirons avec le PKK mais une incursion portera un grand coup" contre les rebelles réfugiés dans le nord de l'Irak, avait déclaré cet été le chef de l'armée, le général Yasar Büyükanit, insistant sur la nécessité d'une autorisation politique.

Le feu vert politique a été finalement donné mardi à une opération transfrontalière en Irak "si nécessaire" lors de la réunion d'une instance antiterroriste réunissant les principaux dirigeants civils et militaires du pays sous la houlette du Premier ministre Recep Tayyip Erdogan.

Ce dernier, craignant de vexer l'allié américain, s'était jusque là opposé à une incursion en Irak avant d'épuiser toutes les voies diplomatiques. Depuis l'intervention américaine contre l'Irak en 2003, les Kurdes irakiens ont été les premiers alliés des Américains.

Or Ankara accuse les Kurdes d'Irak d'approvisionner leur "frères" du PKK en armes et en explosifs

sur leur territoire, sanctuaire à partir duquel les rebelles s'infiltrèrent en Turquie pour y mener des attaques. "Si le gouvernement avait donné son feu vert en avril, quand l'armée l'avait demandé pour la première fois, il n'y aurait pas eu autant de morts aujourd'hui", assure le général à la retraite Necati Özgen, se référant aux soldats tués dans des combats avec le PKK, dont 15 le week-end dernier le bilan le plus lourd depuis 1995.

Cet ancien général quatre étoiles souligne que même si une opération n'est pas imminente, "la menace d'une incursion va faire réfléchir à deux fois les Américains et les Kurdes d'Irak".

De nombreuses manifestations ont été organisées ces trois derniers jours à travers la Turquie pour dénoncer le PKK, dont certaines critiquant particulièrement le laxisme des Etats-Unis à l'égard de cette organisation qui figure sur leur liste terroriste.

Le gouvernement de M. Erdogan était de plus en plus pressé par l'opposition et les médias à sévir contre le PKK en Irak, sur fond d'exaspération populaire attisant les sentiments anti-américains en Turquie, pays membre de l'Otan.

Pour lancer une opération d'envergure dans la montagne irakienne il faut un feu vert des députés, comme le demande la Constitution. Une motion pourrait être présentée dès la semaine prochaine au vote des députés, précise-t-on de source parlemen-



taire. Ce texte ne sera pas immédiatement appliqué, mais "sera évidemment une façon de montrer que la Turquie est sérieuse et déterminée", a indiqué le général à la retraite Edip Baser, sur la chaîne NTV.

Cet ancien militaire faisait partie d'un groupe de travail tripartite constitué en 2006 pour encourager le dialogue avec les Irakiens. Mais lui et son homologue américain, le général à la retraite Joseph Ralston, ont quitté récemment cette instance devenue obsolète. Washington et Bagdad ont de nouveau tenté mercredi de dissuader Ankara de recourir à une intervention unilatérale mais leurs voix semblent

avoir de moins en moins d'effet.

"Depuis des mois, la Turquie attend en vain des actions de la part des États-Unis", a déclaré devant la presse l'ancien ambassadeur de Turquie à Washington, Faruk Logoglu, qui estime que la réaction

américaine à une éventuelle incursion serait sans doute "limitée". Ankara envisage aussi des mesures de rétorsion économique pour isoler le Kurdistan irakien, qui engrange des millions de dollars du commerce frontalier et s'approvisionne en électricité

depuis la Turquie.

Le PKK devra être évoqué en priorité lorsque M. Erdogan sera reçu en novembre par le président George W. Bush à la Maison Blanche.

Attentat-suicide à la voiture piégée à Kirkouk: sept morts, 50 blessés

La Tribune

11/octobre/2007

(The Associated Press) - Un kamikaze a lancé sa voiture remplie d'explosifs sur un marché de Kirkouk dans le nord de l'Irak jeudi, faisant sept morts et 50 blessés. La plupart des acheteurs étaient en pleins préparatifs pour les célébrations de l'Aïd el-Fitr qui marque la fin du mois du Ramadan.

La cible de l'attentat, commis dans un quartier à majorité kurde de la ville située à 290km au nord de Bagdad, était un convoi composé de trois véhicules des

forces de police, a déclaré le général Sarhat Qadir.

Trois policiers figurent parmi les personnes qui ont été tuées dans la déflagration. Et le chef de la police chargée de la circulation, Salar Faqi Rachid, un Kurde, a été blessé. Des magasins ont également pris feu.

Kurdes, Arabes et Turkmènes vivent à Kirkouk. Un référendum sur le statut de la ville doit avoir lieu avant la fin de l'année.

Les Kurdes souhaitent l'annexer à trois provinces du nord où ils disposent d'un régime de semi-autonomie, un choix rejeté par les Arabes et les Turkmènes.

Les attentats commis à Kirkouk ont augmenté depuis les offensives menées par l'armée américaine au printemps contre des bastions d'Al-Qaïda, dans la province de Diyala. AP

30 minutes

12 octobre 2007

LA TURQUIE ET L'EUROPE

LES PROBLEMES TURCS, L'EUROPE ET L'AMERIQUE

Il fallait s'attendre à ce que le paysage turc rentre dans le brouillard. Premiers responsables, les gouvernements successifs de la Turquie.

A force de se soumettre aux desiderata des ses alliés américains, ces derniers les ont vraiment pris pour des vassaux. Voilà qu'ils veulent envahir le territoire kurde, sans l'autorisation américaine. Les stratèges américains les rappellent à l'ordre car une telle intervention risquerait d'ébranler cette partie de l'Irak plus ou moins stabilisée et deviendrait partie prenante d'un nouveau conflit. D'ailleurs Xavier Solana, est intervenu aussi dans ce sens au nom de l'Union européenne.

D'autre part les militaires turcs voudraient bien rappeler aux politiciens qu'ils sont présents sur la scène politique interne. Une intervention chez les Kurdes, apparemment à issue victorieuse avec très peu de pertes, rehausserait le prestige de ces faucons turcs, ombres du pouvoir en place depuis trop longtemps. Mais même s'ils ne doivent pas étendre outre mesure leur intervention dans le territoire irakien, ils devront intervenir. Il y va maintenant de leur crédibilité.

Il ne faut pas essayer de comprendre la Turquie avec nos critères occidentaux, ni se gargariser avec la soi disant laïcité de l'Etat turc, ni surtout la comparer avec la laïcité française. Ayant un doigt d'un pied en Europe et le reste du corps en Anatolie, en Orient, le pays vit sous deux monothéismes. Le premier est le Kémalisme, saint patron des militaires et d'une caste sociale et politique moderne sinon cosmopolite. Autour des militaires, en particulier des haut gradés, toute une série de coopératives avec des fonds importants. Le corps de l'armée, lui, est plus ou moins de structure orientale avec cette particularité qu'on trouve dans les frontières turques des « gardiens » sous l'ordre de ce qu'on pourrait appeler un chef de tribu, ou chef local de guerre.

Le deuxième monothéisme est évidemment l'Islam. Celui qui, à travers une multitude d'associations, est proche des laissés pour compte de la société turque. La démocratie turque est égale à sa corruption. Elle se trouve au même niveau que la corruption bulgare ou croate selon le dernier rapport de Transparency International. Il s'en suit que les plus faibles de

la société turque paient les frais, mais en même temps cela provoque des grandes frustrations. D'autant plus fortes que c'est un pays avec une population très jeune et très peu formée et donc avec peu de débouchés. L'Islam peut être un réconfort mais peut aussi être dévié de sa raison d'être.

Dans ce contexte, les reformes constitutionnelles annoncées et la libéralisation du port du foulard prendront une autre dimension.

Au mois de novembre Olie Rehn, le membre finlandais de la Commission européenne présentera officiellement le Rapport sur les avancées turques (et des autres pays candidats) en vue de son adhésion.

J'y reviendrai lorsqu'il sera publié pour discuter de cette question sensible.

Enfin, nous avons tous suivi la remise à l'ordre du jour de la reconnaissance du génocide arménien par la Commission des Affaires Extérieures du Congrès américain. Qu'on ne se trompe pas. Cette reconnaissance est moins un signe de justice à l'égard des Arméniens qu'un signal à l'égard de

l'administration Bush.

Bien sûr la réaction nationale turque fut immédiate et procéda au rappel de son ambassadeur pour des entretiens. Mais les discours des politiciens peuvent constituer ce qu'on appelle, dans les couloirs et vulgairement, des pièges à con. C'est avec beaucoup d'aplomb que le nouveau Président turc, Mr Abdullah Gül, déclara que les Turcs ne peuvent accepter une accusation pour un crime que n'a jamais été commis par la nation turque. Je reviendrai sur ce génocide exécuté par les Turcs, regardé avec passivité par les grandes puissances de l'époque. Mais ce chapitre doit être clôturé. La Turquie doit faire sa propre psychanalyse.

Tant que la Turquie n'a pas fait sa propre catharsis, elle n'est pas en mesure d'avoir une vraie démocratie. Et celle-ci ne peut lui être transmise sur un plateau par l'Union européenne. La démocratie s'acquière par ceux mêmes qui en ont besoin, et c'est eux qui la font murir, sinon ils marcheront toujours avec des béquilles.

La Turquie est prête à payer le prix d'une campagne militaire en Irak, selon Recep Tayyip Erdogan

AP Associated Press

AP - 12 octobre 2007

ANKARA - Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a déclaré vendredi que la Turquie serait prête à payer le prix d'une intervention en Irak si elle décide de lancer une offensive transfrontalière contre les rebelles kurdes basés dans ce pays.

"Si une telle option est choisie, quel que soit son prix, il sera payé", a-t-il affirmé, répondant à Ankara à une question d'un journaliste sur les répercussions internationales d'une telle décision, qui risque de mettre à rude épreuve les relations avec Washington et Bagdad. "Il pourrait y avoir des pour et des contre par rapport à une telle décision, mais ce qui est important, ce sont les intérêts de notre pays".

"Nous faisons les préparations nécessaires pour être prêts, au cas où nous décidions d'opérations transfrontalières, si nous n'avons pas la patience de perdre plus de temps", a souligné M. Erdogan, ajoutant que ces deux dernières semaines, les attaques des rebelles avaient fait 30 morts dans les rangs turcs.

Il a également observé que la Turquie cherchait depuis longtemps à obtenir la coopération de l'Irak et des États-Unis, mais qu'il n'y avait pas eu de répression contre le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en Irak. AP

la Croix

10 OCTOBRE 2007

A Ankara, les députés kurdes se trouvent en porte-à-faux

La recrudescence des attaques du PKK au sud-est de la Turquie rend difficile la situation des vingt députés pro-kurdes élus en juillet au Parlement turc

ISTAMBOUL

De notre correspondante

La pression qui pèse sur Ahmet Türk est à son maximum. Depuis l'entrée de son parti, le DTP (Parti pour une société démocratique), pro-Kurde, au Parlement turc, il y a deux mois, pas un jour ne passe sans que la presse, le gouvernement ou l'armée ne l'accusent de soutien au terrorisme. Cette pression est encore montée d'un cran avec la mort le week-end dernier de 15 soldats turcs, dans l'est du pays, dont 13 tombés dimanche sous les balles d'un commando du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans les monts Gabar. Une semaine auparavant, l'attaque d'un minibus près de Beytussebab, attribuée à la guérilla kurde qui a pourtant rejeté cette accusation, avait causé la mort de 13 civils.

L'armée, qui a intensifié en septembre les opérations contre l'organisation kurde, vient d'imposer 26 nouvelles zones de sécurité dans la région et pilonne depuis dimanche les zones frontalières de l'Irak afin d'y empêcher un repli des commandos du PKK. L'hypothèse d'une intervention militaire transfrontalière est à nouveau débattue, malgré l'opposition clairement exprimée par Bagdad en septembre, lors de la signature d'un accord de lutte contre le terrorisme avec Ankara. Le Conseil supérieur de la lutte contre le terrorisme, une instance gouvernementale, s'est réuni hier pour évoquer différents scénarios.

Ce regain de violence sur le terrain s'est automatiquement répercuté sur le DTP, avec l'attaque, lundi, par des hackers, du site Internet de l'une de ses députés. «*Le site terroriste a été confisqué au nom de nos 13 frères martyrs*», peut-on y lire sur fond de drapeau turc.



Elus du parti DTP pro-kurde, au Parlement turc. Privilégiant une solution politique au problème kurde, ils essuient notamment les critiques de l'armée.

La semaine dernière, un homme – relâché depuis – avait tiré sur les locaux du DTP, à Ankara. Ce qui est reproché au parti kurde, c'est son absence de dénonciation du

Ce qui est reproché au parti kurde, c'est son absence de dénonciation du « terrorisme » et ses liens avec le leader du PKK.

« terrorisme » et ses liens avec le leader du PKK, Abdullah Ocalan, emprisonné depuis 1999.

Vingt candidats du DTP ont été élus députés lors des élections législatives du 22 juillet dernier. Ils ont pu former un groupe politique à l'Assemblée, présidé par Ahmet Türk. «*En tant que parti politique, nous croyons que la question kurde ne peut être résolue ni par les armes ni par une action militaire, tente d'expliquer Ahmet Türk dans son bureau, à Ankara. Mais parce que l'on dit que la question kurde ne peut être résolue par la voie militaire, nous sommes traités de terroristes. En entrant au Parlement, notre but était de créer un dialogue démocratique, de trouver une formule civile destinée à mettre fin à la violence. Or depuis deux mois, c'est l'inverse. Ceux qui nous*

accusent, que font-ils? Rien. Il n'y a pas d'ouverture démocratique, pas de réformes proposées pour donner confiance aux 20 millions de Kurdes de ce pays.»

L'armée n'est pas en reste dans le flot de critiques déversées contre le DTP. La semaine dernière, le chef d'état-major a apporté un soutien à peine voilé à une fermeture du parti et clairement posé des limites au gouvernement, dans la rédaction d'une nouvelle constitution civile. «*Le discours du chef d'état-major a rendu la situation très difficile, admet Mesut Yegen, professeur à l'université du Moyen-Orient à Ankara. Il estime que la question kurde a été réglée par le biais des libertés individuelles déjà accordées. Pour lui, l'État ne doit pas donner d'autres droits, notamment collectifs, comme celui d'apprendre le kurde à l'école. L'armée se montre déterminée à résister. Je ne suis pas très optimiste pour l'avenir.*»

Ce pessimisme est partagé par Umit Firat, un intellectuel kurde indépendant. Il dénonce à la fois le DTP, qu'il juge «*incapable de se détacher du PKK*», et l'armée «*forte de 700 000 hommes, qui ne servirait à rien sans le PKK*». «*Cette période de transition est très dangereuse, explique-t-il. On assiste à une résistance des pouvoirs en place, qu'ils soient kurdes ou turcs. La confrontation est très dure et peut mener au bain de sang.*»

DELPHINE NERBOLLIER

The Guardian October 9 2007

Upsurge in Kurdish attacks raises pressure on Turkish prime minister to order Iraq invasion

Bomb brings death toll of soldiers in one day to 15

Erdogan caught between public opinion and US

Ian Traynor
Europe editor

Turkey's prime minister, Recep Tayyip Erdogan, came under intense pressure last night to order an invasion of northern Iraq following the deadliest attacks for over a decade on the Turkish military and civilians by separatist Kurdish guerrillas.

Mr Erdogan, who has resisted demands from the Turkish armed forces for the past six months for a green light to cross the border into Iraqi Kurdistan, where the guerrillas are based, called an emergency meeting of national security chiefs to ponder their options in the crisis, a session that some said was tantamount to a war council.

A Turkish incursion is fiercely opposed by Washington since it would immensely complicate the US campaign in Iraq and destabilise the only part of Iraq that functions, the Kurdish-controlled north.

Two Turkish soldiers were killed yesterday in booby trap explosions laid by guerrillas of the Kurdistan Workers' party (PKK) – fighters classified as terrorists by Ankara, Washington and the European Union. Those casualties followed the killing of 13 Turkish soldiers in the south-east on Sunday when PKK forces outgunned a Turkish unit of 18 men without sustaining any casualties, according to the Kurds.

Last week, in an ambush also ascribed to the PKK, gunmen sprayed a bus with automatic fire in the same region, killing 13 civilians, including a boy of seven.

The Turkish media described the toll from the attacks as the worst in 12 years in a conflict spanning several decades that has taken almost 40,000 lives.

Mr Erdogan is known to think little of the invasion option, making the pragmatic calculation that it would probably fail. Western diplomats in Ankara agree that an invasion could be counter-productive. The Turkish military raided Iraqi Kurdistan dozens of times in the 1990s but were unable to suppress the insurgency.

After a cabinet meeting dominated by the Kurdish conflict, Cemil Cicek, the Turkish government spokesman, said yesterday: "What is at issue here is how much any action we decide to take would bring us closer to a result." He did not rule out an invasion but queried its "usefulness".

The prime minister, however, is being challenged by the army command, which



The coffin of a Turkish soldier is carried from a helicopter after a bomb killed two in south-east Turkey, raising fears of cross-border action Photograph: Ozgur/Reuters

earlier this year demanded his authority to invade. He is also vulnerable to a mounting public clamour to act because of the upsurge in guerrilla activity and the heavy casualties being suffered. Hardline Turkish nationalists entered parliament in Ankara following elections in July and they are also baying for Kurdish blood.

Following the soldiers' deaths on Sunday, Mr Erdogan signalled a shift in policy without specifying how. "Our campaign against terrorism will continue in a different manner," he said. The Turkish military has just declared 27 "security zones" on the Iraqi and Iranian borders off-limits to civilians, suggesting to some that it might be gearing up for an invasion.

But despite the rising violence, Mr Erdogan has opted for politics in his attempts to defuse the conflict with the Kurds. His Justice and Development party (AKP) enjoyed a stunning success among the Kurdish minority, concentrated in the south-east, in the July elections and he has also focused on political pacts with Baghdad to get the better of the guerrillas.

Last week Iraqi and Turkish interior ministers signed an accord aimed at combating the PKK by trying to cut the rebels' funding and logistics, and agreeing to extradite captured "terrorists". The accord, however, took three days to thrash out; Turkish insistence on a "hot pursuit" formula, allowing cross-border raids, was denied, and scepticism is high as to whether Baghdad can deliver.

Officially, Ankara refuses to recognise or deal with the government of Iraqi Kurdistan, although there have been back-channel attempts over the past year to engage with Massoud Barzani, the president of the Iraqi Kurdish region.

Mr Erdogan's options are also constrained by strong US hostility to an inva-

'What is at issue here is how much any action we decide to take would bring us closer to a result'

PKK guerrillas

The Kurdish separatist guerrillas of the **Kurdistan Workers' party**, or PKK, have been at war with the Turkish state since the early 1980s. Although it is now said to favour **home rule** within Turkey over **secession**, the PKK has historically pursued the breakaway of Kurdish-dominated south-east Turkey as a prelude to **unifying** Kurdish lands in **Turkey, Iraq, Iran and Syria**. Turkey pursued a scorched earth policy in the 1980s and 1990s, destroying thousands of villages, sending millions of Kurds west and leaving some **37,000 dead**. Turkey's biggest coup came in 1999 with the capture of the PKK leader **Abdullah Ocalan**, who was jailed for life.

sion. While Turkish public opinion has been strongly anti-American since the 2003 invasion of Iraq, much of the logistical support for the US troops goes to Iraq via Turkey. Relations are also under severe strain because of US congressional moves

to brand the 1915 massacres of Armenians in Ottoman Turkey as "genocide".

Mr Erdogan sent aides to Washington yesterday to lobby Congress on the "genocide" resolution. Ankara is also warning that it could block the logistical support to the US in Iraq if the resolution is passed.

Turkey opens door to raids in Iraq

By Sebnem Arsu

ISTANBUL: Turkey took a step Tuesday toward cross-border military action in Iraq, as a council of the country's top political and military leaders issued a statement allowing troops to cross the border to eliminate separatist Kurdish rebel camps in the mountainous border area of northern Iraq.

The Turkish move toward military action comes in the face of strong opposition by the United States, which is anxious to maintain peace in that area, one of the rare regions of stability in Iraq.

Offices and institutions of the Turkish government have been ordered "to take all economic and political measures, including cross-border operations when necessary, in order to end the existence of the terror organization in a neighboring country," said the statement, which was issued by the office of Prime Minister Recep Tayyip Erdogan.

After the meeting, Defense Minister Vecdi Gonul told the state-run Anatolian news agency that the parliamentary approval normally needed for the cross-border movement of troops was

Troops authorized to pursue rebels

not necessary for special units in hot pursuit of Kurdish separatist rebels.

The rebels have recently launched a series of hit-and-run attacks from bases in the Iraqi mountains. A land mine that exploded Sunday in southeastern Sirtak Province, about 25 kilometers, or 15 miles, from the Iraq border, killed 13 Turkish soldiers, one of the highest death tolls in recent years from attacks by the separatist Kurdish Workers' Party, or PKK.

Some analysts said that, given the complicated relations among Turkey, Iraq and the United States, Turkey would continue to consider military action a last resort.

Ediv Baser, a retired general who acted as special coordinator in a joint U.S.-Turkish effort against the PKK in 2006, said: "Security forces always have plans and programs ready, and now together with the directives mentioned in today's statement, these plans will be dealt with at the highest level until the best timing, both military and political."

Senior cabinet members, state officials and senior military officials met Tuesday after Erdogan, President Abdullah Gul and the head of the Turkish Army, Yasar Buyukanit, all vowed to strengthen efforts in their fight against the PKK.

Turkey has tried to persuade Iraqi officials to allow Turkey the right to enter the country for hot pursuit of rebels. An agreement to combat terrorism signed between the two countries last month excluded military options, though it encouraged technical and intelligence cooperation.

An agreement between Turkey and Iraq during Saddam Hussein's rule did allow Turkey to make cross-border raids without prior approval.

Turks are furious that PKK rebels carry out attacks on Turkish soil and then slip across the border to mountain hideouts in the predominantly Kurdish region of northern Iraq.

Turkey has accused Iraqi Kurds of tolerating their ethnic brethren in the PKK, according to The Associated Press. One punitive measure at Turkey's disposal is to close the border with northern Iraq, hurting the economy of the landlocked region.

Sarkozy's tough sell on Iran sanctions

By Katrin Bennhold

PARIS: While President Nicolas Sarkozy would like to take the lead in preventing Iran from getting the nuclear bomb, some of France's neighbors and many of its own companies are skeptical of his initiative to impose tougher European sanctions outside a United Nations mandate.

Sarkozy travels to Moscow on Tuesday to meet with President Vladimir Putin, and France will present its sanctions proposals to EU colleagues next Monday. But neighbors and businesses warn that Asian — notably Chinese — companies will simply step in and pick up the slack, hurting European business interests rather than Iran.

They also argue that forgoing an early foothold in Iranian gas reserves, the world's second-largest, could compromise European energy security by increasing dependence on Russia — which threatened again last week to turn off the gas spigot on the main pipeline to Western Europe.

The skeptical parties include countries with old and new economic rela-

EU allies skeptical, as is big business

tions with Tehran — Italy, Germany and Austria — and French companies with current and future investment plans in Iran, like Total and Renault.

"Unilateral sanctions don't make economic sense," a senior German diplomat said last week. An executive at the French oil giant Total, which is seeking to build Iran's first liquefied natural gas terminal, said: "Europe risks shooting itself in the foot."

Threats by Washington to enforce the 1996 Iran Sanctions Act, which allows the U.S. government to ban imports from any company that invests more than \$20 million a year in Iran, have had some effect. Exports to Iran from Germany, Italy and France were down last year and in the first months of this year.

Several European banks have already wound down business. In July, Deutsche Bank became the last German bank to announce its departure from Iran. The British bank HSBC no

longer accepts new clients there. The exposure of French banks to Iranian clients has more than halved over 18 months to under €2 billion, or \$2.8 billion, by mid-2007, officials say, and BNP Paribas, the second-biggest French bank, will soon announce its departure, according to two senior executives.

The squeeze on Western finance is taking its toll on European investment and exports. The Sarkozy administration has further shifted the diplomatic arithmetic by supporting the United States on tougher economic sanctions irrespective of a UN accord.

"We think that combined French and American cooperation in this regard is effective," Dan Sullivan, U.S. assistant secretary of state for economic, energy and business affairs, said on a visit to Paris on Friday.

But the remaining dissent suggests that reaching agreement among 27 European countries with varying levels of economic interest and energy concerns may not be much easier than among the five permanent members of

the UN Security Council. The EU is by far Iran's biggest trading partner.

Sarkozy is calling on Russia and China to support the toughened sanctions agreed on in two earlier Security Council resolutions.

At the same time, he has urged French business to refrain from any new investments. And Foreign Minister Bernard Kouchner wrote to his 26 EU counterparts last week, urging them to "start right now" to examine new European measures, according to a copy of the letter obtained by the International Herald Tribune.

French diplomats anticipate that even if a third UN resolution is passed, it will be too weak and come too late to force Iran to suspend uranium enrichment.

"Our conviction is that the EU must go further and faster," said one senior diplomat, who declined to be identified because Paris will only discuss its proposal next Monday. "The message to business is: This is not just a passing thunderstorm, the horizon is black."

Diplomats say that France aims to starve Iran of the finance and technology needed to exploit its energy reserves. Measures under consideration include a proposal to freeze the assets of major Iranian banks and ban European companies from all financial transactions with them, and to cap export credits, insurance and new investment.

Two Iranian banks that may be targeted are Mellì, the country's largest according to its Web site, with branches in London and Hong Kong, and Saderat, according to two European officials with direct knowledge of the French plans. A number of individuals working in companies owned by the Revolutionary Guard may also see assets frozen and travel to Europe blocked, they said.

The EU already has some unilateral sanctions in place: The 27 countries agreed last spring to freeze the assets and impose travel bans on 23 Iranian individuals and companies that are believed to have links with the country's nuclear program but are not listed in the UN resolutions. The EU also has a complete embargo on all sales of arms and military equipment to Tehran, again exceeding UN requirements.

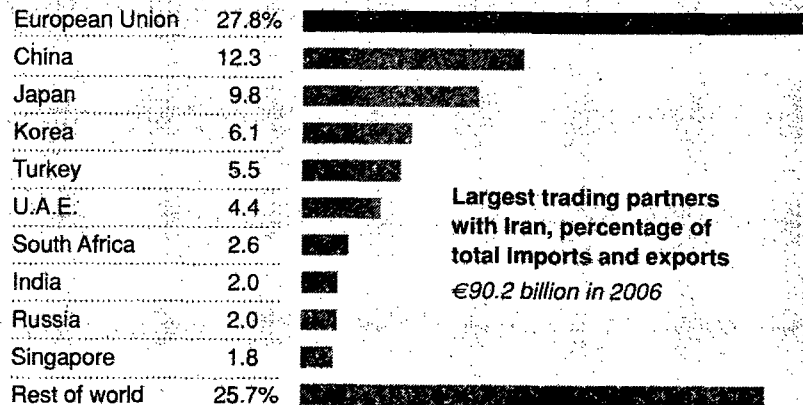
There are still at least 1,700 German companies active in Iran, including flagship brands like Siemens and BASF. Although Berlin cut export credits from \$3.3 billion in 2004 to \$1.2 billion in 2006, German exports climbed from \$5 billion to \$5.7 billion over that period. Sullivan said Friday that Germany had "room to do more" on export credits, which "subsidize business with Iran."

German officials noted that no German banks or energy companies were currently active in Iran. As for other, more replaceable industrial activities, they said, pulling out unilaterally would simply "cost German jobs without hurting Iran."

A similar argument is made in Italy,

A double-edged threat

Tougher sanctions against Iran would adversely affect European business interests, some argue, to the benefit of Iran's other trading partners.



Source: European Commission Directorate General for External Trade

Iran's third-largest trading partner.

When Kouchner discussed European sanctions during a visit to Rome last week, his Italian counterpart, Massimo D'Alema, told him over dinner: "Economic sanctions that allow Tehran the possibility of substituting Russia and China for European industries would be sanctions that divide the international community without any real economic effect on Iran," the newspaper La Repubblica reported.

In France itself, the two flagship car-

'The EU must go further and faster. The message to business is: This is not just a passing thunderstorm, the horizon is black.'

makers have lucrative business in Iran. Renault began investing €300 million in a joint venture with two car companies in 2004 to produce its low-cost Logan model, and the first cars began rolling out in June, a company executive said. Capacity is up to 300,000 cars per year, making it the second-largest Logan production site in the world after Romania. And the Logan accounts for more than half of Renault's production growth, a company executive said.

"There is very strong potential in the Iranian market. The objective is to continue with the project," the executive said. "A lot of Asian companies would be delighted to replace us. The Iranians know that."

French officials say that at least in finance and energy, the risk of substitution is less. Asian banks big enough to underwrite the sort of investment needed in exploration projects tend to be global and therefore just as vulner-

able to American pressure as European banks. Japanese banks have been refusing new business in Iran.

In the energy sector, three major European energy companies which have signed memorandums of understanding with Tehran — Total of France, Repsol of Spain and the Anglo-Dutch group Royal Dutch Shell — have repeatedly delayed final decisions on billion-dollar investments in the South Pars gas field.

U.S. pressure has been less effective in energy-hungry Asian countries. According to a recent report by Kenneth Katzman of the Congressional Research Service, Chinese, Indian and Malaysian companies have invested more than \$90 billion in Iran's gas industry. But Leila Benali, associate director of the Middle East program at Cambridge Energy Research Associates in Paris, said Iran needs Western technology, and "we don't really see Asian companies filling that vacuum."

The trouble is that Europe also risks hurting itself.

"Europe is waiting for that gas to diversify supply from Russia," Benali said. A pipeline from Iran that can bring Caspian and Central Asian gas to the EU, bypassing Russia, has long been considered part of Europe's strategy to diversify gas supplies.

Whether or not France ends up convincing fellow European countries to sign on to tougher EU sanctions, there are signs that the tough talk in Washington and more recently Paris has already taken a toll.

Last month, Tehran sent a list of 14 financial and other incentives for banks to set up shop in Iran to France's biggest business federation, the Medef. Any bank that opens on the southern Iranian island of Qeshm, a duty-free zone, for example, will be offered 15 years of tax exemptions and guaranteed protection from nationalization.

Peter Kiefer in Rome and James Kanter in Paris contributed reporting.

Taking the Lead on Iraqi Oil

This August, the Kurdistan Regional Government (KRG) of Iraq passed an oil and gas law to regulate the oil sector in our region. So far, we have signed eight production-sharing contracts with international oil and gas companies. We expect to sign another two in the near future.

We were deeply disappointed by the negative reaction of several officials in Baghdad to these contracts. In the last several months it has become clear to us that many in the Iraqi Oil Ministry are locked in a time warp dating back to the regime of Saddam Hussein, in which Baghdad holds tight control of all the resources of Iraq and uses these resources to create obeisance and loyalty to the center.

The KRG production sharing contracts are fully consistent with the Iraqi Constitution, which gives the regions of Iraq substantial control over natural resources. The contracts are also fully consistent with the draft Iraqi oil law that was agreed to this March, but has yet to be passed by the Iraqi National Assembly. The Kurdistan region's oil law, passed in August by our parliament, is 100% faithful to the agreed draft of the Iraqi law, and includes provisions for the KRG to share its oil revenue with the rest of Iraq in the same 83%-17% ratio. If we had intended to "go it alone," why would we ever consider passing a law which requires us to give 83% of the revenues to the rest of Iraq? We waited five months for the Iraqi Assembly to pass the agreed draft -- they have not acted, and there is no sign that they will act anytime soon. We decided to "lead from the front."

The Bush administration and Congress have been pressing the government in Baghdad to move ahead on a fair, transparent and efficient oil law. So have we. Neither of us have had any success. Thus, we have chosen to pass in our

own assembly the very same law that was agreed to by all parties in March of this year.

We hope our friends and supporters in the U.S. will understand that this is not an attempt to usurp the nation's oil resources, but rather our best effort to move the process forward, leading by example to make these valuable resources work for the people of Iraq. The resources that can ease the suffering of the people of Iraq lie beneath our feet.

The Kurdistan region has achieved great things since the liberation of 2003. We are proud to be described as the model for the rest of Iraq: tolerant, democratic, peaceful and working toward economic prosperity. We have been given a chance to build a bright future after decades of oppression and violence. Our political system, our judicial system, our physical infrastructure and our educational system all are in great need of modernization, but we will persevere with the help of our friends and by the fruits of our labor.

In 2003, we chose voluntarily and openly to remain part of Iraq, and we will continue to do so. But does this mean that we have to be held back by the chaos and bloodshed that dominate the rest of the country? Must we sit idly by, waiting for Iraqi politicians to waste months debating oil legislation that has already been agreed upon by the major parties?

We have tried our best to be a loyal ally of the U.S. We have supported nearly every major initiative and decision that the U.S. has sought in Iraq -- sometimes contrary to what we consider to be in our best interests. We will continue to do so because we believe that there is no alternative to maintaining the U.S. presence in Iraq. We want the U.S. to remain, and we need American help. In return for our loyalty we ask understanding. We are not a "rogue province" seeking

an early escape from the chaos that has become Iraq. We are a people and a region that have seen nothing but death, destruction and deprivation from Baghdad over the decades. Does it surprise anyone that we harbor deep suspicions about becoming reliant on the capital that has brought us such misery for so many years?

In the past, oil in the Kurdistan region has been more of a curse than a blessing. The people have never benefited from our natural resources. Successive governments in Iraq have deliberately left our oil in the ground in an effort to keep our people poor and to deny our aspirations for a better way of life. Now, after so much suffering, we have a chance to turn this curse into a blessing. And we are asked to wait while the Iraqi parliament takes its vacation, and then considers new ways to manage *our* resources.

The answer is found in the principles of the Iraqi Constitution, the U.S. Constitution and many others around the world -- federalism. This is not just a concept to us. Federalism means that we have the liberty to develop our resources under the umbrella, but not the central control, of Iraq. It means that as 17% of the population we will receive 17% of the wealth, and that we will accordingly share 83% of our wealth with the rest of the population.

We want peace and prosperity for the rest of Iraq as well. We will contribute our fair share and more to that goal. But we cannot be asked to sit by and postpone our aspirations for prosperity in pursuit of a vision of a centralized Iraq that long ago passed from reality. We are trying to lead by example in all that we do. Our oil law, and the contracts we have signed, are nothing more than that.

Mr. Barzani is the prime minister of the Kurdistan Regional Government in Iraq.



Transcript: CNN Interview with President Talabani

CNN Late Edition with Wolf Blitzer Aired October 7, 2007

BLITZER: Mr. President, Welcome back to Washington. Good to have you back in the United States.

PRES. JALAL TALABANI, IRAQ: Thank you very much. I'm glad to see you again.

BLITZER: When do you think the United States will begin to start reducing significantly the number of its troops in Iraq? About 160,000 American forces there.

TALABANI: In next year.

BLITZER: When next year?

TALABANI: In the spring of the next year, I think.

BLITZER: Going down to what?

TALABANI: Yes. I think if this rearming of the Iraqi army will be speed (ph). it will be done quickly. In the next spring, the United States can start to reduce tens of thousands of these forces from Iraq. And I think it's possible at the end of the next year that a big part of the American Army will be back here.

BLITZER: What percentage would you say of 160,000? By the end of 2008, how many U.S. troops would you guess would still...

TALABANI: More than 100,000 can be back by the end of the next year.

BLITZER: So it will be -- by the end of next year, it

will be down to 60,000 American troops?

TALABANI: Well, I cannot decide the number of the...

BLITZER: Approximately?

TALABANI: It is up to the commanders of the United States, military commanders to say. But I think big majority of the American forces can leave the country.

BLITZER: But would you like to see the United States have permanent military bases in Iraq?

TALABANI: I am supporting military bases. And I am proposing since long time three bases, three military bases after the ending of the American regime. One in north, one in the south, and one in the middle of Iraq, with small numbers of American officers and soldiers for training and for the stability of Iraq, and preventing our neighbors from interfering in our internal affairs.

But I cannot describe if permanent or (inaudible) it will be preferred (ph) for a while until it will be needed.

BLITZER: All right. Let's talk about this resolution that passed the United States Senate. Senator Joe Biden introduced it. It passed 75 to 23. It supposedly calls for what they say is a soft partition of Iraq into



three areas.

I'm going to read to you what Senator Biden wrote with Leslie Gelb the other day in The Washington Post: "Federalism is the one formula that fits the seemingly contradictory desires of most Iraqis to remain whole and of various groups to govern themselves for the time being. It also recognizes the reality of the choice we face in Iraq: a managed transition to federalism or actual partition through civil war."

Are those the two options, civil war or what he calls this federalism, three separate areas?

TALABANI: I agree. I agree with Senator Biden. And I have full respect of him. I know him as a good friend -- a great friend of the Iraqi people and Kurdish people. And I think the resolution passed by the Senate is a very good one. And I protected it in my interview with Al Hurra.

I say that those who are criticizing it, they didn't read it carefully, because if they read it, you see in every article that it is insisting on the unity of Iraq, of the security of Iraq, of prosperity of Iraq, of national reconciliation and asking our neighbors not to interfere in internal affairs of Iraq.

And even when talking about other regions, it says it must be according to the population and the elected leaders of the country.

BLITZER: You're the president of Iraq, but you are also a Kurd -- an Iraqi Kurd. I want to read to you from a recent article in The Los Angeles Times about Kurdistan and tell me if you agree with it.

TALABANI: I didn't read it.

BLITZER: I'm going to read it to you right now.

TALABANI: Yes, please.

BLITZER: All right. Listen to this: "The Kurdish region's exploding economic and political power has begun to shape northern Iraq's reality. Few doubt what will happen when U.S. forces exit. Grown strong and rich in their enclave of more than 16,000 square miles. Iraq's Kurds will rush to annex Tamim and other areas in Diyala and Nineveh provinces they have laid claim to, which could double the size of their de facto state."

Do you think that that will happen? Once U.S. troops leave, Kurdistan will double in its size?

TALABANI: No, I don't think so. I think this is...

BLITZER: You are smiling, though, when you're saying that.

TALABANI: Yes, because -- no, I think this problem will be solved in this year, before the American departure. Because according to 140 article of the constitution, the issues of other Kurdistan parts which are not now included in the regional government must be solved according to the...

BLITZER: Should Kurdistan be -- should the Kurds have an independent state?

TALABANI: No. There is no possibility of having independent Kurdistan for many reasons. And I think the interests of the Kurdish people nowadays is in being a part of democratic federated regime in Iraq.

BLITZER: And what's the biggest downside? Because I've watched the Kurdish situation for many, many years, and a lot of people who love the Kurds have always felt these are people who should have their own independent state. TALABANI: Yes. Many people think, but it is not realistic.

BLITZER: Why?

TALABANI: Let me explain for you. Let us imagine that Kurdistan declares independence. Turkey, Iran, Iraq, Syria, they then send arms to fight that, but close the border, how we can leave? How can go outside and come inside? This is impossible.

And the interest -- and in reality, no, I don't think that Turkey or Iran or Syria will accept this. So, we must be realistic. Now the interests of the Kurdish people is in the framework of a united, democratic, federative Iraq.

And we can, as we have now, rule our area, develop it. And you see now our area is secure, prosperous, and developed very well. So this...

BLITZER: Kurdistan is a model. Let's talk a little bit about Nouri al-Maliki, because he's been widely accused of not getting the job done. There were hearings in Washington this week of vast corruption in Iraq, \$18 billion, that was a number that was

thrown out.

I'm going to read to you what Ayad Allawi, the former interim prime minister of Iraq, wrote in The Washington Post back in August. He said: "Prime Minister Maliki has squandered Iraq's credibility in Arab politics. He cannot restore it. It is past time for change at the top of the Iraqi government. Without that, no American military strategy or orderly withdrawal will succeed. And Iraq in the region will be left in chaos."

Those are the words of Ayad Allawi.

TALABANI: Well, I don't agree with my friend Ayad Allawi. I think Maliki is now, in this moment, the best man to be prime minister of Iraq. He is a clean man. He is against all militias. And he's facing all non-governmental...

BLITZER: What about the accusations of corruption in this government?

TALABANI: Yes. I will come to it. He is against all kinds of militias. Second, he is a clean man. He is against corruption. Corruption have been done before his seizing the power. And there are corruptions through. But that was in the governments before him.

Many people were accused even at the time of my friend Ayad Allawi, minister of defense, for example, what were accused for corruption...

BLITZER: So you still have confidence in Nouri al-Maliki?

TALABANI: Yes. I have -- personally, I have confidence in him. He is a pure and clean man. And he's against corruption.

BLITZER: Is he too close to the Iranians?

TALABANI: No, is independent. He's independent. And he was always. Living outside the country, even at the time of opposition, he lived in Syria, not in Iran.

And believe me, my relation with Iran is better than his relation with Iran. Believe me.

BLITZER: Do you trust the Iranians, that they're helping Iraq, or are they hurting Iraq?

(CROSSTALK)

Because the U.S. position is they are hurting.

TALABANI: In politics, there is not trust. In love, it is between a boy and girl. But in politics there are national interests. I think Iranians nowadays, nowadays, they are helping to stop the Mahdi Army, which is good -- very good help to Iraqi people because the activity of Mahdi Army was threatening a civil war among Shias and sectarian conflict.

BLITZER: Because if you think they are helping, I want you to listen to what General David Petraeus recently said when he was here in Washington testifying before the Congress.

(BEGIN VIDEO CLIP)

PETRAEUS: None of us, earlier this year, appreciated the extent of Iranian involvement in Iraq, something about which we and Iraq's leaders all now have greater concern.

(END VIDEO CLIP)

BLITZER: He says they're sending arms...

TALABANI: Yes, but he...

BLITZER: ... and providing explosive devices.

TALABANI: Let me explain. We Iraqis are not preferring to have interference from any country, either from Iran, nor from Syria, nor Turkey, nor Saudi Arabia, everywhere. We want independent Iraq that no one of our neighbors can interfere in our internal affairs -- of course, Iran included; we don't want Iran to interfere in our internal affairs.

We want good relations with Iran. We have a long

border with Iran. We are in need to have a kind of good relations with Iran, but not interference in our internal affairs at all.

BLITZER: All right. Let me ask you this question about a resolution that Senator Joe Lieberman and Jon Kyl introduced that was passed by the Senate 76 to 22.

And it says this: "It is the sense of the Senate that the United States should designate Iran's Islamic Revolutionary Guards Corps as a foreign terrorist organization."

The Quds Force -- is it a terrorist organization?

TALABANI: Well, let me say that I cannot agree completely with this...

BLITZER: So agree or disagree?

TALABANI: No, I disagree.

BLITZER: Senator Lieberman is a strong friend of yours.

TALABANI: Yes. But I have respect and very good relations with Senator Lieberman. He has been (inaudible). But I cannot describe all Quds Force as terrorists, because it is a part of Iranian regime. They are the Revolutionary Guards of Iran.

So perhaps some people of them committed some mistakes there, here, but I cannot -- the biggest armed force of Iran, I cannot describe it as terrorist army.

BLITZER: We are almost out of time. A quick question on the private American security forces...

TALABANI: Yes.

BLITZER: ... that are protecting American diplomats, American contractors in Iraq, the Blackwater uproar. How do you resolve this issue, because right now...

(CROSSTALK)

BLITZER: ... they are doing their job to protect American diplomats?

TALABANI: They did good jobs and they did -- in general they were protecting American diplomats. But sometimes they kill civilians and innocent people. So it was no reason for doing this kind of crime.

BLITZER: Should they be subject to Iraqi law, these private American contractors?

TALABANI: According to the law issued by Ambassador Bremer, no. But we think, if you get our independence...

BLITZER: You have your independence.

TALABANI: Yes, but not completely. You see, still, the security is shared between multinational forces and Iraqi forces. When we will finish it, then there must a kind of -- of course, Iraqi forces must look to everything. But nowadays, I think there must be special treatment for those who are protecting our American friends, providing the condition they not kill Iraqi civilians.

BLITZER: But if they do kill Iraqi civilians, who should they -- who should hold them accountable?

TALABANI: Well, we ask that there must be a joint committee between United States of America and Iraq -- the Iraqi government to discuss this issue and to see and look for a solution for this issue.

BLITZER: Because as you know, the prime minister, Nouri al-Maliki, he despises this arrangement, that there are these private American citizens...

TALABANI: No. He asked that a joint committee must be formed between the United States and Iraq to solve this problem. And this is our official position.

BLITZER: We have to leave it there, Mr. President. Always good to see you. Welcome back to Washington.

GULF NEWS

Kirkuk compensation 'is transparent'

By Basil Adas, : October 05, 2007

Baghdad: The process of paying compensation for Arabs to leave Kirkuk and settle in other places, which was approved by the Committee for the Normalisation of Kirkuk [north of Iraq], has begun seriously and effectively, said the governor of the city.

Abdul Rahman Mustafa, Governor of Kirkuk, told *Gulf News*, "The compensation process has already begun and each Arab individual who wishes to leave Kirkuk is paid about twenty million Iraqi dinars [about Dh59,647]."

He added, "The process is transparent and without any external pressure, and this is the first phase to help implement Article 140 and it will be followed by ... referendum process to determine Kirkuk's

fate."

According to Article 140 of the Iraqi constitution, compensations will be paid to Shiites and Sunni Arabs residing in the province to facilitate the process of returning to their original areas before fleeing to Kirkuk in the 1980s.

Identity struggle

Kirkuk is facing a struggle for its identity between Kurds, on the one side and Arabs and Turkmen, on the other, because of the Kurdish population's displacement during Saddam Hussain's regime and resettling thousands of Shiite Arabs from southern Iraq.

According to Kurdish sources, Kirkuk's population is 1.5 million citizens, 60 per cent of them are Kurds and 25 per cent are Arabs and the remain-

ing are Turkmen.

The process of returning the Arab settlers to their original areas will facilitate the return of more than 200,000 Kurdish immigrants who were forced to flee from the city by the former regime.

Mohammad Arslan, a member of the Turkmen Front in Kirkuk, said to *Gulf News*: "The two Kurdish parties, the Patriotic Union of Kurdistan and the Kurdish Democratic Party, are trying to change the province's demography by forcing Arabs and Turkmen to leave Kirkuk and I think paying compensations is being done with force, and this will lead to confrontation."

Elite sources in former prime minister Ayad Allawi's group, says that an essential part of the recent Shiite-Kurdish

agreement is to normalise the situation in Kirkuk because Kurds bartered with Prime Minister Nouri Al Maliki to support this normalisation in return for their support.

Talal Al Sa'adi, a prominent leader in the Shiite Sadr trend, warned of the continuation of attempting to "normalise the situation" in Kirkuk.

He said, "The ideal situation is for Kirkuk to be an Iraqi city, not a Kurdish city or else it will lead to an escalation of violence and tension."

General Anwar Mohammad Ameen, army commander in Kirkuk said, "Kirkuk is a stable and calm province after the process of compensation payment and there is some understanding between Arab, Kurdish and Turkmen clans



Voice of America

By VOA News 08 October 2007

Iraqi President Jalal Talabani says he supports a U.S. Senate resolution that calls for the decentralization of Iraq into autonomous regions for Shi'ites, Sunnis and Kurds.

The non-binding Senate resolution adopted last month is opposed by the Bush administration and Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki.

But, Mr. Talabani said in an interview with CNN Sunday that the Senate proposal deserves consideration and does not undermine Iraq's unity.

The resolution urges the creation of a federal government in Baghdad that would protect Iraq's borders and share oil reve-

nues among the regions.

Mr. Talabani, who is a Kurd, says there is "no possibility" of Iraq's autonomous Kurdistan region becoming independent. He says such a state would face hostility from neighbors with Kurdish minorities.

The Iraqi president also says he believes the United States can withdraw at least 100,000 troops from Iraq by the end of next year.

Mr. Talabani did not explain why he thinks the U.S. military can carry out a faster pullout than U.S. commanders have discussed in public.

Mr. Talabani also says the U.S. military should keep three bases in northern, central and southern Iraq to train Iraqi forces

Iraqi President Backs US Senate Proposal to Decentralize Iraq



and prevent neighboring countries from interfering.

Five Star Luxury for Northern Iraq



Reuters - By Lynne Roberts 08 October 2007

Abu Dhabi-based Rotana Hotels said on Tuesday it would develop a \$55 million five-star property in Erbil in Iraq's Kurdish region, which has largely been spared the violence affecting the rest of the country.

Rotana, which has 25 hotels across the Middle East, will compete for a growing hospitality business with the Erbil International Hotel; the city's only other five-star property, where a standard twin room costs around \$300 a night.

"This is part of our strategic aim to have a property located in every key city in the Middle East," Selim el-Zyr, president of Rotana, said in a statement.

The semi-autonomous Kurdish Regional Government is trying to encourage investors to develop Erbil's hotel infrastructure and turn the city into an entry point to Iraq for foreign businesses.

The ministry of tourism last month said three or four times the current numbers of hotels were needed.

The city's international airport handled about 170,000 passengers in 2006 and the regional government is building a new airport to handle 1.5 million, according to the London-based Kurdistan Development Corporation.

Austrian Airlines became the first European carrier to resume scheduled flights to Iraq last year when it began twice-weekly services to Erbil from Vienna.

Rotana's 205 room Erbil property, scheduled to open in 2009, is owned by Lebanese holding company Malia although potential investors are 'still welcome' according to president Jacques Sarraf.



Voice of America®

Iraq's Kurdistan presidency calls for conference on federalism

By VOA News 08 October 2007

Iraq's Kurdistan presidency on Friday called upon Iraqi political parties to attend an expanded conference in Erbil to discuss the federal system, criticizing the Iraqi Arab politicians' rejection of the U.S. Senate unbinding resolution on dividing Iraq.

"We call upon all Iraqi parties' representatives to attend an expanded conference in Kurdistan region's capital Erbil, to discuss all issues related to building the federal system," Kurdistan region presidency said in a statement.

The statement, which did not set a date for the proposed conference, said "invitation will be extended to all Iraqi political parties to attend it."

Meanwhile, the statement criticized the Iraqi Arab voices rejecting the U.S. Senate unbinding resolution on federally dividing Iraq, noting that those rejected the resolution "either they did not read it carefully or they expressed their chauvinistic thought and faith in the centralized system

return into the country."

The U.S. Senate resolution, the statement said, "comes in harmony with the Iraqi constitution according to which the political process was established in the country."

Ten days ago, the U.S. Senate approved, with 75 votes for and 23 against, a "non-binding" draft resolution envisaging the division of Iraq into three Kurdish, Shiite and Sunni entities, with a federal government in Baghdad undertaking border security and oil proceed management.

Initiators of the draft said it was "the only solution" to halt violence sweeping the country.

The plan was opposed by Iraqi officials, parties and religious clerics but was welcomed by the Kurdistanian leaders.

Kurds now enjoy an autonomous governance of their region of Kurdistan that includes three provinces in so called 'northern Iraq'.

Since 1991, the Kurds of Iraq achieved self-rule in part of the country. Today's teenagers are the first generation to grow up under Kurdish rule. In the new Iraqi Constitution, it is referred to as Kurdistan region.

Kurdistan region has all the trappings of an independent state -- its own constitution, its own parliament, its own flag, its own army, its own border, its own border patrol, its own national anthem, its own education system, its own International airports, even its own stamp inked into the passports of visitors.

Iraqi Kurds love to see Americans. And no wonder. The United States got rid of Saddam Hussein, who killed tens of thousands of Kurds, some of them with poison gas.

Now, with Hussein gone, Kurdistan has blossomed into a vibrant economic success. The Iraqi Kurds are the strongest allies the US has in the area.



Analysis: Iraqi Kurds make oil sales pitch

Oct. 11, 2007 By BEN LANDO UPI Energy Editor

WASHINGTON, Oct. 11 (UPI) -- The Kurdistan Regional Government is offering the global oil industry its first and, so far, only chance at entering the Iraqi crude sector. Despite anger in Baghdad, the KRG plans to sign even more controversial oil deals and is waving the "Open For Investment" sign proudly.

"We have many opportunities to excite you," KRG Natural Resources Minister Ashti Hawrami told United Press International when asked what the "sales pitch" is to international oil firms. "And if you don't come forward now, you will lose."

The KRG, covering a three-province region in the north of the country, has pressed forward with its own oil agenda, claiming the national government refuses progress. Baghdad, however, says it's the Kurds who are the road-block.

A proposed oil law that would govern the sector has been stuck in negotiations for a year. It's now on a Parliament committee's agenda, but its future is unknown.

The Kurds, with only a small portion of Iraq's known reserves but an expectation of finding a lot more, are demanding less central control. They want oil-producing regions and provinces to have the power to negotiate and sign contracts for exploration blocks. They also want the nationalized sector to be available to foreign/private investors.

Most in the Shiite-led central government, as well as the Sunni minority, are arguing for a central government to set the strategic oil policy, and there is a dispute as to foreign investment, for which the powerful oil unions want strict guidelines. Both sides say the 2005 constitution supports their claims.

Iraqi Oil Minister Hussain al-Shahristani was at an Iraq oil conference in Dubai early last month when the KRG announced a production-sharing contract with Dallas-based Hunt Oil Corp., the first deal signed since the KRG passed its own regional oil law; both are thorns in Baghdad's side.

"Those contracts have no standing as far as the Iraqi government is concerned," Shahristani said after the deal was announced. He said until a new oil law is passed, as called for in the constitution, a Saddam-era oil law that places the power in the federal government's hands still stands.

"We have a law, and the law only authorizes the Ministry of Oil to sign contracts and nobody else in Iraq now," he said, "so any contract signed by any other group has no standing." He called all but the very first KRG deals "illegal."

Shahristani said he wants to wait for a federal oil law. The major oil firms are waiting as well, fearing a deal with the KRG will blacklist them from any deals in the rest of the country, where nearly all of Iraq's 115 billion barrels of proven reserves are located.

At the Dubai conference, senior officials at most of the major oil companies told UPI they were waiting on Baghdad. None would speak on the record.

With an ambitious oil development plan -- especially considering the state of security in the country -- Shahristani said he'd sign development deals by the end of this year, with or without a new oil law.

The KRG says the constitution legitimizes its semiautonomous region, thus its own oil law. Hawrami said the law is in line with a February version of the national oil law. That law was agreed upon by a negotiation team but has since fallen out of favor because of KRG objections.

"It is unfortunate, really, the behavior that's taking place by the Kurdistan region," Abdul-Hadi al-Hasani, deputy head of Parliament's Energy Committee, told UPI after the KRG last week announced two more oil deals. "They're supposed to wait until the oil and gas law is to be passed by the Parliament."

"We anticipate more partnerships as companies who have been studying the area for a while make their move," said Bob Fryklund, vice president of industry relations for the global energy consultants IHS.

"The independents are focused on KRG, while the majors are focused on the existing major fields in the south and central Iraq," Fryklund said. "Thus, continued signature of new blocks in the north by companies like Perenco and Heritage is not unexpected.

"The independents are looking for a foothold in high-potential exploration plays, and most know that in plays which are immature the first companies usually get the better position. ... Big fields are found by the first in," Fryklund said.

The deals are with Heritage Energy Middle East Ltd., a subsidiary of the Canadian firm Heritage Oil and Gas, and Perenco Kurdistan Ltd., a subsidiary of Perenco S.A. of France. Two more contracts were approved by the regional oil council and will be announced soon, Hawrami said.

"All sorts of companies have been in contact and registered with us since the approval of the regional law," he said. "The list includes American companies and many other nationalities."

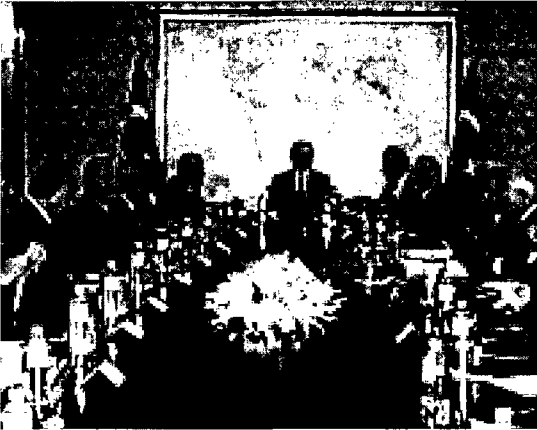
"We are working on new contracts and we have no shortage of takers, but we have to go through the process in each case to get the best terms for Iraq under these contracts," he said.

When asked whether the future deals will be decided by negotiations with firms or by a bidding process, Hawrami said, "Many parties are interested to make a deal on each block, so we talk to them individually to see how they may fit with our policy and how to maximize our returns from one party versus another."

So far, Hawrami said, the production-sharing contracts give the contractors "15 percent of the profits after the approved cost recoveries." The deals include a signing bonus, which Hawrami wouldn't detail, other than "not very significant, but designed to get ongoing commitments of the contractor

Bells ring for cross-border operation

Today's Zaman Ankara



The Supreme Board of Counterterrorism gathered under the chairmanship of Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan yesterday to discuss measures against terrorism perpetrated by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK).

The Turkish government on Tuesday sent to parliament a request for approval of a military incursion into northern Iraq to crush the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorists hiding there.

Earlier, the prime minister's office vowed to take every measure, including a possible military cross-border operation, to crush the terrorists.

Flexing its muscles to step up the fight against the PKK after a series of deadly attacks in recent days, the government yesterday gave the go-ahead for all necessary measures to be taken against the terrorist group, including a possible cross-border operation into northern Iraq to end its presence there.

"To put an end to the terrorist organization operating in the neighboring country, the relevant institutions have been given instructions to take every kind of measure -- legal, economic, political -- including also a cross-border operation if necessary," the Prime Ministry said after a three-and-a-half-hour meeting attended by Cabinet ministers and chaired by Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan to discuss counterterrorism measures.

The meeting is the third senior-level gathering in the last 24 hours to discuss how to respond after the PKK attacks left 15 soldiers dead in southeastern Anatolia in just 24 hours on Sunday and Monday. On Monday, a weekly Cabinet meeting focused on the anti-terror fight, and a subsequent summit attended by President Abdullah Gül, Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan and Chief of General Staff Gen. Yaşar Büyükanit held later in the day vowed a determined fight and strong measures to cope with the threat.

Any large-scale cross-border operation into Iraq would still require authorization from Parliament, but experts say a smaller-scale operation involving the "hot pursuit" of terrorists across the border would not need such an authorization. "We would need a parliamentary authorization for an operation, not for hot pursuit," Defense Minister Vecdi Gönül said yesterday.

A counterterrorism agreement signed between Turkey and Iraq last month does not include any provision allowing hot pursuit of the terrorists across the border. Iraqi Kurds, who run northern Iraq, opposed such a clause, leading the Iraqi government delegation negotiating the deal to oppose Ankara's requests to that effect.

After Sunday's attack in the southeastern province of Şırnak, which killed 13 soldiers in the worst single attack in 12 years, pressure is mounting on the government to authorize a cross-border operation to hit the PKK bases in northern Iraq, but opposition from the United States and Iraq as well as lingering doubts on the efficiency of such a move make it a complicated task.

Following the government statement on a possible cross-border operation, the Iraqi government made reference to the counterterrorism deal recently made with Turkey. "The security agreement signed between Turkey and Iraq is the framework through which the security of the two countries can be preserved," Iraqi government spokesman Ali al-Dabbagh said. He also condemned the PKK attack in Şırnak.

Iraqi Ambassador to Turkey Sabah Omran was emphatic in his rejection of any potential cross-border operation into Iraqi territory or hot pursuit of terrorists across the common border, saying such practices have no legal basis. "Violation of a country's sovereignty without an agreement between the parties concerned should be condemned everywhere," Omran said at a meeting of the Ankara-based International Strategic Research Organization (ISRO/USAK). Omran also called on Turkey to talk to the Iraqi Kurds on the issue. "Like it or not, they have the power," he said and criticized Turkey's objections to including the Kurds in official delegations assigned to discuss security matters with Turkey. "Whether these delegations will include Christians or Kurds or others, this is up to us, not to Turkey, to decide," he said.

On Monday, US Ambassador to Turkey Ross Wilson repeated in an interview the US opposition to any Turkish incursion

into northern Iraq.

In Ankara, Devlet Bahçeli, leader of the opposition Nationalist Movement Party (MHP), stepped up accusations against the government for not ordering a cross-border operation into northern Iraq and called for a referendum on whether troops should be sent into Iraq to destroy the PKK bases. "This would save the prime minister from the ordeal of receiving orders from across the ocean," he said, referring to the United States. "Neither the government nor the US have the desire to push the PKK out of this region. There is a dialogue of the deaf between the two."

In the northern Iraqi city of Arbil, the Kurdish governor warned Turkey its troops would sustain heavy losses if they invaded the Kurdish-run northern Iraq. "If the Turkish troops decided to enter into Iraq's Kurdish territories, their decision would be wrong and they would sustain heavy casualties and material losses," Nozad Hadi, the governor, told AP Television News.

Iraqi Kurdish villagers said the Turkish military fired artillery shells that hit close to Iraq's boundary with Turkey. The military said Sunday that it shelled an area near Iraq to try to stop the terrorists from escaping across the border.

In a major offensive backed by airpower, the Turkish troops were tracking down the PKK terrorists in the Gabar, Cudi, Namaz and Kato mountains in the province of Şırnak, which borders Iraq, annihilating possible escape routes and supplies. Helicopter gunships were also deployed, the Anatolia news agency said.

Pledges to improve welfare

But the issue is highly divisive in Turkey, with critics saying that a new cross-border operation would do little to root out the PKK, citing the fact that there have been several such operations in the past.

"We have to do everything that should be done to get rid of terrorism," said Arzuhan Yalçındağ, chairperson of Turkey's largest business group, the Turkish Industrialists and Businessmen's Association (TÜSİAD). "If [a cross-border operation] would be of use, then fine, but will it be useful or will it not be useful, this really has to be thoroughly assessed."

"If a cross-border operation were the remedy, separatist terrorism should have been over by now due to numerous such operations that the military carried out over the past decades," wrote daily Milliyet's Derya Sazak. Last week, Land Forces Commander Gen. İlker Başbuğ complained about the failure to prevent the PKK from recruiting new followers despite all the measures that have been taken so far. His remarks intensified calls for a broader strategy that would take the ur-

gent necessity of dealing with pressing problems of southeastern Anatolia, such as underdevelopment, high unemployment and poverty.

Yesterday's meeting at the Prime Ministry also pledged measures would be taken to increase the "safety and welfare" of the people of the region, without elaborating. It said the PKK had been weakened by the recent economic, social and political improvements taking place in the area and noted that the terrorist group was engaged in efforts to restore the public support lost due to these improvements through bloody attacks.

US committed to working with Turkey

Meanwhile, the White House said after the Turkish government meeting that the US was committed to working with Turkey and Iraq on combating the PKK. White House spokesman Gordon Johndroe said, "The attacks by Kurdish outlier groups are not in the interest of either Turkey or Iraq." He would not comment specifically on whether the White House would support Turkey authorizing a possible incursion into northern Iraq, calling that a hypothetical question. On Monday, State

Department spokesman Sean McCormack said that the US condemned the attacks and stood with the Turkish people. "We call on Iraqi authorities to take effective measures against the PKK," he said.

France, which is the target of Turkish criticism for failing to do enough against the PKK, also condemned the recent PKK attacks. A statement from the French Foreign Ministry said, "Attributed to the PKK, France condemns the attacks that cost 15 Turkish soldiers' lives in southeast Turkey."

Terrorist attacks condemned nationwide

A bloody terrorist attack carried out by the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) terrorists that martyred 13 soldiers in the southeastern province of Şırnak on Sunday was condemned in several demonstrations organized on Tuesday across the country.

Demonstrations in İstanbul, Ankara and Trabzon brought together hundreds of residents to protest the attack. İstanbul's Taksim Square was the scene on Sunday of a group chanting slogans against the

PKK terrorist organization. Participants, carrying Turkish flags and banners condemning all sorts of terrorism, paid homage for 13 minutes to the 13 martyrs in front of the Atatürk Monument in Taksim and expressed their condolences to the families of the victims and to the entire Turkish nation.

The Turkish Public Workers' Labor Union (Kamu-Sen) also gathered some 300 members at Kızılay Square in Ankara to protest the attacks waged by the members of the terrorist organization and commemorated all Turkish citizens martyred in the conflict. The group also released a press statement and demanded that the government intensify counterterrorism operations against the PKK until terrorism is eradicated across the country.

University lecturers at Black Sea Technical University (KTÜ), Hacettepe University and Ankara University deviated from their normally neutral stance and organized "silent marches" during which they mourned the deaths of innocent citizens at the hands of terrorism. *İstanbul Today's Zaman*

The Washington Times

By Nicholas Kralev October 10, 2007

Cabinet eyes approval to hit Kurds in Iraq

The Turkish government said yesterday it will seek parliamentary approval to send troops into Iraq in pursuit of separatist Kurdish rebels, in what is seen as an attempt to focus U.S. attention on the problem after a series of deadly attacks in southeastern Turkey.

The White House issued its customary warning against an incursion, but former U.S. officials and foreign diplomats said Washington's failure to put enough pressure on the governments in Baghdad and northern Iraq to contain the rebels has left Ankara with few options.

"Institutions concerned have been given the necessary orders and instructions to make all kinds of legal, economic and political preparations to end the presence of the terror organization in a neighboring country in the upcoming period, including if necessary a cross-border operation," the Turkish government said.

Officials from Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's ruling party were quoted in wire reports as saying the Cabinet will "as soon as possible" submit to parliament a bill authorizing an incursion.

Diplomats and analysts predicted that large-scale military action will not take place anytime soon, saying the bill would serve as a warning to Iraq and the United States that they must deal with the Kurdistan Workers' Party, or PKK, whose operatives

conduct terrorist operations into Turkey from bases in northern Iraq.

"The Turks are waving their hands, asking somebody to help them," a former senior U.S. official said. "The recent PKK attacks are a huge deal in Turkey."

More than two dozen persons — soldiers and civilians — have been killed in southeastern Turkey in the last 10 days. On Sunday, PKK rebels fatally shot 13 soldiers near the Iraqi border; in an earlier incident, several passengers were removed from a bus and shot.

The United States, which considers the PKK a terrorist organization, has said repeatedly that it wants to help Ankara and Baghdad, as well as the Kurdistan regional government in northern Iraq, to solve the problem.

The Bush administration appointed a special envoy to deal with the matter a little more than a year ago. But the envoy, retired Gen. Joseph W. Ralston, resigned last month, frustrated with the Iraqis' lack of will to act against the PKK. Colleagues say he was also troubled by Washington's reluctance to put more pressure on the Iraqis — especially the Kurdistan government, which is privately sympathetic to the PKK's goal of an independent Kurdish state.

"The argument that we have [too many] troubles in Iraq for our forces to start fighting the PKK is a valid one, but we don't have to fight

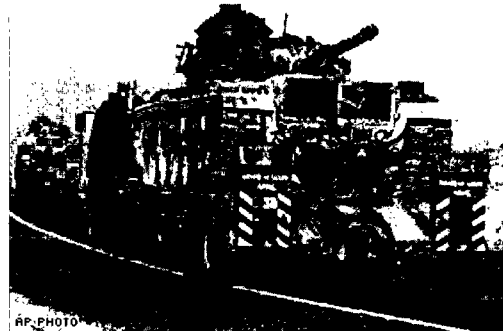
them," the former senior U.S. official said. "We can help the government arrest people."

A current U.S. official said it "requires a lot of resources" to track down and arrest people, and it is not clear whether the Iraqi government has those resources or is willing to invest in them. The official also said the terrain where the PKK bases are located makes military strikes difficult.

"If you dropped a bomb, people could just walk a few feet and be safe," he said.

The official said Washington has been pressing the Iraqis, but conceded that "there is a limit to what we can do" because "we want the government of Iraq to be sovereign."

State Department spokesman Sean



McCormack strayed a little from the familiar U.S. refrain that military incursions are not helpful and must be avoided, inserting the word "significant" in reference to such incursions for the first time. He suggested there have been "some small incursions into Iraq" in the past "in the course of fighting the PKK" and the United States had not objected.

The already tense relations between Washington and Ankara are expected to take a turn for the worse if Congress passes a bill labeling the mass killings of ethnic Armenians in the Ottoman Empire during World War I as genocide. The House Foreign Affairs Committee is scheduled to take up the measure today.

La bataille de Kirkouk est-elle déjà perdue ?

Irak : la désillusion des Kurdes

Le nouveau régime irakien avait promis de rapatrier au sud les chiites transférés au Kurdistan et d'organiser le retour dans leurs villages des Kurdes et des Turkmènes chassés de leurs terres... Mais il n'a pas tenu parole. Et les Kurdes s'impatientent...



A Shorjah, le quartier kurde de Kirkouk

De notre envoyé spécial au Kurdistan,
Chris Kutschera

Globalement épargné jusqu'à présent par le chaos irakien, le Kurdistan va-t-il à son tour entrer en conflit avec le pouvoir de Bagdad, voire se retrouver demain aspiré dans la spirale des affrontements et des règlements de comptes qui sont la vie quotidienne du pays ? Le risque est réel depuis que les habitants de la région kurde ont le sentiment que les promesses qui leur avaient été faites par les nouveaux dirigeants irakiens ne seront pas tenues.

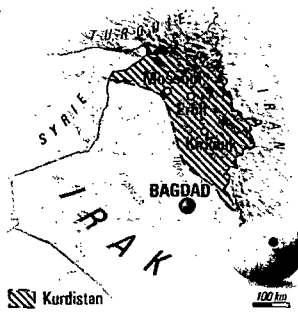
« Il y a six questions sur lesquelles je ne ferai pas de compromis, confiait récemment à un de ses proches Massoud Barzani, président de la région du Kurdistan : l'identité, les frontières, les pechmergas, le budget, la loi pétrolière et Kirkouk. » La question de Kirkouk est de

loin la plus explosive et la plus frustrante pour les Kurdes. Pourquoi ? Parce que l'article 140 de la nouvelle Constitution, adoptée par les Irakiens le 15 octobre 2005, stipule qu'un référendum devra être organisé avant la fin 2007 dans les territoires « disputés » (et notamment Kirkouk) pour décider s'ils souhaitent être rattachés à la région kurde, qui jouit d'un statut (presque) fédéral dans l'Irak d'après Saddam Hussein.

Ce référendum est la dernière étape d'un processus complexe destiné à annuler plusieurs mesures prises par le Conseil de Commandement de la Révolution (CCR), l'instance suprême du parti Baas, pendant les trente-cinq ans de dictature de Saddam Hussein.

Parmi ces mesures figurait la déportation de dizaines de milliers de familles kurdes et turkmènes de Kirkouk, « remplacées » par des familles arabes – en majorité des chiites du Sud – dans le cadre de la stratégie d'arabisation ordonnée par Saddam Hussein. Cette consultation avait également pour but de corriger le découpage administratif du gouvernorat de Kirkouk et des autres gouvernorats kurdes, dont plusieurs districts ont été arbitrairement détachés et rattachés à d'autres provinces.

Après des mois d'atermoiements de ses prédécesseurs, le Premier ministre chiite Nouri al-Maliki s'est engagé en juillet 2006 à répondre aux attentes des Kurdes en créant une



« commission de normalisation » dotée d'un budget de 200 millions de dollars (160 millions d'euros). Cette instance avait un calendrier précis. Mars 2007 : rétablissement des anciennes frontières administratives. Juillet 2007 : recensement. Avant la fin 2007 : organisation d'un référendum. Il est aujourd'hui clair que ce calendrier ne sera pas respecté. D'abord présidée par le secrétaire général du Parti communiste irakien, Hamid Majid Moussa, puis par le ministre de la Justice, Hachem al-Chibli, qui a fini par démissionner après avoir subi de fortes pressions, la commission de normalisation n'a encaissé que quelques millions de dollars sur les 200 attendus. Ce qui n'empêche pas l'un de ses membres, Mohammed Ihsan, par ailleurs ministre des Affaires extra-régionales (territoires « disputés ») du gouvernement kurde, d'affirmer qu'elle fonctionne normalement et que 16 000 Arabes se sont inscrits à Kirkouk pour retourner dans le sud de l'Irak, tandis que 48 000 familles kurdes se sont inscrites pour retourner à Kirkouk. « Nous allons donner de l'argent – 12 000 euros par famille – aux Arabes avant d'aider les Kurdes », ajoute Mohammed Ihsan, qui finit cependant par reconnaître qu'aucune somme d'argent n'a été distribuée jusqu'à maintenant, et qu'aucune famille arabe n'est partie de Kirkouk dans le cadre du processus de normalisation.

Quant à l'ancien découpage administratif, il n'a pas non plus été rétabli à la date prévue. « Ce n'est pourtant pas une décision difficile à prendre, explique Fouad Hussein, porte-parole de Massoud Barzani, chef du Parti démocratique (PDK), l'une des formations politiques historiques du Kurdistan. Cela ne nécessite pas un vote du Parlement, mais c'est une mesure très politique. Elle doit être prise par le Conseil présidentiel – c'est-à-dire le président de la République, Jalal Talabani (Kurde), et les deux vice-présidents, Tarek al-Hachemi (sunnite) et Adel Abdel Mahdi (chiïte). Chacun d'eux dispose cependant d'un droit de veto et si l'un d'eux dit non, c'est fini. » Le fait que ces trois politiciens n'aient pu se mettre d'accord pour arriver à une décision sur un sujet qui est inscrit dans la Constitution en dit long sur le fonctionnement du régime irakien actuel.

Certes, les responsables kurdes font observer que le retard pris dans le recensement des électeurs n'est pas dramatique puisqu'ils disposent des listes électorales utilisées pour les législatives de janvier 2005, le référendum constitutionnel d'octobre 2005, puis les élections législatives de décembre 2005, et qu'il est facile de les mettre à jour. Mais leur flegme apparent cache une réelle inquiétude et l'existence de profondes divergences.

D'autant plus profondes que les options de chacun sont limitées. Si Mohammed Ihsan affirme, contre toute vraisemblance, que « le référendum aura bien lieu », Adnan Mufti, dirigeant de l'Union patriotique (UPK) de Jalal Talabani – l'autre formation historique – et président du Parlement kurde, interrogé, observe un long silence avant de préciser : « Je ne répondrai pas à votre question si vous devez me citer. »

Tout en refusant officiellement d'envisager que le référendum puisse ne pas avoir lieu à la date prévue, certains politiciens kurdes sont disposés à accepter un report de la date limite de quelques mois – six au maximum – s'il y a des signes clairs de progrès pendant cette période. « Ajourner le référendum d'un an et ne rien faire serait très mauvais », dit Saadi Pira, de l'UPK. « Cela



Adnan Mufti à la tribune du Parlement Kurde

conduirait à un désastre », confirme Fouad Hussein, du PDK. Qui fait obstacle à l'application de l'article 140 ? Les dirigeants kurdes n'ont pas de doutes sur ce point. « Ce n'est plus comme sous Saddam Hussein », explique Adnan Mufti. « Aujourd'hui, il n'y a plus de dictature à Bagdad. Nous pouvons discuter avec le pouvoir et formuler nos demandes. Mais nous sommes confrontés à l'opposition des anciens baassistes, de certains membres du Front turkmène et de certains chiïtes. Et notre principal problème, c'est l'opposition de la Turquie et des pays arabes. »

Membre indépendant du Parlement kurde, Nouri Talabani soutient de son côté que « les Arabes ont été forcés d'accepter l'article 140, mais, à l'exception de quelques libéraux et de quelques éléments de gauche, ils ne croient pas à ce compromis et n'ont pas l'intention de l'appliquer ». Fouad Hussein, lui, n'hésite pas à dénoncer « des gens qui sont au gouvernement et sont opposés à l'article 140, mais qui ne le disent pas ouvertement et invoquent des raisons techniques ».

Jusqu'où les Kurdes sont-ils prêts à aller si le référendum n'a pas lieu avant la fin 2007 ? La plupart de leurs dirigeants sont manifestement réticents à discuter de cette hypothèse. « Je ne veux pas exposer nos options pour permettre aux autres de choisir », dit Adnan Mufti. Fouad Hussein estime, lui, que « si l'on en arrive à cette extrémité, les Kurdes peuvent retirer leurs ministres du gouvernement. Et si nous nous retirons, ajoute-t-il, le gouvernement tombe ». A condition de ne pas être identifiés, d'autres responsables disent qu'ils n'auraient pas d'autre alternative que de s'emparer par la force de Kirkouk. Mais ils sont conscients qu'une telle initiative, à moins d'être appuyée par les Américains, risquerait de provoquer des réactions imprévisibles des Turcs et des Iraniens.

Pour l'instant, les Américains n'ont pas envoyé de signal positif aux Kurdes. « Quand nous leur demandons leur opinion sur l'attitude du gouvernement de Bagdad, ils répondent : "Nous n'intervenons pas", rapporte, avec une certaine amertume, le député indépendant Mahmoud Osman. Ils ont fait la guerre, ils occupent l'Irak depuis quatre ans, mais ils n'interviennent pas, sourit-il. Ce qui veut dire qu'ils ne s'opposent pas à l'attitude de Bagdad. » La vérité, c'est que les Kurdes ont peu de cartes en main. Leurs dirigeants sont convaincus que Nouri al-Maliki est le meilleur Premier ministre qu'ils puissent avoir. « Nous sommes partenaires, constate Mohammed Ihsan. Nous sommes dans le même bateau. Si quelque chose lui arrive, nous sommes avec lui dans le pétrin. »

Pour nombre de Kurdes, qui parlent plus franchement que leurs dirigeants, la bataille de Kirkouk est d'ores et déjà perdue. « Si le référendum n'a pas lieu avant la fin 2007, il n'aura jamais lieu, affirme Nouri Talabani. Parce que la situation sera de plus en plus complexe, et les pressions vont augmenter. » « Comme les précédents, l'actuel gouvernement de Bagdad joue avec cette question. C'est une tradition culturelle arabe de la trahison », explique Ferhad Pirbal, un universitaire célèbre au Kurdistan pour son franc-parler et son refus du politiquement correct. Il faut oser le dire, ce n'est ni du racisme ni du chovinisme, ajoute-t-il dans un français parfait : il y aura toujours un fossé entre les Arabes et les Kurdes. Et je suis content que les Arabes nous trahissent. Je peux dire aux gens : "Voilà ce que les dirigeants arabes, les Arabes qui se disent démocrates font contre les Kurdes. Ils ne veulent pas que nous vivions ensemble dans un Irak unifié". »

CHRIS KUTSCHERA



Massoud Barzani

Mohammed Ihsan

Photos : C. Kutschera

Turkey assails U.S. vote on genocide

Committee resolution on Armenian killings puts ties in jeopardy

By Sebnem Arsu
and Steven Lee Myers

ISTANBUL: Turkey reacted angrily Thursday to a U.S. congressional committee's vote to condemn the mass killings of Armenians in Turkey in World War I as an act of genocide, calling the decision "unacceptable."

Ankara recalled its ambassador in Washington for consultations, and a spokesman for the Foreign Ministry said the envoy would stay in Turkey for about a week or 10 days.

In a rare and uncharacteristically strong condemnation, President Abdullah Gul criticized the vote by the House Foreign Affairs Committee and warned that the decision would damage Turkey's relations with the United States. Reports on private NTV television said a Turkish naval commander had canceled a U.S. trip.

"Unfortunately, some politicians in the United States have once more dismissed calls for common sense, and made an attempt to sacrifice big issues for minor domestic political games," Gul said in a statement to the semi-official Anatolian News Agency. "This unacceptable decision of the committee, like similar ones in the past, has no validity and is not worthy of the respect of the Turkish people."

The Turkish Foreign Ministry, in a statement issued Thursday, warned that relations with the United States would be made more complicated. "The committee's approval of this resolution was an irresponsible move which, at a greatly sensitive time, will make relations with a friend and ally" more difficult, the news agency quoted the Foreign Ministry as saying.

The Associated Press reported that the Armenian president, Robert Kocharian, welcomed the resolution on Thursday but also urged Turkey to join in talks with Armenia to restore bilateral relations. "We hope this process will lead to a full recognition by the United States of America" of the genocide, he said in Brussels.

The House committee's decision was a rebuff to an intense campaign by the White House and earlier warnings



A protester shouting anti-U.S. slogans at a rally in Istanbul on Thursday after a U.S. panel vote on the Armenian killings of 1915.

from the Turkish government that the vote would gravely strain its relations with the United States.

The vote was nonbinding and so largely symbolic, but its consequences could reach far beyond bilateral relations and spill into the war in Iraq.

Turkish officials and lawmakers warned that if the resolution was approved by the full House, they would reconsider their country's support of the American war effort, which includes permission to ship essential supplies through Turkey and northern Iraq, and the operation of the U.S. air base at Incirlik. A vote by the full House is expected before the end of its current session in mid-November.

Turkey severed military ties with France after its Parliament voted in 2006 to make the denial of the Armenian genocide a crime.

According to Anatolian, Sadullah Ergin, a senior government official, said that the Turkish government was quite likely to ask Parliament next week after festivities marking the end of Ramadan to authorize a military push into northern Iraq to fight Kurdish rebels, something Washington has said would destabilize the region and undermine the war effort in Iraq.

Parliamentary approval would bring Turkey the closest it has been since 2003 to a full-scale military offensive into Iraq.

Before the Wednesday vote, President George W. Bush appeared on the South Lawn of the White House and implored the House not to take up the issue, only to have a majority of the committee disregard his warning at the end of the day, by a vote of 27 to 21.

"We all deeply regret the tragic suffering of the Armenian people that began in 1915," Bush said in remarks that, reflecting official American policy, carefully avoided the use of the word genocide.

"This resolution is not the right response to these historic mass killings,

and its passage would do great harm to our relations with a key ally in NATO and in the global war on terror." A total of 1.5 million Armenians were killed beginning in 1915 in a systematic campaign by the fraying Ottoman Empire to drive Armenians out of eastern Turkey. Turks acknowledge that hundreds of thousands of Armenians died but contend that the deaths, along with thousands of others, resulted from the war that ended with the creation of modern Turkey in 1923.

The House resolution provoked a fierce lobbying fight that pitted the politically influential Armenian-American population against the Turkish government, which hired equally influential former lawmakers like Robert Livingston, Republican of Louisiana, and Richard Gephardt, the former Democratic House majority leader.

Backers of the resolution said congressional action was overdue.

"Despite President George Bush twisting arms and making deals, justice prevailed," said Representative Brad Sherman, a Democrat of California and a sponsor of the resolution. "For if we hope to stop future genocides we need to admit to those horrific acts of the past."

The sharply worded Turkish warnings against the measure, especially the

threats to cut off support for the American war in Iraq, seemed to embolden some of the resolution's supporters.

"If they use this to destabilize our soldiers in Iraq, well, then shame on them," said Representative Joseph Crowley, a Democrat from New York who voted for it.

In Turkey, a fresh wave of violence that has been blamed in Kurdish separatists has raised the specter of a Turkish raid into northern Iraq, something the United States is strongly opposing.

Sedat Laciner, from the International Strategic Research Institution, said that the Turkish public felt betrayed by what was perceived as a lack of American

support for Turkey in its battle against the Kurds.

"American officials could think that Turkish people would ultimately forget about the lack of U.S. support in this

struggle," Laciner said, using words that could apply equally to views about the Armenian genocide. "Memories of Turks, however, are not that easy to erase."

October 11 2007
THE TIMES

Turkey ready for military advance into Iraq to attack Kurdish rebels

► Public is angry over death of 13 soldiers

► President may risk row with America

Suna Erdem Istanbul

Turkey was preparing to send troops and tanks into northern Iraq yesterday as the Government came under intense pressure to avenge the deaths of Turkish soldiers in attacks by Kurdish rebels. Risking a major diplomatic row with Washington and the European Union, Recep Tayyip Erdogan, the Turkish Prime Minister, said that he had ordered preparations for a possible military strike and asked parliament for approval.

Turkish combat aircraft and helicopter gunships attacked suspected positions of Kurdish rebels near Iraq and police detained 20 Kurds with suspected rebel links at a border crossing. A number of Turkish police officers were wounded when a police vehicle was the target of a bomb attack the southeast of the country.

Yesterday's frenzied activity came just days after the killing of 13 government troops in an ambush that marked the latest in a spate of intensified attacks by the separatist Kurdistan Workers Party (PKK).

At a meeting on the attacks earlier this week, chaired by Mr Erdogan, senior Turkish civilian and military authorities decided to consider "every kind of legal, political and economic measure, including an incursion across the border."

Parliament would still have to authorise any military action and the final decision rests with the Government. The weekend ambush and the killing of another two soldiers in a separate attack have ignited the fuse of a nationalistic anger in Turkey.

Turkey has repeatedly threatened an incursion to eradicate the PKK's northern Iraqi bases unless the United States and Iraqi authorities clamp down first.

Until now, though, Mr Erdogan has appeared reluctant to pursue an act that could result in a military quagmire and cause serious diplomatic problems. The authorities in Washington and Iraq, already struggling to control insurgent violence, are unwilling to condone anything that could cause unrest in the country's most stable region. Turkey's rulers would also probably prefer to do without the com-

plication of a military operation at a time when they are seeking to kick-start their membership talks with the European Union.

The public outrage has become intense. News of the latest attacks was imparted on blackened front pages

with white writing, while the emotional funerals for the soldiers were spread across several pages.

"The day we say goodbye to our martyrs the Government has given the military a blank cheque for a cross-border operation," wrote *Hurriyet*, the mass-selling daily newspaper, above the pictures.

As talk of the operation increased, the Turkish stock market, afraid of the consequences of military action, abruptly stopped in its tracks after

reaching record highs last week. A few lone voices called for calm: "Yes, our hearts are bursting with sorrow, but cool-headed leaders should prevent Turkey from falling into a terrorist trap," said the veteran columnist Hasan Cemal, urging a combination of military action and a political reform agenda to tackle terrorism rather than a revenge mission. "Above all, we should stay away from into northern Iraq."

The PKK has been fighting for more than 20 years in southeast Turkey in a war that has claimed nearly 40,000 lives. Large-scale incursions by Turkey into northern Iraq in 1995 and 1997, involving an estimated 35,000 and 50,000 troops respectively, failed to dislodge the rebels.

The US-led invasion of Iraq appeared to give the PKK fresh impetus. Encouraged by the greater autonomy granted to Kurds in northern Iraq, and benefiting from the free flow of weapons across Iraq, the PKK has

prospered despite being classified as a terrorist organisation by the United States and the EU. Turkish security officials say that many weapons used in recent attacks, including materials for a suicide bomb, were acquired in Iraq.

Turkey knows that it does not have its Nato ally, the United States, on its side for any action and Mr Erdogan is widely believed to have failed once more in his attempt to change the

mind of President Bush during his recent trip across the Atlantic.

As renewed talk of an incursion surfaced Sean McCormack, the US State Department spokesman, said that this would not lead to a long-term, durable solution and called for Turkish cooperation with the authorities in Iraq.

Ankara may not, however, shy away from the idea of upsetting the United States at a time when the House of Representatives is preparing to pass a bill blaming Ottoman Turkey for genocide against ethnic Armenians during the First World War.



Much of the Turkish press has been clamouring for revenge attacks

Champions of the bill have in the past failed to make it law but its regular appearance on the agenda always gives rise to back-room panic, horse-trading and ill feeling between Ankara and Washington. President Gul has said that the passage of the bill would create a public backlash in Turkey.

Turks threaten to 'play hardball' with US after genocide vote

Armenians row could hit supply links to Iraq

Bill may come before full house today

Suzanne Goldenberg Washington

Turkey yesterday recalled its ambassador in Washington and warned that it would "play hardball" to persuade the US Congress to abandon a bill recognising the historic persecution of Armenians. The diplomatic rebuke to Washington came amid furious lobbying by Bush administration officials to try to roll back the bill.

The measure, which was endorsed by the House of Representatives' foreign affairs committee on Wednesday, in defiance of warnings from administration and Turkish officials, would recognise the 1915 massacres and forced deportations of Armenians as genocide.

A house vote on the bill could come as early as today, although the resolution's future in the Senate is far less certain.

A Turkish foreign ministry spokesman said yesterday the ambassador, Nabi Sensoy, would stay in Ankara for about a week or 10 days. "We are not withdrawing our ambassador. We have asked him to come to Turkey for some consultations," the spokesman, Levent Bilman, told reporters.

Meanwhile, the US ambassador to Turkey, Ross Wilson, was summoned to the foreign ministry in Ankara, where officials expressed their "unease".

In Washington a visiting adviser to the Turkish prime minister, Tayyip Erdogan,



Troops patrol a road near the Turkish city of Silopi, on the border with Iraq

suggested there would be more such manoeuvres to come. "I can assure you Turkey knows how to play hardball," the adviser, Egeman Bagis, told reporters.

The anti-US backlash comes only days before the Turkish parliament is expected to vote for broader intervention in northern Iraq following Wednesday's air strikes on suspected Kurdish rebel positions. Such a move is opposed by the Bush administration and the EU, which fear disrupting the relative peace in northern Iraq. The EU foreign policy chief, Javier Solana, told reporters in Brussels yester-

day: "Any possibility of complicating even more the security situation in Iraq is something that should not be welcome." However, widespread anger over both Kurdish rebel attacks and the genocide bill could push Turkish legislators into supporting military strikes.

The response from Ankara yesterday to the vote in the house committee was predictably harsh. In a statement on his website the Turkish president, Abdullah Gul, called the resolution "unacceptable", and said it would harm US-Turkish relations.

The sentiments were expanded in a statement from the Turkish foreign ministry which said: "The committee's approval of this resolution was an irresponsible move, which at a greatly sensitive time will make relations with a friend and ally, and a strategic partnership nurtured over generations, more difficult."

Bush administration officials were almost as scathing, and said yesterday that they feared Turkey would cut vital supply lines to Iraq. About 70% of US air cargo for Iraq goes through Turkey. The Turkish press also condemned the US Congress, with the Hurriyet newspaper describing the measure as a "bill of hatred".

Public anger at the Kurdistan Workers party (PKK) rebels is high, after the killing of 13 Turkish soldiers on Sunday. However, Mr Erdogan said there would not necessarily be an immediate intervention against the rebels, believed to be based in northern Iraq. "There have been 24 operations so far. Assessments have shown that they haven't yielded that much of a result. We are taking this into account," Mr Erdogan told CNN's Turkish language service.

U.S. logistics in Iraq could be at risk

By David S. Cloud

WASHINGTON: Loss of access to military installations in Turkey would force the United States to send more military supplies for Iraq through other countries and could cause short-term backups in fuel shipments and deliveries of critical equipment, senior officers said Thursday.

The officers said they had contingency plans in place in case Turkey followed through on threats to shut off the U.S. military access to its territory if a resolution condemning the mass killings of Armenians during World War I was approved by the full House. That could mean the loss at least temporarily of Incirlik Air base, a key re-supply hub for Iraq, and closing of the Turkish-Iraqi border to military supply trucks.

Over time, those setbacks could be

overcome, but it could take months to increase operations in other logistical hubs, including Jordan, Kuwait and at the Iraqi port of Umm Qasr in the northern Gulf, the officials said.

"Turkey has been a tremendous hub for us, and if we didn't have it, that would increase time lines and distances. But it would be a short-term impact," said a senior military officer involved in logistical planning and operations.

Ankara signalled its displeasure Thursday by recalling its ambassador to Washington after a vote endorsing the resolution by the House Foreign Affairs Committee.

And Bush administration officials stepped up their warnings that passage of the measure by the full House could have dire consequences.

For the second day in a row, Defense Secretary Robert Gates warned about

the "enormous implications" for American military operations in Iraq if Turkey responded to passage of the resolution by limiting over flights or restricting access to Incirlik Air Base.

"All I can say is that a resolution that looks back almost 100 years to an event that took place under a predecessor government, the Ottomans, and that has enormous present-day implications for American soldiers and marines and sailors and airmen in Iraq, is something we need to take very seriously," Gates said in London after meetings with British officials.

Tom Casey, a U.S. State Department spokesman, said that Secretary of State Condoleezza Rice was planning a round of telephone calls with senior Turkish officials, including President Abdullah Gul, in which she would pledge to work to defeat the resolution in the House.

October 12 2007

The Guardian

October 12, 2007

INTERNATIONAL
Herald Tribune

Telegraph

By Con Coughlin October 12, 2007

When Kurds smell success, Turks go for guns

The semi-autonomous enclave of Kurdistan in northern Iraq has long been regarded as an oasis of stability and good governance in a country otherwise riven with violence and sectarian strife.

Even when militant insurgent groups have carried out attacks against Kurdish targets, such as the devastating truck bombings of the Yazidi community last August that claimed more than 400 lives, the Kurds have managed to resist being drawn into the endless spiral of tit-for-tat attacks that has accounted for so many innocent lives throughout the rest of the country.

The ability of the Kurds to rise above the internecine blood-letting that has come to characterise post-Saddam Iraq owes much to the fact that they have administered their own affairs for more than a decade; Iraq's Kurdish region was protected from Saddam's murderous designs by the no-fly zones established after the 1991 Gulf war.

The Kurds' aptitude for self-government was finally rewarded in the summer when American military commanders handed over control of the three Kurdish provinces of Arbil, Dahuk and Sulaymaniyeh to Massoud Barzani, the veteran Kurdish warlord.

But this rare Iraqi success story now looks as though it could soon implode, should the Turkish government go ahead with its threat to invade Kurdish-controlled northern Iraq to root out terror cells that have been carrying out attacks on Turkish soil.

If the banner headlines in yesterday's main Turkish newspapers are any guide, the Turks are thirsting for revenge after a series of attacks out in south-eastern Turkey by the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK).

In the worst attack, last weekend, 13 Turkish troops were killed in a well-executed ambush. This and a series of other attacks on military positions has persuaded Turkey's political and military echelons to bury their differences and present a united front to deal with the PKK.

Following an emergency meeting this week of military and political leaders chaired by Recep Erdogan, the Turkish prime minister, the government agreed to consider "every kind of legal, political and economic measure – including an incursion across the border".

Preparations for an invasion are well under way, with the main roads to

Turkey's southern border yesterday clogged with tank and troop transporters.

Mr Erdogan says that, for the moment at least, he has only ordered the military to make preparations for an invasion, but his advisers believe that he is likely to seek parliamentary approval for action within the next few days.

As the mass-selling Hurriyet declared in an editorial this week: "The government has given the military a blank cheque for a cross-border operation."

A Turkish invasion of northern Iraq is the last thing coalition forces struggling to maintain order in Iraq would want to see, but all the indications from Ankara suggest there are many persuasive arguments in favour of action.

To start with, it would fully occupy the energies of Turkey's restless military establishment, which only a few months ago was rumoured to be planning a coup to protect the country from the growing Islamic encroachment on its secular identity.

There is also mounting consternation within Turkey's political establishment – both Muslim and secular – about the emergence of an independent Kurdish state in northern Iraq.

Although Iraq's Kurdish leaders have committed themselves fully to supporting the new Iraqi constitution, Ankara is concerned that the degree of autonomy enjoyed by the three self-governing Kurdish provinces could lead to the eventual creation of a fully independent Kurdish state.

This could have potentially disastrous implications for Turkey, where the estimated 12 million Kurds living in the south of the country would intensify their independence campaign.

Turkish concerns over what they see as the Kurds' inexorable progress towards full statehood have not been helped by what one Western diplomat in the region recently described as Mr Barzani's "irredentist rhetoric".

In speeches made since he assumed control of the Kurds' mini-state in the summer, Mr Barzani has appeared to assert a political and territorial claim to the ethnic Turkish areas of south-eastern Turkey.

The bad blood between Ankara and Mr Barzani's fiefdom has been exacerbated by the Kurdish leader's inclination to turn a blind eye to the activities of the PKK, which is deemed a terrorist organisation by Washington and its allies.

Mr Barzani and the PKK make for strange bedfellows: in the past, the fiercely nationalistic Mr Barzani has fought to suppress the PKK's revolutionary Marxist-Leninist ideology. But more recently it has suited his political agenda to give the PKK a free rein in northern Iraq.

It gives him a powerful bargaining chip with Ankara in future discussions over the oil-rich region of Kirkuk which, if it were ever to be placed under Kurdish control, would make an independent Kurdish state economically viable.

Indeed, Mr Barzani appears determined to protect the right of the PKK to attack Turkish military positions, warning that he would deploy his fierce Peshmerga fighters to defend the rugged mountain passes that provide a natural defensive shield against a Turkish offensive. The last large-scale Turkish incursions into northern Iraq in 1995 and 1997, which involved nearly 50,000 troops, failed to dislodge the Kurdish rebels.

And even though any outbreak in hostilities between the Turks and the Kurds could have catastrophic consequences for Western interests in the region – particularly Iraq – it appears the West is powerless to defuse the crisis.

This week's decision by the US House of Representatives' foreign affairs committee to designate as genocide the deaths of hundreds of thousands of Armenians at the hands of the Turks in 1915 has hardly helped to improve the Bush Administration's ability to influence events in Ankara.

And the European Union's patronising treatment of Turkey's membership application has strengthened the resolve of Turkish nationalists to adopt a more robust approach to defending the country's interests, irrespective of whether the threat comes from Islamic radicals or Kurdish separatists.

Kurdish dreams find a foothold in Iraq

As autonomous Kurdistan's clout grows, so has fear that the haven for a group with nationalistic goals could destabilize the Mideast.

IRBIL, Iraq — Unshackled from Arab domination and the yoke of Saddam Hussein's regime, Iraqi Kurdistan has grown into a powerful incubator of Kurdish ambitions and nationalism. But the enclave in northern Iraq also has the potential to destabilize the Middle East, as recent tensions raise the specter of a regional war.

For months, neighboring Iran and Turkey have been engaged in low-intensity warfare against Kurdish separatists from the two countries who have established camps in Kurdistan. Last week, lawmakers in Ankara, Turkey, raised the stakes, threatening to authorize a military invasion of Iraq to crush Kurdish rebels responsible for attacks in Turkey.

From their autonomous enclave, Iraqi Kurds have for nearly 17 years quietly undermined attempts by Syria, Iraq and Iran to halt their cultural and political aspirations, throwing open the doors to their ethnic brethren from surrounding countries. In doing so, they also have provided shelter to the separatist groups fighting guerrilla wars against Turkey and Iran.

"We can't help them," said a Kurdish official in this city, speaking on condition of anonymity. "But we can't hand them over, either."

Turkey, Iran and Syria, with long histories of suppressing Kurdish national movements, eye the Kurdish experiment in northern Iraq warily, though all have an economic stake in the enclave and maintain cordial ties with its leaders.

In the past five years, hundreds of Kurdish students from the neighboring nations have come here to study at universities. Also, Kurdish exile groups and political parties, along with Kurdish refugees from neighboring countries, have found protection from persecution.

Leaders of Iraqi Kurdistan argue that their regional government, which accounts for three of Iraq's 18 provinces, provides an attractive blueprint for Kurdish autonomy that would not require a formal redrawing of the Middle East's borders. Turkish authorities, however, fear that Kurdish separatists are determined to break off part of Turkish territory for their own state.

Change in goals urged

Kurdish officials say they have urged sister movements in other countries to relinquish violent separatist struggles and band together with other opposition groups to achieve a more feasible vision: the same type of decentralized government that gives Iraqi Kurds autonomy without formal statehood.

"We no longer struggle for an independent Kurdistan," said Abdul-Razzaq Moradi, an official of the Kurdistan Democratic Party of Iran.

Although they are overwhelmingly Sunni Muslim, Kurds, with a total population estimated at 25 million to 40 million, speak a different language



and adhere to a culture distinct from the Arabs, Persians and Turks. They are believed to be the world's largest ethnic group without a state, the victims of superpower machinations after the collapse of the Ottoman Empire at the close of World War I.

Kurds violently fought governments in Iraq, Syria and Iran during the 20th century. The four countries that contain the Kurdish regions have at various points suppressed the Kurdish language, destroyed Kurdish villages and executed politically active Kurds for treason. During the 1980s, Saddam Hussein slaughtered tens of thousands of Kurds to quell a rebellion.

Kurdistan's first sustained period of self-governance in centuries began in 1991, when, in the wake of the Persian Gulf War, British- and American-enforced no-fly zones were established in northern Iraq. The 2003 toppling of Hussein strengthened Kurdistan's legal standing.

In 2005, the new Iraqi Constitution enshrined the three-province Kurdistan regional government into law.

An economic boom that began shortly after the collapse of the former regime has mushroomed dramatically, filling Kurdish coffers. Satellite TV

channels have sprouted, linking Kurds here in Irbil with those in the Turkish city of Diyarbakir, Sanandaj in Iran and Qamishli in Syria, as well as Stockholm and the San Francisco Bay Area.

Despite the newfound economic power, the Iraqi Kurdish leadership is rooted in armed struggle. Though they don suits now, many were once gun-running rebels, products of pan-Kurdish guerrilla and political movements.

During years of fighting as a "peshmerga" warrior in the mountains of Iraq, for example, Omer Fattah, now deputy prime minister of the Kurdistan regional government, entrusted his wife and children to the care of Iranian Kurds.

"We view them as our family," he said. "Our traditions are the same."

Kurdish groups in northern Iraq that are working for autonomy in Syria, Iran and Turkey get housing, offices and budgets for promoting themselves.

But officials here say they forbid the exile parties from taking up arms or fighting for radical causes. Instead, they say, they call for Kurdish organizations to negotiate with governments in Syria, Iran and Turkey.

Turkey, for one, accuses the Kurdistan government of failing to rein in the armed Kurds attacking Turkish forces. Negotiation in Turkey, where animosity and deadly retaliation are escalating, is unlikely.

An "incubator"

To resistance groups, Iraqi Kurdistan is a haven where members can remain politically and militarily active without exiling themselves to Europe. One official called it the "incubator" where all the political groups can sit down and work together.

A dozen groups from Iran, Syria and Turkey recently formed a coalition in Iraqi Kurdistan. Even the most radical organizations are allowed to operate here, including militant groups clustered around the Kurdistan Workers' Party, or PKK, that have fought the Turkish and Iranian militaries and brought the region closer to another war.

Kurdish culture flourishes in Iraqi Kurdistan, unlike in Turkey, Syria and Iran.

"The things that have kept us alive were our language, folklore, music and celebrations," said Falakaddin Kakeyi, the minister of culture for the Kurdistan regional government. "Rights may vanish, oil may finish, buildings can be destroyed, but language is forever."

The greatest ambition is to surmount differences of dialect and writing to forge a standardized Kurdish language. The satellite TV channels have helped, as Kurds speaking the northern dialect of Syria and Turkey become familiar with the southern dialect of Iran and Iraq.

Los Angeles Times - By Alexandra Zavis October 14, 2007

Top Shiite calls for Iraq to be cut into three parts

BAGHDAD, Iraq - The Shiite heir apparent to a key U.S. political ally added his voice Saturday to calls for the division of Iraq into semi-autonomous regions based on sect and ethnicity, throwing down a gauntlet on an issue that has stirred fierce emotions in Iraq.

Ammar Hakim's appeal before hundreds of supporters gathered for prayers marking the end of the Muslim holy month of Ramadan came just weeks after passage of a non-binding Senate resolution calling for a devolution of power to three self-governing regions for Shiites, Sunnis and Kurds.

Iraqi politicians responded angrily to the resolution, which was sponsored by Sen. Joe Biden, a Delaware Democrat who is a candidate for president. Iraqi Prime Minister Nouri al-Maliki, a Shiite, called the measure an infringement on Iraqi sovereignty. Others accused officials in Washington, D.C., of plotting to partition Iraq.

But the idea of building strong regions has the support of Kurdish leaders, including President Jalal Talabani, and the Supreme Islamic Iraqi Council, one of the two largest Shiite formations,

led by Hakim's father, Abdelaziz Hakim.

The Kurds have a self-governing state in the north, which they hope to expand by annexing the oil rich city of Kirkuk and other disputed areas. Abdelaziz Hakim has called for uniting the nine provinces in the south with a Shiite majority into a similar region.

"I call on this holy day for the people of my country to form the regions, starting with the region south of Baghdad," Hakim's son said in a sermon delivered outside the party headquarters in Baghdad, the capital.

But he also stressed the need to preserve Iraqi unity and said federalism was the best way to achieve this. The principle of federalism is enshrined in the Iraqi constitution, but politicians have yet to agree on a bill outlining the relationship between central and provincial authorities, one of the benchmarks for continued U.S. support.

Sunni political leaders are among the strongest opponents because they fear the largely barren western area where they dominate would be

shut out from the oil wealth in the north and south. Abdelaziz Hakim's main Shiite rival, anti-American cleric Muqtada al-Sadr, also advocates a strong central government. The two leaders signed a cease-fire Oct. 6 aimed at ending gunfights between their allied militias.

Violence was relatively muted Saturday, as Iraq's Shiite majority joined Sunnis in celebrating the end of the fasting month of Ramadan by visiting relatives and picnicking at a popular Baghdad park.

The U.S. military confirmed in a statement that two U.S. soldiers were killed in a mortar barrage on Camp Victory outside of Baghdad on Wednesday. The deaths were reported previously, but the military had not identified them as U.S. soldiers.

Police reported the deaths of at least 14 people in shootings and clashes in Babil, a province south of Baghdad where rival tribes and militias are competing for influence. Three more bodies were recovered in Baghdad, apparent victims of sectarian killings

TIME

Turkish General Warns U.S.

Oct. 14, 2007 - By AP/C. ONUR ANT

(Istanbul, Turkey) — Turkey's top general warned that ties with the U.S., already strained by attacks from rebels hiding in Iraq, will be irreversibly damaged if Congress passes a resolution that labels the World War I-era killings of Armenians a genocide.

Turkey, which is a major cargo hub for U.S. and allied military forces in Iraq and Afghanistan, has recalled its ambassador to Washington for consultations and warned that there might be a cut in the logistical support to the U.S. over the issue.

Gen. Yasar Buyukanit told daily Milliyet newspaper that a congressional committee's approval of the measure had already harmed ties between the two countries.

"If this resolution passed in the committee passes the House as well, our military ties with the U.S. will never be the same again," Buyukanit was quoted as saying by Milliyet.

"I'm the military chief, I deal with security issues. I'm not a politician," Buyukanit was quoted as saying by Milliyet. "In this regard, the U.S. shot its own foot."

President Bush has said the resolution is the wrong response to the Armenian deaths, but House Speaker Nancy Pelosi said Sunday the measure's timing was important "because many of the survivors are very old."

"It is a statement made by 23 other countries. We would be the 24th country to make this statement. Genocide still exists, and we saw it in Rwanda; we see it now in Darfur," she told ABC's "This Week." But

Rep. John Boehner, R-Ohio, said the measure was "irresponsible."

"Listen, there's no question that the suffering of the Armenian people some 90 years ago was extreme. But what happened 90 years ago ought to be a subject for historians to sort out, not politicians here in Washington," he told "Fox News Sunday."

About 70 percent of U.S. air cargo headed for Iraq goes through Turkey as does about one-third of the fuel used by the U.S. military there. U.S. bases also get water and other supplies carried in overland by Turkish truckers who cross into Iraq's northern Kurdish region.

In addition, C-17 cargo planes fly military supplies to U.S. soldiers in remote areas of Iraq from Incirlik, avoiding the use of Iraqi roads vulnerable to bomb attacks. U.S. officials say the arrangement helps reduce American casualties.

Secretary of State Condoleezza Rice has "urged restraint" from Turkey and sent two high-ranking officials to Ankara in an apparent attempt to ease fury over the measure which could be voted on by the House by the end of the year.

Buyukanit's remarks were published a day after a visit by Dan Fried, assistant secretary of state for European affairs, and Eric Edelman, who is the undersecretary of defense for policy.

"Secretary of State Rice Condoleezza Rice asked us before we came here to express that the Bush administration is opposed to this resolution," Edelman said Saturday.

At issue in the resolution is the killing of up to 1.5 million Armenians by Ottoman Turks. Many international historians contend the World War I-era deaths amounted to genocide, but Turkey says the mass killings and deportations were not systematic and that many Turkish Muslims died in the chaos of war.

The congressional resolution comes as the Turkish parliament debates authorizing a military campaign into northern Iraq to root out rebels who seek a unified, independent nation for Kurds in the region.

U.S. officials have urged Turkey not to send troops and appealed for a diplomatic solution with Iraq. The Kurdish self-rule region in northern Iraq is one of the country's few relatively stable areas and the Kurds here are also a longtime U.S. ally.

A Kurdish rebel commander on Saturday said Turkey would face a long and bloody conflict if it launched a large-scale offensive in northern Iraq.

Speaking to The Associated Press deep in the Qandil mountains straddling the Iraq-Turkish border, some 94 miles from the northern Iraqi Kurdish city of Sulaimaniyah, Murat Karayilan, head of the armed wing of the Kurdistan Workers' Party, or PKK, warned that an eventual Turkish incursion would "make Turkey experience a Vietnam war."

The PKK has been fighting for autonomy in southeast Turkey since 1984. The conflict has claimed tens of thousands of lives. Turkey says the rebels use Iraqi Kurdish territory as a safe haven. Iraqi and Kurdish authorities reject the claim

Ankara se prépare à traquer les rebelles kurdes en Irak

LE FIGARO

11 octobre 2007



Plusieurs observateurs doutent de la volonté d'Ankara de lancer une opération (ici, des manœuvres près de la frontière irakienne). B. Ozbilici/AP

PROCHE-ORIENT

Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, doit demander aujourd'hui au Parlement l'autorisation de lancer des opérations militaires dans le nord de l'Irak.

Istanbul

« QUELLE pourrait être l'embuscade de la plus vicieuse tendue par le PKK ? Attirer la Turquie dans le bourbier irakien, plus précisément dans le nord de l'Irak », met en garde Cengiz Candar, journaliste spécialiste de la question kurde, en soulignant les risques qui planent sur la démocratisation de la Turquie. Mais les appels à la mesure sont difficilement audibles avec l'émoi suscité par la mort de treize soldats au cours d'affrontements avec les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), dimanche. Mardi, à l'issue d'un comité antiterroriste, le gouvernement turc a signifié son accord à une opération transfrontalière pour traquer les rebelles « si nécessaire » et a donné « des ordres » à l'armée pour se préparer à cette éventualité.

Le feu vert du Parlement, nécessaire avant le lancement d'une incursion de grande ampleur, devrait être sollicité dès aujourd'hui. Le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, a confirmé hier qu'une motion était en cours d'élaboration, alors que des pilonnages des camps du PKK de l'autre côté de la frontière sont en cours et que des vols de reconnaissance sont signalés. Il a reçu le soutien du leader du Parti républicain du peuple (CHP, gauche nationaliste), Deniz Baykal, son adversaire le plus virulent pendant la campagne électorale : « Une motion est comme une bombe à retardement, dès qu'elle est votée il faut la mettre en application, afin d'éviter qu'elle n'explose entre les mains. »

Accusé de faiblesse par la presse nationaliste, acculé par une opinion publique qui réclame vengeance, le gouvernement s'est donc résolu à se faire plus menaçant après des mois de pressions. En avril dernier, le général Yasar Büyükanit avait déclaré : « Si vous me demandez si (une intervention) serait utile ou non, ma réponse est oui. » Ankara accuse la région autonome du Kurdistan

d'abriter quelques milliers de séparatistes kurdes, mais également de soutenir leur action de déstabilisation sur le territoire turc.

Des mesures alternatives

Un vote des députés ne signifierait cependant pas nécessairement un déclenchement des opérations militaires. Dans les années 1980 et 1990, vingt-quatre déploiements de troupes lancées à la poursuite des rebelles ont été recensés.

En 2003, une motion similaire avait déjà été adoptée sans qu'elle soit suivie d'effet sur le terrain. Cette fois-ci, la plupart des analystes doutent de la volonté de Recep Tayyip Erdogan de se lancer dans une aventure aussi hasardeuse, qui, non seulement ne mettrait pas fin aux activités de la guérilla, également présente en Turquie, mais serait désastreuse pour ses négociations d'adhésion à l'Union européenne.

Pour montrer sa détermination, tant à ses détracteurs en Turquie qu'aux États-Unis et à l'Irak, sans risquer un conflit majeur,

le gouvernement étudie d'autres mesures de rétorsion. Comme une incursion limitée dans le temps et géographiquement, mais avec un fort impact médiatique. Ou encore des sanctions économiques. La fermeture de la frontière pénaliserait fortement la région du Kurdistan autonome d'Irak, dépendante des échanges commerciaux avec son voisin.

« Mais si la Turquie subit une autre attaque, aussi lourde que la dernière, le gouvernement sera obligé d'agir, assure Serhat Erkmen, spécialiste du Moyen-Orient pour Asam, un think-tank proche des cercles militaristes. Au sein de l'armée, l'option d'une installation durable dans le nord de l'Irak semble prévaloir. »

Car au-delà de l'objectif officiel de faire la chasse au PKK, d'autres intérêts sont en jeu derrière une intervention armée : empêcher la création d'un État kurde aux portes de la Turquie, le cauchemar des militaires, et déjouer les visées des Kurdes d'Irak sur la ville de Kirkouk, aux sous-sols gorgés de pétrole, et qui compte une petite minorité turkmène.

LAURE MARCHAND

La commission des Affaires étrangères du Congrès américain reconnaît le « génocide » arménien

■ Washington observe avec inquiétude et embarras les préparatifs d'une éventuelle intervention turque au Kurdistan irakien. L'inquiétude concerne les risques de déstabilisation d'une région déjà en proie aux conflits. L'embarras procède de la position défensive de Washington vis-à-vis d'Ankara.

Si les gouvernements turc et irakien ont un problème, ils doivent travailler ensemble pour le résoudre, et je ne suis pas sûr que des incursions

unilatérales soient la meilleure façon de faire, a rappelé le porte-parole du département d'État, Sean McCormack. Nous leur recommandons depuis des mois de travailler en coopération sur cette question. » Ce ton mesuré s'explique à la fois par l'importance stratégique de la Turquie dans l'effort de guerre américain en Irak, et par l'imbricatio diplomatique dans lequel le Congrès menace de plonger la relation américano-turque.

Hier soir, la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants, passant outre les mises en garde de George Bush, a adopté une résolution qualifiant de « génocide » le massacre des Arméniens en 1915. Le président américain avait estimé un peu plus tôt qu'une telle initiative causerait un « tort considérable » aux relations avec la Turquie. Le secrétaire à la Défense, Robert Gates, et le secrétaire d'État, Condoleezza Rice, étaient également montés au cré-

neau. La résolution va désormais être présentée devant la Chambre des représentants en séance plénière, où, selon les dirigeants démocrates, un vote aura lieu d'ici la mi-novembre. Robert Gates a fait valoir que 70 % des acheminements de matériel militaire vers l'Irak et l'Afghanistan passaient par la base aérienne d'Inçirlik et que les États-Unis étaient « lourdement dépendants de la Turquie pour l'accès » à ces pays.

PH. G. (à Washington)

Un vote au Congrès américain sur le génocide arménien indigné Ankara

Malgré l'opposition de George Bush, une commission du Congrès a voté un texte qui reconnaît le génocide arménien. Ce vote est jugé « inacceptable » par la Turquie

Les mises en garde répétées du président américain, George Bush, n'ont rien changé. La commission des affaires étrangères de la Chambre des représentants a voté, mercredi 10 octobre, un texte qui reconnaît un « génocide » arménien au début du XX^e siècle dans l'Empire ottoman. Le président américain avait mobilisé tout son gouvernement, estimant qu'une telle initiative causerait un « tort considérable » aux relations avec la Turquie, « un allié crucial au sein de l'OTAN et dans la guerre mondiale contre le terrorisme ». Devant des journalistes, M. Bush avait répété que, selon lui, cette résolution n'était pas « la bonne réponse à ces tueries massives et historiques ».

Le texte, non contraignant, de la commission, a été voté par 27 voix contre 21 et sera envoyé à la Chambre des représentants pour examen en séance plénière. Il affirme que le massacre des Arméniens durant la Première Guerre mondiale a été un « génocide » et que cela doit être pleinement reconnu par la diplomatie américaine, notamment dans sa politique vis-à-vis de la Turquie.

Une telle résolution avait déjà été adoptée par la commission en 2005 avec un résultat des votes d'ailleurs bien plus élevé. Cette fois-ci, soulignent les commentateurs, le score serré s'explique par le soutien, de poids, au texte de la présidente de la Chambre des représentants, la démocrate Nancy Pelosi, plaçant les

membres de la commission « sous une forte pression » de la Turquie.

Nabi Sensoy, l'ambassadeur turc aux Etats-Unis, était assis au deuxième rang de la salle des auditions de la commission, aux côtés d'une délégation de députés dépêchée d'Ankara. A sa sortie, il a promptement déclaré que la Turquie allait continuer à se battre contre la résolution. « J'espère qu'ils vont assumer les conséquences [d'un tel vote] », a-t-il lancé. Peu avant, le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, avait publiquement averti qu'une telle résolution altérerait les relations entre ces deux alliés au sein de l'OTAN.

Un groupe d'Américains arméniens a laissé éclater sa joie dans la salle de la commission après l'annonce du vote. Dehors, devant la Chambre, le révérend Sarkis Aktavoukian a déclaré au *Washington Post* que « l'Amérique a aujourd'hui montré sa justice ».

La résolution va désormais être présentée devant la Chambre des représentants où un vote pourrait avoir lieu d'ici à la mi-novembre. Un grand nombre de démocrates, qui contrô-

lent le Congrès, soutiennent la résolution parrainée par 226 membres, soit plus de la moitié de l'assemblée.

Un texte similaire à celui adopté par la commission circule d'ores et déjà au Sénat. En cas d'adoption, le président Bush pourra toujours exercer, en dernier recours, son droit de veto. Déjà, en octobre 2000, le président de l'époque, Bill Clinton, avait réussi à s'opposer à l'adoption d'une telle résolution.

Dans une déclaration commune, la secrétaire d'Etat, Condoleezza Rice, et le ministre de la défense, Robert Gates, se sont dit fermement opposés au texte de la commission. Ensemble, ils ont mis en

garde contre les possibles représailles diplomatiques turques qui risquent d'affecter sévèrement les opérations en Irak et leur ravitaillement.

M. Gates a souligné la « forte dépendance » américaine envers la Turquie, par où transitent près de 70 % du ravitaillement aérien destiné à l'Irak, un tiers du carburant et 95 % des engins blindés, vitaux pour les soldats américains. Il craint en particulier que la Turquie cesse de mettre à disposition la base aérienne d'Incirlik (sud), plaque tournante du transit américain vers l'Irak ou l'Afghanistan. M^{me} Rice devait téléphoner, jeudi, à son homologue turc.

Le président turc, Abdullah Gül, a immédiatement qualifié d'« inacceptable » le texte adopté par la commission. Le gouvernement turc s'est dit « consterné ». Il a appelé la Chambre des représentants à ne pas donner suite à une résolution « irresponsable » et « susceptible de mettre en péril » les relations bilatérales.

« Il est inacceptable que la nation turque soit accusée d'un crime qu'elle n'a jamais commis au cours de son histoire », a-t-il ajouté dans un communiqué.

La Turquie refuse d'entendre parler de génocide pour qualifier les massacres et déportations d'Arméniens entre 1915 et 1917 dans les dernières années de l'Empire ottoman, auquel a succédé en 1923 la République de Turquie. Selon les historiens occidentaux, ces massacres ont fait plus de 1,5 million de morts. Ils seraient 250 000 à 500 000, selon la Turquie.

La notion de génocide a été reconnue notamment par la France, le Canada et le Parlement européen. ■

NICOLAS BOURCIER (AVEC AFP ET AP)

« L'Amérique a aujourd'hui montré sa justice »

Le révérend Sarkis Aktavoukian



Une délégation de religieux comprenant le patriarche de tous les Arméniens, Karekin II (deuxième à partir de la gauche), visite le Jefferson Memorial avant de tenir une conférence de presse sur la liberté de culte en Turquie, jeudi à Washington. JASON REED/REUTERS

Les tensions au Kurdistan font grimper les prix du pétrole vers de nouveaux records

MATCH

15 Octobre 2007

Le prix du baril de pétrole brut a battu de nouveaux records aujourd'hui à Londres (81,93 dollars le baril de Brent et New York (85,19 dollars le baril de Western Texas Intermediate). En cause, les tensions à la frontière turco-irakienne et les menaces d'intervention de l'armée turque au Kurdistan, dans une zone où passent plusieurs oléoducs.

Le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan devrait en effet demander au parlement d'Ankara une autorisation valable un an pour intervenir contre les bases des séparatistes du Parti

des travailleurs du Kurdistan (Pkk). Le Premier ministre a cependant affirmé qu'aucune opération militaire ne serait déclenchée dans un avenir proche. L'artillerie turque a néanmoins bombardé ce week-end une zone irakienne proche de la frontière après une attaque d'un poste militaire turc attribuée au Pkk

.A ces menaces sur l'approvisionnement des pays industrialisés s'ajoute la nervosité des marchés face au reculs des stocks de brut en Europe et aux Etats-Unis à l'approche de l'hiver. Une intervention militaire pourrait entraîner des ruptures d'approvisionnement craignent les analystes.

Ankara appelé par Washington à ne pas déstabiliser le nord irakien

AFP

ROGERS (Etats-Unis), 15 oct 2007 (AFP) - La Maison Blanche a appelé lundi la Turquie à faire preuve de "retenue" et à se garder de toute action qui risquerait de déstabiliser le nord de l'Irak, où le gouvernement turc envisage une incursion militaire pour combattre les rebelles kurdes.

"Nous avons tous intérêt à ce que l'Irak soit stable et souhaitons tous voir le PKK rendre des comptes devant la justice, mais nous pressons les Turcs de continuer à discuter avec nous et les Irakiens, de faire preuve de retenue et de se garder de toute action qui pourrait être déstabilisatrice", a dit un porte-parole de la Maison Blanche, Gordon Johndroe.

Il s'agit de l'appel le plus explicite à la retenue lancé par la Maison Blanche à son partenaire turc depuis que celui-ci considère de très près une intervention dans le nord de l'Irak pour combattre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Selon Ankara, ces rebelles se servent du Kurdistan irakien comme base arrière.

Il intervient au moment où la perspective d'actions militaires turques dans le nord de l'Irak se précise: le gouvernement turc a en effet transmis au Parlement le texte d'une motion qui lui donnerait pendant un an l'autorisation nécessaire pour mener si nécessaire une ou plusieurs opérations, a indiqué le vice-Premier ministre turc Cemil Çiçek.

L'ampleur et la date des opérations seront déterminées par le cabinet, a-t-il dit en soulignant que la Turquie espérait ne pas en arriver là. Selon plusieurs responsables, le Parlement pourrait voter cette semaine, peut-être mercredi.

Le gouvernement américain, soumis à une forte pression aux Etats-Unis à cause de la guerre, craint qu'une incursion turque ne déséquilibre l'une des rares régions irakiennes bénéficiant d'une relative stabilité, voire qu'elle ne déstabilise une zone, habitée par des Kurdes, s'étendant sur plusieurs pays.

Au même moment, les rapports entre les Etats-Unis et la Turquie sont tendus par un texte que pourrait voter la Chambre des représentants américaine et qui reconnaîtrait que les Arméniens ont été victimes d'un génocide au début du 20e siècle sous l'Empire ottoman.

La Turquie, qui refuse d'entendre parler de génocide, juge le texte inacceptable et laisse planer la menace d'un retrait de son soutien logistique aux opérations



en Irak, d'une grande importance pour les Américains.

La Maison Blanche a "fortement encouragé" lundi le Congrès non seulement à ne pas approuver, mais à ne pas soumettre au vote ce texte qui risque de susciter de sérieuses représailles de la Turquie.

"Nous sommes à un moment important des relations entre les Etats-Unis et la Turquie, et nous encourageons fortement la présidente de la Chambre à ne pas faire voter sur la question; et si vote il doit y avoir, nous encourageons fortement les membres de la Chambre à ne pas le soutenir", a dit un porte-parole de la Maison Blanche, Tony Fratto.

La présidente de la Chambre des représentants, Nancy Pelosi, a dit dimanche sa détermination à mettre le texte aux voix lors d'une séance plénière. Son approbation en commission, malgré les mises en garde de la Maison Blanche contre ses conséquences diplomatiques, a déjà provoqué la colère de la Turquie la semaine passée.

La résolution, qui pourrait être débattue en novembre en session plénière, reconnaît comme un génocide les massacres d'Arméniens qui ont fait plus de 1,5 million de morts après 1915 sous l'Empire ottoman selon les Arméniens. La Turquie reconnaît que 250.000 à 500.000 personnes ont péri, mais dans le chaos sévissant dans les dernières années de l'Empire ottoman.

L'Irak défendrait sa souveraineté en cas d'incursion turque (général US)

AFP

WASHINGTON, 16 oct 2007 (AFP) - L'Irak défendrait sa souveraineté en cas d'incursion militaire de la Turquie dans le nord du pays, envisagée par Ankara pour combattre les rebelles kurdes, a prévenu mardi un haut responsable militaire américain.

"Il est important de noter que l'Irak est une nation souveraine et ils prendraient très au sérieux leur souveraineté et la défense de leur territoire" si les Turcs traversaient la frontière pour attaquer les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a souligné lors d'un point de presse le général Carter Ham, de l'état-major des forces interarmées américaines.

Il a toutefois précisé qu'il ne suggérait pas que l'armée américaine en Irak aiderait les forces irakiennes à défendre leur territoire, ajoutant que les Etats-Unis espéraient pouvoir trouver une solution diplomatique avec leur allié turc.

"Si la diplomatie échoue, nous devrions évaluer la situation et décider au niveau politique quelle est la meilleure façon de la gérer", a-t-il déclaré.

Ankara a demandé au Parlement turc son aval en vue d'une action militaire dans la région autonome du Kurdistan irakien pour frapper les bases des séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Les propos du général Ham faisaient écho à ceux du vice-Premier ministre irakien Barham Salih, qui a mis en garde mardi à Londres contre toute incursion turque dans le nord de l'Irak, qui aurait "des conséquences graves" dans la région.

Les rapports entre les Etats-Unis et la Turquie sont par ailleurs tendus par un texte que pourrait voter la Chambre des représentants et qui reconnaîtrait que les Arméniens ont été victimes d'un génocide au début du 20e siècle sous

l'Empire ottoman.

La Turquie, qui refuse d'entendre parler de génocide, menace désormais de retirer un soutien logistique précieux aux Américains, dont 70% du fret aérien, 30% du carburant et 95% des nouveaux véhicules blindés destinés à l'Irak transitent par la base aérienne d'Incirlik (sud de la Turquie).

"Si le flux de ce matériel était interrompu, cela aurait un impact significatif sur

les opérations américaines en Irak, mais aussi sur le commerce irakien", a estimé le général Ham, en rappelant que le Pentagone cherchait des solutions alternatives pour acheminer ses approvisionnements.

"Cela impliquerait probablement des coûts plus élevés, entre autres choses. Nous préférierions évidemment conserver l'accès que nous avons aujourd'hui" en Turquie, a-t-il conclu.

PKK: un responsable turc refuse le dialogue direct avec les Kurdes d'Irak

AFP

ANKARA, 19 oct 2007 (AFP) - Un responsable turc a rejeté vendredi un appel lancé jeudi par les Kurdes d'Irak pour des entretiens directs afin d'apaiser la tension née de la présence des rebelles kurdes dans le nord de l'Irak, affirmant qu'Ankara ne reconnaît que Bagdad comme interlocuteur.

"Nous ne parlons pas aux groupes kurdes d'Irak. Notre interlocuteur est le gouvernement irakien à Bagdad et nous discutons ce que nous voulons avec ses représentants", a indiqué le vice-Premier ministre Cemil Çiçek dans un entretien au journal d'expression anglaise Today's Zaman.

"Le nord de l'Irak fait partie de l'Irak et les Kurdes irakiens doivent passer par leur propre administration à Bagdad pour nous parler", a-t-il souligné.

M. Çiçek, qui est aussi le porte-parole du gouvernement, s'est dit convaincu que "le gouvernement de Bagdad nous transmettra ce qu'ils veulent nous dire".

Les autorités autonomes du Kurdistan d'Irak se sont dites déterminées ven-

dredi à combattre toute attaque contre leur territoire, où la Turquie pourrait lancer une incursion pour mater les rebelles turcs kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Cette mise en garde intervient alors que le Parlement turc a donné mercredi l'autorisation à l'armée d'intervenir dans le nord de l'Irak contre le PKK.

La veille, le gouvernement du Kurdistan avait affirmé qu'il ne cherchait "pas la guerre avec la Turquie" et appelé "au dialogue direct avec Ankara".

Les Etats-Unis ont mis leur allié turc en garde contre toute initiative militaire qui pourrait avoir des conséquences négatives sur la seule région d'Irak --à savoir le nord-- où une certaine stabilité est assurée.

Le gouvernement de Bagdad dirigé par Nouri al-Maliki, qui a très peu d'influence au Kurdistan, a toutefois assuré que son objectif était d'éliminer la présence du PKK dans cette région.

L'EXPRESS

18 octobre 2007

"La Turquie instrumentalise la question kurde"

propos recueillis par Isabelle Tallec

Le parlement turc a donné son aval, mercredi, à d'éventuelles incursions contre les Kurdes dans le Nord de l'Irak. Quelles raisons sous-tendent le choix de cette option militaire? Le point de vue de KENDAL NEZAN, président de l'Institut kurde de Paris, lui-même originaire de Turquie.

Le parlement turc vient de donner son feu vert à des incursions militaires contre les Kurdes dans le Nord de l'Irak. Que pensez-vous de cette décision? C'était une décision attendue, qui donne à la Turquie un moyen de pression sur les Etats-Unis et l'Irak. Mais cela ne résoudra pas le problème, car la question kurde en Turquie est éminemment politique. Il s'agit en réalité d'un alibi, d'une totale instrumentalisation de la question du PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan, ndlr] par les dirigeants turcs.

Quelle est la configuration actuelle du Kurdistan irakien? Représente-t-il un réel danger pour la Turquie? Les Kurdes d'Irak ont réussi à créer un Etat fédéré à l'intérieur du pays, doté d'institutions autonomes, que le reste de la "nation" kurde - en Iran, en Turquie - leur envie et voit comme un phare, un modèle. Il ne faut pas oublier que les quelque 15 à 18 millions de Kur-

des en Turquie sont privés de leurs droits les plus élémentaires, leur identité n'est pas reconnue. Les Kurdes d'Irak n'ont aucune intention belliqueuse, ils privilégient au contraire la coopération, le règlement pacifique de la question kurde dans la région. Et d'autre part, contrairement à ce qu'affirme Ankara, qui accuse les Kurdes irakiens de fournir des armes aux rebelles, le PKK n'a jamais manqué d'armement.

La décision d'intervenir militairement en Irak peut-elle être motivée par des raisons internes à la Turquie? L'armée turque a toujours eu besoin d'un ennemi extérieur pour justifier sa taille et son rôle. Cet ennemi était autrefois le communisme, puis la Grèce avant que le processus d'adhésion à l'UE ne règle le problème. Aujourd'hui, ce sont les Kurdes. Or, la question du séparatisme kurde, qui provoque la panique dans les milieux nationalistes turcs, n'en est pas une, puisque les Kurdes



de Turquie réclament une solution à l'intérieur du territoire turc. Il y a donc à la fois un enjeu de politique intérieure - le rôle de l'armée par rapport au pouvoir politique - et de politique extérieure : vis-à-vis des Etats-Unis d'une part, avec ce bras de fer qui les oppose à la Turquie au sujet du projet de résolution relatif à la reconnaissance du génocide arménien, et concernant l'Irak d'autre part, avec le référendum sur la ville de Kirkouk et le statut des Kurdes en Irak.

U.S. leader in House presses on genocide

Turkey warns vote for resolution would harm military ties

By Brian Knowlton

WASHINGTON: The speaker of the U.S. House of Representatives insisted Sunday that she would bring to the full chamber a resolution condemning the killings of Armenians nearly a century ago as genocide, even as a Turkish general warned that this could lastingly damage a military relationship crucial to American forces in Iraq.

A House committee Wednesday passed a nonbinding resolution declaring the killings, which began in 1915 in the waning days of the Ottoman Empire, to be genocide, and the speaker, Representative Nancy Pelosi, said Sunday that "I've said if it passed the committee that we would bring it to the floor."

But in Ankara, the Turkish military chief, General Yasar Buyukanit, said that if the full House passed the resolution, "our military relations with the United States can never be the same," Reuters reported. "The U.S. shot its own foot," he told the Milliyet newspaper.

Buyukanit's comment came two days after Prime Minister Recep Tayyip Erdogan cautioned that bilateral relations with the United States, a key partner in NATO, were endangered. To underscore the point, Turkey has recalled its ambassador from Washington for consultations.

Strains have been further heightened by Turkish military and political preparations for possible strikes inside northern Iraq against militant Kurdish separatists, something U.S. officials fear could further destabilize the region. With troops poised near the border, the Turkish Parliament is set to debate whether to authorize an incursion. The rising tensions sent oil prices Friday to a record high of \$84 a barrel.

The stage is thus set for a major showdown, with unknown consequences, if the full House approves the genocide resolution.

The Turkish government has bitterly protested the use of the word genocide — acknowledging the deaths of more than a million Armenians, many during forced relocations, but saying there was no intent to eliminate them. The deaths occurred before the creation of the Turkish republic in 1923.

Ankara's past warnings have not been hollow. Last year, it halted military cooperation with France after French lawmakers passed a genocide resolution.

The Bush administration's paramount concern is that U.S. forces might lose access to a major hub for shipping fuel and matériel to Iraq, a case President George W. Bush made Thursday.

The administration has sent two senior officials to Ankara to allay Turkish anger. One of the two, Eric Edelman, under secretary of defense for policy, said Saturday that Secretary of State Condoleezza Rice had "asked us before we came here to express that the Bush administration is opposed to this resolution." The Associated Press reported from Istanbul. Edelman was joined by Dan Fried, assistant secretary of state for European affairs.

Rice and Defense Secretary Robert Gates have argued strongly against the resolution. The Turkish government has hired top lobbyists to add to the pressure on Congress.

If Pelosi does bring the matter to the full House, probably late this month or

'Our troops are well-served when we declare who we are as a country.'

next month, it would be "the most irresponsible thing" to come from Congress this year, said Representative John Boehner, Republican of Ohio, the House minority leader.

"There's no question that the suffering of the Armenian people some 90 years ago was extreme," he said on Fox-TV. But that chapter in Turkey's past, Boehner added, "ought to be a subject for historians to sort out, not politicians."

An ABC-TV interviewer put to Pelosi the tough question at the core of the debate: What if forcing a vote on the resolution were to endanger the security of American troops in Iraq?

"Some of the things that are harmful to our troops relate to values — Abu Ghraib, Guantanamo, torture," said the California congresswoman, whose district includes thousands of Armenian-Americans. "Our troops are well-served when we declare who we are as a country and increase the respect people have for us as a nation."

Pointing to a 20-year history of votes on the Armenian matter being deferred by war or geopolitical considerations, she said, "There's never been a good time."

Pelosi made other points: President Ronald Reagan had referred to the killings as genocide; aging Armenian survivors will soon be dead; and 23 other countries have declared the killings genocide.

The committee vote Thursday was bipartisan, but on Sunday, Republican leaders roundly condemned the resolution.

"I don't think the Congress passing this resolution is a good idea at any point," Mitch McConnell, Republican of Kentucky, the Senate minority leader, said on ABC-TV, "but particularly not a good idea when Turkey is cooperating with us in many ways, which assures greater security for our soldiers."

It is unclear whether the administration might yet be able to dissuade Pelosi from pressing ahead. But she noted Sunday that she had yet to hear directly from Bush.

"We've never had a conversation about it," she said. "I've heard from the secretary of state and others in the administration, but I've never heard from the president."

Representative Steny Hoyer, the Maryland Democrat who is the House majority leader, said he hoped Turks would understand that the resolution was not aimed at modern-day Turkey or its people. But he seemed to imply that the economic and political costs to Turkey of cutting off U.S. access might be so great that it might ultimately back down.

"Turkey's help to us is vital," he said on Fox TV, but "more vital is the United States' help to Turkey."

Eight former U.S. secretaries of state oppose the resolution, and on Sunday, former President Jimmy Carter joined them.

"I think if I was in Congress I would not vote for it," he said on CNN.

Exploring for oil spoils in Iraq

The quickening pace of oil deals between Kurdish regional leaders and foreign companies is another sign that Iraq is spinning out of control and the Bush administration has no idea how to stop it.

President George W. Bush set enactment of a national oil law that centralizes development and ensures an equitable division of the profits as a key benchmark of progress. Iraq's leaders, who have little interest in equity or reconciliation, have blithely ignored it. So the Kurds have taken matters into their own hands, signing nine legally questionable exploration deals with foreign companies.

The administration has complained that the deals "needlessly elevated tensions" between the Kurds and the central government. But it apparently hasn't leaned very hard on the one American oil company involved, Hunt Oil of Dallas, which has close ties to the White House.

Iraq's oil ministry, meanwhile,

has warned that the contracts will be either ignored or considered illegal.

We cannot blame the Kurds for wanting to get on with exploiting their region's lucrative oil deposits for energy and for profit. While the rest of Iraq is convulsed in violence and politically paralyzed, the Kurdish-administered northeast is the one relatively peaceful region, with functioning schools and government, a separate army and booming business.

The oil contracts, however, are a dangerous attempt to establish facts on the ground, fanning even more distrust and resentment. The Sunnis, many of whom live in areas without any oil resources, fear they will get shut out completely from the country's oil wealth. The Shiite-dominated government suspects that the Kurds are looking for the resources to secede from Iraq. Any sign that Iraq is about to break up will encourage even more dangerous meddling by neighboring Turkey and Iran.

The Kurds agreed to a carefully constructed compromise national draft oil law last February and insist they remain committed to sharing oil revenues with the rest of the country. But as *The New York Times'* James Glanz reported last month, the compromise appears to have collapsed in an ever more bitter struggle among the Shiite-led government in Baghdad and the Sunnis — who both insist on a strong central government role in letting contracts and running the oil fields — and the Kurds, who demand more regional control.

Foreign oil companies are so eager for profits that they don't seem worried about whether the deals are legally binding or how they may contribute to Iraq's chaos.

The White House needs to send a clearer warning to these companies — American and foreign — about the dangers of their course. It should also urge the companies to bring their own pressure on Iraqi officials to adopt a law that ensures that whatever system emerges is transparent, accountable and profitable for all Iraqis. Ignoring that is a recipe for continued chaos.

Turkish-Kurdish fight risks a wider wreck

Incursion could leave guerrillas unbroken, complicate Iraq plan

By PHILIP SHISHKIN
Baghdad, Iraq

AS TURKS THREATEN a military incursion into Northern Iraq, they risk complicating U.S. efforts to bolster Baghdad's central government and threaten the economic boom enjoyed by the autonomous Iraqi Kurdish region.

But any operation will also pose significant military challenges for the Turkish troops themselves, who will be sent into difficult terrain against a guerilla force that has operated out of the region for years.

The Turkish Parliament is expected this week to authorize military strikes against Kurdish separatist guerillas, who attack Turkey from hideouts in northern Iraq. The authorization won't necessarily lead to war, but the rhetoric

from Turkish leaders, facing intense domestic pressure to act, has escalated to levels not seen in years. That has triggered a renewed push by Iraqi and U.S. officials to forestall an all-out conflict.

According to some analysts, Turkey may be using the specter of an invasion to scare Iraq and Washington into reining in the fighters from the Kurdistan Workers' Party, known by its Kurdish acronym PKK.

The armed group, fighting for Kurdish autonomy within Turkey, is on Washington's list of terrorist organizations. From a haven in Iraq's Kurdish north, its guerillas routinely cross into Turkey and kill soldiers and police. A sizable PKK contingent is also based on the Turkish side of the border, where the group emerged in the 1970s.

The Iraqi government called for emergency talks with Turkey yesterday and sent a vice president to the Turkish capital of Ankara. Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, while insisting Turkey has the right to defend itself, sought to dispel fears of an imminent attack.

"Passage of this [parliamentary] motion does not mean an immediate incursion will follow," he said.

"But we will act at the right time and under the right conditions."

An invasion would raise a host of messy issues for Baghdad, as it struggles to exert control amid bloody, sectarian conflict across Iraq. It could also further destabilize the oil-rich region as crude prices hit almost-daily nominal records. In Tuesday trading in New York, crude-oil futures finished at a record \$87.61 a barrel, up \$1.48 or 1.7%. Oil traders and analysts blamed much of the rise early this week on the Turkish threats, though any attack would have only limited impact on global oil supplies.

Iraq ships some of its oil through a pipeline to the Turkish port of Ceyhan on the Mediterranean. An Iraqi oil official says it is unlikely the line will be shut down in the case of a military attack. In any case, the pipeline has been repeatedly shut down by insurgent attacks on the Iraq side, and even on a good day throughput amounts to only some 500,000 barrels, 0.6% of daily global demand.

Any operation poses big risk for Turkey, too. PKK guerillas, numbering around 3,000 according to Western intelligence estimates, live and



train in the Qandil mountain range, a challenging battlefield for any invasion force. They appear to have prepared for war by eschewing large installations in favor of small, well-hidden camps, often reachable by a single narrow pass.

Small, nimble and familiar with the terrain, the PKK stands a chance of holding off Turkish troops, forcing them into an extended presence or an embarrassing backdown. "You can get bogged

could also hurt Iraqi Kurdistan's economic renaissance. As the most peaceful part of Iraq, the region has attracted investment and has recruited foreign firms to search for oil on its territory. Landlocked, Iraqi Kurdistan depends on Turkey for much of its imports. When it is ready to ship oil to international markets, it will need Turkish pipelines.

Turkey has launched limited strikes against the PKK before, but never succeeded in dislodging the fighters militarily. A Turkish drumbeat for the invasion is partly due to the internal politics of Turkey. Funerals of Turkish soldiers and police killed by the PKK receive blanket television coverage and stir public outrage at what Turkey sees as a terrorist campaign ignored by its allies in Washington and Europe.

After the latest PKK attack left a dozen soldiers dead earlier this month, the Turkish government had to choose between asking for parliamentary approval and appearing weak to its citizens.

In the late 1980s, Turkey used similar invasion threats to force Syria to expel senior PKK leaders and shut down the group's camps. The PKK found a new safe haven in Iraq.

down in northern Iraq," says Cengiz Çandar, a Turkish political analyst who has followed the conflict closely.

While Turkey has stressed that its fight is only with the PKK, any perception of a Turkish occupation could inflame age-old tensions between Turks and Kurds, risking a broader conflict. Though nominally part of Iraq, Iraqi Kurdistan operates as a de facto independent state, and Turkey fears its own large Kurdish minority could seek similar autonomy.

Some Iraqi Kurdish leaders, including members of the enclave's security forces, view the PKK's goals as broadly compatible with those of the Iraqi Kurds: autonomy from a larger ethnic group in a far-away capital.

Iraqi Kurdish leaders have publicly condemned PKK violence and have urged the group to pursue a cease-fire with Turkey. But they have done nothing substantial to restrict the group's freedom of movement. One Kurdish official says the region's security forces are overwhelmed with guarding the border with the rest of Iraq to prevent infiltration by Sunni Arab extremists.

A broader conflict with Turkey

INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE OCTOBER 18, 2007

Turks' vote backs right to use force inside Iraq

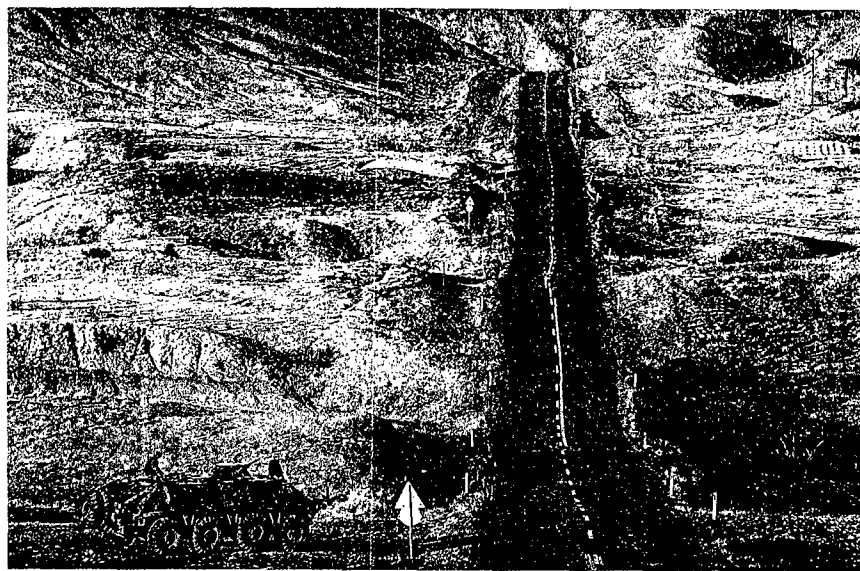
Lawmakers' approval moves nation closer to fight with Kurds

By Sebnem Arsu and Sabrina Tavernise

ISTANBUL: Parliament voted Wednesday to give the government the authority to send troops into northern Iraq, moving this NATO country one step closer to a military confrontation with Iraq over Kurdish rebels who hide there.

Turkish lawmakers voted 507 to 19 in favor of the motion, which was supported by all but one of Turkey's political parties and seemed to broadly reflect the wishes of the Turkish public.

It gives the government of Prime Minister Recep Tayyip Erdogan a year to begin an offensive against Kurdish



Turkish troops on patrol Wednesday in Sirnak Province, bordering Iraq, where a general visited Besagac, a village where 12 civilians were killed by Kurdish rebels last month.

separatists who carry out attacks in Turkey from hideouts in Iraq. They want to establish an autonomous Kurdish region in eastern Turkey.

"After so many incidents, we're at a point that our patience has run out," Cemil Cicek, spokesman for the government and a member of the Special Council in Combat Against Terrorism, said in the parliamentary chamber.

But even as Parliament voted, officials in several countries were working

strenuously to avert military action, and Turkish officials said the motion's passage did not necessarily mean it would be applied.

An offensive into Iraq would be extremely troubling for the United States, which is trying to balance its role in Iraq with its support for Turkey, a NATO ally that provides a major supply base for the Iraq war.

Turks accuse Iraqi Kurds, who strongly support U.S. policy in the Iraq war, of turning a blind eye to Kurdish

militancy.

In Washington, President George W. Bush quickly addressed the issue.

"We are making it very clear to Turkey that we don't think it is in their interests to send troops into Iraq," he said at a news conference. "There's a better way to deal with the issue than having the Turks send massive troops into the country."

Turkish officials say that diplomatic efforts in the recent past have not succeeded. Turkey signed a security agreement with Iraq in September, but rebel attacks have since killed more than two dozen Turks, some of them civilians, and the government is under public pressure to act.

The September agreement does not give Turkey the permission to strike at rebels across the border, and that frustrates the Turks. Cicek said that the authority voted Wednesday would not necessarily be used immediately, or even at all.

"What suits a great nation is to exercise patience at the point where our patience has already run out, to find the right way and lock on the right target," Cicek said.

Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki of Iraq called Prime Minister Erdogan to ask for more time and to express Iraq's determination to take action against the rebels. Maliki said a delegation will arrive in Ankara on Thursday to seek a diplomatic solution.

"Let's do whatever necessary together," Maliki said, according to the state-run Anatolian News Agency.

Erdogan responded that he would meet the delegation but that Turkey had no tolerance for more loss of time, according to the Turkish agency.

That tone stood in contrast to remarks by an Iraqi vice president, Tariq al-Hashimi, who spoke to reporters before leaving Turkey on Wednesday morning. "There is a new atmosphere to stop the current crisis," Hashimi told reporters in comments carried by the private network NTV. "The Iraqi government should be given a chance to prevent cross-border terror activities."

Turkish officials responded sharply against Iraq and the United States. "The U.S. must realize the seriousness of this situation and Turkey's determination to root out terrorism," one member of Parliament, Nihat Ergun, said during the debate. "Iraq has become a stomping ground for terrorists."

Turkey's military chief of staff, General Yasar Buyukanit, speaking to reporters in Rome, where he was on an official visit, said: "Hashimi says he got what he wanted, but I don't know what he got. Has he gone shopping? What has he done, or bought?"

Turkish Foreign Ministry officials in Ankara briefed representatives of countries neighboring Iraq, the five permanent members of the United Nations Se-

curity Council as well as the Group of 8 countries on the latest situation as well as the details of the parliamentary motion, a ministry spokesperson said.

Even Syria weighed in. President

Bashar al-Assad, who is in Ankara on a three-day official visit, said, "It is important to note that the powers that have invaded Iraq are those primarily responsible for the terror activities and attacks because they control the country," according to the Anatolian News Agency. "We certainly support and back the decisions by the Turkish government in combat against terror and terror activities."

Meanwhile, along Turkey's border with Iraq, General Ilker Basbug, commander of the Turkish Army, visited Basagac, a village in Sirtak Province, where 12 civilians were killed by Kurdish rebels in late September.

"This is a crime against humanity," Basbug told villagers, as reported by Anatolian News Agency. "We share your grief and we would do whatever we can as the Turkish Armed Forces to heal your wounds. This is our duty."

Sabrina Tavernise reported from Amman.

The Guardian October 19 2007

Comment&Debate

A fight on many fronts

Jonathan Steele

Turkey's vote to sanction an invasion of northern Iraq also strikes a blow against Washington

Turkey's move towards a full-scale invasion of northern Iraq looks more like a crab's walk than a charging bull. The ruling party of moderate Islamists has many foes to target, and not just the guerrillas of the Kurdistan Workers' party (PKK), the ostensible enemy.

One is the Turkish military, who are still not fully reconciled to the current dominance and popularity of the country's Islamists. Army chiefs have been

beating the nationalist drum for some time, seeking to imply that the government is weak. They were not happy a few months ago when the prime minister, Recep Tayyip Erdogan, said there were far more PKK activists inside Turkey than across the border. By persuading parliament to give the government a blank cheque for an invasion any time in the next year, Erdogan has won himself plenty of time to keep the generals at bay.

Threatening an invasion of Iraq also strikes a blow at the United States, as Turkey tries to prevent Congress from passing a resolution denouncing the genocide of Armenians in 1915. The tactic is working, and Congress is pulling back, fearful of undermining relations with a country that could pull the plug on crucial support for the military presence in Iraq.

Moreover, the hardening of the Turkish position puts pressure on the US and the Kurdistan regional government to rein in or drive out those PKK fighters in the mountains of northern Iraq. For Iraqi Kurdish leaders, this is a tough proposition. No government likes to act against its ethnic brothers, however different their ideology may be, when they are perceived as fellow nationalists fighting for rights.

Partly because of their effort to join the EU, Turkey's Islamists have made

huge strides in reducing the discrimination that Kurds in Turkey have long suffered. As a result, support for the PKK has fallen significantly, although a new generation of activists has emerged to renew the armed struggle after a lapse of some years. However, Erdogan was right to say that the real battle against the PKK has to be won inside Turkey.

The wider issue in the crisis is the question of cross-border sanctuary for guerrilla groups, and the role of foreign governments in supporting them. Turkey's action in threatening an invasion of northern Iraq highlights the double standards of other governments. Although Turkey's preparations for war were denounced by George Bush this week, how does Ankara's sabre-rattling differ from Washington's threats to attack Iran because of Tehran's alleged military support for anti-American insurgents inside Iraq?

What of the fact that another Kurdish guerrilla outfit, an anti-Tehran group that operates in north-western Iran, uses rear bases inside Iraqi Kurdistan just like the PKK? Some of its leaders have been received by Bush administration officials in Washington, and are believed to get CIA and, perhaps, Israeli support.

The simplistic "war on terror" has been used by too many governments to obscure the fact that in many parts of the world minorities still suffer severe repression. Whether these minorities are justified in saying that all avenues of non-violent protest have been closed,

and they must take up arms, requires careful analysis of local conditions. Whether, if they do resort to force, they mainly target unarmed civilians, and thereby become terrorists, also needs to be examined before demonising them. A Turkish invasion of Iraq would be

a highly dangerous move, but it would not be a catastrophe. The aims would be limited, and no one seriously believes that Turkish troops would be trying to occupy the whole of northern Iraq. The invasion that has dealt the biggest blow to stability remains the American and

British attack on Iraq in 2003.

j.steele@guardian.co.uk
Jonathan Steele's Defeat: Why They Lost Iraq is published in January

Iraqi Kurds march for peace as raids by Turkey loom

October 19 2007
The Guardian

Direct talks urged to avert army strike on PKK rebels

Turkish leaders defiant amid foreign criticism

Michael Howard Dohuk

Thousands of protesters, including many school students, took to the streets of Iraqi Kurdistan yesterday to denounce Turkey's decision to allow its generals to cross into northern Iraq to hunt down fighters of the Kurdistan Workers party (PKK), which it accuses of carrying out attacks in Turkey from bases in Iraq.

The rallies in the cities of Dohuk and the regional capital Irbil came as Kurdish leaders urged direct talks with Ankara

over the PKK issue, to try to stave off a military operation in their region which, they warned, "would be detrimental to all Iraq, to Turkey and the Middle East".

In the bustling northern city of Dohuk, 50 miles from the Turkish border, about 2,000 protesters marched through the provincial capital, calling for peace and appealing to the US and the UN for protection. Students in the city's high schools were given the morning off to take part. Marchers sang patriotic songs and carried Kurdish flags and banners proclaiming "We want peace, not bombs".

"We are not supporting the PKK. They have a fight with Turkey and it is not our fight," said Shwan Abdullah, 15. "If the army comes in, they may never leave."

Others protested at the shelling by Turkey this week of villages on the Iraqi side of the border, following a recent spate of killings in Turkey by alleged PKK rebels.

In Irbil, about 5,000 demonstrators marched to the UN compound to demand intervention by the UN security council. "We don't think of Turkey as an enemy, we do a lot of trade with them," said Muhammad Faid, a local businessman. But, he asked: "Is their real target the PKK, or to crush the progress we Kurds have made here in Iraq?"

Despite the insistence of the Turkish prime minister, Recep Erdogan, that an invasion of northern Iraq was not imminent, Iraq's Kurds fear the threat of a military intervention could jeopardise their hard-won stability and growing prosperity.

Turkish MPs granted the army a one-year window in which to conduct cross-border operations against the PKK.

Ankara accuses Iraq's Kurds of assisting the PKK, and says that neither the government in Baghdad nor the US are serious about ousting the rebel group from Iraq. In Baghdad, the Iraqi foreign minister, Hoshyar Zebari, a Kurd, demanded that the PKK leave Iraqi territory "as soon as possible", saying they were there "without the approval of the Iraqi government or the government of the Kurdish region".

Wednesday's vote by Turkish MPs has so far met with opprobrium from much of the international community, including the UN, the EU, the US and Russia. Only Syria's president, Bashar al-Assad, who must also deal with a restive Kurdish population, has publicly offered support.

Turkey's leaders, however, remained defiant yesterday. "Turkey is implementing the same international rules that were implemented by those who linked the attacks on the twin towers to some organisations" and sent troops to Afghanistan and Iraq on that basis, said the justice minister, Mehmet ali Sahin, in a swipe at the Bush administration. "That's why no one has the right to say anything."

Safeen Dizayee, a senior official with the Kurdistan Democratic party, led by the regional president Massoud Barzani, said Turkey had "legitimate concerns" about the upsurge in attacks by the PKK on Turkish soil, but allowing Ankara's troops to cross into Iraq was not the answer. "It is time to start an honest dialogue with Turkey to establish a common understanding on how to solve this problem without the constant violations of Iraqi sovereignty."

Ankara, however, refuses to recognise the Kurds' regional government, saying it will talk only to Baghdad, whose power to effect changes in Kurdistan without the Kurds' say-so is negligible.



Iraqi Kurds march in Irbil yesterday against a threat of Turkish military action Photograph: Safin Hamed/AFP/Getty

Labeling genocide won't halt it

Armenians were murdered, but the current Turkish regime shouldn't be faulted for what happened more than 90 years ago.

Last Wednesday, the House Foreign Affairs Committee condemned mass murder in the Middle East. Quite right, you may say -- except that this mass murder took place more than 90 years ago.

The committee approved a resolution, which could go to the House floor this week, calling on the president "to ensure that the foreign policy of the United States reflects appropriate understanding and sensitivity concerning issues related to human rights, ethnic cleansing and genocide . . . relating to the Armenian genocide."

Now, let's be clear about three things: First, what genocide means; second, whether or not the Armenians suffered one; third, whether or not it was smart for a U.S. congressional panel to say so.

The term "genocide" is a neologism dating back to 1944, coined by Raphael Lemkin to describe what the Nazis had done to the Jews of Europe. The United Nations Convention on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide sets out a clear definition: Genocide covers "any of the following acts committed with intent to destroy, in whole or in part, a national, ethnical, racial or religious group, as such":

- * Killing members of the group;
- * Causing serious bodily or mental harm to members of the group;
- * Deliberately inflicting on the group conditions of life calculated to bring about its physical destruction in whole or in part;
- * Imposing measures intended to prevent births within the group;
- * Forcibly transferring children of the group to another group.

On this basis, did the Armenians suffer a genocide? For my latest book, "The War of the World," I reviewed the available evidence, including not just the reports of Western diplomats and missionaries

but also, crucially, those of representatives of Turkey's ally, Austria-Hungary. It's damning.

For example, according to Joseph Pomiankowski, the Austrian military plenipotentiary in Constantinople, the Turks had undertaken the "eradication of the Armenian nation in Asia Minor" (he used the terms *Ausrottung* and *Vernichtung*, which will be familiar to students of the Holocaust). There is also contemporary Turkish testimony that corroborates such reports.

Armenian males of military age were rounded up and shot. Women and children were herded onto trains, driven into the desert and left to die. The number of Armenians who were killed or died prematurely may have exceeded 1 million, a huge proportion of a prewar population that numbered, at the very most, 2.4 million, but was probably closer to 1.8 million. With good reason, the American consul in Izmir declared that the fate of the Armenians "surpasse[d] in deliberate . . . horror and in extent anything that has hitherto happened in the history of the world."

It is absurd, then, that Turkish politicians and some academics (not all of them Turks) insist that the issue is somehow open to debate, though there is certainly room for more research to be done in the Turkish archives. And it is deplorable that writers in Turkey can still be prosecuted for describing the fate of the Armenians as genocide.

Yet I remain far from convinced that anything has been gained by last week's resolution. Indeed, something may well have been lost.

Relations between the U.S. and Turkey were once good. The heirs of Kemal Ataturk were staunch allies during the Cold War. Today, Turkey allows essential supplies to Iraq -- around 70% of all the air cargo that goes to U.S. forces -- to pass through Turkish airspace. Moreover, the regime in Ankara currently offers the best available evidence that

Islam and democracy can coexist.

Now consider this: For years, a campaign of terrorism has been waged against Turkey by separatists from the Kurdistan Workers Party, or PKK. The Turks are currently preparing to launch cross-border strikes on PKK bases in the Kurdish region in northern Iraq. To say the least, this will not be helpful at a time when Iraq teeters on the brink of bloody fragmentation.

Does gratuitously bringing up the Armenian genocide increase or decrease our leverage in Ankara? The angry responses of Turkey's president and prime minister provide the answer. On Thursday, President Abdullah Gul called the resolution an "attempt to sacrifice big issues for minor domestic political games" -- an allusion to the far-from-negligible Armenian American lobby, which has long pressed for a resolution like this.

The absurdity is that the genocide of 1915 was not perpetrated by today's Turkish Republic, established in 1923, but by the Ottoman Empire, which collapsed at the end of World War I. You might as well blame the United States for the deportation of Acadians from Nova Scotia during the French and Indian Wars.

"If we hope to stop future genocides, we need to admit to those horrific acts of the past," argued Rep. Brad Sherman, a California Democrat and a sponsor of the resolution. Really? My sense is that all the resolutions in the world about past genocides will do precisely nothing to stop the next one.

And if -- let's just suppose -- the next genocide happens in Iraq, and the United States finds itself impotent to prevent it, the blame will lie as much with this posturing and irresponsible Congress as with anyone.

TIME

Thousands of Kurds Rally Against Turkey

Oct. 18, 2007 By AP/YAHYA BARZANJI

(IRBIL, Iraq) — Thousands of Kurds and supporters took to the streets in northern Iraq Thursday to protest the Turkish parliament's decision to authorize the government to send troops across the border to root out Kurdish rebels who have been conducting raids into Turkey.

Elsewhere, U.S. forces detained 15 suspected militants in raids, while an insurgent threw a hand grenade into a school in the south, wounding six boys.

The vote in Turkey on Wednesday removed the last legal obstacle to an offensive, but there was no sign of imminent action as the United States and the Iraqi government urged restraint.

More than 5,000 men and women — political figures and average citizens alike — packed the streets as they marched to the U.N. offices in Dahuk, a Kurdish city near the border with Turkey, some 260 miles northwest of Bagh-

dad.

The crowd waved the sunshine flag of Iraq's autonomous Kurdish region and shouted slogans and songs praising Kurdish nationality, handing representatives at the offices a document calling on the U.N. to intervene to stop any Turkish activity inside Iraq.

Kurdish leaders have warned that any Turkish incursion into northern Iraq would threaten the relative stability of the region and called on Ankara to seek peaceful means against violence from separatist rebels.

"No to military action, Yes to dialogue," the demonstrators shouted.

Evan Dosky, a 26-year-old university student, said the Turks should stick to fighting the Kurdish separatist rebels on their territory. "We in our country have done nothing against neighboring Turkey and we will not allow that our dignity be violated," Dosky

said.

Hasso Slevkani, a 65-year-old man wearing traditional Kurdish clothes and walking with a stick, called on Kurdish political parties to unite in the face of the threat.

He also expressed concern that the Turks are not only targeting members of the rebel Kurdistan Workers' Party, known as the PKK, but also trying to disrupt the relative peace and economic success of the autonomous Kurdish region to prevent separatist sentiment from gaining momentum among the Kurdish minority in Turkey.

"They are not chasing the PKK," Slevkani said. "They want to degrade Kurdistan's government dignity."

Thousands of schoolchildren in uniform and other protesters also took to the streets in the Kurdish city of Irbil, 215 miles north of Baghdad, waving banners in Kurdish and English,

saying "Understanding each other is better than killing each other."

Minority Turkomen in the northern city of Tal Afar also staged a demonstration in solidarity with the Kurds, with about 1,500 protesters marching to the city council headquarters waving Iraqi flags and banners condemning the Turkish parliament's decision, Tal Afar mayor Brig. Gen. Najim Abdullah said.

Turkish leaders have said they would prefer a solution to the guerrilla problem that does not

entail a cross-border offensive; past operations in Iraq have failed to yield an outright victory over the rebels. But Erdogan has also warned that Turkey would take whatever steps necessary to defeat the separatist rebels.

Kurdish rebels have been fighting for autonomy in Turkey's southeast since 1984 in a conflict that has killed more than 30,000 people, and public anger is high over recent guerrilla attacks, as well as a perception that the United States has failed to back Turkey in its fight against the PKK.

Iraq's Deputy Prime Minister Barham Saleh, a Kurd, urged Turkey not to resort to the military offensive.

"We call upon our neighbor — Turkey — that they should be very careful not to push this situation beyond the brink," Saleh told Britain's *More4* news on Wednesday. "This will be disastrous for Iraq. This will be disastrous for the region as a whole and no one will escape the consequences

Los Angeles Times

An 'incubator' for the Kurds

Tension over Iraqi Kurdistan, where Turkish rebels have sought refuge, is threatening regional peace

October 18, 2007 By. BORZOU DARAGHI

IRBIL, Iraq—Unshackled from Arab domination and the yoke of Saddam Hussein's regime, Iraqi Kurdistan has grown into a powerful incubator of Kurdish ambitions and nationalism. But the enclave in northern Iraq also has the potential to destabilize the Middle East, as recent tensions raise the spectre of a regional war.

For months, neighbouring Iran and Turkey have been engaged in low-intensity warfare against Kurdish separatists from the two countries who have established camps in Kurdistan. This week, Turkish lawmakers raised the stakes, threatening to authorize a military invasion of Iraq to crush Kurdish rebels responsible for attacks in Turkey.

From their autonomous enclave, Iraqi Kurds have for nearly 17 years quietly undermined attempts by Syria, Iraq and Iran to halt their cultural and political aspirations, throwing open the doors to their ethnic brethren from surrounding countries. In doing so, they have also provided shelter to the separatist groups fighting guerrilla wars against the Turkish and Iranian governments.

"We can't help them," said a Kurdish official in this city, speaking on condition of anonymity. "But we can't hand them over, either."

Turkey, Iran and Syria, with long histories of suppressing Kurdish national movements, eye the Kurdish experiment in northern Iraq warily, though all have an economic stake in the enclave and maintain cordial ties with its leaders.

In the last five years, hundreds of Kurdish students from the neighbouring nations have come here to study at universities. Kurdish filmmakers from Iran make films here that would be forbidden by the Islamic Republic's censors. Linguists have reinvigorated efforts to unify the populace by bridging the gaps between various Kurdish dialects that have bedevilled the struggle for a pan-Kurdish movement.

In addition, Kurdish exile groups and political parties, along with Kurdish refugees from neighbouring countries, have found protection from political persecution.

"They're us," said Mohammed Qader, a leader of the Kurdistan Democratic Party, one of Iraq's two main Kurdish political groups. "We take care of them."

Leaders of Iraqi Kurdistan argue that their regional government, which accounts for three of Iraq's 18 provinces, provides an attractive blueprint for Kurdish autonomy that would not require a formal redrawing of the Middle East's borders. Turkish authorities, however, fear that Kurdish separatists are determined to break off part of Turkish territory for their own state.

Kurdish officials say they have urged sister movements in other countries to relinquish violent separatist struggles and band together with other opposition groups to achieve a more feasible vision: the same type of decentralized government that gives Iraqi Kurds autonomy without formal statehood.

"We no longer struggle for an independent Kurdistan," said Abdul-Razzaq Moradi of the Kurdistan Democratic Party of Iran.

Although they are overwhelmingly Sunni Muslim, Kurds, with a total population estimated at 25 million to 40 million, speak a different language and adhere to a culture distinct from the Arabs, Persians and Turks. They are believed to be the world's largest ethnic group without a state, the victims of superpower machinations after the collapse of the Ottoman Empire at the close of World War I.

Kurds violently fought governments in Iraq, Syria and Iran during the 20th century. The four countries that contain the Kurdish regions have at various points suppressed the Kurdish language, destroyed Kurdish villages and executed politically active Kurds for treason. During the 1980s, Saddam Hussein slaughtered

tens of thousands of Kurds to quell a rebellion.

Kurdistan's first sustained period of self-governance in centuries began in 1991, when, in the wake of the Persian Gulf war, British- and American-enforced no-fly zones were established in northern Iraq. The 2003 toppling of Hussein strengthened Kurdistan's legal standing.

In 2005, the new Iraqi Constitution enshrined the three-province Kurdistan regional government into the nation's law.

Despite their newfound economic power, the Iraqi Kurdish leadership is rooted in armed struggle. Though they don suits now, many were gun-running rebels not long ago, products of pan-Kurdish guerrilla and political movements.

During years of fighting as a *peshmerga* warrior in the mountains of Iraq, for example, Omer Fattah, now deputy prime minister of the Kurdistan regional government, entrusted his wife and children to the care of Iranian Kurds.

"We view them as our family," he said. "Our traditions are the same."

To resistance groups, Iraqi Kurdistan is a haven where members can remain politically and militarily active without exiling themselves to Europe. One official called it the "incubator" where all the political groups can sit down and work together. A dozen groups from Iran, Syria and Turkey recently formed a coalition in Iraqi Kurdistan.

Even the most radical organizations are allowed to operate here, including militant groups clustered around the Kurdistan Workers Party, or PKK, that have fought the Turkish and Iranian militaries and brought the region closer to another war.

Kurdish culture flourishes in Iraqi Kurdistan, unlike in Turkey, Syria and Iran. More than a dozen Kurdish-language satellite television channels have been launched by political parties and entrepreneurs, many since Hussein's overthrow.

Turkey fears Kurds, not Armenians

Turkey's integration into the global economy was sealed last week by a billion-dollar offer by the American private-equity firm KKR for a local shipping company. Days later, Turkish troops shelled Kurdish villages in northern Iraq and prepared an incursion against Kurdish rebels, a measure that would undermine Turkey's economic standing. Whether Turkey will fling away its new-found prosperity in a fit of national pique is hard to forecast, but that has been the way of all flesh. Europe plunged into World War I in 1914

at the peak of its prosperity for similar reasons.

News accounts link Turkey's threat to invade northern Iraq with outrage over a resolution before the US Congress recognizing that Turkey committed genocide against its Armenian population in 1915. American diplomats are in Ankara seeking to persuade the Turks to stay on their side of the border. Why the Turks should take out their rancour at the US on the Kurds might seem anomalous until we consider that the issue of Armenian genocide has become a proxy for Turkey's future disposition towards the Kurds. "We did not exterminate the Armenians," Ankara says in effect, "and, by the way, we're going to not exterminate the Kurds, too."

Nations have tragic flaws, just as do individuals. The task of the tragedian is to show how catastrophic occurrences arise from hidden faults rather than from random error. Turkish history is tragic: a fatal flaw in the national character set loose the 1915 genocide against the Armenians, as much as Macbeth's ambition forced him to murder Banquo. Because the same flaw still torments the Turkish nation, and the tragedy has a sequel in the person of the Kurds, Turkey cannot face up to its century-old crime against the Armenians.

Shakespeare included the drunken Porter in *Macbeth* for comic relief; in the present version, the cognate role is played by US President George W Bush, who has begged Congress not to offend an important ally by stating the truth about what happened 100 years ago. The sorry spectacle of an American president begging Congress not to affirm what the whole civilized world knows to be true underlines the overall stupidity of US policy towards the Middle East. It is particularly despicable for a Western nation to avert its eyes from a Muslim genocide against a Christian population.

It offends reason to claim that the Turkish government's 1915 campaign to exterminate the Armenians was not a genocide. Documentary evidence of a central plan is exhaustive, and available to anyone with access to Wikipedia. It was not quite the same

as Hitler's genocide against the Jews, that is, the Turks did not propose to kill every ethnic Armenian everywhere in the world, but only those in Anatolia. But it was genocide, or the word has no meaning. To teach Turkish schoolchildren that more Turks than Armenians died in a "conflict" is a symptom of national hysteria. Hysteria, however, does not occur spontaneously in countries with Turkey's record of national success. One must dig for the root cause.

Turkey's tragedy is that the 11th Seljuk conquerors of the Anatolian peninsula became masters of a majority Christian population, a cradle of Greek culture for two millennia, in which the oldest and hardest ethnicity, the Armenians, held fast to the Christian religion they adopted in 301 AD. Even after the forced conversion of Anatolia to Islam, the Ottoman Turks comprised a minority. Turkey, so to speak, was ill-born to begin with, and the Armenian genocide touches upon a profound and well-justified insecurity in the Turkish national character.

After the loss of the European part of its empire in the Balkans, in the midst of World War I, the Ottoman Empire feared for its hold upon Anatolia itself, and decided to settle the long-unfinished business of conquest with a conscious act of genocide. But the Turks lacked the resources to do so in the midst of war, and Turkey's military leaders enlisted Kurdish tribes to do most of the actual killing in return for Armenian land. That is why Kurds dominate eastern Turkey, which used to be called, "Western Armenia". The Armenian genocide, in short, gave rise to what today is Turkey's Kurdish problem.

Commentators close to the Bush administration allege that Democrats in Congress are exploiting the Armenian issue in order to sabotage America's war effort in Iraq. Ralph Peters writes in the October 14 New York Post, for example, "The Dems calculate that, without those [US] flights and convoys [through Turkey], we won't be able to keep our troops adequately supplied. Key intelligence and strike missions would disappear. It's a brilliant ploy - the Dems get to stab our troops in the back, but lay the blame off on the Turks."

I am shocked, shocked to learn that the Democratic Party is engaged in politics. Col Peters, though, misses the big picture. With or without the Armenian resolution, conflict had to erupt with Turkey. Far more threatening to Turkey than the resolution on Armenian genocide was the 75-23 vote in the US Senate last month in favor of dividing Iraq into Sunni, Shi'ite, and Kurdish zones. Republicans as well as Democrats supported this resolution, and with good reason.

I have advocated the breakup of the Mesopotamian monster named "Iraq" for years, and do not think this step can long be withheld.

Kurdish nationhood will be the likely outcome of Iraq's breakup. Ethnic Kurds comprise a full fifth of Turkey's population, and the existence of a Kurdish nation will exercise a gravitational pull upon Kurds in Turkey.

Turkey fears with good reason for its national integrity. If the American Congress accuses the Turkey of genocide against the Armenians (as 22 countries already have), the Kurds will have a stronger argument for autonomy - despite the fact that the Kurds dominate eastern Turkey precisely because they slaughtered the Armenians. The Kurds may not deserve nationhood, but "Deserves" got nothing to do with it," as Clint Eastwood's character offered in the movie *Unforgiven*.

When the issue of Armenian genocide erupted, I immediately looked for news about the Turkish novelist Orhan Pamuk, winner

of the 2006 Nobel Prize for Literature, and the only Turk with a global voice. Pamuk reportedly spent his prize money on a Manhattan apartment, suggesting that he has no plans to return to a homeland that threatened to jail him for mentioning the Armenian massacres to a Swiss interviewer. That speaks volumes about the Turkish frame of mind.

Pamuk's novel *Snow* comes as close to a national tragedy as Turkey is likely to produce. Set in the eastern border city of Kars, it shows how Islam is filling the hollow spaces in the secular Turkish society created by Kemal Ataturk, the great modernizer who fashioned the post-Ottoman state. Young women hang themselves in protest against the proscription of Islamic garb, and young men turn to Islamist terrorism. The decaying mansions of the murdered Armenians of Kars look down upon the tragedy like a spectral chorus. In past essays I have recommended Pamuk's work to anyone who seeks to understand Turkey (The fallen bridge over the Bosphorus, Oct 31, 2006; In defense of Turkish cigarettes, Aug 24, 2006). To his own chagrin, Pamuk has become the conscience of his nation, and a nation that exiles its conscience becomes a danger to itself and others.

Iraq never has been viable as a national entity, not when the British Colonial Office cobbled it together out of former Ottoman provinces in 1921, nor when Saddam Hussein ruled it by terror, and surely not under the present American occupation. As the US Senate has had the belated wisdom to recognize, it will break up. The Ottoman Empire never was viable - at its

peak half of its population was Christian - and its Anatolian rump, namely modern Turkey, may break up as well. Iran, the mini-empire of the Persians who comprise only half the population, may not hold together, nor may Syria, a witches' cauldron of ethnicities ruled by the brutal hand of the Alawite minority.

America is not responsible for chaos in the Middle East. The Middle East has known nothing but chaos for most of its history. The colonial policy of the European powers after World War I left inherently unstable structures in place that must, one day, meet their reckoning. But America's obsession with the surgical implant of democracy in the region forces it into a murderous game of whack-a-mole with a welter of armed ethnicities.

How should American strategy respond to violent expressions of existential despair by failing ethnicities? One approach was suggested by Washington Post columnist David Ignatius on October 14: "A starting point is [former Carter Administration National Security Advisor] Zbigniew Brzezinski's new book, *Second Chance*, which argues that America's best hope is to align itself with what he calls a 'global political awakening'. The former national security adviser explains: 'In today's restless world, America needs to identify with the quest for universal human dignity, a dignity that embodies both freedom and democracy but also implies respect for cultural diversity.'"

I suppose Brzezinski means that America should avoid offending Turkish dignity when speaking about the Armenians, and do the same with the Armenians when speaking of the Turks. What makes the appeal to "cultural diversity" preposterous is that the self-expression of Seljuk Turk culture is the suppression of the Kurds, the self-expression of Sunni identity is to suppress the Shi'ites, and so on and so forth. Ethnic tantrums in response to perceived indignities are amplified by a sense of failure in the modern world that cannot be assuaged by American "respect".

Live and let die, I propose instead. For the past seven years I have argued that the West cannot avoid perpetual conflict in the Middle East, and, rather than seeking stability, should steer the instability towards its own ends. Washington should forget about Turkish support in Iraq, allow the Mesopotamian entity to disintegrate into its constituent parts, while helping the Kurds maintain autonomy against Iraq. That would teach the Turks to bite the hand that feeds them. A pro-Western Kurdish state would strengthen Washington's hand throughout region, with adumbrations in Syria and Iran as well as Turkey.

One should, of course, take Turkish interests into account. To restore its national dignity, Turkey should be encouraged to incorporate the Turkish-speaking ("Azeri") minority of Iran, and so forth. Turkey ultimately may concede territory to an independent Kurdistan, but more than replace it by annexing portions of

Western Iran. One cannot accord respect to failing nationalities; one can only let them fight it out. Breaking up Iraq will not foster stability. On the contrary, it will make the old instabilities a permanent feature of the regional landscape.

In the case of Iraq, the danger associated with partition stems from Iran's

influence among Iraqi Shi'ites. But Iran, as noted, is just as vulnerable to ethnic disintegration as Iraq, and Washington should do its best to encourage this. If, as I expect, the West employs force against Iran's nuclear weapons development capacity, the ensuing humiliation of the Tehran regime would provide an

opportunity to undo some of the dirty work of World War I-era cartographers. All this is hypothetical, of course; the little men behind the desks in Washington do not have the stomach for it.

The Boston Globe *october 19, 2007*

GLOBE EDITORIAL: Turkish threats

A DANGEROUS dynamic was set in motion Wednesday with the vote of Turkey's Parliament to authorize a military operation in the Kurdish region of Iraq against the guerrilla band of Turkish Kurds known as the PKK. If Turkish leaders do not heed pleas for restraint from NATO, President Bush, the Iraqi Kurds, and Iraq's prime minister, Nouri al-Maliki - if they send troops into northern Iraq as they did several times in the 1980s and '90s - they could ignite a conflagration that would burn Turkey as well, scuttling its bid for entry into the European Union.

Since the early 1980s, PKK violence has waxed and waned. After a few years of relative quiet, there has been a recent upsurge of attacks in the Kurdish area of southeastern Turkey. This month 31 people were killed, among them 13 Turkish military commandos and several civilians on a bus.

Whether or not these attacks were actually perpetrated by PKK forces coming from Iraqi Kurdistan, they have provoked public fury in Turkey and a

demand for forceful action from the Turkish military. Fearful of losing ever more of their power and prerogatives to the neo-Islamist government of Prime Minister Recep Tayyip Erdogan, Turkey's military and intelligence chiefs - whom Turks commonly refer to as the "deep state" - are using anger over PKK terrorism to shift the domestic balance of power back toward themselves.

A Turkish invasion of Iraq, however, would establish a perilous precedent. Iraq's other neighbors would be all too likely to regard such an overt violation of Iraq's sovereignty as a convenient excuse to follow suit whenever it suited their own national interests.

Iran is already lobbing shells into Iraq, to punish Iranian Kurds who mount attacks inside Iran and retreat into northern Iraq. Syria's president, Bashar Assad, who was visiting Turkey when the Parliament voted, was all too eager to back Turkey's right to invade Iraq. Both Iran and Syria have restive Kurdish minorities, and both share Turkey's para-

noia about Kurdish aspirations for independence.

Turkey cannot solve its problem with the PKK by military means. Turkish incursions in 1995 and 1997 - with 35,000 troops the first time and 50,000 the second - failed to eliminate the PKK fighters from their mountain redoubts. A small-scale operation could do little more than send a symbolic message and cause PKK guerrillas to melt into the local population. Another large-scale invasion would risk a confrontation with the potent Iraqi Kurdish military known as pesh mergas, destabilizing the one region of Iraq that is relatively peaceful and prosperous.

Turkey would do better to offer an amnesty to PKK fighters, giving them an incentive to return home and pursue Kurdish interests by entering the peaceful political arena. That is the one option that will not do more harm than good to Turkey's true national interests.

Persecuted Sect in Iraq Avoids Its Shrine

The New York Times

OCTOBER 14, 2007

By ALISSA J. RUBIN

SHEKHAN, Iraq, Oct. 13 — As the rest of Iraq celebrated the holiday of Id al-Fitr, which ends the holy month of Ramadan, the shrine where Iraq's persecuted Yazidi minority celebrates a similar holiday, the Jema feast, was nearly empty.

This year was a deadly one in Iraq for Yazidis, who suffered a devastating suicide bomb in August. Iraqi officials estimated that the blast killed close to 500. But even before that, there had been reports of assassinations and kidnappings. The sect is under pressure by both Arab and Kurdish Muslims who want them to convert to Islam.

However, the Islamic State of Iraq, a radical Sunni Arab group, has taken the most violent stand. Its leaders issued a fatwa, or religious ruling, that Yazidis should be killed wherever found. For more than a year, Yazidis have fled from their villages and neighborhoods in Mosul, in Tal Afar, along the Syrian border and in Kurdistan.

At least 70,000 Yazidis have fled the country, said Khairi

Shankaly, the director of Yazidi affairs for the Kurdistan Regional Government. That is almost 15 percent of the Yazidi population of 500,000.

Only a few pilgrims, who appeared not to know that the prayers had been canceled, made the journey to the remote village in the mountains this year for the Jema feast.

Baba Jawesh, the senior clergyman at the Lalesh temple, said Yazidis had stopped performing religious ceremonies because of poor security conditions. Lalesh means the source of light and brightness.

Sabri Umar, 41, journeyed from Shinqal with his elderly mother, defying the dangers of the road in the hope that they could participate in the ritual.

"In the past, under Saddam, we used to practice our ceremonies in freedom," he said. "Now we are targeted for our faith. I do not know how I will explain to my children that we cannot practice our ceremonies this year."

The Yazidi faith is rooted in religions that predate Christianity, and its beliefs are an amalgam of



Some Yazidi pilgrims gathered yesterday at the nearly empty Lalesh temple in Shekhan, Iraq.

Christianity and Islam. Yazidis believe in God the creator and also revere the prophets that figure in Islam and Christianity. But the central figure of worship is an archangel who is often represented as a peacock.

Each Yazidi sometime in his or her life must make a pilgrimage to the Lalesh temple. Each pilgrim walks barefoot down nar-

row alleys. Within the temple are seven columns that represent seven angels. Each column is festooned with colorful material. The pilgrims untie one knot and tie another. They believe that in untying the knot, they fulfill the wish of the person who has come before and that someone will come to fulfill their wish.

France has lessons to teach U.S. about Turkey

INTERNATIONAL TRIBUNE October 18, 2007

By Katrin Bennhold

PARIS: If the U.S. Congress has doubts about Turkey's threats to punish any country that calls the mass murder of Armenians at the hands of the Ottoman Empire genocide, they need look no further than France.

Ankara circulated unofficial guidelines discouraging business with French companies after Parliament here passed a first Armenia bill in 2001; exports plunged by nearly 40 percent. When a second bill — which would make it illegal to deny that the Armenians suffered genocide — was drawn up last year, the Turkish government cut off military relations with Paris, scrapping automatic overflight rights and port access.

Now relations are slowly warming up again — and not because President Nicolas Sarkozy, an outspoken opponent of Turkish membership in the European Union, has softened his stance, but because his administration has quietly made it clear that it will keep the second Armenia bill from going to the second and final vote in the Senate.

"The issue is very sensitive and has the power to affect relations with Turkey," warned Egemen Bagis, foreign policy adviser of Prime Minister Recep Tayyip Erdogan.

The new French administration has appeared eager to mend relations with Ankara. Within weeks of being inaugurated in May, Sarkozy sent his top diplomatic adviser, Jean-David Levitte, to

Turkey and in September he met Erdogan on the margins of the UN General Assembly. This month, it was Foreign Minister Bernard Kouchner's turn to travel to Ankara where he and his counterpart started preparing a formal summit of the two leaders.

There is a paradox here: Sarkozy's predecessor Jacques Chirac unequivocally favored Turkish membership in the EU. But it was under Chirac that relations turned icy, following the first Armenia bill in 2001 and the lower house vote approving the second in 2006.

The furor over the vote last week by a Congressional committee to designate the Armenian killings as genocide has underscored the extent to which the Armenia issue trumps any other in Turkey — even EU membership, which Turkey has sought for decades.

Officially it is up to French lawmakers to decide the fate of the second Armenia bill. It was approved by a majority in the National Assembly, and now only needs signing off by the Senate. But the president sets the voting agenda of the Senate and can stall the

legislation by simply not scheduling it, officials say.

In return, the Turkish government is considering reinstating France's permanent overflight rights and reinforcing business ties with France, Bagis said.

But the shift in France's Turkey policy goes further. Not unlike Chancellor Angela Merkel of Germany, who shifted her language once in power, Sarkozy has backed away from blunt

campaign demands to suspend Turkey's EU membership negotiation.

He has signaled that France would allow some 30 of the 35 negotiation chapters to go ahead. He is even seeking a politically feasible way of removing a clause from the constitution that demands a referendum for every future enlargement of the EU — a clause that was added under Chirac in a bid to reassure voters opposed to Turkey's accession and that has irked Ankara.

French officials say it is not in spite of his opposition to EU membership, but because of it, that Sarkozy has been able to go on a diplomatic charm offensive. As one French diplomat put it: "It takes a president who is opposed to EU membership to create closer ties with Turkey."

French public opinion remains overwhelmingly hostile to the idea of Turkey joining the EU, fearing that a large, overwhelmingly Muslim country would not be compatible with European values, overstretch the bloc's finances and send waves of poor migrants westward.

But Turkish goodwill matters for at least three of Sarkozy's declared strategic priorities: beefing up Europe's defense capacity alongside NATO, of which Turkey has been a member since 1952; building a Mediterranean Union; and helping French industry win new business, especially in the energy sector.

Turkey has the second-biggest army in NATO and is a regular contributor to EU peacekeeping operations. Some 250

Turkish soldiers are in Bosnia as part of an EU force and Paris has asked Ankara to join an operation that will go to Chad. A Muslim country that is an ally of Isra-

Genocide 'is very sensitive and has the power to affect relations with Turkey.'

el, Turkey is also crucial to uniting the countries around the Mediterranean.

"There are a lot of reasons why Turkey remains a country of great importance to France," said one ambassador from an EU country. "The Turks are militarily competent and make a real contribution to European missions."

At the same time, companies like nu-

clear power giant Areva and Gaz de France are eager to win contracts in Turkey, which is not only a bridgehead to the energy-rich regions of the Middle East and the Caucasus but is also preparing to launch its own nuclear power sector, an investment opportunity estimated by some at \$10 billion. Hervé Novelli, the minister of trade, is taking at least a dozen business leaders to Turkey in February.

Against that backdrop, Sarkozy and Erdogan appear to have struck what the conservative daily *Le Figaro* last week called "a gentlemen's agreement": They have set aside a question that may only

arise when both leaders have left power.

"The membership question is 10 or 15 years away. Why let that get in the way?" said Bagis. "Today there is a mutual will to mend relations."

The potential for misunderstanding remains. On the Turkish side, many are hopeful that Sarkozy has actually softened his position on the question of membership.

"I sense that Sarkozy wants to slowly turn from his anti-membership stance to a more objective stance. But he can't do it overnight," a senior Turkish diplomat said.

In Paris, meanwhile, Sarkozy and his administration insist that their insistence on a close association with the EU for Turkey, rather than outright membership, will win the day.

"In 10 years' time the question will not even be asked anymore," predicted Henri Guaino, Sarkozy's personal envoy on Mediterranean affairs and long-time speechwriter. "Turkey is too big. It's impossible to absorb."

Whoever prevails, there are many on both sides who concur that Turkey benefits from aligning its political and legal system with that of European countries.

"The road to accession — democracy and human rights — is much more important than accession itself," said Can Paker, a member of Turkey's biggest employers' group. "Who knows what will happen in fifteen years? Turkey may not even want to join Europe anymore."

Ex-congressmen lobby hard on Turkey's behalf

Nation spends millions for influence

By Marilyn W. Thompson

WASHINGTON: Since leaving Capitol Hill in 1999, former Representative Robert Livingston has been the main lobbyist for Turkey in blocking congressional efforts to pass an Armenian genocide resolution.

After succeeding twice before — and collecting more than \$12 million in fees for his firm, the Livingston Group — he is pushing once again for his client.

In recent months, Livingston, a Louisiana Republican who was once speaker-designate of the House, has consulted with Vice President Dick Cheney and with Karl Rove, when he was still the top White House political strategist. He escorted Turkish dignitaries to Capitol Hill to warn that the resolution threatened to destroy a strong Iraq war alliance.

He made a phone call that helped persuade a Louisiana member to change his position and got other Republicans to remove their names from a growing list of co-sponsors. And he courted a powerful Democrat, Representative John Murtha of Pennsylvania, who this year asked Speaker Nancy Pelosi, a fellow Democrat, not to bring the measure up for a House vote.

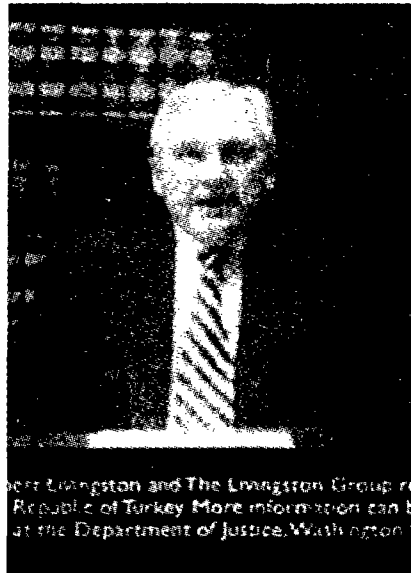
Livingston has also showered money on House and Senate members, the National Republican Congressional Committee and other political causes. He and his firm gave more than \$200,000 in campaign donations in the last election cycle, records show.

Last week, the House Foreign Affairs Committee passed a nonbinding resolution condemning as genocide the killing of 1.5 million Armenians by Ottoman Turks beginning in 1915. Pelosi, a strong supporter, promised Sunday to bring the matter up for a floor vote before Congress recesses in mid-November.

But this week, a surge of defections by members who backed the resolution showed that Livingston's high-powered effort was gaining momentum.

As Turkey reacted angrily to the House committee action in the last few days, members began responding to arguments that the resolution posed a national security threat. Those arguments were put forth by the Bush administration, Livingston and another prominent lobbyist, Richard Gephardt, of Missouri, the former House majority leader and a Democrat.

The issue has pitted Turkey's money and high-placed connections against a persistent and emotional campaign by Armenian-American citizens' groups.



Robert Livingston and The Livingston Group re

public of Turkey More information can be found at the Department of Justice, Washington D.C.

YouTube

Robert Livingston has been very active in dissuading Congress from passing a resolution on the Armenian genocide.

"The Turks have done everything they possibly could," said former Representative Stephen Solarz, whose firm got \$165,000 this summer lobbying for Turkey under an arrangement with Livingston. Representative Adam Schiff, Democrat of California, a resolution sponsor, called Turkey's lobbying "the most intense I've ever seen."

Both Livingston, who opposed a genocide resolution while in Congress, and Gephardt declined to discuss their work for Turkey, referring questions to the Turkish Embassy.

But records filed at the Justice Department show Turkish expenditures since August 2006 of about \$3.2 million for lobbyists and public relations firms. In Livingston's case, the reports offer details of his lobbying efforts.

Gephardt, a senior counsel at the law firm of DLA Piper who retired from Congress in 2005, began working for Turkey in March under a yearlong contract worth \$1.2 million. He has been criticized by Armenian-Americans because he previously supported Armenia and co-sponsored an earlier genocide resolution.

Gephardt now has concerns related to national security, said Michael Messman, a lobbying colleague of Gephardt.

Turkey has never mustered the intense grass-roots support in the United States that has been Armenia's strength, with constituents pressing lawmakers to back the measure. Records show that Armenia has spent far less money on

lobbying. Its largest expenditure went to the public relations firm of Burson-Marsteller, which earned about \$300,000 from August 2006 to April 2007.

After Livingston resigned from the House in 1999 amid disclosures about an extramarital affair, Turkey retained the Livingston Group, his new bipartisan firm. It has built a large foreign practice, representing among others the governments of Azerbaijan, the Congo Republic and the Cayman Islands. More than a quarter of the firm's income, which has totaled more than \$71 million, has come from foreign clients, records show.

Livingston earned Turkey's gratitude by helping stop two resolutions in 2000 and 2004. When Democrats took control of the House last year, Turkey continued to rely on him as its principal lobbyist, though it eventually brought in Gephardt's firm. Reports on Gephardt's activities have not been filed.

Livingston contacted Rove on Nov. 28, 2006, just after a Livingston Group lobbyist attended a weekend retreat at the Greenbrier resort in West Virginia for key congressional supporters of Turkey. In January, Livingston talked with a Cheney aide and prepared for Capitol Hill visits by Ambassador Nabi Sensoy of Turkey and other officials.

Schiff, the California Democrat, introduced the resolution on Jan. 30 with 160 co-sponsors.

The next day, the records show, Livingston called Representative Bobby Jindal, Republican of Louisiana, a backer. Jindal promptly withdrew his name.

In December 2006, Livingston and an associate contributed \$10,000 to Jindal's campaign for governor of Louisiana. Jindal's office did not respond to requests for comment.

■ Vote on resolution uncertain

The future of a House resolution calling the 1915 massacre of Armenians by Ottoman Turks genocide appeared in doubt on Wednesday after Pelosi said whether it would come to the floor for a vote "remains to be seen," Reuters reported from Washington.

"Whether it will come up or not, what the action will be, remains to be seen," Pelosi, a California Democrat, told reporters. She previously had vowed it would get a vote of the full chamber sometime this year.

Pelosi said Wednesday that she had always supported the nonbinding, largely symbolic resolution, but she would be working with other advocates to see what they wanted to do now.

President George W. Bush again urged Congress not to approve the resolution.

With all the pressing responsibilities facing the nation, he said Wednesday, "one thing Congress should not be doing is sorting out the historical record of the Ottoman Empire."

Nucléaire ♦ Le président russe est tiraillé entre intérêts mercantiles et crainte de la bombe.

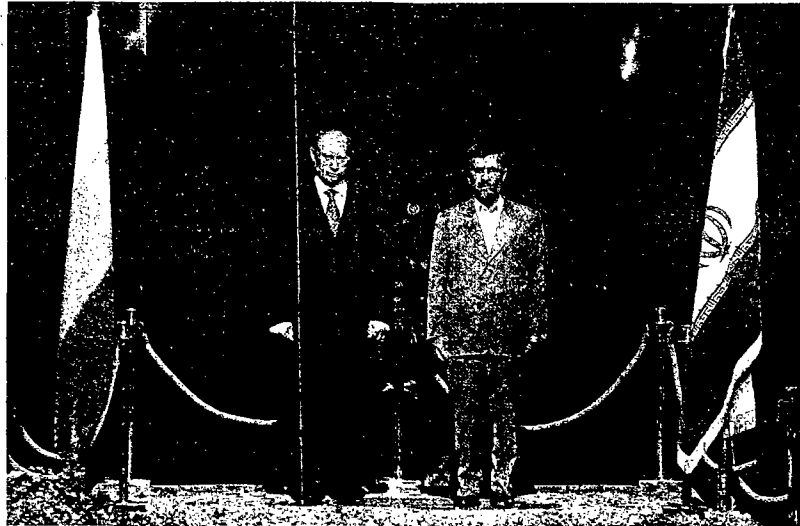
Poutine, un hôte ambigu à Téhéran

Pour la première visite d'un président russe à Téhéran depuis celle de Staline en 1943, Vladimir Poutine a opportunément laissé entendre qu'une attaque américaine contre l'Iran pourrait prochainement avoir lieu.

Cette crainte figure dans la déclaration finale du Sommet des cinq Etats de la Caspienne, qui se tenait hier à Téhéran, et auquel Moscou participait. Ce texte a « engagé les participants [Azerbaïdjan, Kazakhstan, Russie, Turkménistan et Iran, ndlr] à ne pas autoriser l'utilisation par un tiers de leur territoire pour une agression contre l'un d'eux ». Une exhortation qui semble s'adresser à l'Azerbaïdjan, pays soupçonné de pouvoir céder à la tentation même si cette éventualité a été écartée par le Président, Ilham Aliev. Moscou et les autres dirigeants ont aussi défendu le droit de l'Iran à l'énergie nucléaire. Soit un soutien pour le moins implicite au programme iranien. A l'issue du sommet, le président russe s'est entretenu avec son homologue iranien, Mahmoud Ahmadinejad, puis avec le Guide suprême, Ali Khamenei. Un fait rarissime : celui-ci ne reçoit habituellement que des dirigeants musulmans.

Ambiguïté. Malgré cet accueil privilégié et si l'on reconnaît dans la déclaration finale les positions de Moscou, l'ambiguïté des relations de la Russie avec l'Iran n'est pas levée pour autant. La semaine dernière, Poutine assurait à Nicolas Sarkozy qu'il n'avait pas « d'informations selon lesquelles l'Iran aspirerait à produire des armes nucléaires » et prônait la « patience » dans ce dossier. Pourquoi avoir alors voté deux résolutions du Conseil de sécurité sanctionnant le refus de Téhéran de suspendre son programme d'enrichissement d'uranium ? Pour ne pas aller trop loin, la Russie s'oppose aujourd'hui à l'adoption d'une troisième résolution.

En réalité, Poutine craint sans doute autant que les pays occidentaux un projet nucléaire de Téhéran à caractère militaire.



Vladimir Poutine et Mahmoud Ahmadinejad écoutant leurs hymnes

nationaux, hier, à Téhéran. PHOTO RAHEB HOMAVANDI, REUTERS

La Russie s'en inquiète d'autant plus qu'une bombe iranienne réduirait beaucoup son influence en Asie centrale, où elle s'emploie à revenir en force. Signe des suspicions du Kremlin : l'interminable construction de la centrale de Bouchehr, sur les rivages du golfe Persique. Le contrat entre Moscou et Téhéran a été signé en 1995 et le premier réacteur aurait dû entrer en fonction en 1999. Les arguments les plus fantaisistes – retards de paiement de Téhéran, problèmes dans les taux de conversion des devises... – ont été avancés par Moscou pour expliquer ce délai dans l'achèvement d'un projet auxquels travaillent plus d'un millier de travailleurs russes. Ainsi, le combustible nu-

cléaire, qui aurait dû être livré dès mars 2006, est toujours attendu. La mauvaise volonté de Moscou a une bonne raison : forcer l'Iran à faire preuve de

transparence sur son programme nucléaire.

Client. En fait, si le Kremlin souhaite, tout autant que les pays occidentaux, empêcher

Téhéran d'arriver à l'enrichissement d'uranium, il ne veut surtout pas froisser le régime islamique pour des raisons sécuritaires, stratégiques et économiques. L'Iran est devenu le troisième acheteur d'armes de la Russie et sa part devrait encore augmenter avec le programme de réarmement massif de Téhéran. L'an dernier,

Moscou lui a vendu certains de ses meilleurs équipements : un système de défense sol-air d'une valeur de 700 millions de dollars (environ 500 millions d'euros) – qui pourrait s'avérer utile en cas d'attaque américaine – et 30 systèmes de missiles antiaériens TOR M-1.

En aucun cas, la Russie n'entend perdre un client aussi nécessaire à son industrie de défense. D'où une politique qui apparaît uniquement soucieuse de servir ses seuls intérêts. Mais dans l'attitude du Kremlin perce aussi sa volonté d'occuper une place de premier plan sur la scène internationale, voire de s'affirmer contre les pays occidentaux et de regagner une certaine influence au Moyen-Orient.

En conduisant les pays de la Caspienne à adopter une déclaration laissant présager que Washington pourrait frapper l'Iran, Poutine joue sur deux tableaux : il indique à Téhéran que son pays se tient à ses côtés et, en même temps, le pousse à faire preuve de modération sur le nucléaire pour éviter une possible attaque américaine.

♦ JEAN-PIERRE PERRIN

L'IRAN MÉNAGE LA FRANCE

De passage à Paris, le vice-président iranien, Rahim Mahchi, chargé du patrimoine mais aussi proche du président Ahmadinejad, a minimisé les différends entre Paris et Téhéran sur le nucléaire, parlant de « problèmes politiques très ponctuels ». « On ne prête pas beaucoup d'attention aux déclarations françaises », a-t-il ajouté lors d'une rencontre avec quelques journalistes. Il a aussi affirmé que son pays avait désormais « la capacité et le savoir-faire nécessaires » pour arriver à la technologie nucléaire civile « en dépit de tous les efforts faits par les Etats-Unis ». « Malheureusement, il n'y a pas de raison qu'ils nous attaquent. Il faudrait déjà qu'ils soient à même de répondre à la situation en Irak et en Afghanistan. »

J.-P.P.

Israël, le Hezbollah et les monarchies du Golfe se préparent à la possibilité de frappes en Iran

L'analyse
de Georges Malbrunot*

Nul ne sait si George W. Bush attaquera l'Iran, mais au jeu des pronostics, le scénario d'attaques ciblées est étayé par plusieurs « indices ». Faute d'informations précises, fournies par Tel-Aviv et Damas, le mystérieux raid israélien contre une installation syrienne le 6 septembre alimente toujours les spéculations. L'analyse des premières images par satellite révèle le scénario suivant : six avions de chasse israéliens ont volé le long de la côte méditerranéenne, avant de ravitailler entre Chypre et la Turquie, puis de survoler le territoire turc, où les pilotes ont alors largué leurs réservoirs de carburant, pour mieux pénétrer dans l'espace aérien syrien. Deux de ces réservoirs ont été retrouvés en Syrie, et deux autres en Turquie. Ce déstase leur permet de voler en supersonique au-dessus de la Syrie, pour échapper à la défense syrienne.

Selon un expert français, le message israélien était double : « D'une part montrer aux Syriens que Tsahal reste capable de détruire un site proliférant ou non, d'autre part procéder à une démonstration de force auprès de la communauté internationale. » Dans ce cadre, la piste d'une répétition générale avant une frappe préventive israélienne contre le système nucléaire iranien « à poupées gigognes » n'est pas à exclure.

En prévision d'une possible riposte iranienne à des bombardements américains, Israël a également décidé d'« enterrer » son ministère de la Défense à Tel-Aviv, où les travaux de « bunkérisation » s'accroissent. L'État hébreu, qui redoute un détournement d'avion allant s'abattre contre une tour du ministère de la Défense, a tiré la leçon des Scud irakiens de 1991 sur

Tel-Aviv. D'autant qu'à cent kilomètres plus au nord, le Hezbollah se prépare lui aussi. Non plus seulement au nord du fleuve Litani, dans la partie orientale de la plaine de la Bekaa, où un réarmement est observé depuis le début de l'année. Mais – et c'est nouveau – au Sud-Liban, dans la zone de déploiement de la Finul (la Force des Nations unies, renforcée après la guerre de l'été 2006 entre Tsahal et le Hezbollah).

Ces derniers temps, des convois de camions ont été repérés la nuit, ainsi que des creusements immédiatement recouverts dans des palmeraies, et des explosions suspectes ont été entendues : autant d'indices qui rappellent étrangement les préparatifs des années 2005-2006, lorsque, en prévision

d'un conflit face à Israël, le Hezbollah creusait ses tunnels, fortifiait ses bunkers, et sécurisait ses communications radio. « L'armée libanaise a été avertie, mais, pour l'instant, elle ne fait rien », regrette l'expert militaire français.

Hassan Nasrallah parlait cet été de futures « grandes surprises ». Le chef du Hezbollah insinuait que son parti, allié de Téhéran et de Damas, détenait des missiles de plus longue portée que les modèles iraniens que Tsahal détruisit pendant la guerre en 2006 : des Zelzals capables d'atteindre Tel-Aviv, voire plus au sud d'Israël.

En représailles à des frappes contre leurs installations, les Iraniens privilégieraient l'action indirecte, via leurs relais (Hezbollah, minorités chiïtes dans les pays du Golfe), plutôt que des attaques contre des installations pétrolières ou américaines dans le Golfe. Inquiets pour la stabilité régionale, des Émirats, comme le Qatar, exploitent leurs bonnes relations avec Téhéran pour négocier une

immunité. D'autres, comme les Émirats arabes unis ou certaines factions du pouvoir saoudien, en sont déjà à approuver – sans le dire bien sûr – des bombardements américains, qui écarteraient, selon eux, la « menace perse » séculaire.

« Les Américains paraissent décidés à frapper l'Iran », déclare au Figaro un haut responsable d'une pétromonarchie du Golfe. Nous organisons en coulisses des rencontres entre responsables des deux camps, mais, à chaque fois, les Américains changent de représentants, ils ne sont pas sérieux dans leur désir d'avancer sur la voie diplomatique », regrette ce dirigeant.

L'Administration Bush reste partagée entre les « faucons » derrière le vice-président Dick Cheney et les pragmatiques, emmenés à la fois par Condoleezza Rice, le secrétaire d'État, et Robert Gates du Pentagone, hostiles à des frappes. Entre les deux camps, le président George Bush n'aurait pas encore tranché. « Israël pour-

rait faire pencher la balance, mais les Israéliens eux-mêmes sont divisés », ajoute l'expert français.

Convaincu que le fiasco américain en Irak interdit tout nouvel aventurisme, le pouvoir iranien continue de ne pas croire en une guerre. Mais à Téhéran, où le pouvoir et ses officines donnent des signes de nervosité, on s'active également. Comment interpréter autrement le rapprochement entre l'armée et les pasdarans, ou la surveillance renforcée autour d'anciens responsables du dossier nucléaire, comme Hussein Mousaviani. « Le vrai signal d'une imminence des opérations sera le déploiement par Israël du bouclier antimissiles Patriot-Arrow destiné à intercepter le maximum d'engins susceptibles d'être envoyés sur l'État hébreu », conclut un diplomate, familier d'Israël. On n'en est encore qu'au début de l'intégration du binôme Patriot-Arrow.

* Grand reporter au service étranger du Figaro.

Bagdad veut apaiser les tensions avec la Turquie sur le Kurdistan

PROCHE-ORIENT. Le gouvernement irakien a annoncé hier l'envoi d'une délégation de haut niveau à Ankara pour apaiser les tensions après les menaces turques d'intervenir contre des rebelles kurdes dans le nord de l'Irak. L'annonce est intervenue au moment où le vice-président irakien, Tarek al-Hachemi, un sunnite, se trouvait déjà en Turquie pour y rencontrer le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, et le président, Abdullah Gül. Bagdad a appelé Ankara à des « négociations urgentes », alors que le Parlement turc doit voter aujourd'hui une motion autorisant pendant un an le gouvernement à procéder à des incursions en Irak afin de « nettoyer » les bases du Parti des tra-

vailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste). Selon Ankara, quelque 3 500 combattants du PKK, en lutte depuis 1984 contre le pouvoir central turc, ont trouvé refuge de l'autre côté de sa frontière, et sont soutenus par les Kurdes d'Irak. Un haut responsable militaire américain a prévenu hier que l'Irak défendrait sa souveraineté en cas d'incursion militaire de la Turquie. De son côté, le Pentagone ne cachait plus, hier, plancher sur un plan B pour approvisionner ses troupes en Irak, alors qu'Ankara menace de lui retirer un soutien logistique crucial si le Congrès adopte une résolution reconnaissant comme « génocide » les massacres d'Arméniens par l'armée ottomane en 1915.



17 OCTOBRE 2007

La Turquie prête à traquer les rebelles kurdes dans le nord de l'Irak

Plus de 60 000 soldats turcs sont massés à la frontière de l'Irak alors que le Parlement, réuni hier à Ankara, a donné son feu vert -valable un an- pour une éventuelle opération contre les rebelles séparatistes kurdes turcs du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Washington a appelé Ankara à «la retenue» pour ne pas déstabiliser la seule région irakienne épargnée par les violences. La région autonome kurde, forte de quatre millions d'habitants, échappe depuis 1991 à la tutelle de Bagdad.

Pourquoi ce regain de tension ?

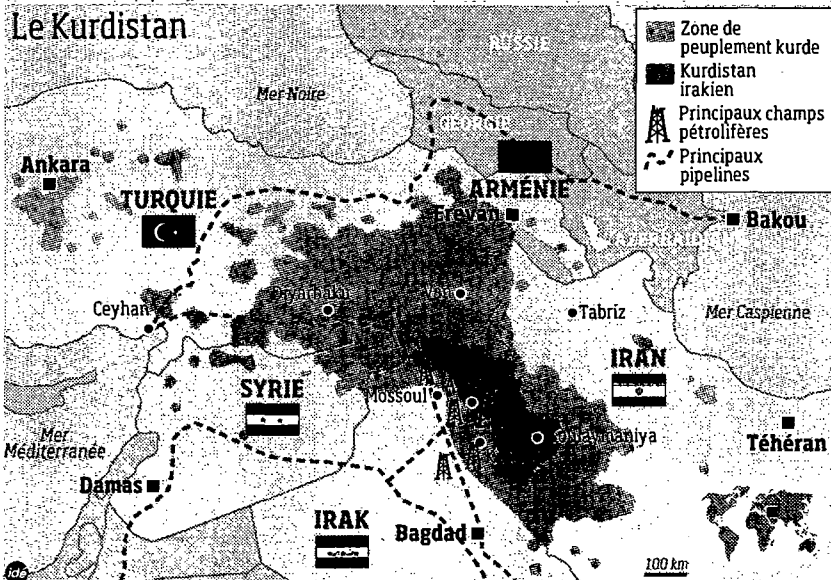
Quelque 3500 combattants du PKK sont installés dans les montagnes en Irak du nord sans que les autorités de la région kurde ne puissent ou ne veuillent agir. L'intensification des accrochages avec le PKK, considéré comme une organisation terroriste par Washington et les Européens, explique le durcissement turc. Quinze soldats ont été tués le 7 octobre, l'un des plus lourds bilans depuis 1999 et l'arrestation d'Abdullah Öcalan, le leader du PKK condamné depuis à la prison à vie. Son incarcération avait marqué un coup d'arrêt dans la «sale guerre» entre les rebelles kurdes et les

forces de l'ordre qui depuis 1984 a fait plus de 37 000 morts. Dans la république turque, inspirée du modèle jacobin, la population kurde -estimée à 13 millions de personnes sur 70 millions- dispose de tous ses droits individuels mais d'aucun droit

collectif, même si, sous la pression de l'UE, les émissions en kurde et l'enseignement de la langue ont été autorisés. Pour la première fois depuis des années, une vingtaine de députés kurdes, proches des séparatistes, siègent au Parlement.

Que veulent les autorités turques ?

Soumis à la pression de son opinion publique, le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, issu du mouvement islamiste, doit agir. Mais il a rappelé que le



vote du Parlement «n'implique pas une intervention». Il s'agit de faire une pression maximum sur Bagdad, un mois après la signature d'un «accord de coopération antiterroriste» qui excluait le droit de suite au-delà de la frontière exigé par Ankara. En haussant le ton, l'armée turque et le camp laïc qui la soutient veulent mettre en difficulté le gouvernement AKP, vainqueur des élections de juillet. «La lutte contre la rébellion kurde est aussi un moyen pour les militaires de sauvegarder leur place dans la sphère politique», insiste l'intellectuel Mit Firat, rappelant que ces interventions transfrontalières contre le PKK sont inefficaces. Il y en eu déjà 24 depuis 1990. A chaque fois, ce devait être la dernière.

Quelles seraient les conséquences d'une telle opération ?

Même limitée à la zone frontière, une telle opération aggraverait la crise dans les relations turco-américaines déjà sérieusement mises à mal, la semaine dernière, après la reconnaissance du génocide arménien de

1915 par une commission de la Chambre des représentants. Majoritaires, les démocrates veulent maintenant obtenir un vote en séance plénière. L'administration républicaine refuse, redoutant le contrecoup d'un tel vote dans les relations stratégiques avec la Turquie, pilier du flanc sud-est de l'Otan. Après avoir rappelé son ambassadeur «pour consultation», Ankara menace Washington de représailles. «Quand une corde est trop usée, elle se casse», déclare Recep Tayyip Erdogan, qui ajoute : «Quels que soient les dommages qu'aurait à subir la Turquie, ses adversaires en subiront dix fois plus.» L'essentiel de la logistique pour la guerre américaine en Irak passe par le territoire turc. Ce chantage pour une intervention au Kurdistan irakien devient ainsi un élément central du grand marchandage entre deux alliés, désormais au bord de la rupture.

◆ MARC SEMO

STRATÉGIE Mieux vaut aider les Kurdes que les réprimer

On a tout essayé contre le terrorisme kurde, note le journal libéral turc *Milliyet*. Hormis lancer un grand plan pour la région Sud-Est, peuplée principalement de Kurdes.

La Turquie s'apprête à nouveau à intervenir en Irak. Mais est-ce vraiment la solution ? On a déjà essayé tant de fois auparavant, sans aucun résultat. Aujourd'hui, nous nous trouvons face à un PKK [le mouvement armé kurde] qui suscite encore des vocations et dont les actions terroristes semblent avoir pour but d'attirer la Turquie dans le nord de l'Irak afin qu'elle s'oppose aux Etats-Unis et à Barzani [chef kurde irakien], et qu'elle prenne ainsi le statut peu enviable de puissance occupante. Pareil scénario signerait la fin de toutes les tentatives de réforme et de démocratisation dans une République

turque transformée en régime militaire et mise au ban des nations.

Face au terrorisme, tout a donc été tenté : un système carcéral oppressant, des déplacements forcés de population, la création de forces spéciales, des assassinats extrajudiciaires, la mise sur pied de milices villageoises et des incursions extrafrontalières. Des hommes d'affaires accusés de financer le PKK ont été assassinés, des députés emprisonnés et des partis politiques interdits. Aujourd'hui, il apparaît clairement que tout cela n'a donné absolument aucun résultat, si ce n'est servir la propagande du PKK, selon laquelle «la Turquie n'est pas une démocratie mais une dictature militaire». Face à une telle situation avons-nous vraiment tout essayé ? Un véritable plan de développement régional du Sud-Est [à majorité kurde] englo-

bant tant les aspects sociaux et économiques que culturels des habitants de la région, voilà ce que l'on n'a pas encore fait.

Selon des sources proches de l'armée, la guerre menée par les militaires contre le terrorisme rien que pour les années 1990 a coûté quelque 18,5 milliards de dollars, soit le budget nécessaire à la construction de huit barrages équivalents à celui d'Atatürk [construit sur l'Euphrate]. En orientant les dépenses de l'Etat vers cette lutte armée contre le terrorisme, la Turquie n'a même pas été capable d'en achever un seul. Une mobilisation générale, impliquant la participation des habitants de la région, s'avère donc nécessaire pour lutter contre le chômage, la pauvreté, l'analphabétisme et pour permettre une distribution plus équitable des terres et le retour de nombreux villageois

Coffrier

DU 18 AU 24 OCTOBRE 2007

chassés de chez eux par cette guerre. Il ne s'agit pas de faire preuve de mansuétude à l'égard du terrorisme, mais il convient de poursuivre l'ouverture démocratique sans la conditionner au silence complet des armes. L'Etat doit donc mener une politique globalisante qui considère la diversité cul-

turelle comme une richesse et qui ne traite plus les habitants du Sud-Est comme des coupables potentiels.

Si ce genre d'action était au moins tentée, il s'agirait en soi d'une réforme qui aurait pour conséquence que la population du Sud-Est ne regarderait plus vers Erbil [la capitale du

Kurdistan irakien]. Et cela encouragerait les Kurdes d'Erbil à se tourner vers Ankara : ce serait une intervention hors des frontières... mais politique et pacifique cette fois.

Can Dündar, *Milliyet*, Istanbul

Le Monde

19 octobre 2007

Le Parlement turc vote le principe d'une opération militaire en Irak

La motion a été approuvée par 507 députés turcs sur 526. L'objectif serait de déloger les rebelles du PKK retranchés au Kurdistan. Washington, OTAN et UE appellent à la retenue

ISTANBUL
CORRESPONDANCE

Les 19 représentants du Parti de la société démocratique (DTP, prokurde) ont été les seuls à s'opposer à la motion examinée, mercredi 17 octobre, au Parlement turc. Les 507 autres députés ont approuvé le principe d'une opération militaire transfrontalière « *d'envergure* » destinée à déloger les 3 500 à 5 000 séparatistes kurdes du Parti des travailleurs kurdes (PKK) retranchés du côté irakien. Il reviendra au gouvernement, et donc au premier ministre Recep Tayyip Erdogan, de déclencher les opérations, « *si nécessaire* », et d'en préciser l'ampleur et la durée. Manifestant son impatience, M. Erdogan a répété mercredi que la Turquie ne pourrait accepter « *des pertes de temps supplémentaires* ».

Malgré cette fermeté affichée, la mesure votée, d'une validité d'un an, ne devrait pas être mise immédiatement à exécution et passe plus, aux yeux des commentateurs, pour un moyen de pression supplémentaire sur l'Irak et les Etats-Unis. De nombreuses voix se sont élevées ces derniers jours pour tempérer l'élan patriotique qui porte les troupes turques par-delà la frontière de l'Irak. Jusqu'au sein de l'état-major, où le numéro deux de l'armée, le général Ergin Saygun, a souligné la difficulté de mener une attaque en période hivernale.

Les menaces turques auront en tout cas fait réagir les autorités irakiennes, qui ont multiplié les signes de bonne

volonté. Après la visite, à Ankara, du vice-président irakien Tarek Al-Hachémi, le premier ministre Nouri Al-Maliki a assuré vouloir dépêcher à Ankara une équipe de négociateurs dans les prochains jours pour créer « *une nouvelle chance* ».

Bagdad conciliant

A l'issue d'une réunion de crise, mercredi à Bagdad, M. Maliki s'est déclaré « *absolument déterminé à mettre un terme aux activités et à l'existence du PKK sur le territoire irakien* » et a appelé M. Erdogan juste avant la réunion du Parlement turc. Il rappelle que le meilleur moyen de régler la crise serait la mise en œuvre de l'accord de coopération antiterroriste signé en septembre entre les deux pays.

Aux Etats-Unis, comme en Irak, on reste persuadé que la Turquie ne passera pas à l'acte et qu'un terrain d'entente diplomatique sera trouvé. Le président américain George Bush a appelé Ankara

Les Etats-Unis ne croient pas en une offensive turque

Le Pentagone ne croit pas en une offensive turque dans le Kurdistan irakien en dépit du vote intervenu mercredi 17 octobre.

« *Ce serait un très grand pas. Cela aurait d'énormes implications, pas seulement pour nous mais aussi pour les Turcs. Je ne pense pas que la partie turque soit pressée de partir en guerre* », a déclaré, mercredi 17 octobre, Geoff Morrell, porte-parole du secrétariat américain à la défense. Ankara reproche aux Etats-Unis et à l'Irak de ne pas intervenir contre les rebelles du Parti des travailleurs kurdes (PKK) repliés dans le Kurdistan irakien. « *Nous luttons contre Al-Qaida, des extrémistes chiïtes, d'autres terroristes et des insurgés en Irak. C'est là-dessus que nous concentrons nos efforts pour le moment* », s'est justifié le porte-parole du Pentagone. — (AFP)

à la retenue, imité par l'OTAN, dont la Turquie est membre, et par l'Union européenne (UE).

La ligne conciliatrice de Bagdad est loin d'être partagée à Erbil, la capitale de la région du Kurdistan. C'est dans la zone kurde, relativement épargnée par la guerre civile en Irak et qui jouit d'une autonomie sous protection américaine depuis 1991, que sont réfugiés les rebelles du PKK et que l'armée turque souhaite intervenir. « *Le gouvernement irakien a décidé de céder devant la Turquie* », a commenté Mahmoud Othman, un parlementaire kurde irakien. Les autorités turques « *savent très bien qu'une incursion sur le territoire d'un autre pays est contraire aux lois internationales et constitue une violation de la souveraineté nationale qui va détruire la stabilité de la région* », a commenté le porte-parole du gouvernement régional kurde, Jamal Abdullah, à Erbil.

Le gouvernement central irakien peut difficilement imposer ses décisions. La sécurité à la frontière avec la Turquie et dans le reste de la région est de la compétence de la milice kurde irakienne, les peshmergas, ce qui fait craindre une possible confrontation avec les Turcs. Un haut responsable de l'armée américaine a laissé entendre que si la Turquie attaquait, « *les forces irakiennes défendraient leur souveraineté* ».

Et même si Cemil Çiçek, le vice-premier ministre turc, a affirmé que son gouvernement ne visait que le PKK, le texte voté au Parlement d'Ankara laisse une marge de manœuvre importante, stipulant que les opérations turques pourront viser « *la région du Nord et les zones adjacentes* ». La région du Nord désigne la région kurde d'Irak. Les « *zones adjacentes* » pourraient concerner la ville pétrolière de Kirkouk, où vivent Arabes, Kurdes et Turcomans. ■

GUILAUME PERRIER

La menace turque inquiète les Kurdes irakiens



Plusieurs milliers de Kurdes, dont un grand nombre d'étudiants, ont convergé, hier, vers les locaux de l'ONU à Erbil. Les manifestants réclamaient un dialogue pacifique pour surmonter la crise avec Ankara. *Safin Hamed/AFP*

PROCHE-ORIENT

Des milliers de personnes se sont rassemblés au Kurdistan irakien pour protester contre le risque d'incursions militaires venues de Turquie.

DES MILLIERS des manifestants ont dénoncé, hier, à Erbil, « capitale » du Kurdistan irakien autonome, la menace d'une incursion militaire turque contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). À Ankara, le ministre des Affaires étrangères, Ali Babacan, a réaffirmé la détermination de son gouvernement à intervenir en Irak,

sans plus de précision. Cette nouvelle crise illustre le paradoxe kurde, peuple sans État installé au carrefour de l'Iran, de la Turquie et du monde arabe. Les Kurdes ont en commun une langue d'origine indo-européenne, divisée en dialecte, une culture et un type de société clanique. Mais ils ont aussi connu de nombreuses divisions internes au cours de l'histoire, participant au jeu complexe des alliances dans une des régions les plus instables du monde.

Leur nombre même est sujet à des enjeux politiques. Ils seraient une quinzaine de millions en Turquie, 7 millions en Iran, 5 millions

en Irak et entre 1,5 et 2 millions en Syrie. Les Kurdes figurent parmi les grands perdants de l'après-Première Guerre mondiale. Les espoirs d'un Kurdistan autonome en Anatolie et dans la région de Mossoul, inscrits dans le traité de Sèvres en 1920, n'ont pas résisté à l'avènement de Moustapha Kémal en Turquie ni au désintéret du nouvel État irakien sous mandat britannique. Après plusieurs révoltes dans les années 1920 et 1930, les États de la région s'unirent pour lutter contre l'irréductibilisme kurde.

Les Kurdes ne renoncèrent pas pour autant. Dans les années 1960, apparaissent les mouvements politico-militaires actuels, principalement le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan) en Turquie et les deux groupes rivaux irakiens, le PDK (Parti démocratique du Kurdistan) dirigé aujourd'hui par Massoud Barzani, et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani.

Clans et corruption

Ce dernier est aujourd'hui président du fragile gouvernement irakien, tandis que Barzani dirige le gouvernement autonome kurde. Le PDK et l'UPK, tous deux présents au Kurdistan, se sont affrontés militairement à plusieurs reprises dans les années 1990, après l'instauration du

Kurdistan autonome par les États-Unis dans la foulée de la première guerre du Golfe. En 1996, le PDK a même appelé au secours les troupes de Saddam Hussein contre l'UPK.

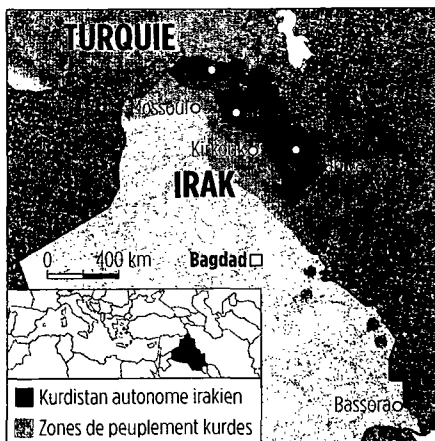
Ces rivalités récentes, dans un Kurdistan où l'économie est aux mains des clans et la corruption galopante, augurent mal de l'avenir d'un éventuel Kurdistan indépendant. Aujourd'hui, les Kurdes irakiens ne revendiquent pas officiellement leur indépendance, tout en s'affranchissant de plus en plus de la tutelle de Bagdad, en signant par exemple des contrats unilatéraux avec des compagnies pétrolières étrangères. Le gouvernement autonome louche aussi sur la région pétrolière de Kirkouk, ville pétrolière kurde « arabisée » par Saddam Hussein.

Mais une fois de plus, les autres pays possédant des minorités kurdes estiment devoir préserver leurs intérêts. La Turquie ne supporte pas de voir le PKK utiliser le territoire du Kurdistan irakien comme base arrière. Ankara jouit aujourd'hui du soutien de la Syrie et de l'Iran, qui n'ont, comme la Turquie, aucune envie de voir apparaître un État kurde indépendant qui constituerait une force d'attraction pour leurs propres minorités kurdes.

PIERRE PRIER

Le Point

18 octobre 2007



L'enclave kurde du nord de l'Irak connaît une prospérité enviée et une démocratie tribale. Seul souci: la Turquie voisine, qui redoute l'indépendance kurde.

DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL OLIVIER WEBER

Un préfabriqué blanc sur la colline tient lieu de frontière. Dans la tranchée, les pieds dans la gadoue, entouré de quelques miliciens kurdes, le commandant Ahmad égrène la chronique de la route de la peur, à 20 mètres en contrebas. D'un côté, l'accès à Mossoul, à feu et à sang, sœur jumelle de Bagdad en haine et en violence. De l'autre, dans le dos du *peshmerga* – « combattant de la mort » –, le fief des Kurdes, entre plaines verdoyantes et montagnes encore enneigées. D'un côté, les attentats, les décapitations, deux chrétiens exécutés quelques jours plus tôt. De l'autre, la paix, le calme. « Dès qu'ils ont franchi cette ligne, les chauffeurs de camions savent qu'ils sont à l'abri, dit le commandant. Mais nous contrôlons quand même les véhicules. Al-Qaeda a infiltré des tueurs au Kurdistan. Nous les traquons. »

L'enclave que garde le commandant Ahmad et ses hommes est un îlot de paix grand comme la Suisse, une oasis de quiétude de 4 millions d'âmes dans l'enfer irakien. Ici, au Kurdistan, pas d'attentats-suicides, ou si peu. Mais cette quiétude pourrait être menacée: en représailles à des attentats commis au Kurdistan turc, les légions d'Ankara menacent de franchir la frontière pour nettoyer les sanctuaires de combattants du PKK (voir encadré).

« La meilleure arme, c'est le renseignement: on sait qui est qui, et les terroristes



A Arbil, l'une des deux « capitales » du Kurdistan, nombreux sont les hommes d'affaires venus investir.

sont vite repérés», assure Saleh Delo, figure historique de la résistance à Saddam Hussein et l'un des dirigeants du PDK (Parti démocratique du Kurdistan). Dans le bastion des Kurdes, nul drapeau irakien sur les mâts et les édifices. A croire que l'enclave a déjà fait sécession. Sur les gazons du parc des Martyrs d'Arbil, l'une des deux « capitales » de la province, avec Sulamaniya, des jeunes gens aux cheveux gominés bavardent avec des filles sans voile, assises sous les arbres en fleur. Tandis que Deela, employé d'une pizzeria, déguste une bière russe à la table du jardin, à 2 mètres d'une Pontiac

rose des années 50, à vendre pour 5 000 dollars. « Je n'ai pas peur des islamistes, mais de ma mère: ne lui dites pas que je bois de l'alcool! » murmure-t-il devant un ami hilare. Difficile de croire que la scène se déroule en Irak.

« C'est le moment d'investir. »

Autonome de facto depuis la première guerre du Golfe, en 1991, le Kurdistan irakien a su bâtir une relative prospérité. Dans un restaurant de kebab à Arbil, au pied des montagnes, des hommes d'affaires de la péninsule arabique et du Liban conversent sur leurs affaires, en

paix » en Irak

GEERT VAN KESTEREN/MAGNUM



Un milliardaire a même créé une Dream City, avec des villas à 1 million de dollars

cours. « Il y a des opportunités en or dans le coin, se réjouit Saleh Mohammed, businessman du Koweït. C'est le moment d'investir, grâce à la sécurité. Les prix grimpent. Le rêve, quoi! »

A la sortie de la ville, un riche Kurde a entrepris de créer Dream City, une immense résidence avec des villas vendues jusqu'à 1 million de dollars. Plus loin, le chanteur kurde Zaccharia, longtemps en exil, s'est vu octroyer un terrain par un Massoud Barzani magnanime, l'un des deux chefs kurdes, avec Jalal Talabani, président de l'Irak depuis 2006. Le chanteur s'est empressé de construire

des immeubles de luxe. Les appartements avec terrasse, cheminée, air conditionné et vue imprenable sur la plaine s'arrachent comme des petits pains.

Le soir, à l'autre bout de la ville, une grande fête rassemble des amis chez Khusrow Jaff, artiste ventripotent qui aime exhiber sa Mercedes décapotable de 1937, une Fletwood modèle 1958 de l'ancien roi Fayçal et « la seule Rolls Royce d'Irak ». Dans son palais de marbre kitsch à plusieurs millions de dollars, pont-levis, murailles hautes et gardes armés dans tous les recoins, on croise des chefs de tribu devant une bibliothèque garnie

de 32 000 livres, un intellectuel kurde rentré d'Allemagne, un espion allemand imbibé de bière importée, et même d'anciens collaborateurs du régime de Saddam Hussein devant un bar où le whisky coule à flots. Quand on rappelle au maître de céans qu'on le vit jadis à Bagdad dans les bureaux ministériels de l'ancien raïs, il change de conversation. Le Kurdistan a l'hospitalité aussi fructueuse que généreuse.

« La culture de la tolérance. » Une paix prospère (17% du budget irakien est attribué à la région kurde), qui attire maints Bagdadiens fuyant la terreur, pauvres ou riches. « J'habite dans une seule pièce avec ma femme et mes trois enfants, dit Arbi Saleh, jardinier de 35 ans qui a quitté son quartier sunnite de Bagdad après la mort de quatre autres enfants. Mais au moins, ici, on ne vit pas dans la hantise quotidienne des bombes. »



Jalal Talabani et Massoud Barzani, les deux rivaux

Deux mille familles sont arrivées dans la région d'Arbil, soigneusement contrôlées: « Le permis de séjour n'est accordé qu'au compte-gouttes, dit l'étudiant Hussein, de Bassorah. Quelques dizaines de dollars accélèrent la procédure. » Conséquence de la prospérité kurde et de l'exil des Bagdadiens: les loyers grimpent en flèche - 350 à 450 dollars pour une petite maison.

Dans le quartier chic d'Einquawa, non loin d'un magasin d'alcool qui vend notamment un bon médoc, Mgr Rabbane al-Qas accueille les chrétiens de Bagdad. Au seuil de l'archevêché Saint-Joseph, l'évêque d'Arbil et d'Ahmadiya, polyglotte, voit l'avenir de l'Irak en noir et celui du Kurdistan en rose. « Trop de criminels et de délinquants, 600 000 au total, ont été relâchés par Saddam Hussein, dit-il dans un français chaleureux. Nous avons transféré dans le Nord le séminaire



ALI AL-SAADY/AFP

En pleine expansion, la ville d'Abril affiche une prospérité digne des pays du Golfe

de Bagdad et ses prêtres, car la vie là-bas n'est plus possible. Mais ici nous sommes de bons gardiens de la paix... »

A deux pas, une belle villa abrite Ishtar TV, la chaîne de télévision des chrétiens. Car tout le Kurdistan vit depuis quinze ans une expérience démocratique. Une démocratie tribale, plutôt, sous la haute surveillance des deux chefs kurdes, longtemps rivaux, Barzani et Talabani. Oubliée, la guerre fratricide de 1996, au lourd bilan (5 000 morts), lorsque Barzani fut épaulé par l'ennemi de toujours, Saddam Hussein. Effacées, les querelles de fiefs et les marchandages concernant les taxes sur les camions vers la Turquie et l'Iran. Aujourd'hui, les deux figures de proue de l'irréductibilisme kurde affichent l'union sacrée. Le tribalisme cimenterait la société, sous la tutelle charismatique de la longue résistance des *peshmergas*. « Nous avons trop souffert pour ne pas être tolérants, plaide, dans les jardins de l'université de Salaheddine, Saedi Barzinji, professeur de droit, ancien étudiant à Grenoble, aujourd'hui député à Bagdad, qui revient tout juste d'un dangereux séjour dans la capitale irakienne. La société kurde est sur la bonne voie pour créer un vrai exemple démocratique. »

Les bourgeons du printemps kurde, il est vrai, ont depuis longtemps éclos. Des centaines d'écoles ont été bâties,

les hôpitaux, rénovés, la quasi-totalité des 4 000 villages balayés par l'opération Anfal de Saddam, reconstruits. Neuf chaînes de télévision abreuvant les foyers. Les minorités, telle celle des Turkmènes, disposent de médias. Même si les principaux journaux restent soumis au clanisme des deux grands partis, le PDK de Barzani et l'UPK de Talabani, la presse est florissante : 140 revues et journaux coexistent sur les étals. « C'est l'un des seuls endroits au Moyen-Orient où les libertés individuelles sont respectées », dit Kais al-Azawi, rédacteur en chef d'*Al-Jarida*, quotidien de Bagdad, de passage dans le nord du pays.

« Ici, c'est la culture de la tolérance, et plus loin c'est la culture de la mort, lance Fouad Hussein, le directeur de cabinet de Massoud Barzani. Nous ne sommes



SERKAN SENTURK/AP-SIPA

LA TURQUIE MENACE

L'éternelle question kurde a resurgi avec fracas sur la scène politique turque. Une série d'attaques meurtrières commises début octobre dans le sud-est du pays contre des commandos ou des civils et attribuées au PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), la rébellion séparatiste kurde, a soulevé une onde d'émotion à travers la Turquie. Une centaine de soldats, déjà, sont morts dans les montagnes cette année. Cette fois, le chef d'état-major des armées, Yasar Buyukanit, qui réclame depuis des mois une intervention de ses troupes dans le nord de l'Irak afin de pourchasser le PKK, n'a pas eu besoin d'en rajouter.

« Il y a une pression populaire énorme pour que la Turquie montre ses muscles », constate Soli Ozel, professeur de relations internationales et conseiller diplomatique du patronat turc, la Tusiad. *Cela devient très difficile de garder son sang-froid.* Le Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, s'est rangé derrière les partisans de la manière forte en donnant son feu vert à une opération transfrontalière d'envergure, « si nécessaire ». Le Parlement devait confirmer cette option en votant une motion d'une durée de validité d'un an.

Ankara estime entre 3 500 et 5 000 le nombre de combattants réfugiés dans le nord de l'Irak, contrôlé par le président kurde, Massoud Barzani, et son allié américain. Les militaires cherchent aussi à freiner le développement du Kurdistan irakien autonome et à contrarier la tenue du référendum d'autodétermination à Kirkouk. Mais une irruption turque en Irak ouvrirait un nouveau front dans la seule région à peu près épargnée par la violence. Elle priverait Washington de cette poche de sécurité pour ses troupes. Cette tension intervient alors qu'un sérieux coup de froid s'est abattu sur les relations américano-turques après le vote d'une motion condamnant le génocide arménien ■ GUILLAUME PERRIER (ISTANBUL)



JURE ERZEN/WPN

A Sulamaniya, l'autre ville importante de la région, des soldats américains gardent le ministère de l'Intérieur

pas encore à l'abri d'Al-Qaeda. Mais notre combat, c'est d'offrir une harmonie entre communautés ethniques ou religieuses et des centaines d'organisations non gouvernementales!» Observateur de l'évolution de la société kurde, avec son ONG Tolerance, Hussein Sinjari, qui dirige aussi un journal distribué en Irak, ne trouve rien à redire à cette coexistence entre clanisme et démocratie. «Il manque, certes, une vraie société civile ici. Et la corruption est endémique! Mais cette province revient de si loin... Les pays étrangers feraient mieux de nous aider.»

Une vitrine pour le Moyen-Orient.

L'appel est entendu. Les troupes américaines, qui ont protégé l'enclave depuis 1991, stationnent aux abords de la province kurde. Et, si les 200 000 *peşmergas* ne pouvaient suffire à assurer la sécurité des montagnes et de la plaine, nul doute que la Maison-Blanche y dépêcherait, espère-t-on, quelques bataillons. C'est tout le message colporté par le faucon Jack Wheeler, ancien conseiller de Ronald Reagan et aujourd'hui lobbyiste à Washington. «Les Kurdes doivent être soutenus, dit-il au pied de l'hôtel Sheraton, à

200 euros la chambre. Ils peuvent nous aider à bouter les mollahs hors d'Iran.»

Quand l'émissaire américain a prononcé un discours à la tribune du palais de la Culture, évoquant l'indépendance à venir, le parterre n'a pas lésiné sur les applaudissements, avant un sketch à la gloire de l'éphémère république kurde de Mahabad, en 1946, qui n'a vécu que onze mois. «Le rêve de l'indépendance, c'est pour demain», lance dans son bureau le «ministre» Falah Mustafa Kébir, chargé des relations extérieures. Massoud Barzani ne le dément pas, qui déclare tout de go dans son bastion d'Arbil, en tenue traditionnelle, chemise kaki, pantalon bouffant et keffieh rouge et blanc: «Que la Turquie nous laisse tranquilles!

après 1991, n'a pas connu l'ère Saddam Hussein. «Ceux-là opteront pour une autre voie. Ils ont l'esprit libre et n'accepteront jamais aucune censure. On va vers un formidable bouillonnement culturel.»

L'enclave, pour l'heure, est une sorte de laboratoire des droits de l'homme. Une vitrine aussi pour le Moyen-Orient. Au grand dam des riverains. La liberté des Kurdes est chèrement défendue par des hordes de combattants. «Notre grand drame, c'est, depuis quelques siècles, d'être mal placés sur l'atlas, dit l'écrivain et poète Farhad Pirbal, dont les initiatives et slogans dérangent souvent les leaders kurdes. Mais si le Kurdistan est indépendant, ce sera un livre ouvert sur la démocratie dans toute la région.

N'oubliez pas, on a déjà une expérience de quinze ans!»

A une heure de route de sa petite maison encombrée de livres de Sartre, Breton et Camus, une bâtisse semble lui donner raison. La forteresse de brique fut une garnison des troupes de Saddam Hussein. Elle s'est reconvertie en Luna Park en rase campagne. Là réside le rêve du poète et de nombre de Kurdes: que les casernes du Nord irakien ne soient plus que des terrains de jeux ■



ERIC DESSONS/JDD-GAMMA

Mgr Rabbane al-Qas, évêque d'Arbil, bénit de nouvelles maisons à Tena

LE FIGARO vendredi 19 octobre 2007

Jalal Talabani appelle le PKK à « stopper sa lutte armée depuis l'Irak »

Dans un entretien au *Figaro* à l'occasion de sa visite en France, le président de la République d'Irak met en garde Ankara et appelle les rebelles kurdes du PKK à quitter son pays.

LE FIGARO. – Après l'approbation du Parlement turc, une attaque turque en Irak est-elle encore évitable ?

Jalal TALABANI. – Après la visite de notre vice-président Tarek Hashémi à Ankara, j'ai le sentiment que les Turcs vont attendre qu'une solution politique à la crise soit trouvée. Pour cela, nous avons deux options. La première à travers le comité tripartite (États-Unis, Turquie, Irak), qui peut examiner tous les litiges, y compris celui posé par la présence du PKK chez nous. La seconde par un dialogue direct entre Ankara et le gouvernement régional kurde d'Irak. C'est ma préférence. Le gouvernement kurde d'Irak condamne l'activisme militaire du PKK. Les leaders du Kurdistan, Massoud Barzani et moi-même, appelons le PKK à stopper sa lutte armée depuis l'Irak. Le PKK doit comprendre que le monde a changé. Le temps de Che Guevara est révolu. Je dis au PKK : rentrez en Turquie et participez au débat démocratique et parlementaire.

Appelez-vous également les Turcs à démanteler leurs quatre bases militaires installées chez vous ?

Les Turcs nous accusent régulièrement de soutenir le PKK. Ce sont de fausses accusations. Au contraire, en autorisant l'armée turque à disposer de quatre bases chez nous, avec des milliers de militaires et des dizaines de tanks, c'est nous qui soutenons les Turcs.



Jalal Talabani préconise « un dialogue direct entre Ankara et le gouvernement régional kurde d'Irak ».

Paul Delort/Le Figaro

S'il y a une intervention militaire turque en Irak, quelle sera la réaction des forces armées irakiennes ?

Tout dépendra de la profondeur de l'intervention turque. Si l'armée envahit des villes comme Zakho ou Dohouk, les forces kurdes et irakiennes résisteront. Les Américains ne pourront pas nous en empêcher. Mais je pense que le premier ministre turc Erdogan écartera cette hypothèse.

se. Si les Turcs pénètrent seulement dans les montagnes de Kandil où le PKK est replié, cela causera également beaucoup de victimes de part et d'autre, et cette opération ne se terminera pas forcément à l'avantage des Turcs.

Al-Qaïda n'a pas perpétré de spectaculaires attentats suicides pendant le ramadan. La mouvance terroriste est-elle affaiblie ?

Al-Qaïda est très affaibli en Irak. Des centaines de leurs membres ont été arrêtées. Plus important, la mentalité des Arabes sunnites à leur égard a changé. Ces derniers sont désormais opposés aux actes terroristes. Les sunnites ne sont plus disposés à offrir un abri aux militants d'Al-Qaïda. Au contraire, ils veulent les bouter dehors.

Voyez-vous une nouvelle ère dans les relations entre la France et l'Irak ?

Nous pouvons désormais nous attendre à d'excellentes relations. Le président Sarkozy a le désir de nous soutenir d'une manière tangible. Il est plus actif que Jacques Chirac. La France va nous aider dans le domaine de la santé, et elle est prête à coopérer dans tous les secteurs. Le président Sarkozy a été très clair à ce sujet. « Dites-nous ce dont vous

avez besoin, nous ferons tout notre possible », m'a-t-il assuré. Je lui ai demandé que la France entraîne nos forces de sécurité et nous aide dans la lutte anti-terroriste. Il m'a répondu positivement. Je lance un appel aux entreprises françaises pour qu'elles reviennent en Irak. J'encourage Total à investir de nouveau à Bagdad. Je vais en parler avec son président. Même si les accords que Total avaient passés avec Saddam Hussein sont caducs, ni nous ni les Américains ne s'opposent au retour de Total en Irak.

Quand l'Irak sera-t-elle prête à assurer sa sécurité, afin de permettre un départ des troupes américaines ?

À la fin de 2008, si nous recevons les armes que nous avons sollicitées auprès de différents pays, nous serons capables de défendre l'Irak. Nous avons conclu un accord avec la Chine pour la fourniture d'armes légères. Si la violence continue de diminuer, fin 2008, nous pourrions garantir la sécurité de toutes les provinces d'Irak. L'année prochaine, les Américains pourront retirer cent mille de leurs hommes. Et dans cinq ans, je prévois qu'il reste seulement dix à vingt mille soldats américains en Irak. Nos principaux leaders ont décidé d'avoir une relation stratégique prolongée avec les États-Unis.

Propos recueillis par
GEORGES MALBRUNOT

« Nous savons qu'al-Douri est à l'abri à Damas »

■ Jalal Talabani accuse ouvertement la Syrie de protéger Ezzat Ibrahim al-Douri, ancien numéro deux du régime de Saddam Hussein et l'un des principaux inspirateurs de la guérilla antiaméricaine en Irak. « Nous savons qu'il est toujours vivant et qu'il est à l'abri à Damas », affirme le président irakien. Malade, al-Douri est l'unique cadre dirigeant de la nomenklatura bassiste à avoir échappé à la

traque américaine, après la chute de la dictature en avril 2003. Il est accusé d'organiser l'insurrection des anciens saddâmistes.

« Ces gens-là ne peuvent pas être intégrés au processus de réconciliation nationale, assure Jalal Talabani. En revanche, notre gouvernement accepte les bassistes patriotes qui n'ont pas de sang sur les mains. »

G.M.

Manifestation kurde en Irak contre une possible incursion turque

REUTERS

ARBIL, Irak (Reuters) 18 octobre, 17h06

Plusieurs milliers de Kurdes, dont un grand nombre d'étudiants, ont convergé jeudi sur les locaux de l'Onu à Arbil, au Kurdistan irakien, afin de protester contre l'autorisation donnée par le parlement turc à d'éventuelles incursions militaires dans le Nord irakien.

Brandissant des banderoles où s'étaient des slogans en anglais, en kurde, en turc et en arabe, les manifestants ont réclamé un dialogue pacifique pour surmonter la crise avec le pays voisin et se sont juré de résister à toute invasion militaire du Kurdistan.

Le parlement turc a approuvé mercredi une motion autorisant l'envoi de troupes contre les séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) réfugiés dans le nord de l'Irak à la suite d'attaques meurtrières contre les forces d'Ankara.

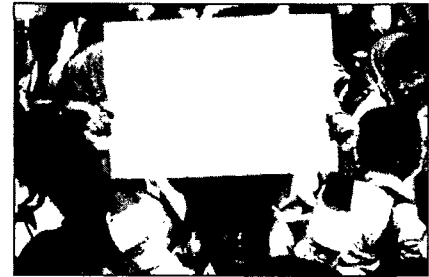
Le gouvernement autonome du Kurdistan s'est dit prêt jeudi à engager des discussions avec ses "amis turcs" au sujet du PKK, en ajoutant que les échanges avec la Turquie étaient essentiels au développement de l'économie régionale.

Les manifestants d'Arbil, parmi lesquels figuraient des écolières en tuniques noires et blanches, ont emprunté la rue principale pour gagner les locaux des Nations unies dans le faubourg d'An Kaouah.

"Nous ne garderons pas le silence. Nous résisterons aux Turcs", "Nous sommes dans le monde du dialogue, pas de la guerre", proclamaient leurs banderoles.

Dans la province kurde de Dahouk, environ 1.500 autres manifestants, pour la plupart des lycéens, se sont aussi rassemblés pour dénoncer le vote parlementaire turc.

Le Premier ministre turc Tayyip Erdogan a minimisé les perspectives d'attaque à bref délai. A Washington, le Pentagone a estimé que la Turquie n'était pas tentée par une intervention majeure.



Compass
INTERNATIONAL.COM

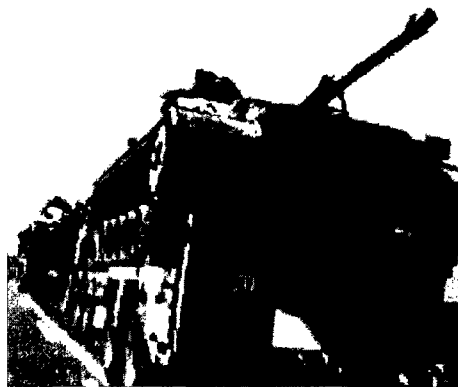
- 18 oct. 2007 -

MOYEN-ORIENT - La Turquie prête pour une offensive en Irak

Les parlementaires turcs ont autorisé, mercredi 17 octobre, l'armée à faire des incursions dans le Nord irakien contre les rebelles kurdes qui y sont retranchés. Pour le quotidien panarabe Al-Quds Al-Arabi, la question kurde est une aubaine pour Ankara, qui cherche à retrouver sa place de puissance régionale.

Quelle qu'en sera l'issue, c'est le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan qui sortira vainqueur de la crise entre la Turquie et le Kurdistan irakien. Quant aux perdants, ce seront sans conteste les Américains et leurs alliés irakiens, qu'ils soient arabes ou kurdes. Avant même d'avoir fait bouger un seul soldat, les Turcs ont déjà commencé à réaliser leur objectif qui est d'empêcher les rebelles kurdes du PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan] de lancer des attaques sur son territoire à partir du Nord irakien. Mais cette crise a surtout eu pour effet de créer une unité rarement atteinte en Turquie entre les institutions politiques et militaires, malgré les différences idéologiques considérables qui les opposent [le Parti pour la justice et le développement (AKP) au pouvoir est religieux et conservateur alors que l'armée est le grand défenseur de la laïcité].

Les Américains en revanche seront les grands perdants. Par leur politique irakienne à courte vue, ils n'ont pas seulement uni le peuple turc derrière leur gouvernement, mais ils ont aussi rapproché les meilleurs ennemis de la région, à savoir la Turquie sunnite et l'Iran chiite. Une situation impensable il y a quelques mois. Si ces deux pays devaient poursuivre leur rapprochement, cela constituerait un revers considérable pour les Américains et



leurs plans de frapper les installations nucléaires iraniennes.

Les marges de manœuvre sont réduites pour Washington. S'il s'oppose aux plans d'Ankara, il risque de provoquer la fin de son alliance avec ce gouvernement et de le faire basculer dans le camp antiméricain. S'il laisse faire, il risque de provoquer la fin de son alliance avec les Kurdes et d'apparaître comme faible aux yeux de tous les peuples de la région. Le plus

grand succès des dirigeants kurdes est d'avoir établi la stabilité et la sécurité dans leur région alors que le reste de l'Irak est plongé dans la violence et le chaos. Mais les Kurdes ont cru pouvoir se comporter comme s'ils étaient à la tête d'un Etat indépendant, hissant le drapeau kurde, abrogeant l'apprentissage de la langue arabe à l'école et - surtout - signant des contrats d'exploitation du pétrole sans même en référer au gouvernement central de Bagdad. Tout cela, la stabilité, le rêve d'indépendance et les signes croissants de souveraineté seront balayés par une invasion turque.

Dans sa gestion de la crise, Ankara a été bien avisé de progresser pas à pas est sans précipitation. Le gouvernement Erdogan a préparé le terrain de l'invasion sur le plan constitutionnel et a fait appel aux institutions démocratiques et au Parlement, tout en se réservant le droit d'agir à tout instant. Grâce à cette approche équilibrée, il a obtenu le soutien de ses deux principaux voisins que sont l'Iran et la Syrie, dont le président Bachar Al-Assad a exprimé son soutien à la Turquie. Un rapprochement stratégique qui laisse présager une alliance tripartite entre deux pays de l'"axe du mal", la Syrie et l'Iran, et un pôle régional important, la Turquie.

De leur côté, les Kurdes d'Irak se retrouvent dangereusement isolés. Face aux menaces turques, ils n'ont aucun recours. Le Premier ministre irakien Nouri Al-Maliki est peut-être le seul qui a cherché à les soutenir. Il a en effet appelé son homologue turc pour lui promettre de se charger lui-même d'éliminer les bases du PKK. Or Erdogan ne l'a probablement pas pris au sérieux, puisqu'il sait qu'il ne dispose ni

d'une armée, ni d'avions, ni de véritable pouvoir décisionnel en ce qui concerne le Kurdistan.

L'Union européenne a exacerbé le nationalisme turc en fermant à la Turquie la porte de l'adhésion pour des raisons de xénophobie religieuse. Et en agitant le dossier du massacre des Arméniens comme l'a fait récemment le Congrès américain,

l'Occident pousse Ankara à se tourner vers l'Orient et à renouer avec son passé d'empire islamique. La Turquie retrouve ainsi sa place de puissance régionale.

Abdelbari Atouan
Al-Quds Al-Arabi

7 SUB 7

18 octobre 2007

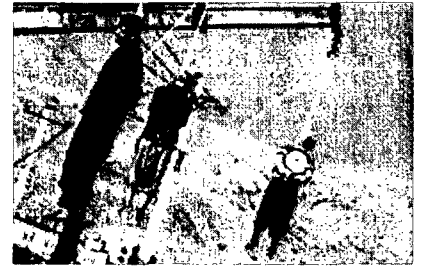
Neuf personnes pendues en Iran

Neuf personnes, dont une femme, reconnus coupables de meurtre, ont été pendus à la prison d'Evine à Téhéran mercredi matin, a rapporté jeudi le quotidien *Tehrhan Emrouz*.

Deux rebelles kurdes, membres du Parti démocrate du Kurdistan d'Iran (PDKI), ont également été pendus à Sanandaj (ouest) pour l'assassinat d'un membre des Gardiens de la révolution, a affirmé le parquet général de la province du Kurdistan cité par l'agence Isna. La femme, Fakhteh C., et les huit hommes avaient commis plusieurs meurtres, a indiqué le journal, ajoutant que certains d'entre-eux avaient

violé leur victime. Selon un communiqué du parquet, les deux Kurdes qui ont aussi été pendus avaient tué en décembre dernier Nasser Bighlari, membre des Gardiens de la révolution, l'armée idéologique du régime.

Le PDKI qui prône l'autonomie du Kurdistan iranien est interdit en Iran. La province du Kurdistan et les provinces voisines d'Azerbaïdjan occidentale et de Kermanshah où vivent des communautés kurdes sont depuis deux ans théâtre de troubles et d'actions armées de la part des rebelles kurdes. Ces pendaisons portent à quelque 220 le nombre d'exécutions cette



année, selon un décompte effectué à partir d'informations de presse et de témoignages. (afp)

LE DEVOIR

18 octobre 2007

Devant la menace turque - Le pouvoir kurde et Bagdad se divisent

Bagdad -- Les efforts de l'Irak pour apaiser les tensions à la frontière avec la Turquie ont fait apparaître hier les intérêts contradictoires qui animent Bagdad et le gouvernement du Kurdistan irakien.

Le premier ministre Nouri al-Maliki s'est engagé auprès d'Ankara à mettre un terme à la présence dans le nord de l'Irak des séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qu'il a qualifiés de «terroristes». Il a prôné une concertation urgente entre Bagdad et Ankara et annoncé l'envoi d'une délégation de haut niveau alors que le Parlement turc a voté une motion autorisant une intervention militaire contre le PKK en Irak.

Son porte-parole, Ali al-Dabbagh, a insisté dans un communiqué sur la prééminence de Bagdad, intimant à «tous les autres protagonistes de comprendre que l'autorité du gouvernement central s'impose dans la gestion de cette crise».

Mais des responsables kurdes irakiens ont mis en garde contre toute concession aux exigences d'Ankara. «Le gouvernement irakien a décidé de céder devant la Turquie», a commenté Mahmoud Othman, un parlementaire kurde. «Un dialogue entre la Turquie et l'Irak sans une représentation des Kurdes n'aboutira à aucun résultat parce que le problème se pose dans le cadre de la région.»

Une incursion serait «une violation de la souveraineté nationale qui détruirait la stabilité de la région», a indiqué Jamal Abdoullah, porte-parole du gouvernement kurde irakien.

Dans les faits, l'influence de Bagdad au Kurdistan est limitée: l'armée irakienne n'est pas déployée à la frontière avec la Turquie, ni même dans cette région, contrôlée par les combattants kurdes irakiens, les peshmergas.

Depuis qu'il a été placé sous protection des États-Unis, en 1991, après la guerre du Golfe, le Kurdistan a pris ses distances avec l'État central irakien.

Les Kurdes, qui représentent 20 % des 26 millions d'Irakiens, ont pris un rôle central dans les nouvelles institutions irakiennes: le président irakien, Jalal Talabani, est kurde tandis que le Parlement irakien compte 53 députés kurdes sur 275, qui soutiennent la majorité gouvernementale.

En même temps, le Kurdistan s'est doté d'un parlement, d'un gouvernement et d'un président, Massoud Barzani, chef traditionnel, héritier d'une famille emblématique de la lutte kurde contre Bagdad.

Ankara assure que le PKK profite de cette autonomie et accuse même les responsables kurdes de soutenir les agissements des rebelles. «Les éléments du PKK sont présents au Kurdistan», a reconnu le député Othman, ajoutant toutefois que «le gouvernement régional les empêchait de mener des opérations contre des cibles turques». «Le gouvernement du Kurdistan a proposé aux Turcs de passer une amnistie générale pour les combattants du PKK et de les autoriser à retourner en Turquie pour y exercer des activités politiques, mais ils ont refusé», a-t-il encore assuré.

Le président du Parlement régional kurde, Adnan al-Mufti, est allé plus loin dans sa défiance envers les Turcs et les a accusés de vouloir éliminer l'expérience du Kurdistan autonome.

EuroNews

17 octobre 2007

La Syrie soutient une éventuelle incursion turque en Irak

Son président Bachar al-Assad l'a annoncé lors d'une visite à Ankara où il a eu un entretien avec son homologue Abdullah Gül. Damas est la première capitale arabe à se prononcer en faveur des plans turcs d'intervenir militairement dans le nord de l'Irak pour lutter contre les rebelles du PKK.

"Nous appuyons les décisions qui sont à l'ordre du jour du gouvernement turc en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme et les activités terroristes. Nous voyons cela comme un droit légitime de la Turquie", estime le chef de l'Etat syrien.

Bachar al-Assad s'en est aussi pris aux forces étrangères en Irak notamment américaines, en les accusant d'avoir transformé ce pays en sanctuaire pour les rebelles armés.



Le Monde

17 octobre 2007

La Turquie aurait déjà quatre bases au Kurdistan irakien, selon un responsable de la région

Lors que le Parlement turc pourrait donner son feu vert, mercredi 17 octobre, à une incursion militaire dans le nord de l'Irak pour éliminer des rebelles kurdes turcs du PKK, des sources kurdes affirment que des centaines de soldats turcs sont déjà présents dans quatre bases dans cette région, le Kurdistan irakien.

Selon un responsable du gouvernement régional kurde irakien, répondant à l'AFP sous le

couvert de l'anonymat, ces quatre unités turques seraient installées depuis 1997 en Irak, à l'est de la ville frontalière de Zakho, dans le cadre d'un accord avec le parti d'un des chefs traditionnels du Kurdistan irakien, Massoud Barzani. A l'époque, les troupes turques avaient apporté leur soutien à son parti, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) contre les combattants de l'autre grande formation kurde irakienne, l'Union patriotique du Kurdis-

tan (UPK) de Jalal Talabani. Aujourd'hui, M. Barzani est président de la région autonome kurde, et M. Talabani est président de la République d'Irak.

Selon le gouvernement turc, des milliers de rebelles du Parti des travailleurs kurdes (PKK), tolérés ou soutenus par les Kurdes d'Irak, utilisent le Kurdistan irakien comme base arrière pour lancer leurs opérations. Ankara menace d'intervenir militairement dans cette région

pour mettre fin aux "attaques terroristes" menées par ces rebelles : les 7 et 8 octobre, quatorze soldats turcs ont été tués dans le sud-est de l'Anatolie. Mais Washington et Bagdad lui ont demandé, lundi 15 octobre, de faire preuve de "retenue". La Maison Blanche a appelé Ankara à "se garder de toute action déstabilisatrice" (avec AFP)

LesEchos

Accès de fièvre turque

LA CHRONIQUE DE FAVILLA 18/octobre/07

La question kurde revient sur le devant de la scène. Lors du dernier week-end, l'artillerie turque a bombardé quelques bases de « rebelles » kurdes en territoire irakien. La secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, a aussitôt pressé Ankara de calmer le jeu. Cela pourrait ressembler à une ritournelle usée, mais, dans cette région, les crises anciennes sont capables de rajeunir brutalement.

Depuis les traités de Versailles et de Sévres qui ont mis fin à la Première Guerre mondiale et démembré l'Empire ottoman, la population kurde se trouve dispersée principalement entre trois pays frontaliers, la Turquie, l'Irak et l'Iran, sans compter les colonies résiduelles dans les républiques caucasiennes ex-soviétiques de Géorgie, d'Arménie et d'Ossétie du Sud. La revendication nationaliste kurde s'est depuis lors manifestée par vagues intermittentes, provoquant parfois des épisodes d'extrême violence dont le dernier s'étend du milieu des années 1980 à 1999, date de l'arrestation du

leader autonomiste Abdullah Öcalan et de l'annonce par son mouvement, le PKK, de la fin de la lutte armée. Cette dernière crise a causé la mort de 35.000 personnes civiles et militaires, détruit 3.000 villages des régions de l'est du pays et provoqué le déplacement forcé de plus de 3 millions de personnes. Ces chiffres montrent combien, lorsque la question kurde dégénère, on entre dans des processus de véritable guerre civile.

Aujourd'hui, deux éléments contribuent à alimenter à nouveau la fièvre. D'abord, bien sûr, l'évolution de la situation en Irak. On sait que le processus institutionnel qui est censé mettre un jour un terme à la présence américaine, prévoit une organisation fédérale du pays qui laisserait une large autonomie au Kurdistan irakien. Des luttes d'influence très vives se développent au sein des diverses composantes kurdes pour le contrôle de cette région et de ses richesses pétrolières. Parmi ces influences, il faut compter celle de la Russie qui, dans la tradition

soviétique, avance tous les pions susceptibles de gêner la Turquie en sa qualité d'alliée des Etats-Unis. Il faut compter aussi sur l'Iran chiite, pour qui la carte kurde peut faire coup double : d'une part, affaiblir la Turquie sunnite, d'autre part, faire exploser l'Irak et faciliter la mainmise sur sa partie chiite, elle aussi gorgée de pétrole.

Le second facteur essentiel d'inquiétude est interne à la Turquie. Il s'agit des nouvelles tensions entre le pouvoir islamiste et l'armée. Bien que cet islamisme soit modéré et, jusqu'à preuve du contraire eurocompatible, l'armée héritière d'Atatürk et de la révolution laïque, est très chatouilleuse sur le respect des principes. L'élection récente d'un islamiste à la présidence de la République l'a mise en état d'alerte idéologique et les coups de canon de ce week-end pourraient bien être destinés à être entendus autant du gouvernement d'Ankara que des irrédentistes kurdes.

LA PRESSE La Turquie au bord du bourbier irakien

Jooneed Khan - La Presse (Canada) - 18 oct 2007

Ankara a obtenu hier le feu vert du Parlement turc pour lancer des raids contre les bases de séparatistes kurdes de Turquie dans le nord de l'Irak.

Mais le premier ministre Tayyip Erdogan a indiqué avant le vote que l'option ne serait pas utilisée immédiatement. Il a averti que son pays ne tolérerait pas «les pertes de temps», mais il s'est dit prêt à dialoguer avec Bagdad. Seuls les 19 élus du parti pro-kurde DTP (Parti pour une société démocratique) ont voté contre la motion, approuvée par 507 autres députés.

Une invasion turque de l'Irak aggraverait de façon dramatique le chaos dans ce pays. Les Kurdes d'Irak, alliés des Etats-Unis depuis 1991, s'insurgent

contre l'idée que la Turquie, membre de l'OTAN, veuille déstabiliser leur jeune autonomie, chèrement acquise. Mais une telle action ne mènera pas à l'objectif annoncé des Turcs: éradiquer les bases du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan), où seraient basés 3500 combattants. Ankara accuse le Kurdistan irakien de soutenir et d'armer le PKK pour sa guérilla en sol turc.

35 000 à 50 000 morts

Selon le Kurdistan irakien, l'armée turque est installée en Irak depuis 1997, avec quatre

bases et des centaines de soldats à l'est de la ville de Zakho. D'inspiration marxiste, le PKK est né dans les années 70. Il a pris les armes en 1984 pour un Etat kurde dans le sud-est de la Turquie, qui compte 15 millions de Kurdes sur 70 millions d'habitants. Il a été classé «groupe terroriste» par les pays occidentaux.

Des régimes militaires et civils, laïques et islamistes, se sont succédés à Ankara et tous ont cherché à l'éradiquer. La guerre a fait entre 35 000 et 50 000 morts, selon les sources. Une stratégie de «terre

brûlée» et de «grands barrages» a forcé les villageois vers les bidonvilles d'Istanbul. Abdullah Öcalan, chef du PKK, a été arrêté en 1999.

Gelée dans le dogme kémaliste d'Atatürk, la Turquie ne reconnaît pas l'identité et la langue kurdes - comme elle nie le génocide des Arméniens. Même des partis modérés ont été réprimés et leurs leaders incarcérés, comme Leyla Zana, première femme kurde élue députée à Ankara. Mais les Kurdes de Turquie ne désarment pas. La création de l'Etat autonome kurde en Irak, avec

des visées sur la ville de Mossoul et le pétrole de Kirkouk, et l'élection du Kurde Jalal Talabani à la présidence de l'Irak les ont enhardis - et alarmés Ankara.

Les Kurdes sont 30 millions, séparés entre la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie. Après la Première Guerre mondiale, le traité de Sèvres a envisagé en 1920 un État kurde. Mais en 1923, le traité de Lausanne a

oublié le projet.

L'Iran collabore ainsi avec la Turquie pour réprimer les Kurdes, deuxième groupe ethnique en Iran. La Syrie soutient une éventuelle incursion turque en Irak. «C'est son droit légitime», a dit le président Bachar al-Assad, hier à Ankara. Le premier ministre irakien Nouri al-Maliki a téléphoné à son homologue turc pour dire qu'il était «déterminé à mettre fin à

l'existence du PKK en Irak».

Mais Maliki ne peut même pas contrôler Bagdad ni les 70 000 peshmergas du Kurdistan irakien. Le président Talabani a fait appel à «la sagesse» d'Erdogan pour que la Turquie ne tombe pas dans le borbier irakien. L'envoi de troupes «n'est pas le meilleur moyen de faire face au problème», a dit le président états-unien George W. Bush. José Manuel

Barroso, de la Commission européenne, a demandé à la Turquie de rechercher le dialogue.

Après 23 années de «sale guerre», la Turquie est-elle prête au dialogue avec ses Kurdes, un dialogue qu'Ocalan propose en vain depuis son arrestation? Le PKK dit maintenant avoir renvoyé ses combattants d'Irak en Turquie.

(24)heures

19 OCT 2007

Les kurdes d'Irak déterminés à se défendre en cas d'attaque

Les autorités du Kurdistan d'Irak ont affirmé vendredi leur détermination à combattre toute attaque contre leur territoire, où la Turquie pourrait lancer une incursion pour mater les rebelles turcs.

ERBIL (IRAK), 19 OCT 2007 (AFP)

Cette mise en garde de la présidence de la région autonome kurde intervient également alors que le secrétaire américain à la Défense Robert Gates a suggéré que les forces américaines et irakiennes pourraient agir contre les rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK) présents au Kurdistan (nord).

"Nous annonçons à tous les protagonistes que s'ils attaquent la région, sous un prétexte quelconque, nous sommes totalement déterminés à défendre notre expérience démocratique, la dignité de notre peuple et l'intégrité de notre territoire", a indiqué le bureau du président de la région autonome du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, dans un communiqué.

Il s'agit de la première réaction de la présidence kurde depuis le début de la crise et après que le Parlement turc a donné mercredi l'autorisation à l'armée d'intervenir dans le Kurdistan irakien contre le PKK qui a déclenché en 1984 une lutte armée indépendantiste en Turquie (37.000 morts).

Les Etats-Unis, qui déploient plus de 150.000 soldats en Irak, ont mis leur allié turc en garde contre toute initiative de nature militaire qui pourrait avoir des conséquences négatives sur la seule région d'Irak -le Kurdistan- où une mesure de stabilité et de sécurité est assurée.

Et le président américain George W. Bush s'est dit fermement opposé à une éventuelle incursion turque.

Le gouvernement central de Bagdad dirigé par Nouri al-Maliki, qui a très peu d'influence sur la



situation au Kurdistan et n'y a pas de forces militaires, a assuré que son objectif était d'éliminer la présence dans cette région du PKK, qu'il qualifie d'organisation "terroriste".

Mais, pour le bureau de M. Barzani, "l'expérience des dernières années démontre que cette crise ne doit pas être résolue dans la violence".

La veille déjà, le gouvernement autonome du Kurdistan avait exhorté la Turquie à négocier directement avec lui pour résoudre la question du PKK, au moment où des milliers de manifestants dénonçaient à Erbil, la capitale du Kurdistan, les projets d'intervention d'Ankara.

Cependant le vice-Premier ministre turc Cemil Çiçek, dans un entretien publié vendredi, a rejeté l'appel aux entretiens directs avec les kurdes irakiens. "Le nord de l'Irak fait partie de l'Irak et les kurdes irakiens doivent passer par leur propre administration à Bagdad pour nous parler".

"Nous sommes étonnés de la tension qui a augmenté ces derniers jours, et de la décision de la Turquie de pénétrer au Kurdistan sous prétexte de frapper le PKK", a souligné encore la présidence kurde. "Le Kurdistan n'est pas responsable pour la guerre entre la Turquie et le PKK".

Elle a également démenti les accusations d'Ankara selon lesquelles les Kurdes d'Irak apportent un appui logistique et militaire aux rebelles du PKK, dont le nombre est estimé à 3.500.

Jeudi, le secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, a souhaité des "mesures décisives" pour empêcher l'utilisation du territoire irakien par des rebelles turcs, appelant à éviter "toute escalade des tensions".

De son côté, le Conseil suprême des partis kurdes, une alliance de l'ensemble des formations politiques de la région, a appelé le PKK à "ne pas provoquer de tensions".

Ankara affirme ne pas avoir d'autre option que d'intervenir militairement dès lors que ni Washington ni Bagdad n'agissent contre le PKK, une organisation considérée comme terroriste par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne.

Depuis qu'il a été placé sous protection des Etats-Unis en 1991 après la guerre du Golfe, le Kurdistan, qui a son propre gouvernement et parlement, a pris ses distances avec l'Etat central irakien. Sa sécurité est assurée par les combattants kurdes irakiens, les peshmergas.

Kurdes: Bachar al-Assad "a dépassé toutes les lignes" rouges (Talabani)

AFP

AFP 20 octobre 2007

Le président irakien Jalal Talabani a dénoncé le soutien de son homologue syrien Bachar al-Assad à une éventuelle intervention de l'armée turque en Irak contre les positions des rebelles kurdes, estimant qu'il "avait dépassé toutes les lignes" rouges, rapporte samedi un quotidien saoudien.

"Les propos du président Assad sont dangereux et contraires à l'esprit de solidarité arabe (...). D'habitude, je m'abstenais de commenter les posi-

tions de la Syrie pour sauvegarder nos relations historiques, mais cette fois, je n'ai pas pu supporter ce dépassement dangereux de toutes les lignes" rouges, a déclaré M. Talabani, lui-même kurde, dans une interview au quotidien al-Sharq al-Awsat.

Mercredi, le président syrien en visite à Ankara avait affirmé soutenir une éventuelle intervention de l'armée turque en Irak contre les positions des

rebelle du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), jugeant qu'une telle opération découlerait d'un "droit légitime" de la Turquie.

"Comment le président d'un pays arabe peut-il soutenir une intervention militaire contre la république irakienne? C'est une affaire grave qui nuit aux relations entre les deux pays", a dit M. Talabani.

"Le président syrien aurait dû dire ce que les Américains et les Européens ont dit, à savoir préférer une solution politique, même s'il comprend la position turque", a-t-il ajouté.

"Pourtant, je me suis personnellement rendu en visite en Syrie (...) et nous avons des commissions conjointes qui travaillent sur des projets réels. Vraiment, je suis étonné de cette position inamicale de la part de la Syrie", a-t-il ajouté.

Lors de sa visite en Turquie, le président Assad avait été le premier diri-

geant arabe à se prononcer en faveur du projet d'intervention militaire turque dans le nord de l'Irak pour "nettoyer" les bases des séparatistes du PKK.

"Nous soutenons les décisions qui sont à l'ordre du jour du gouvernement turc en ce qui concerne la lutte contre le terrorisme et les activités terroristes", avait-il dit lors d'une conférence de presse avec son homologue turc Abdullah Gül.

Vendredi, il avait nuancé ses propos, précisant au journal turc Radikal que le problème n'avait pas de solution purement militaire. "Il ne peut y avoir de résultat sans le soutien d'efforts politiques", a-t-il dit.

M. Talabani avait effectué en janvier dernier une visite d'une semaine en Syrie, la première d'un président irakien dans ce pays depuis près de trois décennies.

L'Orient 22 octobre 2007 | Beyrouth
LE JOUR

La solution à la question kurde doit nécessairement être politique et non militaire

Pour Kendal Nezan, président de l'Institut kurde de Paris, seule la démocratisation de la région entraînera une reconnaissance des diversités culturelles

Alors que la tension monte au Kurdistan irakien où les troupes turques menacent d'intervenir pour sévir contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste), le président de l'Institut kurde de Paris, Kendal Nezan, estime que la solution au problème kurde doit nécessairement être politique et non militaire.

une série de conflits qui continuent d'ensanglanter la région ».

Concernant « la grave injustice commise à l'égard des Kurdes qui dure depuis très longtemps », M. Nezan énumère les différentes répressions subies par ce peuple en Iran, en Irak et en Syrie et non seulement en Turquie où il y a eu près d'une trentaine d'insurrections kurdes.

« Il n'y a pas de solution militaire à la question kurde en Turquie parce qu'il s'agit d'un problème éminemment politique. Elle concerne une population de 15 à 18 millions de personnes d'après les estimations de la Commission européenne », affirme de prime abord Kendal Nezan. « Les Kurdes demandent la reconnaissance de leur identité, des écoles et des médias dans leur langue », explique le responsable de cette fondation reconnue d'utilité publique en France. « Ce sont donc des questions qui doivent être traitées d'une manière politique », poursuit-il. « Depuis 1984, la Turquie a mené une vingtaine d'incursions dans le Kurdistan irakien sans jamais aboutir à des résultats. Les dirigeants turcs sont conscients de cette situation, mais ils sont dans une impasse idéologique qui ne leur permet pas de remettre en cause un nationalisme qui ne reconnaît pas l'existence des Kurdes », précise M. Nezan.

Il ajoute que « la raison voudrait qu'il y ait une solution globale dans une conférence régionale qui regroupe tous les États impliqués (la Turquie, l'Irak, l'Iran et la Syrie), sans modifier nécessairement les frontières de ces pays, mais pour apporter une reconnaissance du peuple kurde, de son identité et de sa culture. Malheureusement, ce n'est pas la raison qui domine dans la région. Ce sont surtout les idéologies des années 20 et 30 comme le nationalisme turc ou le baasisme en Syrie et jusqu'à récemment en Irak ainsi qu'une version très intégriste de l'islam en Iran ». Voulant rester réaliste, M. Nezan affirme néanmoins : « En attendant que les esprits évoluent, je pense que la lutte actuelle menée par les Kurdes vise à garantir la survie de leur peuple en passant par des solutions d'autonomie à l'intérieur des États existants », comme c'est le cas actuellement en Irak où le Kurdistan est une région reconnue par la Constitution irakienne et la langue kurde est une langue officielle à côté de la langue arabe. « Il s'agit donc d'une solution de compromis raisonnable pour le règlement du problème kurde dans la région », estime-t-il.

Selon lui, « la question kurde est l'une des questions principales de la région » du Proche-Orient. En effet, « la carte de la région a été dessinée après la Première Guerre mondiale sans que les populations concernées soient consultées, sans tenir compte de leurs aspirations, ce qui est à la base de toute



À la question de savoir si l'autonomie du Kurdistan irakien ne constituerait pas une menace en termes de partition de la région, Kendal Nezan affirme que « les Kurdes irakiens ne sont pas pour la dislocation de l'Irak. Ils préfèrent un État fédéral avec l'autonomie de la région kurde. Il appartiendrait toutefois aux sunnites et aux chiites de savoir combien de régions fédérées ils veulent à l'intérieur de l'Irak ou bien s'ils veulent vivre tous ensemble ».

M. Nezan dénonce par ailleurs l'attitude d'Ankara qui est opposé à l'indépendance de millions de Kurdes alors que la Turquie demande un État indépendant pour les quelque 150 000 Turcs de Chypre. Le président de l'Institut kurde de Paris reste toutefois optimiste puisque « le vent de la démocratisation qui souffle sur beaucoup de régions du monde ne peut pas épargner indéfiniment le Proche-Orient. Un jour ou l'autre, ces régimes vont se démocratiser, et à l'intérieur d'une démocratie il y aurait sûrement une reconnaissance de la diversité culturelle dont notamment celle des Kurdes ».

La France confirme son retour en Irak et ouvre un bureau consulaire au Kurdistan

EN VISITE à Paris, mercredi 17 octobre, le président irakien Jalal Talabani a reçu de la France des promesses d'aides et les assurances d'une « amitié retrouvée ». Après le voyage du ministre français des affaires étrangères Bernard Kouchner, à Bagdad, au mois d'août, c'est au tour de Nicolas Sarkozy de confirmer à M. Talabani le retour de la France sur la scène irakienne.

La France aidera l'Irak qu'elle souhaite « fort, uni, démocratique et réconcilié avec lui-même », notamment par la formation de forces de sécurité et d'une aide en matière de santé. De son côté, M. Kouchner a assuré qu'il participerait à la conférence ministérielle des voisins de l'Irak, qui doit se tenir à Istanbul les 2 et 3 novembre, et à laquelle devraient assister, entre autres, l'Iran et la Syrie. Le ministre français a également annoncé son intention de repartir « bientôt » pour l'Irak.

Les preuves concrètes de cette nouvelle politique française concernent pour le moment surtout la région autonome du Kurdistan d'Irak. M. Sarkozy a en effet promis l'ouverture, début

2008, à Erbil, d'un « bureau délocalisé d'ambassade », selon la dénomination officielle employée au Quai d'Orsay. Mais qui a vocation, selon les diplomates kurdes, de devenir rapidement un consulat.

Déjà promis, en novembre 2006, lors de la précédente visite de M. Talabani en France par le président Jacques Chirac, ce projet était resté lettre morte. Cette fois-ci, le processus est en cours. C'est François Tissot qui aura la responsabilité de ce poste. Ancien « french doctor », très proche de Bernard Kouchner, il avait notamment été chargé d'organiser, en 1989, l'évacuation en France des réfugiés kurdes fuyant l'Irak de Saddam Hussein. Au sein de la cellule d'aide humanitaire d'urgence du Quai d'Orsay, il avait plus tard épaulé M. Kouchner dans ses missions au Kosovo et en Somalie.

En ouvrant un bureau consulaire à Erbil, la France rejoint ainsi les pays – Etats-Unis, Grande-Bretagne, Allemagne ou encore Corée du Sud –, qui ont une présence officielle au Kurdistan irakien. « Pour la première fois depuis

longtemps, tout va bien entre nous et la France, se réjouit Seywan Barzani, représentant du gouvernement régional kurde à Paris. Voilà plus de quatre ans que nous ne battons pour obtenir ce consulat ».

Outre le retour symbolique de la France dans leur région, les Kurdes espèrent que cela encouragera d'autres pays européens à suivre l'exemple. Il espère aussi que cela attirera les investissements. M. Sarkozy a promis, mercredi, d'adresser un message en ce sens aux entreprises françaises. Dans ce domaine, le Kurdistan irakien a déjà enregistré des résultats concrets avec, notamment la signature d'un contrat important, le 2 octobre, avec la société pétrolière franco-britannique Perenco.

Sur le plan politique, toute présence européenne et occidentale permet au Kurdistan de consolider son statut de région autonome, dans un contexte particulièrement tendu avec la Turquie, mais aussi avec l'Iran. Malgré les menaces d'une intervention turque sur ses frontières, M. Talabani a souhaité, à Paris, minimiser la crise actuelle avec Ankara. ■

CÉCILE HENNON

En Turquie, le Téléthon des « martyrs » tués par les séparatistes kurdes rapporte gros

Le compteur tourne à plein régime. En une semaine, 830 000 donateurs ont mis la main à la poche. La collecte nationale intitulée « Soutenons les héros de la lutte antiterroriste », lancée samedi 13 octobre, a déjà rapporté plus de 80 millions de nouvelles livres turques (environ 45 millions d'euros).

Un élan compassionnel sans précédent, signe que la Turquie fait front derrière ses « martyrs », les soldats envoyés dans les montagnes du sud-est et tués par les séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). La mort de quinze d'entre eux, début octobre, a déclenché une vague d'émotion et de colère dans un pays déjà marqué par vingt ans de violence et d'affrontements entre l'armée et les rebelles kurdes.

C'est Fatih Terim, l'entraîneur de l'équipe nationale de football, patriote et fort en gueule, qui a eu l'idée de cette campagne de dons pour les « martyrs de la terre ». Après avoir fait faire le salut militaire à ses onze joueurs pendant l'hymne national, samedi 13 octobre, en ouverture d'un match contre la Moldavie, il a lancé le mouvement.

Les clips appelant les Turcs à participer à l'effort de solidarité avec les familles de soldats tombés au champ d'honneur ont inondé les écrans. Standards téléphoniques saturés, des dizaines de milliers de SMS à 5 YTL (3 euros) envoyés depuis les téléphones portables... Au bout de vingt-quatre heures, 40 millions de YTL avaient garni les caisses. Les grands patrons ont sorti leurs chéquiers. Et la fille du président Abdullah Gül, Kübra, a offert 115 000 euros de bijoux, une partie des cadeaux reçus lors de son somptueux mariage, à Istanbul, le week-end dernier.

Dimanche soir, la campagne a reçu un autre soutien de poids au cours d'un débat télévisé sur la chaîne nationaliste Haber Türk. Le général Yasar Büyükanit, chef d'état-major des armées, a appelé en direct pour remercier les foyers turcs de leur réaction « extraordinaire ».

« Ce n'est pas une surprise pour moi, a commenté le général, fervent partisan d'une intervention de ses troupes en Irak contre les bases du PKK. Cette

armée est l'armée de la nation. Ces soldats sont les soldats de la nation. Le sang qui est versé est le sang de notre nation (...). Aucune puissance ne peut diviser notre nation. Nous devrions montrer notre confiance à tout le monde, dans le pays et en dehors. »

Argent reversé aux militaires

L'argent de la nation est reversé à l'état-major qui l'attribuera à sa fondation caritative, a précisé Fatih Terim. La fondation Mehmetçik, directement contrôlée par les militaires, en est le bénéficiaire. Cette caisse vient en aide aux familles des « gazi », les héros de guerre, et des « sehit », les martyrs. Un effet de manche pour certaines associations de familles de victimes.

« Cet argent servira à acheter de l'équipement militaire, à soigner les anciens combattants et peut-être à aider certaines des familles de martyrs », a déploré Mehmet Güner, président d'une structure d'aide aux familles de soldats.

« La plupart de ceux qui donnent leur vie pour ce pays viennent de régions pauvres. Et quand on demande de l'aide pour leurs proches, on nous traite comme des mendiants », conclut-il. ■

GUILLAUME PERRIER
(ISTANBUL, CORRESPONDANCE)

Briefing Turkey and America

The
Economist

October 20th 2007



Unearthing the past, endangering the future

ANKARA, WASHINGTON, DC, AND YEREVAN

Turkey votes to invade northern Iraq; Congress considers the Armenian genocide. The two are dangerously connected

STANDING before a blurred photograph of a ditch full of emaciated corpses, an elderly woman begins to cry. "The Turks are butchers," hisses another. These women are among thousands of diaspora Armenians who travel from all corners of the globe to pay tribute to their dead at the genocide memorial in Yerevan. "Our objective is not to attack this or that country," explains a grim-faced guide. "It is to ensure recognition of the first genocide of the 20th century, that of 1.5m Armenians by the Turks."

For decades, Armenians round the world have lobbied for explicit official recognition of their point of view. Over the years, Armenian groups in America (where perhaps 400,000 people have Armenian ancestry) have persuaded 40 out of 50 states to recognise the genocide. They seemed poised to snatch their biggest trophy yet when the Foreign Affairs Committee of America's Democrat-controlled House of Representatives passed a bill on October 10th stating that "the Armenian

genocide was conceived and carried out by the Ottoman empire from 1915 to 1923." But this was overshadowed, on October 17th, by another, related, vote: the Turkish parliament's decision to allow the government to clobber guerrillas of the home-grown Kurdistan Workers' Party (PKK) in their haven in northern Iraq.

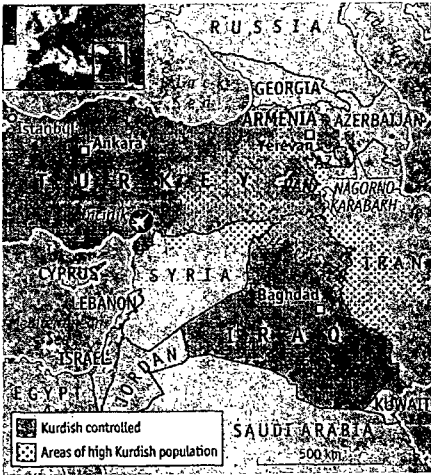
For, even as Congress has been considering a war that is almost a century old, America's present war in Iraq has made Turkey newly vulnerable to Kurdish attacks. The de facto autonomy enjoyed by Iraqi Kurds has encouraged the PKK. Many PKK guerrillas are now attacking the Turks from bases in Iraq. As many as 20 Turkish soldiers have died in clashes with the PKK in the past two weeks alone. The Turks have held back from retaliation, largely because they hoped that America would deal with the PKK itself. Its failure to do so, mainly because it fears upsetting its Iraqi Kurdish allies, is the biggest cause of rampant anti-American feeling in Turkey, which has been strengthening for some

time (see chart on next page). So although President George Bush warned Turkey, just before its parliamentary vote, that it was not in its interests to send troops into Iraq, the Turks ignored him. "The genocide resolution poured more oil on to the flames at the worst possible time," observes Taha Ozhan of the SETA think-tank in Ankara.

Echoes of the Ottomans

The raw facts of the Armenian tragedy are not disputed. In 1915 many hundreds of thousands of Armenian civilians were deported to the deserts of Syria and Iraq. They were more than likely to die on the journey from starvation, exhaustion and attacks by robbers or irregular fighters. Their deportation, in the view of most Western historians, fits the United Nations' 1948 definition of genocide: an action intended "to destroy in whole, or in part, a national, ethnic, racial or religious group". That conclusion is based in part on the testimony of Christian missionaries and Western diplomats, who observed at close hand the atrocities inflicted on the Armenians and concluded that this was not just brutal deportation, but a policy of extermination.

Turkey admits that several hundred thousand Armenians did die, but says this was not because of any centrally organised campaign to wipe them out. The deaths, it says, were a result of the chaos convulsing the Ottoman empire in its final ▶



days—a collapse accelerated by the treachery of its Armenian subjects, who had sided with invading Russian and French forces. In short, the tragedy was war, not genocide. This is the version taught to Turkish schoolchildren, who are also told that many more Turks were killed by Armenians than vice versa. Turks remember, too, that in the 1970s some 47 of their countrymen, many of them diplomats, were killed by Armenian militants.

Genocide is a tricky subject in Washington. Six weeks after the Rwandan genocide began in 1994, when 500,000 people had already been murdered for belonging to the wrong tribe, the American government still hesitated to call it what it was. The trouble with calling genocide “genocide” while the blood is still spilling is that, under the terms of a UN convention, one is obliged to do something to stop it.

The Armenian killings incur no such awkwardness. Obviously, Congress cannot do much about a massacre that happened nearly a century ago. But that does not mean that its words carry no cost. Being branded as the precursors of Hitler “is a very injurious move to the psyche of the Turkish people,” said Turkey’s ambassador to Washington, before he was withdrawn for “consultations”. And plenty of Americans who dismiss the Turkish account as whitewash nonetheless think that their lawmakers are fools for saying so aloud.

Turkey is a key ally in a region where America has too few. Three-quarters of the air cargo heading into Iraq passes through Incirlik air base there. American planes fly freely through Turkish air space en route to Iraq and Afghanistan, and the American navy uses Turkish ports. Turkey provides Iraq with electricity and allows trucks laden with fuel to cross its border into Iraq. But if American politicians persist in dishing out what Turks perceive as a grave insult, it will make it harder for the Turkish government to continue co-operating so closely with America.

That is why Mr Bush urged Congress to ditch the bill. Eight former secretaries of

state, from both parties, urged the same. The current secretary of state, Condoleezza Rice, called Turkey’s foreign minister, prime minister and president to mollify them. She also dispatched two able lieutenants to Turkey. She tried to reassure Ankara that “the American people don’t feel that the current Turkish government is the Ottoman empire”. Jane Harman, a Democrat who had originally co-sponsored the House resolution, has now withdrawn her support, noting that the House had already passed similar resolutions in 1975 and 1984, and that doing so again would “isolate and embarrass a courageous and moderate Islamic government in perhaps the most volatile region in the world.” Without, she might have added, saving a single Armenian.

Foreign-policy experts, too, are aghast. Steven Cook of the Council on Foreign Relations, a think-tank, laments the cavalier way Nancy Pelosi, the speaker of the House, and her Democratic cohorts are treating relations with a crucial ally. Anthony Cordesman of the Centre for Strategic and International Studies frets that the bill will create “yet another pointless source of anger” against America in the Middle East. The White House has promised to do all it can to prevent the full House from voting on the resolution—though Ms Pelosi, whose Californian constituents include many rich Armenians, has promised that the measure will reach the House floor by mid-November.

Meanwhile, the Turkish government has racked up its lobbying in Washington by several degrees. If the resolution passes the full House, it has hinted, use of the Incirlik base may be denied. “Unfortunately, some politicians in the United States have made an attempt to sacrifice big issues for minor political games,” said Turkey’s newly elected president, Abdullah Gul. The hawkish army chief, General Yasar Buyukanit, gave warning that if the House bill went through, “our military relations with the US will never be the same again.”

By October 17th, both Republican and Democratic congressmen were beginning to back away from the resolution. Around

a dozen of them withdrew their support, and its chances of passage looked much dimmer than before. “This vote”, said the head of the Democratic caucus, “came face to face with the reality on the ground.” But the damage, it could be argued, had already been done.

The Kurdish provocation

Turkey is now seething with conspiracy theories about American and assorted Western ne’er-do-wells wanting to weaken and divide the country, as they did when the empire collapsed. Kurds and Armenians are connected in villainy. At the recent funeral of a Turkish soldier killed by the PKK, a state-appointed imam declared to mourners that “the Armenian bastards” were “responsible” for his death.

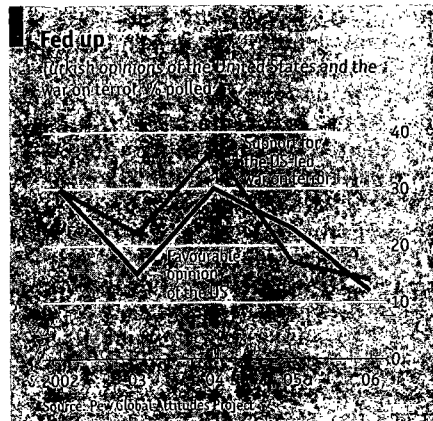
All this has intensified the pressure on the mildly Islamist prime minister, Recep Tayyip Erdogan, to wade into northern Iraq soon. Threats of a Turkish invasion have helped to push world oil prices to new highs. Meanwhile the PKK, in a statement, said its fighters would defend the Kurds and their interests to “the last drop of blood”.

Yet despite the chest-thumping, Turkish officials privately concede that a large-scale cross-border operation is a rotten idea. Turkish soldiers run the risk of getting bogged down, much as the Israelis did in Lebanon. And as Mr Erdogan himself acknowledged last week, in a recent interview with the CNN news channel, “We staged 24 such operations in the past and can we say we achieved anything? Not really.” In reality, a Turkish incursion would probably win the PKK fresh recruits while driving an even bigger wedge between Turkey and America. It would also provide ammunition for countries, such as France and Austria, which argue that Turkey should be given “privileged partnership” of the European Union rather than full membership.

And there lies another source of sourness. Disillusionment with the EU is reflected in polls that show support for membership among Turks is slipping from a high of 74% in 2002 to under 50% this year. Waning EU influence may, in turn, leave Turkey feeling less constrained about plotting mischief inside Iraq.

“If Turkey goes in [to Iraq] it will become isolated, authoritarian, a very nasty place,” says Soli Ozel, a political scientist at Istanbul’s Bilgi University. Like many fellow liberals, he blames the current mess as much on EU dithering as on Mr Erdogan and his ruling Justice and Development (AK) Party. Riding on a wave of sweeping reforms and economic recovery, the AK romped back to solo rule in the July elections with a bigger share of the vote.

AK should have used this mandate to tackle Turkey’s most urgent problems. It might have begun with Armenia, by con-



▶ sidering America's plea to open its borders with it. These were sealed in 1993 after the tiny landlocked state, once part of the Soviet Union, invaded a chunk of ethnically Turkic Azerbaijan in a vicious conflict over the enclave of Nagorno-Karabakh.

Over the past few months the Americans have been working on a proposal calling for Turkey to establish formal ties with Armenia and to end its blockade. In return, Armenia would recognise its existing border with Turkey and publicly disavow any territorial claims, including the claim to Mount Ararat, its national symbol. A deal of that sort might have helped the Bush administration head off the genocide resolution, and could possibly have squashed it for good.

Drinking in Yerevan

A recent poll conducted by the International Republican Institute, a pro-democracy pressure group, suggests that the people of Armenia—unlike their brothers and sisters in the diaspora—may be ready for change. Only 3% of respondents said that recognition of the genocide was their first priority. A mere 4% listed it at all. For many, finding a job is their chief worry.

Meanwhile, Turkey has looked the other way as thousands of illegal Armenian migrants have sought work in Istanbul, the former Ottoman capital. Mutual suspicions are beginning to fade as these newcomers are recruited by Turks to care for babies and ageing parents. Armenian tourists, too, braving accusations of treachery back home, have been heading by the thousands to Turkey's Mediterranean resorts. "Until I met a real Turk, I rather feared them," confesses Tevan Poghossian, an Armenian pundit, who runs projects to promote Turkish-Armenian dialogue. "Now I go out drinking with them in Yerevan."

The few Turks who travel the other way can discover that they have more in common with their Armenian neighbours than they suppose. A visit to the open-air vegetable market in Yerevan reveals that many of the words for vegetables are the same (and so, too, are some of the swear-words). As often as not, Turks who identify themselves are greeted with a big smile and even with a discount. And a simple apology for the events of 1915, without mention of the G-word, can melt the ice.

In a gesture of goodwill, Turkey this year restored a much-prized Armenian church in the eastern province of Van. Armenian officials were among those invited to attend its opening—albeit as a museum—in March. And a growing number of Turks, secure in the knowledge that Atatürk, the revered founder of modern Turkey, had no hand in the killings, are beginning to question the fate of the Ottoman Armenians. A few intrepid souls such as Taner Akcam, a historian, have even dared to call it a genocide.

Despite this burgeoning spirit of reconciliation, however, Turkey has balked at establishing formal ties and insists that Armenia must make the first move. Armenia retorts that it is up to Turkey to prove that its overtures are not designed solely to kill the genocide resolution; to prove its good faith, Turkey should act first. Mr Erdogan's lieutenants blame the impasse on Turkey's meddlesome generals, who insist that Armenia must make peace with Azerbaijan before it can make peace with Turkey.

It is also the army that is blocking political accommodation with the Kurds, they say. But since the AK was returned to power with 47% of the popular vote, such excuses are looking thin. If the government were sincere about democracy, it should have scrapped the notorious Article 301 of the penal code that makes it a crime to "insult Turkishness". Hundreds of Turkish academics and writers, including Orhan Pamuk, a Nobel prize-winner, have been prosecuted under this article. One of its targets, Hrant Dink, an Armenian newspaper editor, was murdered in January by an ultra-nationalist teenager who accused him of insulting Turkey. His lawyers accuse the government of covering up the affair, despite evidence that at least one rogue security official was involved in plotting Mr Dink's death.

As long as Article 301 remains on the books, there is no substance in Mr Erdogan's call for historians, not politicians, to investigate history. As Mr Ozel points out, "Anyone who disagrees with the official line can end up behind bars." Article 301 also makes it harder for Turkey's own Armenians to oppose recognition of the genocide by foreign governments, on the ground that it is better for Turks to arrive at the truth themselves. Instead, nationalist rage is stoked up on both sides.

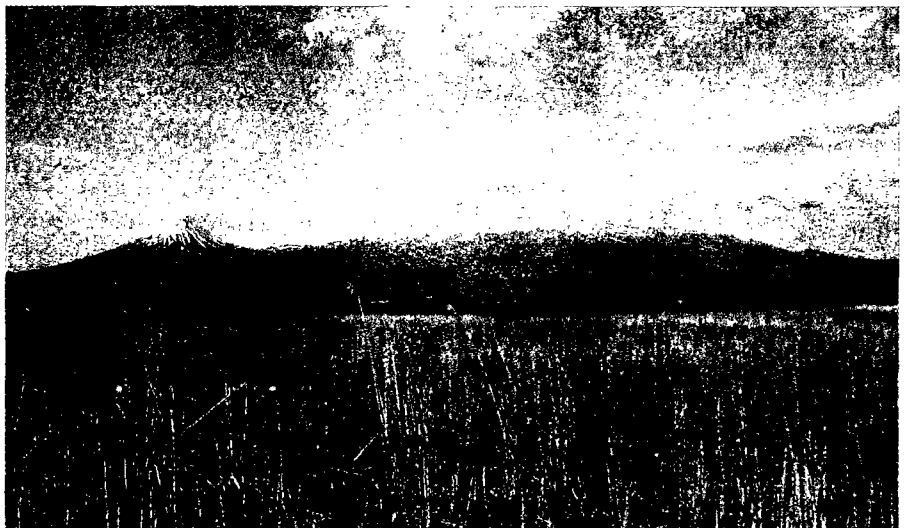
Turning a deaf ear to such criticism, the government has wasted precious political capital on writing a new constitution. The

current document, written by the generals after their last coup in 1980, undoubtedly needs to be replaced. Yet by insisting on provisions that would enable veiled women to attend university, the government has been accused of promoting a covert Islamist agenda.

It did not help when, overriding American objections, Turkey signed a gas-pipeline deal with Iran last July. Mr Erdogan's bent for flirting with rogue regimes in Iran and Syria, and for talking to Hamas in the Palestinian territories, may not have influenced the voting on the genocide resolution, but cannot have made congressmen warm to Turkey either.

To make matters worse, Turkey has given warning that its strong military ties with Israel may suffer if Israel fails to stop the resolution being passed. It is threatening to sever air links between Turkey and Yerevan and to expel Armenian migrant workers if the Armenian government does not lobby on its behalf. Turkey refuses to believe that neither Israel nor Armenia has the power to influence Congress, a fact which shows "just how little Turkey understands the way our country works", moans a frustrated American official. "It also shows that Turkey lacks the stomach to take on the Americans, so it is going after an easier target, Armenia, instead."

With luck, the resolution will be shelved and Turkey, its pride salved, will rethink its policies. With luck too, it will recognise that a full-blown invasion of northern Iraq would damage its interests and further inflame Kurdish separatists. If Turkey wants to fulfil its dreams of being a regional power and an inspiring example of how Islam and democracy can co-exist, it must make peace with all its citizens, including its Kurds. And it should find a way to face up to its past. It could do worse than seek inspiration from Atatürk who, as Mr Akcam noted in a recent book, once called the Armenian tragedy "a shameful act". ■



Ararat, inaccessible as the clouds

Why Stand Against the Turks?

I refuse to defend the right of the Kurdish rebels to carry out their military operations against the Turkish state, since their practices are no different than those undertaken by violent armed groups in Iraq and the region.

It is Turkey's prerogative to fight terrorism in its territory; this is an undisputed fact. However, we are confronted with a grave development: In all cases, Turkey will end up destroying the Iraqi Kurdish federacy in its entirety under the pretext of pursuing these militant Kurdish groups.

The Iraqi Kurdistan region is one that has been met with Turkey's disapproval since it separated and became autonomous following the war to liberate Kuwait in 1991. The territory poses an ongoing threat to Turkey, Iran and Syria due to the presence of restless Kurdish minorities living on the land of these three countries.

In fact, this is what largely explains Syria's support of Turkey in its position against Iraq, which it had justified as the right to defend itself. It also explains why

Iran shelled the Iraqi Kurdish area last month without being deterred by the Iraqi army or the US forces.

However, the more pertinent question is: Are we concerned with the survival of Iraqi Kurdistan notwithstanding the controversy that surrounds it within- and outside- of Iraq?

The demolition of the Kurdish model in Iraq will act as a gateway for Iraqi political seditions that could spread into the rest of the state at a time when everyone keeps reiterating the importance of maintaining the unity of Iraq. The destruction of Kurdistan means the destruction of the sole region that lives in relative stability, and the only refuge for thousands of Iraqis fleeing the violence

that taints the rest of the country.

It's high time the correct equation is understood properly. We demand a number of dutiful demands from the Kurds: We ask them to remain within Iraq and to not secede despite the fact that their region is on the brink of independence □ should the political resolution be issued. We also ask of the Kurds to raise the Iraqi flag and to hand over their oil revenues to Baghdad. We demand that the armed Peshmerga force participate in the protection of the institutions in Baghdad. Furthermore, we ask the Kurds to adhere to the state's resolutions and those issued by its institutions internally.

Now is the time to prove that Kurdistan has its rights just as it bears its responsibilities. The Kurds deserve that we stand by them against the Turks so as to prevent the Turkish tanks from crossing over into the region. We must also appeal to the Iraqi and American governments to defend Kurdistan in the same way they defend Baghdad against terrorists.

Practically speaking, Turkey's determination to destroy the territory will be the last straw for Iraq after which it will become embroiled in an endless war between its sects, and the neighboring states and international forces.

The Iraqi Kurdistan territory represents the only successful model and stable pillar of the country, and thorough it, it is hoped that Iraq may be able to achieve unity and stability. If the Turks are permitted to crush Kurdistan, it will flash a green light signal before Iran to do the same in southern Iraq □ the impending battlefield.

This practically presents the end of Iraq, which the Arab neighboring states are fighting to defend its unity, since its division threatens the security of the entire region.

Why does Turkey hate America?

By Spengler

With Turkish troops poised to invade the Kurdish sector of Iraq over Washington's protests, it seems helpful to understand why Turks hate America more than any other people in the world. This is surprising given the 60-year history of military alliance, a thriving Turkish economy and functioning democratic institutions.

In June 2007, the Pew Research Center polled citizens of 47 countries on their attitude toward the US. Turkey turned up at rock bottom, with 83% of respondents holding an unfavorable view of the United States and only 9% of Turks expressing a favorable view, compared to 21% of Egyptians and 29% of Indonesians. [1] In 2000, 52% of Turks expressed a favorable view of the United States. This is not a general result. Only 46% of Nigerians held a favorable view of the United States in 2000, for example, compared to 70% in 2007.

A national tantrum against the United States is in full flourish, expressed in popular culture through such things as the rabidly anti-American film *Valley of the Wolves*. Wildly successful, and hailed by most of Turkey's leading

politicians, the film shows American soldiers shooting Iraqi civilians in order to harvest their organs for sale to Jewish doctors. From the American way of looking at things, the Turks seem to have gone barking mad.

There are many obvious reasons for Turkish discomfort about America, but the intensity of Turkish hatred had me puzzled - until I read a two-year-old paper by Omar Taspinar, the resident Turkey expert at the Brookings Institution. [2] The culprit, he argued convincingly, is Washington's misguided promotion of Turkey as a model of "moderate Islam". The abominable stupidity of American policy towards the region - I would use stronger words if I could find them - is in large measure responsible for the looming catastrophe.

Professor Taspinar, who also teaches at the National War College, is one of America's best-known experts on his native country, and I am chagrined to have overlooked his analysis until now. He places most of the blame on Washington's portrayal of Turkey as a paragon of the "moderate Islam" it wants to sell to the rest of the Muslim world.

As I wrote last week, the humiliating spectacle of Washington trying to

quench a congressional resolution on the Armenian genocide points up fundamental failings in American foreign policy, as well as foundational flaws within Turkey itself. Taspinar's paper in the main reinforces my view of Turkey's weakness; Turkish rage and paranoia express conflicts in its national identity.

Dr. Taspinar writes,

As the Cold War came to an end, so did the era of ideology. It was as if Turkey had suddenly once again returned to its formative decades of the 1920s and 1930s, during which Ataturk's Ankara faced multiple Kurdish-Islamic rebellions challenging the secularist and nationalist precepts of Kemalism. This is mainly because the central point that I would like to emphasize is that Turkey's anti-Americanism essentially stems from Turkey's own identity dilemma. At its roots, Turkey's current wave of distrust of the United States is Kemalist identity problem.

By promoting "moderate Islam" on the Turkish model, Taspinar adds, America undermined the secular state founded by Kemal Ataturk, the founder of the modern Turkish state after the collapse of the Ottoman Empire after World War I. That is why secular Turkish national-

ists hate America just as much as Turkish Islamists.

Taspinar writes:

America's advocacy of "moderate Islam" against the "radical Islam" in the Middle East worries Turkey the most. Turkey being portrayed as a model within the moderate Islam project has been conceived as a support for the moderate Islam in Turkey, thereby led to a clash between America's approach and Turkey's laic and Kemalist identity. Already alarmed over the landslide victory of Justice and Development Party (AKP), the Republic's laic reflexes have become overwhelmingly concerned with the "model" expression of the US, which allegedly promoted Turkey's moderate Muslim identity. In the aftermath of his victory, Washington's invitation to the AKP Chairman Tayyip Erdogan, who was not confirmed as a prime minister then, was perceived [by the Turkish intellectuals] as the weakening of the secular foundations of Ataturk's republic by the United States.

Ataturk suppressed Islam ruthlessly, banning Islamic dress, emancipating women, requiring universal secular education, and crushing armed Islamist resistance to his reforms. Ultimately he failed; the artificial secular culture of Turkishness that Ataturk sought to conjure from the pre-Islamic Anatolian past left a vacuum which the new Islamism gradually has filled. Nobel Prize winner Orhan Pamuk, as I reported earlier, portrays this vividly in his novel, *Snow*.

Turkey is enmeshed in a terrible battle for its national identity, in which neither the secular nor the Islamist parties have any use for "moderate Islam". The Islamists do not wish to be moderate, and the Kemalists know that the Islamists are not moderate. By pursuing the phantasm of a "moderate" Islam as harmless as George W Bush's Methodism, Washington's strategists have succeeded in enraging both sides in the battle.

I have never believed that such a thing as "moderate Islam" exists, any more than I believe that "moderate Christianity" exists. Either Jesus Christ died to take away the sins of the world, or he did not; if one believes that Jesus was just another preacher with a knack for parables, one quickly will be an ex-Christian. Either God dictated a final revelation to Mohammed which invalidates the corrupted scriptures of Jews and Christians, and the sign of the crescent should rise above the whole world, or he did not. Turkey's Islamists are not moderates; they are Islamists, and they despise the United States for religious and cultural reasons, as much as Turkish nationalists despise the United States for making Turkey into a

laboratory rat for religious reform.

The common hatred of Kemalist nationalists and Turkish Islamists for America bears on why Turks have the worst opinion of Christianity of any people in the world. According to a 2005 Pew survey, only 21% of Turks have a favorable opinion of Christianity, compared to 33% of Moroccans, 58% of Jordanians, and 58% of Indonesians. [3] The Kemalists dislike Christians because the Kemalists are atheists, and the Islamists dislike Christians because they are Islamists. Christian America gets no sympathy from either side.

That is only part of the story; Kemalism defined as Turks the Kurdish fifth of Turkey's population, suppressing their language and customs as brutally as it suppressed Islamic dress. As a leader of the "Young Turk" government, Ataturk bore at least some responsibility for the genocide against the Anatolian Armenians starting in 1915. The Turkish government enlisted Kurdish tribes to do most of the actual killing, in return for what formerly was Armenian land. It is this crime that made the Kurds preponderant on Turkey's Eastern borders, and left them to threaten Turkey's territorial integrity.

That is where Taspinar's analysis converges with the thoughts I published last week. He wrote in 2005,

The debate on Turkey's role in the promotion of "moderate Islam" and as a "model" had already created anti-Americanism within the Turkish elite. The Kurdish issue, in contrast, has carried this anti-American sentiment to public and rejuvenated nationalist reactions. Today almost everyone in Turkey - of course we also include the intellectuals in this category - thinks that Washington supports a Kurdish state in Iraq. The ones who do not necessarily believe that Washington pursues this policy on purpose are nevertheless inclined to think that America's policies will eventually result in a similar scenario.

As I wrote last week, the prospect of a tri-partite division of Iraq, endorsed by the US Senate in a 75-23 vote last month, confirmed Ankara's worst fears. Virtually all the Senate Democrats and half the Republicans now endorse partition as an exit strategy for the United States. No one but the most abject toady of the Washington administration or a blinkered ideologue can come up with an exit strategy for Washington other than partition. Partition implies the realization of Turkey's worst nightmare (and one of the nastier nightmares for Iran and Syria), namely an independent Kurdish state with its capital at Kirkuk, the "Kurdish Jerusalem", sitting on abundant oil revenues.

In this respect Turkey is far from paranoid: a Kurdish state does threaten Turkey's territorial integrity, because the state that Kemal fashioned 80 years ago was badly made to begin with. That is something that today's Kemalists cannot admit, for their only weapon against the encroachment of political Islam is the integrity of Ataturk's secular constitution.

As Taspinar observed in 2005, "that the Kurds refer to Kirkuk as 'our Jerusalem' causes disturbance. In this context, not only Turkey's reaction evokes fear, but there is also a legitimate anxiety over a potential civil war following from Kirkuk's uncertainty." His analysis is correct, but nowhere is it written that Washington must try to avert a Turkish civil war. America's civil war was the best and bravest thing it ever accomplished; it washed away the stain of slavery with an ocean of blood. The cost was terrible, but human freedom is beyond price. If Turkey requires a civil war to choose between a Western and Islamic identity, who is to say that what was good for America is not the cure for Turkey as well?

Kurdish independence cannot long be prevented; Iraqi Kurdistan is independent in all but name, and the devolution of Iraq is only a matter of time. In a well-ordered world the Kurds of eastern Turkey would be able to vote on whether to remain in Turkey or to join Kurdistan, just as the Saarland chose to join France rather than Germany in 1947. But Kurdish secession would tear apart the fragile bonds that hold the Kemalist state together, and for that reason the Islamists and the Kemalists will unite to prevent it by almost any means necessary.

It does not matter whether the US Congress passes a resolution on the Armenian genocide. Irregardless, the tragedy will proceed. I would vote for such a resolution if asked, because my religion forbids me to bear false witness, and the governments of world powers must stand as witnesses to the fate of peoples. But the 3 million citizens of the small surviving state of Armenia are not actors in this tragedy; rather, the ghosts of their murdered brethren in western Armenia haunt the geopolitical stage as a silent chorus.

Notes

[1] Global Unease With Major World Powers Pew Global Attitudes Project, June 27, 2007.

[2] The Anatomy of Anti-Americanism in Turkey The Brookings Institution, October 22, 2007.

[3] Islamic Extremism: Common Concern for Muslim and Western Publics Pew Global Attitudes Project, July 14, 2005

Turkey set to strike Iraq Kurds

Suna Erdem Istanbul
Deborah Haynes Irbil

Turkey convened its leaders for emergency talks last night after separatist Kurdish rebels killed at least 12 soldiers and injured 16 in an ambush near the Iraqi border.

The attack, which the Turkish General Staff said was mounted by Kurdish militants slipping across from northern Iraq into Hakkari province, increased the prospect of Turkey going ahead with a threatened cross-border incursion. Unconfirmed reports said the rebels had taken Turkish soldiers hostage. Turkey responded by shelling Kurdish villages in the border region.

The ambush on a Turkish military convoy as it was crossing a road bridge claimed the first military casualties since Turkey's parliament authorised

the Government to order a military operation targeted at Kurdistan Workers' Party (PKK) activities in northern Iraq. Turkey accuses the US and Iraqi authorities of failing to clamp down on the PKK, which has carried out increasingly intense attacks on Turkish targets in recent weeks. In a separate incident in the same province at least 17 people were injured when a mine blew up a wedding convoy.

"We are determined to respond to these events in a level-headed manner. What must be done will be done. We are not giving any thought to what others might say," Recep Tayyip Erdogan, the Turkish Prime Minister, said as he prepared to join President Gül and top military and civilian officials for last night's meeting. "We are very angry at the moment."

The Government issued a statement saying that 32 guerrillas of the PKK had been killed after the overnight attack on a military convoy. The statement said that 63 "targets" were under heavy fire as clashes continued.

A PKK spokesman in northern Iraq, Abdul-Rahman al-Chadrchi, told *The Times* that 17 Turkish soldiers had been killed and denied that the PKK had suffered any casualties. "The Turkish forces wanted to make an incursion so we were defending ourselves," he said, adding that the PKK was prepared to order a ceasefire if Turkey would negotiate with them for



Massoud Barzani, the president of the Kurdish region of northern Iraq, said yesterday that his people would defend themselves if Turkey attacked Kurdish rebels in the area



greater Kurdish rights, something that it says it will never do.

A second PKK spokesman said that they had also taken eight hostages.

Massoud Barzani, president of the semi-autonomous north of Iraq, said that the region would defend itself in the event of a cross-border incursion. "We are not going to be caught up in the PKK and Turkish war, but if the Kurdistan region is targeted, then we are going to defend our citizens," Mr Barzani said at a joint press confer-

ence in Irbil with President Talabani of Iraq, who is also a Kurd.

Mr Talabani, for his part, emphasised the difficulties of catching senior PKK members, who are holed up in the mountains that span the border. Mr Erdogan has said that the handing over of PKK leaders is a condition of abandoning plans for an incursion. "The handing over of PKK leaders to Turkey is a dream that will never be realised," Mr Talabani said.

The Turkish Government is under strong public and military pressure to take action against the PKK in northern Iraq.

Mr Erdogan has called an emergency meeting of his ruling Justice and Development Party while Mr Gül has invited all political party leaders to a meeting today to discuss the latest events.

Kurds kill 12 Turkish soldiers in ambush

Pressure on Ankara rises to send troops into northern Iraq

By Sabrina Tavernise

ISTANBUL: At least 12 Turkish soldiers were killed in an ambush by Kurdish separatists early Sunday in a brazen attack that sharply increased the pressure on the Turkish government to cross its American allies and send troops into northern Iraq.

A large group of Kurdish fighters attacked Turkish soldiers near the village of Daglica, about five kilometers, or three miles, from the border with Iraq, the Turkish military said. Sixteen soldiers were wounded in the attack. The Turkish military struck back, killing at least 32 militants, the military said. In another attack, a minibus in a wedding convoy was bombed, wounding 17 civilians, 6 of them critically, according to the state-run news agency.

The ambush came just four days after the Turkish Parliament voted to give the government of Prime Minister Recep Tayyip Erdogan full authority to send troops into Iraq to strike at Kurdish rebels and was seen as a direct provocation on the part of the militants, who stage raids into Turkey from hideouts in the mountains of northern Iraq.

At the time of the vote, Turkish officials emphasized that they would not immediately apply the authority, and security experts said the resolution would be used mainly as political leverage to press the United States and its Iraqi allies to act against the rebels, the Kurdistan Workers' Party, or PKK.

But the attack Sunday was one of the worst in recent memory and it could force the government's hand.

Armagan Kuloglu, a retired Turkish major general, said in a telephone interview: "With this incident, the arrow left the bow and no room is left for the government to hesitate, postpone or fail to launch a cross border operation." If the government holds back from an offensive, he said, "such a step would endanger its existence and credibility."

In Ankara, Erdogan called political and military officials to an emergency security meeting. "Our anger is great," Erdogan said on national television in Istanbul, where he was casting his vote in a national referendum. "We have the decisiveness to act on these events in cold blood, and so we are determined."

Then, in an allusion to the United States and its Kurdish allies in northern Iraq, Erdogan said: "I especially want you to know that we do not have any thoughts as to what one side or another would have to say about this."

Turkey is a NATO country that provides essential support to the United States in its war efforts in Iraq. Its officials argue that the United States has done little to help Turkey take action against the Kurdish separatists, even though they operate on territory the United States formally occupies.

The United States, eager to avoid an incursion, has pressed Iraqi officials to take the problem seriously, with some result. Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki visited Turkey in August, and the two countries concluded a security agreement in September, though shortly after its signing the regional Kurdish government repudiated it.

And attacks have only increased since then, with about 40 Turkish soldiers killed in this month alone.

A White House spokesman, Gordon Johndroe, said that President George W. Bush "strongly condemns the violent attacks in Hakkari Province and extends his condolences to the families who lost loved ones and to all the people of Turkey," adding: "These attacks are unacceptable and must stop now. Attacks from Iraqi territory need to be dealt with swiftly by the Iraqi government and Kurdish regional authorities. The United States, Turkey and Iraq will continue to stand together to defeat the PKK terrorists."

Turkish officials said Sunday that rhetoric would no longer help.

"Statements on terror will not satisfy us," said Cemil Cicek, the government spokesman.

The words of Iraqi Kurdish leaders were also received skeptically. The president of Iraq, Jalal Talabani, a Kurd, and Massoud Barzani, the leader of Iraq's Kurdish north, met in the northern Iraqi city of Sulaimaniya, and reiterated calls for a diplomatic solution, but seemed to shrug off Turkish requests that they hand over PKK leaders.

"The leaders of PKK do exist in Kurdistan rugged mountains, but the Turkish Army with all its power could not stem or arrest them so how can we do that?" Talabani said. "Handing over PKK leaders to Turkey is a dream that will never be realized."

He said: "We are looking for peace not war and to solve problems peacefully," but added tartly: "We will not hand any Kurdish man to Turkey, even a Kurdish cat."

Maliki issued a statement declaring blandly that, "the government of Iraq believes that this activity is the work of terrorists, and their being on the Iraqi lands goes against the Iraqi Constitution."

Sheryl Gay Stolberg contributed reporting from Washington.



Mustafa Ozer/Agence-France Presse

Turkish soldiers Friday in Sirnak Province, near the border with Iraq. Baghdad has been able to do little to halt rebel activities.

Kurds want no part of Turkey/PKK conflict

The Kurdish Globe

October 23, 2007

Kurdish politicians state that they will not be a part of Turkey's war.

Iraqi Kurdish leaders call for a peaceful solution and maintain attempts to stand outside the circle of Turkey's military missions against Kurdish rebels.

Ako Muhammed

Erbil

ako@
kurdishglobe.net



Kurdistan Region President Massoud Barzani said on Sunday that Kurdish forces will not be part of the conflict between Turkey and the Turkish-banned organization Kurdistan Workers Party (PKK).

"We will not be part of the conflicts going on be-

tween Turkey and PKK. But if the conflicts target us directly, we will defend ourselves," Barzani said at a news conference he shared with Iraqi President Jalal Talabani on Sunday at a Salahaddin resort north of Erbil.

Barzani called on Turkey to use dialogue in

solving the problems between the two sides, and expressed the readiness of the Kurdish leadership in Kurdistan Region to do the same.

"The language of dialogue is the ideal and most successful way to solve this problem and other problems between

GLOBE PHOTO/Sahn Hamed



Iraq's president Jalal Talabani and Kurdistan Region president Massoud Barzani meet press conference in Salahaddin town in north of Erbil, October 21st, 2007.

both sides," Barzani explained, adding, "If Turkey will rely on a peaceful solution, we will offer them all the possibilities; then, we will help with everything we have to find a reasonable solution to the PKK element in a calm atmosphere."

President Talabani, a Kurd, also called on Turkey to use dialogue and the PKK to cease armed activities.

"Now is the era of dialogue and diplomatic talks. We directly demand the PKK to put aside their armed struggle and adopt civil and political activities. If not, they have to leave Iraqi Kurdistan and quit causing problems for us," Talabani said.

"We tell Turkey that we don't want war with them

and we are not a part of the war. This is our position," Talabani said.

Talabani rejected a demand by Ankara to submit PKK leaders, explaining, "We don't have control over the PKK leaders; they are in the hard mountains between Kurdistan Region and Turkey and it is hard to reach them. If Turkey, with their excellent military technology, could not reach them, how could we?"

Also in the press conference, Barzani was asked if Iraqi Kurdish leaders consider the PKK a terrorist group. "If Turkey proposed a peaceful solution and the PKK refused it, we will classify it as a terrorist organization," he replied.

Regarding fears that

Turkey's threats of a military incursion are aimed at the progressive Kurdish region in Iraq itself and relevant to the Kirkuk issue, Barzani stated that he doesn't believe they are related.

"Implementing Article 140 is not related to these crises. I met with a number of officials who are related to the Article 140 Committee some days ago, and they confirm that the implementation is moving forward," he said.



PRESS PHOTO



Iraqi Kurdish and American forces are meeting during a training graduation ceremony in Zaweta in Duhok.

Unity and the common stand

Globe Editorial

Turkish Parliament's decision to authorize military incursion into Kurdistan Region of Iraq is a serious matter requiring close examination. It is imperative to look at the objectives of the Turkish establishment rather than the causes alone.

It's generally accepted that the Turkish Parliament authorized the government only to attack PKK bases in Kurdistan Region. This notion, however, is not the whole picture behind the recent escalation of Turkish threats against Kurdistan Region.

The Turkish Parliament motion serves two main objectives: first, to destabilize and uproot the Kurdish political establishment in Iraqi Kurdistan; second, to force the U.S. to make a decision between Turkey and the Kurds in its policy in Iraq in particular and in the Middle East in general.

The formation and consolidation of the Kurdish political establishment in southern Kurdistan presents a real danger for the Turkish establishment. Denial of Kurdish national identity and thus stripping the Kurds from their national and democratic rights has been the main state policy of Turkey. This policy for the last eight decades or so has relatively succeeded thanks mainly

due to the international balance of powers. Collapse of the Soviet Union and the initiative of the U.S. in the Middle East shattered status quo in the Middle East and thus opened new challenges and opportunities. New strategic alliances are going to be formed; the old ones may survive or collapse. The fall of Saddam's regime, the formation of a new Iraqi state and constitution paved the way for the recognition of the Kurds as a nation for the first time in modern Kurdish history. This is not only a huge step forward for Kurdish nationalism, but at the same time it is a colossal strike against the century-long Turkish policy against the Kurds. Millions of Kurds in Turkey now have opportunity to claim their collective national rights through UN and other international bodies. This explains the sensitivity of Turkish political establishment towards Southern Kurdistan.

Turkey uses the PKK organization as an excuse to destabilize Kurdistan Region and prevent the implementation of article 140 that deals with the question of Kirkuk. Turkey also aims to undermine the formation of Iraqi State on the basis of federalism. It is therefore essential to scrutinize an unspoken reality about the political nature of the PKK. Since its establishment, the PKK's military strategy and tactics served the interests

of Turkish military elite in Turkey to consolidate their power and continue their privileged position. As an organization easily manipulated by regional forces, the PKK served for the terrorization of Kurdish national struggle. In other words, the legitimate Kurdish national movement was reduced to a question of terror. The contradiction between the PKK's political discourse and political practice left no doubt but to question the real motive of the organization. Since the early 1990s, the PKK prepared the ground for the destabilization of southern Kurdistan Region and paved the way for numerous Turkish military incursions into the region. The recent PKK attacks on Turkish troops in border areas serves no one but the Turkish military, which aims both to weaken the AKP government, prevent a new civil constitution, and threaten the Iraqi Kurdistan Region.

The second aspect of the Turkish military threat is that it is directed against the U.S. The security and integrity of Iraq and the protection of its borders are now under the responsibility of the U.S. forces. Military incursion into Kurdistan must be seen as a violation of U.S. sovereignty in Iraq. Turkey is aware of this fact. What Turkey hopes, however, is that it forces the U.S. to make a choice between

Turkey or the Kurds for its strategic policy in the region. The U.S., one way or the other, must make this decision. Turkey made it clear right from the beginning of the U.S. invasion of Iraq that cooperation with the U.S. can only be realizable should the U.S. ignore the Kurds. It was this determination that Turkey refused the U.S. demand to use Turkey to open a northern front, famously known as March 1, 2003, motion.

What must the Kurds do? To stand against the Turkish threat, the Kurds must establish a common standing and strategy. The Kurds in four parts of Kurdistan must realize that the Kurdish government—the Kurdistan Parliament and presidency—are their institution and not just for the southern Kurds. They must see themselves as the natural citizens of the Kurdish government and stand together against any threat directed at these institutions. The future of southern Kurdistan is the future of all of Kurdistan. The determination of the Kurds to fight for their national and democratic rights is the most crucial weapon to thwart not only Turkish threat but any other possible intimidation against the Kurds. United, the Kurds stand a chance; divided, the Kurds repeat history.

Azad Aslan
Political Editor

Rethinking Relationships

Time to get tough with Turkey?

By Jonathan Foreman October 22, 2007

The United States should radically rethink its relationship with Turkey. For the sad fact is that Ankara no longer seems to be an ally worthy of the name — indeed its threatened invasion of Iraq would be the act of an outright enemy. Nor has Turkey behaved like a genuine ally for more than four years.

It's not merely that Turkey refused at the last minute to let Coalition forces invade from the north in March 2003 — though that did affect the war and its aftermath in unfortunate ways. There have been other equally serious derelictions, ranging from the refusal to allow a damaged U.S. warplane to make an emergency landing in March 2003, to active subversion of the Coalition and the post-Saddam Iraqi authorities. Unfortunately, the Bush administration has consistently played these incidents down or ignored them, thereby encouraging Turkish bullishness and contempt for American neediness.

It was a sign of Turkish malevolence to come, when, in the spring of 2003, U.S. troops in northern Iraq twice captured units of Turkish special forces operating there out of uniform. The Turkish commandos had slipped across the border and were actively working to foment trouble, urging the tiny Turkmen minority to violence and hinting at support of Sunni Arab insurgent groups if they would take on the Kurdish Regional Government.

The first occasion was on April 23 in Kirkuk, the second, on July 4, was in Sulaymaniya. The latter was labeled "The Hood Incident" in Turkey and provoked public outrage because 173rd airborne troops supposedly hooded their Turkish captives — just as they hooded all other terrorist suspects. The Turkish government and public apparently saw nothing wrong in the illegal presence of un-informed Turkish troops in Sulaymaniya — even though they were apparently there to assassinate a Kurdish governor — and the incident subsequently inspired the viciously anti-American, anti-Semitic, and pro-insurgency Turkish hit movie *Valley of the Wolves*.

Then, as now, Turkey justified its violations of Iraqi territory by the presence in Northern of Iraq of separatist PKK guerillas (small numbers of Turkish troops have been based across the border for two decades), but the arrested Turkish troops were nowhere near the remote mountain areas where the PKK are said to have their bases.

Since those 2003 incidents, the Turkish armed forces have continued to foment ethnic strife in

Kirkuk and other cities in Northern Iraq that have no connection with the Turkish-PKK struggle (The Turkish military even has funded, trained, and armed a militant group called the "Iraqi Turcomen Front" which was formerly sponsored by Saddam Hussein), and in July of this year yet another Turkish special forces unit was captured, again out of uniform.

These ongoing hostile acts have tended to erode any Iraqi Kurdish willingness to act against the PKK bases in Iraqi territory, as have Ankara's demands for a suspiciously unlimited right to "hot pursuit" of the PKK terrorists.

Moreover, Turkish covert aggressions and attempts to intimidate the KRG are of such limited military utility in the struggle to suppress the PKK that they seem, both to the Iraqis and outside observers, to have more to do with the Turkish army's insidious paranoia about any measure of autonomy for any Kurds anywhere in the Middle East.

Worse, they reflect a strategic reality to which Washington and the West have turned a blind eye: Elements within the Turkish military covet the Kirkuk oil fields and much of Northern Iraq as a lost "Turkish" element of the Ottoman Empire. (Never mind that it's conquest would bring even more Kurds and non-Turks under Ankara's intolerant rule.)

This combination of irredentism and racism inspires Turkey's brinkmanship on the Iraqi border at least as much as any legitimate security concerns. After all, if Turkey truly wanted to secure the cooperation of the Kurdish Regional Government — whose peshmerga troops have in fact battled the PKK in the past — in clearing PKK safe havens across the border, it would not be accompanying its threats of a massive invasion with a propaganda offensive, claiming that Iraqi Kurdish leaders have made territorial claims over parts of Turkey. Turkish Prime Minister Erdogan himself pointed out in June, before caving into military pressure, that:

There are 5,000 terrorists in the mountains in Turkey. Is the struggle against them over? Is this issue resolved so that we can come to dealing with the 500 terrorists in northern Iraq?

(This is not to underplay the nastiness of the formerly Syrian-backed Leninist PKK, nor to excuse its behavior because the Turkish military has so cruelly oppressed and abused the 10 million or more Kurds who live in the South East.)

The Turks know perfectly well that their publicized plan to send troops

in as far as the capital Irbil would be resisted by the Kurdish Regional Government, would bring chaos to an area that has only just recovered from Saddam's genocidal attacks, and essentially would start a whole new war in Iraq. The effect on the Coalition's and Iraqi government's efforts to stabilize the rest of the country would be catastrophic, not least because key Kurdish Iraqi Army units — the best and most reliable indigenous troops in the country — would race North from Baghdad and other places where they are needed to fight Sunni insurgents and Shia militias.

One irony of the situation is that the biggest foreign investors in the burgeoning economy of Iraqi Kurdistan are Turkish businesses. Yet the fate of this flourishing commerce seems of little concern to a Turkish military whose racist culture simply cannot bear the existence of a semi-autonomous Kurdish statelet, regardless of how benign it is or how profitable for the Turkish economy.

In any case it is inimical to the interests of the United States to tolerate a foreign military invasion of Iraq by any foreign power. Far too much blood and treasure has been expended in the Coalition effort to bring stability to post-Saddam Iraq to justify any but the toughest response to Turkey's saber rattling. This is why the Bush administration should stop being so mealy-mouthed and immediately shift U.S. troops North — nominally to assist the KRG in efforts to expel the PKK, but mostly to make it clear to the Turkish military that invasion will come at a heavy cost — namely the destruction of any trace of friendship with Washington.

The United States should then initiate a policy that will have a powerful and salutary effect on the region: It should start to construct a massive military airbase in Iraqi Kurdistan itself. This would kill several birds with one stone. It would enhance America's ability to project force against enemies such as Syria and Iran. It would deter any future incursion into Iraq by Turks, Syrians, or Iranians. It would reassure and economically reward our Iraqi Kurdish allies — arguably our best and most useful friends in the region — who have long wanted such a physical sign of American commitment. Best of all the U.S. would no longer be subject to Turkish blackmail over the vital NATO airbase at Incirlik — blackmail that would probably be stepped up if we ever needed to use the Incirlik base for strikes against Iran or Syria. An America that no longer has to cringe and beg Turkey for the use of military

facilities will probably enjoy a better, more balanced relationship with Ankara. (As elsewhere the perception of American weakness has provoked aggression and hostility) And the likelihood is that the airfield would remain a key American base, even if the worst case predictions about Iraq were to come to fruition.

Unfortunately, Turkey has powerful defenders on the Right here in the U.S. Some cleave to the dusty fantasy of Turkey as the model of a good, moderate, Westernized Muslim state: These have paid little or no attention to how much Turkey has changed over the last few years. Others are blinded to reality by nostalgia for the good old days when Turkey — or at least the Turkish military — was a genuinely stalwart American ally and a covert friend of Israel against Syria. Even now they choose to believe that the vaguely Islamist ruling party is the main problem rather than the Turkish military.

You might have thought that Turkey's shifting of two armored divisions into invasion position on the border of a country where 150,000 U.S. troops are fighting to keep the peace, would disillusion these dogged Turcophiles. It hasn't. Nor has the shelling of villages unconnected with the PKK. And nor has Turkey's continued determination to attack America's Kurdish allies, despite the reported dispatch of U.S. special forces against PKK leaders. The Turcophile tendency simply cannot see that the Turkish Army's anti-Kurd animus matters to it more than the friendship of the United States, or admit that the Turkish military's Kemalist secularism makes it no less a possible agent of regional instability. They mistakenly believe that the Turkish military liked us — when in fact they merely needed us as a bulwark against the Soviet Union. Worst of all they don't see that the absence of a Soviet threat has liberated the most dangerous nationalist — and indeed fascist — tendencies of the Turkish military.

Of course it would require genuine courage on the part of the Bush administration in general and in particular from Secretary of State Rice, to even raise the idea. But once raised it would make it clear to Ankara that America has options in the region and that, like Turkey itself, America is not a slave to old friendships.

—Jonathan Foreman, a former film critic for the New York Post, was an embedded reporter with U.S. troops in 2003 and 2005.

The New York Times OCTOBER 23, 2007

In Northern Iraq, Guerrilla Conflict Simmers on a Second Kurdish Front



Kurdish guerrillas, some of whom are women, have been waging an insurgency in the mountains straddling the Iran-Iraq border.

By Richard A. Oppel Jr.

BAGHDAD: Deadly raids into Turkey by Kurdish militants holed up in northern Iraq are the focus of urgent diplomacy, with Turkey threatening invasion of Iraq and the United States pleading for restraint while expressing solidarity with Turkish anger.

Yet out of the public eye, a chillingly similar battle has been under way on the Iraqi border with Iran. Kurdish guerrillas ambush and kill Iranian forces and retreat to their hideouts in Iraq. The Americans offer Iran little sympathy — Tehran even says Washington aids the Iranian guerrillas, an accusation that the United States denies. True or not, that conflict, like the Turkish one, has explosive potential.

On a recent reporting trip to the Iran-Iraq border, this correspondent interviewed Salih Shevger, an Iranian Kurdish guerrilla, as he lay flat on a slab of rock atop a 3,000-meter, or 10,000-foot, mountain, with binoculars pressed to his face as he kept watch on Iranian military outposts perched on peaks about six kilometers, or about four miles, away.

Shevger and his comrades recounted how they ambushed an Iranian patrol between the bases a few days before, killing three soldiers and capturing another. "They were sitting and talking on top of a hill, and we approached, hiding ourselves, and fired on them from two sides," said Bayram Gabar, who commanded the raid, and who like all the fighters here uses a *nom de guerre*.

The guerrillas from the Party for Free Life in Kurdistan, or PJAK, have been waging their deadly insurgency in Iran and have many close links to the Kurdistan Workers' Party, known as

the PKK, the Kurdish guerrillas who fight Turkey.

Like the PKK, the Iranian Kurds control portions of the craggy, boulder-strewn frontier and routinely ambush patrols on the other side. But while the Americans call the PKK terrorists, Iranian Kurdish commanders say PJAK has had "direct or indirect discussions" with U.S. officials. They would not divulge any details of the discussions or the level of the officials involved, but they say that the group's leader, Rahman Haj-Ahmadi, visited Washington this summer though it is unclear with whom he met.

Biryar Gabar, one of 11 members of the group's leadership, said there had been "normal dialogue" with U.S. officials, declining specifics. One of his bodyguards said officials of the group met with Americans in Kirkuk last year.

Iranian officials have accused the United States of supplying the fighters and using them in a proxy war, though these claims were denied by the U.S. military. "The consensus is that U.S. forces are not working with or advising the PJAK," said a U.S. military spokesman in Baghdad, Commander Scott

Rye of the navy.

A senior U.S. diplomat said that there had not been any official contacts with the group and that he was unaware of it having received any support from the

United States. He also said that Haj-Ahmadi, while in Washington, did not meet with administration officials.

Since the PKK is on the State Department's list of terrorist organizations and aiding such groups is illegal, the United States is eager to avoid any hint of cooperation with the PJAK.

Guerrilla leaders say the Americans classify the PKK as a terrorist group because it is fighting Turkey, an important U.S. ally, while the PJAK is not because it is fighting Iran.

In fact, the two groups appear to a large extent to be one and the same, and share the same goal: fighting campaigns to win new autonomy and rights for Kurds in Iran and Turkey. They share leadership, logistics and allegiance to Abdullah Ocalan, the PKK leader imprisoned in Turkey.

While most Kurds are Sunni Muslims, the guerrillas reject Islamic fundamentalism. Instead, they trace their roots to a Marxist past and still espouse what they call "scientific socialism" and promote women's rights.

After skirmishes between the guerrillas and Iranian forces intensified this year, the Iranian military began shelling border villages in August, sending villagers fleeing and killing livestock. The shelling drew angry criticism from Iraqi leaders, who condemned it as a disproportionate response.

But interviews with guerrillas suggest that they may have inflicted considerable damage on Iran. While it is impossible to verify the claims, the leader of the PKK, Murat Karayilan, said the

PJAK fighters had killed at least 150 Iranian soldiers and officials inside Iran since August. And Biryar Gabar said 108 Iranians were killed in August alone.

The group says the intensity of its actions vary with the degree of persecution of Kurds within Iran.

The PJAK guerrillas anchor their operations in small bases in the valleys equipped with generators, satellite television, spring wells and gardens of eggplant, pomegranate, tomatoes and peaches.

They have built several cemeteries to rebury the bodies of fighters killed in previous years and to prepare for those yet to die. Pictures of more than 100 dead fighters, including women, cover the interior walls of a building inside one cemetery.

Up in the mountains, where they stay

for a year or more at a time, the fighters live spartan lives, subsisting on plain soups, tea, rice, beans, water and bread baked in makeshift ovens. They have a few tents and sleeping rolls, explaining that the only home they have is what they carry on their backs. The camps are designed for quick getaways.

The guerrillas are adept at hit-and-run tactics, and they thrive in the thin air three kilometers above sea level, climbing and hiking rapidly over the most challenging terrain. They send small teams into Iran armed with Kalashnikov rifles, rocket-propelled grenades, Russian-made sniper rifles

Iranian Kurds say the guerrillas have had 'direct or indirect discussions' with U.S. officials.

and machine guns.

Typically, they will attack a few soldiers at the fringe of a larger group, said Sadun Edesa, a 22-year-old Iranian Kurd, who said he had been fighting up here for five years. He said that was usually all it took to derail an Iranian operation aimed at rooting out guerrillas inside Iran.

He recently was part of a four-man ambush team that sneaked into Iran and killed five Iranian soldiers, he said, before scampering back to camouflaged positions. "When you hit one of their groups like that, their military operation dies," he said.

At one outpost, the guerrillas allowed a brief interview with the Iranian soldier

they say was captured in the ambush described by Bayram Gabar, the PJAK commander. The prisoner identified himself as Akbar Talibi, a member of Iran's Islamic Revolutionary Guard Corps.

His uniform bore the guard's insignia, and he sat cross-legged on a thin carpet as six guerrillas stood or squatted nearby, one resting a Kalashnikov on his thighs.

Iranian officials in Tehran did not respond to requests for comment about



Warzer Jaff for The New York Times

A guerrilla from the Party for Free Life in Kurdistan keeps watch on Iranian Army outposts. The guerrillas ambush and kill Iranians from their hide-outs in Iraq.

the guerrillas or the man the guerrillas identified as a captured soldier.

A former member of the Iranian Parliament, Jalal Jalilzadeh, who is Kurdish, said the guerrilla group increased its attacks and began singling out Revolutionary Guard members and assassinating other officials on the Iranian side of the border a year ago.

There are no official tallies of Iranian casualties, though Jalilzadeh estimated the total at around 100 since last year. He also confirmed several recent attacks described by the guerrillas, including the downing of an Iranian helicopter near the border in September, which killed at least six.

Shevger said he led the team that destroyed the helicopter, bringing it down with a fusillade from machine guns and sniper rifles. "We found a weak point in the helicopter, and we opened fire," he said. The fighting with Iran, he added, "will be worse a year from now."

The group now has "far more" than 2,000 guerrillas fighting Iran, said Biryar Gabar, who added that most of them were based in Iran. There was no way to verify his claim.

Nothing in their demeanor suggests that the guerrillas will soon abandon their fight. But their growing attacks inside Iran this year have put pressure on the Patriotic Union of Kurdistan, or

PUK, the dominant political party in the eastern sector of the Kurdistan region of Iraq, which sees Iran as a crucial trading partner. For their part, the guerrillas believe that the party, whose leader is the Iraqi president, Jalal Talabani, has become a toady for Iran.

Tension between the party and the guerrillas apparently led to a skirmish in late August, when fighters crossed the border from Iran and were attacked by the pesh merga, the armed force affiliated with the party. Karayilan, the PKK leader, said he immediately phoned a counterpart at the PUK, who he said told him that the party was "getting pressure from Iran."

Talabani recently warned the guerrillas to put their weapons down or leave the border.

But a senior party official close to Talabani admitted that "the people would be against us" if the government took action against them.

The official, who was not authorized to speak publicly, declined comment on the August skirmish, but he acknowledged that the pesh merga could not defeat the tough and proficient guerrillas. "If Iran and Turkey with their huge armies cannot control their borders," he said, "how could we do that?"

The guerrillas also appear confident, though they fear the Iranian artillery. Edesa, the 22-year-old fighter, spoke with assurance about their capabilities against the Iranians. "They have a level of discipline in them as well," he said. "But we are more disciplined. They are a military force, and they live in barracks. But we are a guerrilla force."

Warzer Jaff contributed reporting from Iraqi Kurdistan and Nazila Fathi from Tehran.

Les Kurdes, une nation à la recherche d'un État

Dossier réalisé par Antoine AJOURY | Beyrouth

Insurrections, répressions, rébellions, massacres... Les nouvelles qui nous arrivent régulièrement des Kurdes sont souvent synonymes de violences et de drames. Ce peuple, écartelé entre plusieurs États, tente depuis près d'un siècle de conserver son identité en luttant avec acharnement contre des gouvernements qui leur dénie leur spécificité. Or les Kurdes possèdent toutes les caractéristiques d'une nation, sans pouvoir disposer d'un État.

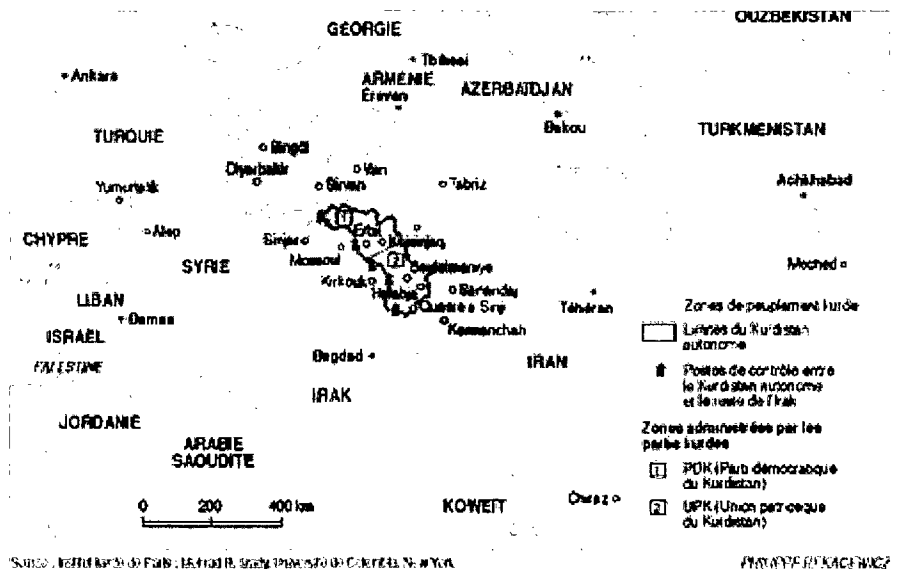
Les Kurdes sont un peuple d'origine indo-européenne comptant entre 35 et 40 millions de personnes réparties entre la Turquie (près de 20 millions de Kurdes, représentant 24 % de la population totale du pays), l'Iran (environ 7 millions), l'Irak (près de 5 millions, soit 18 % de la population du pays) et la Syrie (environ deux millions de personnes). Il existe également quelques îlots de peuplements kurdes dans plusieurs républiques de l'ex-Union soviétique, comme en Arménie, en Géorgie, en Azerbaïdjan, au Turkménistan, en Kirghizie et au Kazakhstan. Une petite communauté s'est également installée au Liban et au Koweït, sans oublier les quelque 700 000 Kurdes disséminés en Europe occidentale et aux États-Unis.

La population kurde est restée relativement concentrée dans le Kurdistan ancestral, à cheval sur quatre frontières. Il s'agit d'une région montagneuse et de hauts plateaux du sud-ouest de l'Asie de près de 530 000 km². Elle s'étend actuellement du nord-ouest de l'Iran au nord-est de l'Irak jusqu'à l'est de la Turquie, au sud du mont Ararat.

La majorité des Kurdes ne parlent que le kurde, une langue de la famille indo-européenne, à l'instar du persan et de l'afghan. Cette langue n'est donc apparentée ni à l'arabe ni au turc. En raison du fractionnement politique des Kurdes, la langue kurde n'est toutefois pas unifiée. Elle est divisée entre plusieurs dialectes dont les plus importants sont le kurmançî et le soranî. En outre, les Kurdes de Géorgie et d'Arménie emploient l'alphabet cyrillique, ceux de Turquie l'alphabet latin, alors que ceux d'Irak, d'Iran et de la Syrie utilisent l'alphabet arabe ou arabo-persan.

Les Kurdes sont néanmoins unifiés par la religion étant quasiment tous des musulmans sunnites de l'école chaféite, par opposition aux Arabes et aux Turcs qui suivent en général l'école hanafite. Il existe néanmoins d'autres communautés, yézidie, alévie, et dans une très faible proportion, chiite et chrétienne.

Politiquement, leurs revendications d'indépendance ou d'autonomie ont été modelées par l'histoire du Kurdistan et des Kurdes. Ce peuple a commencé à lutter pour avoir sa propre patrie il y a près d'un siècle. En 1920, le traité de Sèvres a prévu la création d'un État kurde indépendant sur les restes de l'Empire ottoman. Mais quelques années plus tard, en 1923, le traité de Lausanne divise le Moyen-Orient en plusieurs pays qui ne prennent pas en compte les aspirations des Kurdes à avoir leur propre État. Les populations kurdes ne tarderont pas à se révolter contre la nouvelle domination européenne. La première vague de répression sera décidée en 1925 par Winston Churchill, alors



secrétaire à la Guerre au Royaume-Uni qui fera raser par la Royal Air Force plusieurs villages et villes kurdes, notamment Soulaymaniya.

Par la suite, tous les États comprenant une importante minorité de Kurdes se sont violemment opposés à la création d'un État kurde indépendant, craignant l'abandon d'une partie de leur territoire national.

Face à la répression des régimes irakien, turc et syrien, et à défaut d'options politiques et diplomatiques, les Kurdes se sont lancés dans une lutte farouche, souvent avec brutalité, pour conserver leur identité, leur langue et leur culture qui furent prohibées dans certains pays comme la Turquie où même les noms de familles kurdes ont été interdits. Face à la succession des révoltes kurdes, en 1925, 1930, et 1937, l'Iran, la Turquie, l'Irak et l'Afghanistan signent un accord en juillet 1937 pour lutter contre la rébellion kurde accusée de séparatisme.

Le dernier soulèvement contre Ankara, qui débuta en 1984, est le fait du Parti des travailleurs de Kurdistan (PKK) et se poursuit, jusqu'à aujourd'hui, de manière sporadique, malgré l'arrestation et la condamnation à mort du chef charismatique du PKK Abdullah Öcalan, en 1999. Face à cette guérilla, l'armée turque a procédé à l'expulsion de milliers de Kurdes de leurs villages qui ont été complètement rasés, alors que des milliers de militants ont été jetés en prison. L'armée turque a également poursuivi les rebelles du PKK jusqu'en Irak, lors de plusieurs incursions destinées à frapper les bases du mouvement kurdes dans le nord du pays.

En Irak, les Kurdes ont été victimes de massacres et de crimes de masse surtout sous le régime de Saddam Hussein comme ce fut le cas après l'accord d'Alger entre l'Iran et l'Irak en 1975 et à la fin des années 80, quand le régime baassiste utilisa des armes chimiques contre la ville de Halabja, tuant des dizaines de milliers de Kurdes et expulsant des milliers d'autres. Malgré cette répression sanguinaire, il convient de noter que c'est dans le

même Irak de Saddam Hussein que la région autonome du Kurdistan a vu le jour, alors que la langue kurde et la nation kurde ont été officiellement reconnues par les autorités de Bagdad, malgré une politique d'arabisation forcée pratiquée dans certaines parties du nord de l'Irak.

Par ailleurs, des affrontements ont également eu lieu entre l'armée syrienne et la population kurde qui fut durement réprimée en 2004 et 2005.

Côté iranien, la répression lancée par les autorités est relativement moins importante que celle pratiquée par la Turquie et l'Irak du temps de Saddam Hussein. Toutefois, l'armée surveille étroitement les Kurdes et des incursions ont également lieu au Kurdistan irakien afin de pourchasser les séparatistes qui furent largement manipulés de part et d'autre de la frontière pour satisfaire les intérêts de Bagdad et de Téhéran.

Les Kurdes furent en effet à plusieurs reprises le jouet des politiques étrangères des acteurs régionaux et internationaux qui ont alimenté des changements d'alliances opportunistes, selon la politique « appuie les Kurdes chez ton voisin pour couvrir les répressions des Kurdes sur ton propre territoire ». Non seulement elles ont ruiné l'unité du peuple kurde, mais ont conduit aussi à une rivalité meurtrière entre les différents mouvements kurdes à l'instar des conflits qui ont eu lieu entre les clans Barzani et Talabani en Irak.

Seule expérience réussie, la création de la région autonome kurde et la participation pleine et entière des Kurdes dans la vie politique irakienne après la chute de Saddam Hussein. Une expérience considérée d'un mauvais œil par les voisins de l'Irak qui y voient un potentiel catalyseur de revendications plus fortes de la part des Kurdes pour un État indépendant riche en matières premières et en pétrole.

Malgré toute cette souffrance et toute cette oppression, le nationalisme kurde reste vivace, et les Kurdes pleins d'espoir de voir un jour leur rêve d'un Kurdistan libre et indépendant se concrétiser,

comme nous le rappellent ces vers d'un poète inconnu :

« Mourir pour toi, Kurdistan, rien de plus beau.

Être maître chez soi et fièrement chanter en kurde,

Dans la flamme de nos armes célébrant la gloire

De notre race millénaire, de notre terre chérie.

Être libre, aimer, croire et mourir.

Interroge cette fontaine, elle te dira

Que, dans son murmure, il y a mille soupirs,

Mille larmes, mille révoltes et mille espérances ! »

L'UE appelle la Turquie à s'abstenir de toute incursion en Irak

AP Associated Press

The Associated Press – 22 octobre 2007

Commission européenne a apporté son soutien lundi à la Turquie après l'embuscade tendue la veille par des rebelles kurdes contre les forces turques, mais a mis en garde Ankara contre l'envoi de soldats en Irak pour traquer les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

"La Commission européenne exprime sa solidarité avec la Turquie dans la lutte contre le terrorisme, qui est un défi commun pour l'UE et la Turquie", a souligné le commissaire à l'Élargissement Olli Rehn dans un bref communiqué publié à Bruxelles.

L'UE est consciente que la Turquie "est confrontée à des attaques transfrontalières continues du PKK, qui figure sur la liste des organisations terroristes de l'UE et comprend la nécessité pour la Turquie de protéger ses citoyens", précise M. Rhen. Toutefois, la Turquie et l'Irak doivent "régler ce problème par la

coopération (...) et en respectant la droit international".

L'appel de la Commission est intervenu alors que des dizaines de véhicules militaires turcs faisaient route vers la frontière irakienne lundi et que des manifestants demandaient des mesures énergiques contre les rebelles kurdes.

Dimanche, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan avait convoqué d'urgence son cabinet de sécurité après la mort d'au moins 12 militaires dans un assaut de la rébellion kurde dans le sud-est du pays. Cette attaque pourrait inciter Ankara à mener des incursions militaires contre les séparatistes kurdes de l'autre côté de la frontière, dans le nord de l'Irak, selon les observateurs. AP

Nouvelles d'Arménie

23 octobre 2007 par Stéphane/armenews

Les Kurdes veulent défendre leurs réussites dans le nord de l'Irak

Les Kurdes d'Irak sont convaincus que la tension actuelle avec la Turquie vise à faire table rase de leur "expérience", celle d'une région autonome et prospère, qui inquiète Ankara mais aussi le pouvoir central à Bagdad.

Leurs responsables ont, ces derniers jours, répété que les menaces proférées par Ankara d'une incursion visant des rebelles kurdes vont au delà de l'élimination du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

Ce groupe, en lutte contre le pouvoir turc depuis 1984, maintient des bases au Kurdistan irakien d'où il lance des opérations meurtrières, dont la dernière, dimanche, a coûté la vie à 12 militaires turcs.

Face aux menaces turques, le président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, s'est dit dimanche "totalement déterminé à défendre notre expérience démocratique, la dignité de notre peuple et l'intégrité de notre territoire".

Dans un entretien récent avec des journalistes, il avait défini son ambition pour cette région montagneuse du nord de l'Irak où vivent entre quatre et cinq millions d'habitants, sur quelque 75.000 km carrés.

Il avait formulé la vision d'un mini-Etat sur le modèle des émirats pétroliers qui ont surgi du désert, sur les rives du Golfe.

"Notre mission n'est pas facile, mais nous

sommes déterminés à faire du Kurdistan un autre Dubaï, avait-il dit. En mieux, si possible".

"Nous avons toutes les ressources pour le faire, et la seule chose dont nous avons besoin, c'est du temps", avait-il assuré.

Cette vision est partagée par une majorité de kurdes, qui veulent à tous prix défendre leur îlot de stabilité et de prospérité dans un pays qui a sombré dans le chaos après l'invasion américaine de mars 2003.

"Avec tous ses travaux et ses investissements, le Kurdistan deviendra un jour le nouveau Dubaï", a assuré Kamiran Haji, 42 ans, un commerçant de Zakho, une localité proche de la frontière avec la Turquie.

"Comparez le Kurdistan irakien au reste du Kurdistan en Turquie, en Iran et en Syrie. Bien sûr que cela ne plaît pas aux responsables de ces pays", s'est-il exclamé.

Depuis qu'il a été placé sous protection des Etats-Unis en 1991 après la guerre du Golfe, le Kurdistan a pris ses distances avec l'Etat central irakien. Il s'est doté d'un Parlement, d'un gouvernement et d'un président, et son autonomie est reconnue dans la constitution de 2005.

L'économie y est florissante, soutenue par la perspective de trouver dans le sous-sol de nouvelles ressources pétrolières.

La sécurité y est assurée par environ

100.000 peshmergas (combattants), qui ont lutté depuis des générations contre le régime de Bagdad et n'entendent pas aujourd'hui lui céder la place.

"La Turquie voit d'un mauvais oeil l'expérience fédérale en Irak et elle craint que ce fédéralisme ne débouche sur la création d'un état indépendant", commente l'analyste politique kurde et journaliste Sami Shorash.

"Les Kurdes craignent que la Turquie ne détruise leur expérience", assure-t-il, et qu'elle "n'interfère" dans un processus souhaité par les Kurdes qui devrait aboutir au rattachement de Kirkouk et de ses champs de pétrole à la province kurde.

Pour lui, Ankara veut empêcher la mise en oeuvre de l'article 140 de la constitution irakienne. Il prévoit que les populations kurdes chassées de la ville par la politique d'arabisation de Saddam Hussein y soient réinstallées. Cette condition est indispensable pour la tenue d'un référendum prévu avant la fin de l'année.

Les autorités irakiennes ont été discrètes sur cette question, mais le rattachement de Kirkouk au Kurdistan est un dossier explosif qui ne peut que relancer les craintes d'un morcellement encore plus grand de l'Irak le long de divisions ethniques.

Crise des rebelles kurdes: tractations cruciales à Bagdad entre Turcs et Irakiens

Des tractations cruciales irako-turques sont prévues mardi à Bagdad pour éviter une incursion militaire de la Turquie visant à éliminer les bases des rebelles kurdes dans le nord de l'Irak.

BAGDAD (AFP) | Le ministre turc des Affaires étrangères, Ali Babacan, est arrivé mardi à Bagdad pour des entretiens avec les responsables irakiens sur la crise liée aux rebelles kurdes basés dans le nord de l'Irak, ont annoncé à l'AFP des sources gouvernementales irakiennes.

M. Babacan doit avoir des entretiens avec le Premier ministre Nouri al-Maliki, le président Jalal Talabani et son homologue Hoshyar Zebari, selon les mêmes sources. MM. Zebari et Babacan tiendront ensuite une conférence de presse commune.

Cette visite intervient alors que la Turquie a menacé de conduire des incursions militaires dans le Kurdistan irakien frontalier, pour y éliminer des bases de rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), en lutte contre le pouvoir central à Ankara depuis 1984.

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a évoqué l'éventualité d'une opération militaire conjointe de la Turquie et des Etats-Unis contre les repaires des séparatistes kurdes de Turquie.

Lundi soir, le PKK a annoncé qu'il était disposé à respecter un cessez-le-feu si l'armée turque renonçait à ses projets d'incursion et si l'Etat turc respecte les droits politiques et culturels de la minorité kurde en Turquie. "Nous sommes prêts à observer un cessez-le-feu si l'armée turque arrête d'attaquer nos positions, abandonne ses projets d'incursion et s'engage à la paix", a indiqué le PKK dans

une déclaration sur un site internet.

Au Koweït où il était en visite, M. Babacan a assuré lundi que son pays chercherait à résoudre par le dialogue le problème des séparatistes kurdes avant d'envoyer des troupes en Irak. Ces tentatives pour trouver un compromis suivent une embuscade du PKK dimanche dans laquelle 12 soldats turcs ont été tués, et huit faits prisonniers, et qui a fait augmenter la crainte d'une riposte militaire turque.

Les Etats-Unis s'inquiètent qu'une incursion turque dans le nord de l'Irak, qui a été autorisée le 17 octobre par le parlement turc, ne déséquilibre une des rares régions d'Irak relativement épargnée par l'instabilité. Le président américain George W. Bush a appelé son homologue turc Abdullah Gül et l'a assuré de l'engagement américain à coopérer avec la Turquie pour combattre les rebelles, selon la Maison Blanche.

Il a également eu des entretiens distincts avec le Premier ministre irakien et ils sont convenus "d'empêcher le PKK de se servir d'une partie quelconque du territoire irakien pour projeter ou mener des attaques terroristes". Ankara a demandé au pouvoir central à Bagdad d'agir pour empêcher que le PKK ne lance des opérations à partir du Kurdistan irakien, mais l'armée de Bagdad n'est pas déployée dans cette région qui est sous le contrôle des autorités régionales kurdes.

La secrétaire d'Etat américaine Condo-



leezza Rice a appelé l'Irak et le gouvernement autonome du Kurdistan irakien à prendre "des mesures immédiates" pour mettre un terme aux opérations du PKK à partir du nord de l'Irak. Elle a aussi été en contact avec le président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani.

Dans un entretien publié par le Times, M. Erdogan avait accusé les Etats-Unis d'immobilisme face au PKK. "(...) Dans le nord de l'Irak, nous sentons que l'organisation terroriste et l'administration locale (le gouvernement kurde) s'abritent derrière l'Amérique".

Le PKK, créé en 1978, a lancé en 1984 sa lutte armée pour la création d'un Etat kurde indépendant dans le Sud-Est anatolien. Il a intensifié ses opérations après avoir mis fin en 2006 à une trêve unilatérale. Selon un bilan officiel, les violences liées au conflit ont fait plus de 37.000 morts.

L'agence Firat diffuse des photos de soldats turcs otages du PKK

REUTERS

ANKARA (Reuters) - 23 octobre 2007 - L'agence de presse Firat, étroitement liée au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), a diffusé des photos montrant, selon elle, huit militaires turcs pris en otages ce week-end par les séparatistes.

"Les images montrent qu'ils sont en assez bonne santé", commente l'agence, dont le siège se trouve en Europe occidentale.

Les combattants du PKK ont annoncé lundi la capture de huit soldats turcs. Leur état-major a démenti, tout en confirmant que huit de ses hommes étaient portés disparus depuis l'accrochage qui a coûté la vie dimanche à 12 de leurs camarades.



(24)heures 24 Octobre 2007

La poudrière kurde en cinq tableaux

ANDRÉS ALLEMAND

Rien ne va plus entre Ankara et Bagdad. La Turquie veut soudain en finir avec les rebelles du PKK, retranchés dans les montagnes du Kurdistan irakien. Bruits de bottes, tensions interkurdes et embarras à Washington. Décryptage.

Des Kurdes ennemis, une Turquie soudain menaçante et des Américains pris au piège de ses priorités. Le pire est-il inévitable? Pas si sûr, si l'on prend la peine d'analyser les alliances et mésalliances. Tour d'horizon.

PEUPLE SANS ÉTAT Les Kurdes seraient entre 25 et 30 millions et représenteraient des minorités plus ou moins importantes dans quatre pays: 20% en Turquie, 18% en Irak, 9% en Iran et 8% en Syrie. Que peut-il y avoir de commun entre une dictature laïque, une république islamique, un pays sous occupation américaine et une démocratie musulmane? La réponse est simple: le refus de l'indépendance kurde.

LE KURDISTAN IRAKIEN Unique zone de stabilité dans un pays chaotique, il bénéficie d'une large autonomie. Et pour cause. Depuis la première guerre du Golfe (1991), le territoire vit sous protection de l'aviation américaine et britannique. Puis, en 1998, Washington obtient que cesse le conflit armé entre les deux grands clans rivaux kurdes d'Irak: l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani, dont le kief est Soulaïmaniyah, et le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, qui a pour capitale Erbil.

Excellent *deal* pour Jalal Talabani, aujourd'hui président de l'Irak, et Massoud Bar-

zani, actuel président de la région autonome kurde. Cela dit, derrière les sourires de circonstance, personne n'oublie que dans leur lutte fratricide, le premier bénéficiaire du soutien de l'Iran, tandis que le second était appuyé par la Turquie... et même par Saddam Hussein! Une seule chose, au fond, les a toujours unis: leur méfiance à l'égard des rebelles marxistes du PKK, qu'ils ont tenté en vain de bouter hors du Kurdistan irakien en 1992... malgré l'aide des forces turques.

LE PKK Parti des travailleurs du Kurdistan, fondé en Turquie en 1978 par Abdullah Öcalan, il compterait aujourd'hui encore entre 3000 et 5000 combattants, pour l'essentiel retranchés dans les montagnes irakiennes, sur les sommets du Qandil, frontière naturelle avec la Turquie et l'Iran. Depuis 1984, les combats entre la rébellion sécessionniste kurde et les forces turques ont fait 37 000 victimes. En 1999, l'arrestation du leader historique, puis sa condamnation à mort commuée en détention à vie, débouchent sur un cessez-le-feu unilatéral et le renoncement à l'indépendance. Ce mouvement ne réclame plus que l'autonomie pour les Kurdes de Turquie, une amnistie pour ses combattants et la libération d'Öcalan. Cependant, le PKK refuse de déposer les armes. Il reste classé «terroriste» par la Turquie, les États-Unis, l'Union européenne et l'ONU. Il est banni par les autorités kurdes d'Irak, qui tolèrent néanmoins ses bases arrières.

LA TURQUIE Elle a posté plus de 60 000 soldats à la frontière irakienne et menace d'attaquer le Kurdistan irakien si le PKK



n'est pas désarmé. Le parlement a donné hier son feu vert à une telle intervention. Le ton monte depuis une attaque kurde ce week-end, qui a coûté la vie à 16 soldats (et 23 rebelles). Certains experts pensent que le PKK, affaibli, souhaite embourber l'armée turque en Irak et déclencher enfin une réaction des 100 000 fiers peshmergas (combattants kurdes d'Irak). Côté turc, des analystes pensent que le camp laïque et les militaires cherchent à mettre la pression sur le gouvernement du parti islamiste modéré AKP, qui a passé le mois dernier un accord avec Bagdad sur la lutte antiterroriste. Si le Kurdistan irakien autorise les forces turques à disposer de quatre bases militaires sur son territoire, il n'est pas question d'accepter davantage.

LES ÉTATS-UNIS Ils sont mal à l'aise. C'est par la Turquie alliée que transite toute la logistique américaine en Irak. Mais Washington a également besoin de préserver la stabilité du Kurdistan irakien. Dilemme.

LE DEVOIR

SERGE TRUFFAUT 25 octobre 2007

Après les incursions de soldats turcs dans les provinces kurdes de l'Irak, voilà que les premiers confirment avoir bombardé hier les endroits où les militants armés du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) se seraient repliés. Que retenir des derniers événements? Leur gradation s'avère le prélude à une offensive plus massive de la part des militaires turcs. D'autant que, dans ce dossier, le gouvernement turc et le puissant état-major des forces armées de ce pays sont sur la même longueur d'onde, contrairement à d'autres sujets. Ils sont même au diapason de la population, qui rêve d'en finir une fois pour toutes avec cette épine qu'est à leurs yeux les désirs d'autonomie des Kurdes de Turquie, d'Irak, d'Iran et de Syrie.

Simultanément à l'exercice du feu, les politiciens turcs ont multiplié les déclarations, voire les menaces, stipulant que si le cabinet du premier ministre irakien Nouri al-Maliki et le contingent américain présent en Irak ne s'emploient pas à combattre le PKK avec plus de fermeté qu'ils ne l'ont fait jusqu'à présent, ils poursuivront leur action militaire aussi longtemps que nécessaire. La réaction, d'ailleurs très logique, des autorités irakiennes a été de rappeler que tant et aussi longtemps que Bagdad et ses environs n'auront pas été sécurisés, il ne sera pas question d'effectuer une soustraction au nombre de soldats stationnés dans la capitale.

Il y a la logique, mais il y a également une crainte. Laquelle? S'aliéner Massoud Barzani. Aujourd'hui président

de la province autonome du Kurdistan irakien, Barzani a commencé sa carrière, si on peut dire, en s'acquantant avec le PKK. S'il n'a pas milité dans les rangs de cette formation, il en a toujours été proche. À un point tel qu'il peine à cacher le soutien qu'il apporte à l'usage du territoire qu'il gère par les militants turcs du PKK.

Cela étant, peut-être est-il permis de formuler une hypothèse liée, elle, à un vote du Sénat américain. De quoi s'agit-il? Il y a un mois à peine, une majorité d'élus américains a appuyé une résolution proposant une plus grande décentralisation administrative en Irak. En fait, les auteurs de ce texte se font les ardents défenseurs d'une partition -- qui, évidemment, ne dit pas son nom -- de l'Irak en trois provinces qui seraient dotées d'une

somme de pouvoirs telle que le gouvernement, dans les faits, serait une coquille vide. Et alors? À la suite de ce geste, on peut se demander si les Kurdes ne se sont pas sentis encouragés à aller de l'avant dans leur projet d'indépendance à court terme de leur enclave en Irak et de l'arrimage à moyen ou long terme de celle située en Turquie.

Pour l'administration Bush, un conflit entre Turcs et Kurdes serait catastrophique, car ces deux peuples sont considérés comme leurs plus solides alliés dans cette région du monde. D'ores et déjà, les accrochages entre eux constituent une addition de dilemmes à un inventaire aussi lourd que sanglant.



Mourners attend the funeral of a Turkish officer killed by the PKK

Turkish soldiers who were taken hostage in the latest border attack by PKK rebels operating from inside Iraq. Twelve troops were killed in the clashes

Brown joins calls for restraint over Turkish onslaught in Iraq

► Clampdown on PKK supporters in Britain

► Erdogan repeats threat in London

Philip Webster Political Editor
Tom Baldwin Washington

Gordon Brown urged the Iraqi Government yesterday to help to "root out" terrorists striking against Turkey from Iraqi bases as he stepped up the West's call for a diplomatic solution to the crisis.

The Prime Minister's comments, made after talks with Recep Tayyip Erdogan, his Turkish counterpart, came as pictures emerged apparently showing eight Turkish soldiers that the hardline Kurdistan Workers' Party (PKK) claimed to have captured in recent clashes at the Iraqi border.

Nouri al-Maliki, the Iraqi Prime Minister, ordered the closure of all PKK offices in Iraq, saying that the group would not be allowed to operate in his country. The Iraqi Government has been under increasing pressure over recent attacks by the PKK, and was accused by the Turkish Interior Minister yesterday of failing to take sufficient action on the crisis.

Mr Brown offered support to the Turkish Government while urging restraint in its dealings in Iraq with the PKK. Speaking in London after the latest attack, in which 12 Turkish soldiers were killed and eight kidnapped, Mr Brown said that Britain condemned "absolutely and unequivocally" the terrorist violence of the

PKK. He said that Britain was committed to working with the Turkish Government on counter-terrorism activity "so we can root out these problems, and we will continue to work for a diplomatic solution to the problems that exist from within Iraq".

He added: "This is where the Iraqi Government and others can play a part in ensuring there is a proper solution to these difficulties."

Mr Brown also said that the Government would proscribe the PKK and organisations associated with it in Britain. "We will step up our counter-terrorism co-operation with the Turkish Government to deal with this issue."

Mr Erdogan refused to back down over his threat of force but David Miliband, the Foreign Secretary, said that diplomatic efforts had secured a breathing space before any Turkish military action across the border.

Turkey had been top of the agenda when Mr Miliband met Condoleezza Rice, the US Secretary of State, for talks on Tuesday night, which otherwise barely touched on the subject of Iraq — a reflection, he said, of the improved security situation there.

He suggested that the flurry of personal telephone calls from President Bush and Dr Rice to Turkish leaders on Sunday and Monday had been "a big thing" for a country that often feels that America does not understand it. He noted that Mr Erdogan "went ahead with his trip to the UK — that was important". He also said that Britain continued to back the Turkish application for EU membership and was confident that progress could be made soon "despite some of the

difficulties of recent days and weeks". The Prime Minister also announced the signing of a "strategic partnership" between the two nations, which includes plans for a British university in Turkey. There would also be "bigger government-to-government involvement on trade" and joint working on a "secure industrial zone" in Basra as part of efforts to regenerate the Iraqi economy.

Mr Erdogan said that the Turkish parliament had authorised a military operation in northern Iraq, but empha-

sised that any such operation would be conducted only against the PKK.

He emphasised too that his country had no territorial designs on Iraq but added: "The Iraqi Government must know we can exercise this mandate we have received from the Turkish parliament at any time." He said that his Government had tried for months to reach successful agreements with the Iraqi administration, adding: "We cannot wait for ever, so we have to make decisions, our own decisions."

Mr Brown said: "We unequivocally condemn what the PKK has done, both the deaths of army soldiers, the kidnapping of men and the threat and injuries to civilians."

"As far as Iraq is concerned we will step up all the efforts that are necessary so that terrorists cannot move from Iraq over the mountains."

"We believe the actions we are prepared to take internationally give some support to the Turkish Government in these difficult circumstances."

"We will work together to deal with any terrorist atrocities that exist. We will step up efforts together so we can deal with the terrorist threat."

Later Mr Brown said that Britain was ready to push for further sanctions against Iran if it did not give up its nuclear ambitions. Speaking alongside Ehud Olmert, the Israeli Prime Minister, Mr Brown said that he was ready to work through the United Nations to achieve tougher restrictions on Iran and would urge the EU to impose stiffer penalties.

The New York Times

OCTOBER 23, 2007

By Peter W. Galbraith

Partition is the only way

TOWNSHEND, Vt.

IN a surge of realism, the Senate has voted 75-23 to acknowledge that Iraq has broken up and cannot be put back together. The measure, co-sponsored by Joe Biden, a Democratic presidential candidate, and Sam Brownback, Republican of Kansas, supports a plan for Iraq to become a loose confederation of three regions — a Kurdish area in the north, a Shiite region in the south and a Sunni enclave in the center — with the national government in Baghdad having few powers other than to manage the equitable distribution of oil revenues.

While the nonbinding measure provoked strong reactions in Iraq and from the Bush administration, it actually called for exactly what Iraq's Constitution already provides — and what is irrevocably becoming the reality on the ground.

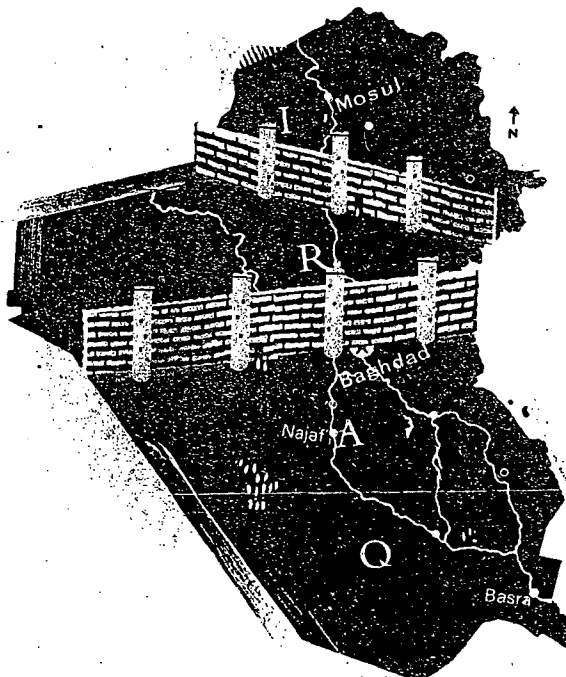
The Kurdish-dominated provinces in the north are recognized in the Constitution as an existing federal region, while other parts of Iraq can also opt to form their own regions. Iraq's regions are allowed their own Parliament and president, and may establish their own army. (Kurdistan's army, the peshmerga, is nearly as large as the national army and far more capable.) While the central government has exclusive control over the national army and foreign affairs, regional law is superior to national law on almost everything else. The central government cannot even impose a tax.

Iraq's minimalist Constitution is a reflection of a country without a common identity. The Shiites believe their majority entitles them to rule, and a vast majority of them support religious parties that would define Iraq as a Shiite state. Iraq's Sunni Arabs cannot accept their country being defined by a rival branch of Islam and ruled by parties they see as aligned with Iran. And the Kurdish vision of Iraq is of a country that does not include them.

The absence of a shared identity is a main reason the Bush administration has failed to construct workable national institutions in Iraq. American training can make Iraq's Shiite-dominated security forces more effective, but it cannot make them into neutral guarantors of safety that the Sunnis can trust. The Kurds ban the national army and police from their territory.

In a reflection of Iraq's deep divisions, the country's Shiite prime minister, Nuri Kamal al-Maliki, and the main Sunni par-

Peter W. Galbraith, a former United States ambassador to Croatia and the author of "The End of Iraq," is a principal in a company that does consulting in Iraq and elsewhere.



ties denounced the Senate vote as a plot to partition Iraq, while Kurdish leaders, along with a leading Shiite party, embraced the resolution precisely because they hope it will lead to the partition.

Senator Biden, probably the best-informed member of Congress on Iraq, insists that loose federalism, not partition, is his goal. He makes an analogy to Bosnia, where the 1995 Dayton agreement has kept that country together by devolving most functions to ethnically defined entities. He has a point: Iraq's Kurdish

sharing oil money that satisfies Shiites and Kurds but also guarantees the Sunnis a revenue stream, at least until the untapped oil resources of Sunni areas are developed. And of course a formula must be found to share or divide Baghdad.

At the regional level, Iraq's neighbors have to be reconciled to the new political geography. The good news is that partition will have the practical effect of limiting Iran's influence to southern Iraq and parts of Baghdad.

Turkey, understandably angry over terrorist attacks by a Turkish Kurdish rebel group, the Kurdistan Workers Party, has in recent days threatened to strike at the group's sanctuaries on the Iraqi side of the mountainous border. In general, however, Turkey has adopted a pragmatic attitude toward the emergence of a de facto independent Kurdistan, in part by supporting the Turkish companies that now provide 80 percent of the foreign investment in Iraqi Kurdistan.

Those who still favor a centralized state like to insist that partition would further destabilize the country. But current events suggest otherwise. Iraq's most stable and democratic region is Kurdistan. In Sunni-dominated Anbar Province, the Americans abandoned a military strategy that entailed working with the Shiite-dominated Iraqi Army and instead moved to set up a Sunni militia. The result has been gains against Al Qaeda and a substantial improvement in local security.

Let's face it: partition is a better outcome than a Sunni-Shiite civil war. There is, in any event, little alternative to partition. Iraq cannot be reconstructed as a unitary state, and the sooner we face up to this reality, the better. □

Start planning for the unavoidable partition of Iraq.

leaders are willing to remain part of Iraq for the time being because Kurdistan already has all attributes of a state except international recognition.

But over the long term, the former Yugoslavia and the Soviet Union are better analogies to Iraq than Bosnia. Democracy destroyed those states because, as in Iraq, there was never a shared national identity, and a substantial part of the population did not want to be part of the country.

So we should stop arguing over whether we want "partition" or "federalism" and start thinking about how we can mitigate the consequences of Iraq's unavoidable breakup. Referendums will need to be held, as required by Iraq's Constitution, to determine the final borders of the three regions. There has to be a deal on

ANTI-KURDISH PROTESTS IN TURKEY

SPIEGEL

'Allah Wants This War'

By Maximilian Popp in Istanbul October 23, 2007

The mood in Turkey is becoming increasingly jingoistic as thousands take to the streets, calling for war against the Kurdish rebel organization PKK and an invasion of northern Iraq. But Baghdad has promised to curb the Kurds.

anger drives them on to the streets, Aanger provoked by the images of dead soldiers shown on Turkish television. Thousands of demonstrators walk along Istiklal Caddesi, or Independence Avenue, Istanbul's longest shopping street. They are calling for war: War against the Kurds, against the PKK, against Iraq. "We have waited long enough," reads one poster. "Allah wants this war," is the message on another.

People have been protesting throughout the country since Sunday evening, after it was revealed that rebels from the Kurdish separatist organization the Kurdistan Workers' Party (PKK) had killed 12 Turkish soldiers in eastern Turkey. It is mainly young people who take to the streets, with Turkish flags in their hands, whistles in their mouths and hatred in their eyes.

"We have waited long enough," says Erkan, a young car mechanic from Istanbul. "It's time to strike." His face is pale and his right hand is clenched in a fist. "We are all Turks, we are all soldiers!" he calls. Many of the demonstrators sympathize with the right-wing youth organization the Gray Wolves. Their message to the Kurds is clear: Admit you are Turkish, or die.

The PKK, which has bases in the mountains of northern Iraq, has been fighting for decades for an independent Kurdistan. But the attacks of recent weeks were the heaviest in a long time. Last Wednesday, the Turkish parliament approved -- by an overwhelming majority -- a measure which clears the way for a military incursion into northern Iraq.

Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan is still hesitating, though, not least after the personal intervention of US Secretary of State Condoleezza Rice. But Erdogan said Tuesday that Turkey couldn't wait indefinitely for the Iraqi government to act against the PKK. "We cannot wait forever," he said during a visit to the UK for talks with British Prime Minister Gordon Brown. "We have to make our own decisions."

Brown said Britain was working with Turkey on "all efforts that are necessary so that terrorists cannot move

from Iraq into Turkey." The UK, like the US, is keen to stop Turkey invading northern Iraq, fearing the destabilization of the region.

'Nobody Wants War. But --'

Diplomatic efforts continued elsewhere Tuesday as Turkish forces massed on the Iraqi border. Turkish Foreign Minister Ali Babacan met with Turkish leaders in Baghdad to press them to crack down on the PKK. "We ... don't wish our historical and friendly ties with Iraq to be ruined because of a terrorist organization," he said at a news conference after meeting with Iraqi Foreign Minister Hoshiyar Zebari.

Zebari, for his part, said Baghdad would "actively help Turkey to overcome this menace." But Babacan rejected any offer of a ceasefire by the PKK. A ceasefire is only "possible between states and regular forces," he said. "The problem here is that we're dealing with a terrorist organization."

Aside from international diplomacy, though, many demonstrators in the streets are calling for war -- now. Even among liberal Turks and university students, the mood is edgy. Many believe Turkey has allowed itself to be provoked by the PKK for long enough. "Erdogan shouldn't allow himself to be pressured any longer, we need to invade Iraq," says 23-year-old political studies student Ayla. "The Kurdish problem cannot be resolved through diplomacy alone."

In the cafeteria of Istanbul's Bilgi University, one of the country's most prestigious schools, students hand out Turkish flags and black ribbons. "We want to express our sympathy for the dead soldiers," says Gözde, one of the campaign's initiators, and hits the table with her fist. "I ask myself how many Turks still need to die before our government finally does something about it."

"Nobody wants war," adds fellow student Metin. "But if that's the price of security, we have no other choice."

There are still voices of reason warning against a military attack, however. The northern region of Iraq inhabited by Kurds is the only largely peaceful area

in the war-torn country. "If the Turkish army crosses the border, northern Iraq will fall into a maelstrom of violence," says Dursun Tüyoğlu, a lecturer in politics at Bilgi University.

According to Tüyoğlu, over the last few years, the Turkish government has started to give extra support to the country's economically weak eastern part. As a result, during the most recent parliamentary elections, more than half of the Kurds there voted for Erdogan's ruling AKP party. "The PKK is losing its grassroots support in Turkey, and they know it," he says. "That's why they are bombing their way back into the spotlight."

In his opinion, every time a soldier is killed, the pressure on Erdogan's government increases.

'War Would Make Everything Worse'

Turkish actor Ozan Ayhan is sure of one thing: "A war in Iraq would only profit the PKK." The terrorists can't be beaten with weapons, he says. "We have to appeal to moderate Kurds."

The reverse is true for now -- the mood in Turkey is overheated. On Sunday evening the street demonstrators in Istanbul wanted to storm a Kurdish neighborhood called Talabasi. The police managed to hold them back.

Emrah, 26, grew up in Diyarbakir, a Kurdish stronghold in southern Anatolia. He studied economics in Mersin and wants to find work in Istanbul. "I'm afraid," he says. "I don't know what's going on in this country." Lately he's suffered more and more abuse: "People who were my friends just a few months ago won't talk to me anymore."

Emrah had a job interview at a bank last week. When he said he came from Diyarbakir and was Kurdish, he received a withering look. "I work hard, but no one is giving me a chance," he says.

He lights a cigarette and pulls on it in hurried drags. "War would just make everything worse."

By Pelin Turgut/Istanbul Oct. 24, 2007

TIME

Behind Turkey's Kurdish Problem

For as long as I can remember, I have been taught — in school, on TV, by taxi drivers — that Turkey has "red lines" that cannot be crossed, sacrosanct rules dictating foreign policy that have been passed down through generations as if written in stone. At their anxious heart, these rules are the legacy of the 1920s, when — following the collapse of the Ottoman Empire — Europeans were trying to carve up the country. But a ragtag bunch of Turkish volunteers, poorly armed, famously surviving on a slice of stale bread a day, rallied under Mustafa Kemal Atatürk to fight a war of independence. Against tremendous odds, they won, and from their struggle, modern Turkey was born. But the paranoia of having almost been conquered runs strong — gut-wrenchingly strong, summed up in the popular saying "A Turk has no friend but the Turks." The world, if you ask a Turk, is out to get us, and our challenge is to remain steadfast against enemies real and imagined. Hence the red lines on everything from vigilant secularism to Kurdish autonomy.

And since 2003, we have watched one of those red lines draw perilously closer, as a semi-autonomous Kurdish statelet emerged from the wreckage of Iraq, right on our doorstep. The Iraqi Kurds have their own flag, their own language, and a parliament. Kurds from the diaspora have come to staff universities, developing a national language, literature and music. Their political leaders are working to consolidate their gains by laying claim to the oil-rich northern Iraqi city of Kirkuk. Nation-building is in progress. From the outside, it looks like, well, a Kurdistan.

And a Kurdistan is a major red line for Tur-

key. Even the word is taboo. The fear — according to conventional wisdom — is that an independent Iraqi Kurdistan will encourage Turkey's own Kurds to secede, and take with them chunks of the territory so painstakingly saved by Atatürk from European dismemberment. To understand the depth of this fear, it is worth noting that we are often told that the Turkish flag is bright red to forever remind us of the blood that was shed to create this country. Nationalism, and its attendant paranoia, runs deep.

But a policy built on fear simply engenders more fear. For many decades, Turkey even denied the existence of the Kurds. They were Turkish mountain people, ran one official line, called Kurds because their shoes made the sound "Kart, Kurt" while walking in the snow. Kurds could become prominent businessmen, even Prime Minister, but their ethnicity could never be mentioned. Several Kurdish uprisings were violently stamped out, and southeastern Turkey, home to a majority Kurdish population, was left to stagnate. The emergence of the separatist Kurdistan Workers Party (PKK) in the '80s made the area a no-go war zone. Today, its inhabitants, the majority of whom identify themselves as Turkish citizens, are substantially poorer, less educated and more unemployed than any other part of the country. To travel from cosmopolitan Istanbul (chosen as Hippest City of the Year by the trendy design magazine *Wallpaper*) to Diyarbakir, regional capital of southeast Turkey, is to go from the industrialized West to the Third World. Gleaming skyscrapers give way to mud shacks and shantytowns in just two hours of flying.

For more than two decades, Turkey has viewed the Kurdish question simply as one of fighting the terrorism of the PKK. And because other countries have occasionally backed the PKK, many Turks say, this proves that nobody wants to see a strong Turkey emerge as a regional superpower. Even if that were true, the fact remains that Turkey is home to 17 million Kurds, many of whom don't support the PKK, but whose grievances have become an international problem.

Ankara now has two choices: guns — which have never managed to eliminate Kurdish rebellion — or else a bold new policy designed to address Kurdish grievances, encourage economic growth in the region and move forward. Not just a token law allowing one hour of Kurdish language TV and radio broadcast a day (as was passed three years ago). Real, comprehensive reform. With a majority of the population behind him (47% of the vote) and a small group of Kurdish MPs in parliament for the first time in a decade, Prime Minister Recep Tayyip Erdoğan — who has spoken of the need for strong action against the PKK to be accompanied by a political solution to the Kurdish issue — could theoretically break new ground. But to do so would pit him against the military, which sees itself as the custodian of Atatürk's achievement and is used to calling the shots on the Kurdish issue. And the generals' wrath can certainly be fearsome. But for the rest of us, tackling the political dimension of the issue might just mean one less torturous "red line" to hand down to our children. And that would open up a whole lot of unimagined new space

By Basil Adas, Correspondent - October 24, 2007

GULF NEWS

Kurdish leaders divided over Turkish demands

Baghdad: Divisions have surfaced in the Kurdish political ranks since Turkey asked Iraq to extradite leaders of Kurdistan Worker's Party which is accused of using the mountains of northern Iraq as bases to launch attacks on Turkish military targets.

Abdul Salam Haji, a Kurdish political researcher, told Gulf News: "The position of Mas-soud Barzani, president of Kurdistan region, is extremely difficult.

"He has to choose between being a historical leader for Kurds who spent most of his early years fighting for the Kurds [against] Saddam Hussein and thus he will refuse to monitor Iraq-Turkish borders

and address [Kurdistan Worker's Party] PKK elements for Turkey's benefit.

"Or he has to comply with pressures from US and Baghdad, urging him to ... hunt down the PKK elements in Kurdistan."

Options

Among the options available, is launching raids with the help of US warplanes against PKK elements in mountains of Zakho and Amadiyah in Duhok, Iraqi Kurdish provinces.

The option inevitably needs intelligence cooperation from Kurdish leaders in Arbil, as Peshmergas are best aware of the territory where they fought Saddam's regime for

20 years.

The issue is far from intelligence cooperation, said Munder Al Zaubai, a former Iraqi army officer. He told Gulf News: "Ankara has evidences that Barzani ... is Kurdistan security agency supervisor, he also has a confidential coordination with the PKK leaders.

"It means that Kurdish government should provide detailed information about PKK to Turkey. Besides Barzani's cooperation will lead to the arrest of senior PKK leaders and their extradition to Turkey, as happened to Abdullah Ocalan many years ago."

Sources in Arbil said politicians are divided into two

camp. One is led by Barzani who opposes any sort of cooperation with Turkey to fight and pursue the PKK elements, and yet he is ready to help Ankara conduct direct political negotiations with the party.

The other camp comprises Kurdish leaders in Arbil who believe the issue is not worthy of risking Kurdistan's stability and cooperation with Turkey to hunt down the PKK elements.

They want to assure Turkey that Kurdish region of Iraq and its political evolution is not threatening Turkish security.

THE INDEPENDENT By Patrick Cockburn in the Qandil mountains, Iraq 25 October 2007

Kurdish fighters defy the world from mountain fortress as bombing begins

Turkey used its helicopters and artillery to attack Kurdish guerrillas inside northern Iraq yesterday as the Turkish army massed just north of the border. The helicopter gunships penetrated three miles into Iraqi territory and warplanes targeted mountain paths used by rebels entering Turkey.

Guerrilla commanders of the Kurdistan Workers' Party (PKK) were defiant in the face of an impending invasion. In an interview high in the Qandil mountains, Bozan Tekin, a PKK leader, said: "Even Alexander the Great couldn't bring this region under his rule." The PKK has its headquarters in the Qandil mountains, one of the world's great natural fortresses in the east of Iraqi Kurdistan, stretching south from the south-east tip of Turkey along the Iranian border. If Turkey, or anybody else, is to try to drive the PKK out of northern Iraq they would have to capture this bastion and it is unlikely they will succeed.

Despite threats of action by the Iraqi Prime Minister, Nouri al-Maliki, the PKK leaders give no sense of feeling that their enemies were closing in.

For a guerrilla movement awaiting assault, the PKK's leaders are surprisingly easy to find. We drove east from Arbil for two-and-a-half hours and hired a four-wheel drive car in the village of Sangassar. Iraqi police wearing camouflage uniform were at work building a new outpost out of cement blocks beside the road leading into the mountains but only took our names.

In fact the four-wheel drive was hardly necessary because there is a military road constructed by Saddam Hussein's army in the 1980s which zig-zags along the side of a steep valley until it reaches the first PKK checkpoint. The PKK soldiers with

Kalashnikovs and two grenades pinned to the front of their uniform were relaxed and efficient. In case anybody should have any doubt about who was in control there was an enormous picture of the imprisoned PKK leader Abdullah Ocalan picked out in yellow, black, white and red painted stones on a hill half a mile away and visible over a wide area.

There were no sign that threats from Mr Maliki in Baghdad or from the Iraqi President, Jalal Talabani, were having an effect. The PKK soldiers at a small guest house had not been expecting us but promptly got in touch with their local headquarters.

For all its nonchalance the PKK is facing a formidable array of enemies. The Iraqi government in Baghdad has no direct influence over the Kurdistan Regional Government, led by President Massoud Barzani whose administration is made up of his own Kurdistan Democratic Party and President Talabani's Patriotic Union of Kurdistan. This is the only force capable of trying to eject the 3,000 PKK fighters.

So far the KRG shows no sign of doing so. One reason is that, paradoxically, the Turkish government will not talk to the KRG although it is the only Iraqi institution that might help it – Ankara is fearful of the growing strength of the KRG as a quasi-independent state on its borders.

So far the PKK is benefiting substantially from the crisis which started this summer when it began to make more attacks within Turkey. Instead of being politically marginalised in its hidden valleys, it is suddenly at the centre of international attention. This will help it try to rebuild its battered political base within Turkey where it suffered defeat in the 1990s and where its leader Abdullah Ocalan has been

imprisoned since 1999.

Asked if the Turkish forces could inflict damage on the PKK, one of its fighters, called Intikam, said: "Three out of five of our fighters are hiding in the mountains in Turkey and, if the Turkish army cannot find them there, it will hardly find them in Iraq."

Bozan Tekin and Mizgin Amed, a woman who is also a member of the leadership, hotly deny they are "terrorists" and ask plaintively why there is not more attention given to Kurds who have been killed by the Turkish army. They add that they have been observing a ceasefire since since 1 October 2006 and fight in retaliation for Turkish attacks.

"Since then the Turks have launched 485 attacks on us," says Bozan Tekin. "Even an animal – any living thing – will fight when it feels it is in a dangerous situation," said Mizgin Amed. Both the PKK leaders were chary of giving details of last Sunday's ambush in which at least 16 Turkish soldiers were killed and eight captured. This is because the ambush is a little difficult to square with their defensive posture. But Bozan Tekin said that in reality "35 Turkish soldiers were killed and only three PKK fighters were lightly wounded. We did not lose anyone dead." He claimed that an attack on a minibus, which Turkey blamed on the PKK, was in fact carried out by Turkish soldiers on a Kurdish wedding party.

Overall, although it does not say so openly, the PKK would welcome a Turkish military invasion of northern Iraq because it would embroil Turkey with the Iraqi Kurds and the Iraqi army. It would also pose almost no threat to the PKK.

The Economist

Turkey and the Kurds

When patience snaps

Another rebel raid takes the army closer to Iraq

Oct 25th 2007 | ANKARA AND SIRNAK From The Economist print edition

BOWING to pressure from a seething public, Turkey on October 21st began an aerial bombardment of Kurdish rebel positions just inside northern Iraq. Meanwhile, on the ground, Turkish troops continued to carry out sporadic "hot-pursuit operations" against the homegrown Kurdistan Workers' Party (PKK) in the rugged mountains where the borders of Turkey, Iran and Iraq converge.

The tipping-point came earlier that day, when Kurdish rebels killed 12 Turkish soldiers and kidnapped eight others in a pre-dawn raid near the Iraqi border. Tens of thousands of Turks have been demonstrating ever since in a burst of patriotism not seen since Turkey almost went to war against Greece in 1974. Many, including women, have been popping up at army recruitment centres clamouring to be sent "to the front". And it is starting to look like a front: in Sirmak, a hardscrabble province on the Iraqi border, F-16 fighter jets screeched overhead as a convoy of military

buses filled with conscripts rumbled along a winding road.

The most pressing question now is how far Turkey will go. Were this week's cross-border attacks directed solely at the PKK? Or might they be the opening shots in a broader war targeting the Iraqi Kurds? Many Turks fret that the Iraqi Kurds' march towards quasi-independence is fanning irredentism among the 14m or so Kurds who live in Turkey. Hawks in the army believe that the only way to end this threat is to "reduce Iraqi Kurdistan to rubble", says Tahir Elci, a human-rights lawyer in the mainly Kurdish city of Diyarbakir.

In an apparent bid to hold Turkey at bay (and after much arm-twisting from America), Masoud Barzani, president of Iraq's Kurdish region, called on the PKK on October 24th to end the violence. This followed a statement from Nuri al-Maliki, Iraq's prime minister, ordering the closure of all PKK offices in the

country.

But Turkey says it will not be satisfied until the PKK's camps are shut down for good and its leaders handed over. If its demands are not met, Turkey will not only escalate its military campaign; it may also impose economic sanctions against the Iraqi Kurds. Options include restricting access to the Habur border gate—the Kurds' only gateway to Europe—and halting the sale of electricity, which supplies some 10% of what Iraqi Kurds need.

Recep Tayyip Erdogan, Turkey's prime minister, is expected to press his country's case in a meeting with President George Bush that is due to take place in Washington, DC, on November 5th. Certainly Turkey is in no mood to heed America's pleas for patience. It is furious that America, as it sees it, has done so little to help.

Mr Erdogan's new defiance is in sharp con-

trast with his earlier reluctance to mount a cross-border operation. He knows full well that the most effective weapon against the rebels is not war, but democracy. Under his rule, the Kurds have seen some gains: they are allowed to study their mother tongue, though in private language courses rather than state schools, and innovative welfare schemes have lifted millions of Kurds a little way out of poverty. All this helped Mr Erdogan's party, the AK, to improve its ratings in the Kurdish region in July's elections. It also drained popular support from the PKK.

Some pundits think the PKK intensified its attacks immediately after the elections to restore its waning prestige. "The idea", says Hasim Hasimi, a moderate Kurdish politician, "is to provoke the state into brutality against ordinary Kurds, to polarise Turks and Kurds, and to reverse AK gains." Rusen Cakir, a Turkish expert on Islam and the Kurds, offers another explanation. "The PKK is hoping to internationalise the Kurdish issue by sucking Turkey into northern Iraq."

In a telling reflection of the sorry state of Turkish-EU relations, hardly anyone is talk-

ing about the damage a cross-border incursion might do to Turkey's membership talks with the EU. Calls from France and Austria to offer Turkey "privileged partnership", not full membership, have caused support among Turks for the EU to dip under 50% this year, from a high of 74% in 2004. Chillier relations with the EU have also dashed the hopes of a growing number of Kurds. They had started to see their future as citizens of an EU member state, with all the freedom this would entail, not as part of the independent Kurdistan that the PKK is promising to deliver

GULF NEWS

By Sami Moubayed Oct 25, 2007

No end in sight of the Kurdish fight

- DAMASCUS Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan appears willing to give diplomacy a chance, although he now has a mandate from the Turkish Parliament to launch military attacks on Kurdistan Workers' Party (PKK) rebels harbored in northern Iraq.

That mandate is supported by all ranks within the Turkish army and politicians from every end of the political spectrum in Ankara. In response, the PKK has said it would stop cross-border attacks

if the Turkish government called off its military invasion.

History and logic say that the PKK promise should be treated with skepticism, and nobody knows that better than Erdogan, who, while playing along with US pleas for restraint, is personally convinced that the PKK will continue to be a problem for Turkey.

The PKK's roots

The Kurds are a dominant minority in Turkey, comprising 9 million of the country's 60 million people. Kurdish nationalists, who dream of creating the State of Kurdistan, envision 55% of it on Turkish territory.

They have been a problem for every Turkish administration since the end of the Ottoman Empire after World War I. As a result, consecutive Turkish governments banned the use of Kurdish in schools, on radio and television. Kurdish families were also prohibited from giving Kurdish names to their children, and violation of these regulations was considered a criminal offense, punishable with up to five years in prison.

Kurdish political parties were also banned, and Kurdish separatists were arrested and persecuted for their views. Kurdish rebellions broke out in 1925, 1930 and 1937-1938. Various states, like Greece, Syria, Iraq and Iran, have extensively used the "Kurdish card" against Turkey over the past 50 years. As a result of continued foreign meddling, the PKK was born in 1978.

Originally named the Ankara Democratic Patriotic Association of Higher Education, it had a large student

membership, and was headed by Abdullah Ocelan. What started out in Ankara mushroomed to southeast Turkey, which has a large Kurdish population.

The PKK in its present form came out with an inauguration manifesto, which it called "Declaration of Independence", on October 27, 1978. It adopted a heavy revolutionary communist ideology, influenced by Mao Zedong's "people's war" in China, and aimed at creating an independent socialist State of Kurdistan on territory controlled by Syria, Turkey, Iraq and Iran. The communist influence remained strong until the collapse of the Soviet Union in 1991.

The main target of PKK military activity has always been Turkey. Tactics have included ambush, sabotage, riots, protests, suicide bombings and target assassinations.

The militants' most notorious acts have been the assassination of prime minister Nihat Erim in July 1980 and the bombing of the Turkish consulate in Strasbourg, France, in November 1980. The Turkish Ministry of Justice says that during the years 1984-1998, 35,000 people were killed by the PKK, 17,500 of them being assassinations. Another 1,000 people were assassinated in 1999.

When interrogating arrested members of the outlawed organization, Turkey realized that 86% of them joined due to poverty, with a family income of less than US\$380 per month. Sixty percent are high school drop-outs.

Given its record, it is no surprise that the US, the European Union and the North Atlantic Treaty Organization branded the PKK a "terrorist organization". PKK assets in the US were frozen by the US Treasury in 2004.

According to Robert Olson, author of books on Turkey's relations with Iran, Syria, Israel and Russia, Turkey spends an estimated \$8 billion a year to combat the PKK rebellion.

When pressure became too strong for the rebels, they fled to neighboring Iraqi Kurdistan after the establishment of its autonomy at the end of the Gulf War in 1991. They were received

with open arms by Massoud Barzani and Jalal Talabani, who subsequently became the presidents of Kurdistan and Iraq respectively.

The rebels were allowed to set up base in the mountainous regions, where they hide out in caves, making air operations difficult for the Turkish military.

The PKK has an annual budget of \$86 million, mostly tapped through private donations from wealthy Kurdish businessmen and revenue from narcotic trafficking. According to the French, 80% of heroin in Paris is smuggled into the country by the PKK. There is a sizeable Kurdish community scattered around Europe and at certain stages several of its heavy-weights have been sympathetic to the PKK.

Germany alone has about 400,000 Kurds, France has 60,000 and Sweden has 10,000. Smaller communities can be found in Belgium, Great Britain, the Netherlands and Italy.

According to reports, 14.7% of the PKK's Kalashnikov assault rifles come from China, 3.6% from Hungary and 3.6% from Belgium. Nearly 46% of "assassination weapons" have traceable serial numbers from Russia, with 13.2% from Great Britain and 9.4% from the US. Grenades (19.8%) come from the US, and 60.8% of mines come from Italy.

The turning point in the PKK's history was 1999 when its founder and leader Abdullah Ocelan was apprehended by the Turks, in collaboration with the US Central Intelligence Agency, in Kenya. He was carrying a Cypriot passport in the name of Mavros Lazaros. He was tried and sentenced to death by a Turkish court but his sentence was commuted to life imprisonment in 2002.

Since then, the PKK has operated with no strong leadership and as a result has lost much of its power base both within Turkey and abroad. It declared a truce in 2006, but Erdogan refused to commit to it, saying: "A ceasefire is done between states. It is not something for a terrorist organization."

The Turks expected the United States, with which it had cooperated

in the past to combat communism and Islamic fundamentalism, to take serious action against the PKK after September 11, 2001.

Too busy fighting al-Qaeda and the Taliban in Afghanistan and insurgents in Iraq; the US has done very little to root out the PKK. In fact, it turned a blind eye, not wanting to upset its two strong Kurdish allies, Barzani and Talabani. In October-November 2004, the Turks mobilized on the border with Iraqi Kurdistan, planning for an invasion by 20,000 troops. That was halted by the Americans.

For now, the world is waiting to see what American diplomacy will lead to with regard to the PKK. Although Washington brands the group as "terrorist", the US has much to gain from a continued PKK presence in Iraq. One clear advantage is appeasement of Kurdish politicians like Barzani and Talabani, who are needed for the political process in Baghdad. The second reason is that Washington cannot, even if it wished, combat another guerrilla movement, with so much already on its hands: al-Qaeda, the Mahdi Army of Shi'ite cleric Muqtada al-Sadr, and Ba'athists fighting US troops in Iraq.

According to The New Yorker, the US government and Israel support the Party for a Free Life in Kurdistan, the Iranian branch of the PKK, that works against the Islamic government in Tehran. Murat Karayilan, a senior PKK militant, was once quoted in an interview with The Daily Telegraph of London as saying that the US has had direct contact with the PKK in northern Iraq. That was confirmed last year by Ali Larjani, the former senior nuclear negotiator under President Mahmud Ahmadinejad.

Such facts are well-known to the Turks, and their patience has limits. Unless the US steps in soon to help resolve the PKK problem, it risks Turkey walking out of the "war on terror" and halting US use of a Turkish air base that is a vital conduit for supplying US forces in Iraq.

Sami Moubayed is a Syrian political analyst.



MUSTATA UZER/Agence France-Presse

A Turkish soldier patrolling Wednesday in Senoba, a village in Sirnak Province, which borders the autonomous Kurdish area of Iraq.

Turks strike at Kurds from air

By Sebnem Arsu

ISTANBUL: Turkish warplanes joined Sikorsky and Cobra military helicopters in southeastern Turkey on Wednesday in attacks on the broad mountainous passes that Kurdish separatist rebels use to travel from hideouts in northern Iraq into Turkey, the state-run Anatolian news agency reported, without explicitly stating whether the aircraft had flown inside Iraqi territory or if so, how far.

The attacks follow several days of Turkish shelling. The report did not disclose the number of aircraft involved.

Some unconfirmed media reports said the Turkish aircraft had flown into Iraqi territory.

In Baghdad, the American second-in-command, Lieutenant General Raymond Odierno, said he could not confirm that any warplanes from Turkey, a NATO ally, had flown into Iraqi airspace. Iraqi airspace is under United States control. "I cannot verify it," he said.

A government official briefed about the military's activities Tuesday evening said Turkish soldiers may have already crossed the border — a rocky, uninhabited area — in brief pursuits of the Kurdish rebels, returning quickly after their incursions.

"It is a harsh, rugged region away from residential areas, and in pursuit of the rebels, troops from time to time cross the border for a few kilometers, and that's what was mentioned to us," the official said.

The Turks began threatening to send troops into Iraq after months of frustration over raids into Turkey by Kurdish rebels. The Turkish authorities say the rebels have killed at least 42 people in Turkey in the past month, including 12 soldiers in an ambush Sunday.

The Anatolian report said multiple warplanes had taken off from a military base in Diyarbakir, the largest city in the Turkish southeast, and destroyed hideouts belonging to the rebel group, the Kurdistan Workers' Party, or PKK.

Over the past few days, Turkish armored vehicles have rumbled into position along the mountainous border, and Turkish newspapers have reported continuing military operations, with helicopters firing at targets near the border and ground troops shelling several villages in northern Iraq.

Amid rising diplomatic tension, the United States and other countries have warned Turkey not to invade Iraq. The NATO secretary general, Jaap de Hoop Scheffer, praised Turkey, NATO's only Muslim member, for showing what he called "remarkable restraint" in its efforts to tackle the Kurdish rebels.

"If I look at the Turkish government as it has acted up till now, I think the Turkish government is showing restraint — remarkable restraint under present circumstances," he told reporters at a meeting of NATO defense ministers in the Netherlands, Reuters reported.

The ambush, in which the rebels say they took eight soldiers hostage, provoked large street protests in Turkey

and calls for the government to take action. Last week, Parliament voted overwhelmingly to authorize the government to send troops across the border.

The Anatolian agency said Turkish security forces had captured many PKK hideouts and destroyed livestock that they claimed belonged to the rebels. It did not state whether these were on the Turkish or Iraqi side of the border, but the PKK has hideouts in Turkey as well as in northern Iraq.

The National Security Council, Turkey's highest security body, met for several hours of discussion about the situation on the border. Both President Abdullah Gul and Prime Minister Recep Tayyip Erdogan attended. Turkey has expressed growing frustration with Iraq and the United States for failing to curb the activities of the Kurdish rebels.

The United States lists the PKK as a terrorist organization, but U.S. military commanders in Baghdad have been loath to devote resources to going after the group in the mountainous regions on the border with Turkey.

U.S. officials upbraided Kurdish leaders in northern Iraq on Tuesday for what they called a Kurdish failure to rein in the guerrillas' activities.

Many Turkish lawmakers are skeptical of the Iraqi government's ability to tackle the rebels. Only U.S. intervention can solve the problem, they say.

Graham Bowley contributed reporting from New York.

THE
INDEPENDENT

PKK tactics may drive Turkey into a reluctant invasion

By Patrick Cockburn in the Qandil mountains, northern Iraq 26 October 2007

Soon after midnight last Sunday, a detachment of the Kurdistan Workers' Party (PKK) surrounded a 50-strong unit of the Turkish army near the village of Daglica in Hakkari province, three miles from Turkey's border with Iraq.

The operation was well planned. The PKK guerrillas first cut the electricity and telephone lines to the Turkish army post and then isolated it by blowing up a bridge. The besieged soldiers could see the PKK taking up positions through their night-vision equipment and monitored their radio communications.

When the PKK did attack it overran the outpost, killing at least 16 Turkish soldiers, wounding 17 and capturing eight whom the PKK still holds. The PKK claims only three of its men were slightly wounded and later released pictures of the Turkish prisoners.

It was the most effective PKK action for years and the Turkish government's reaction to it has re-launched the PKK as a political player in the region. It is no longer an irrelevant relic of its failed bid to lead the 15 million Turkish Kurds to independence which collapsed after its military defeat in the 1990s and the capture of its leader Abdullah Ocalan in 1999.

Sunday's attack had an explosive impact on Turkey because the Turkish army and its civilian supporters are eager to persuade Turks that the moderate Islamist government is insufficiently patriotic. For his part, the Turkish prime minister Tayyip Erdogan had been skilfully threatening to send the army across the border but not in fact doing so.

Talking to PKK leaders in their headquarters in the Qandil mountains it is not clear how far they are trying to tempt Turkey into a trap by provoking it

into invading northern Iraq. A Turkish invasion would be much in the PKK's interests since the Turkish army would become embroiled with the powerful military forces of the Iraqi Kurds.

The PKK leaders do not feel themselves in much danger. The mountains and gorges have been a redoubt for guerrillas for thousands of years. "Nobody can get us out of here," says Bozan Tekin, a PKK leader, pointing to the mountain walls surrounding the cluster of stone houses where we met. He claimed that Alexander the Great had been balked by the mountains of Kurdistan and suggested the Turks would be no more successful.

The natural defences of the Qandil are impressive. We started in the plain below the mountains in the village of Sangassar and then drove along the side of steep hills, dotted with small oak trees, which fall away on one side to form a gorge.

At the top of a pass we entered PKK territory, the entrance to which is guarded by a series of checkpoints and PKK fighters in uniform. They told us to keep straight on to the village of Kurtak and not to divert off the road. Diversions were not tempting since the only side roads are rutted paths leading further into the mountains. Houses are few though nomads herding sheep had pitched their tents by the streams and were gathering firewood.

One of several difficulties facing a Turkish invasion force is that they are unlikely to locate the PKK in this wilderness of mountains. The place we met Bozan Tekin was miles away from the nearest PKK camp which, say local sources, can only be reached after an hour in a vehicle and seven or eight hours trek on foot. The base itself consists of scattered houses hidden in a cleft between the rocks.

But the strength of the PKK position has less to do with geography and more to do with the politics of the region. Since it was founded in 1978 the PKK has always benefited from Ankara's refusal to recognise that there is a Kurdish minority and the stifling of all means of constitutional protest. It still does.

Militarily, the PKK are not very strong. The figure given for its forces inside northern Iraq is about 3,000. They claim that they have been trying to abide by a ceasefire since 1 October 2006, but it is a curiously flexible ceasefire that includes the right of self-defence and retaliation. The PKK's pin-prick attacks do not have much military impact on the 100,000 Turkish soldiers massed north of the border. But they do inflict serious political damage on the Turkish government because any Turkish casualties drive it towards an invasion of Iraq that it does not want to carry out.

There is a further problem for Turkey that is also largely of its own making. The only Iraq force capable of evicting the PKK from its mountains is the Kurdistan Regional Government (KRG) led by Massoud Barzani. But Turkey refuses to recognise the KRG because it is Kurdish and will only deal with the Iraqi government in Baghdad which, as one observer put it, has "about as much influence in Iraqi Kurdistan as Britney Spears".

In an interview with Aljazeera English television Masrour Barzani, the powerful head of the Kurdish intelligence service (Parastin), says pointedly that if the KRG is not consulted about an agreement between Baghdad and Ankara then it will not necessarily go along with it. In any case, he says the PKK bases are "in remote and isolated areas" outside his government's control.

Guardian

Kurdish rebel leaders buoyant and defiant

Michael Howard on the Iraqi-Turkish border

October 26, 2007

Their leader is in prison and being poisoned, they claim, by his jailers. Their enemies are in uproar, almost unanimously baying for their blood. And Nato's second largest war machine is just two valleys away, preparing for their annihilation. Yet as they sat down to a dinner of grilled chicken and salad yesterday, in a flat-roofed stone shack clinging to the side of a mountain, leaders of the Kurdistan Workers' party (PKK) remained surprisingly buoyant.

Here were some of Turkey's most wanted, dressed in baggy khaki fatigues, each wearing a small lapel badge bearing the portrait of Abdullah Ocalan, their imprisoned leader. Their mountain redoubts would hold firm, the guerrilla leaders insisted. The world would see they were not terrorists but freedom fighters. Dialogue and peace would eventually solve the Kurdish question in Turkey. Their struggle for Kurdish rights was

not about to be vaporised by a barrage of Turkish, or US, rockets.

"We have been in these mountains since 1982," said Bozan Tekin, a PKK leader. "We know every peak, every cave, every ravine. If they come for us, we are prepared, but I don't think they will. And besides we have many more fighters in Turkey." Mizgin Ahmed, another PKK leader, indicated that the group had no immediate plans to leave, as Iraq's president, Jalal Talabani, demanded last week.

"No one has actually come to us and directly asked us to get out," said Ms Ahmed. Nevertheless, the omens for the rump PKK fighters in northern Iraq are sombre. During the past week, Turkish ground and air forces have shelled and bombed their positions. The Turkish army claims to have killed at least 64 suspected rebels, though the claim is denied by the PKK. A high-level Iraqi delegation arrived in Ankara for talks yesterday

as Turkey's president, Abdullah Gul, kept up the pressure on Iraq and the US to take decisive action against the rebels.

"We are totally determined to take all the necessary steps to end this threat," Mr Gul said. The Americans, meanwhile, upped the pressure on Iraq's Kurds to halt the flow of supplies and funds and restrict the movement of the PKK fighters, who occupy an area that is nominally within the control of the Kurdistan regional government.

The PKK, at least the 2,000 or so who remain in northern Iraq, appear to be fast running out of options. "We have been misrepresented", said Abdul Rahaman Chadherchi, belying a frustration that they are referred to in the same breath as al-Qaida. "We are not terrorists. We share the same goals of democracy and human rights as the west," said Ms Ahmed. "We are fighting Turkish chauvinism and its long denial of basic rights to Kurds. We want to see a

Turkey that can meet the criteria of joining the EU."

The PKK was not seeking to establish an independent Kurdish homeland, she added, and they were not separatists, as many in the western and Turkish media labelled them. "We want to see full cultural and political rights for Kurds within the framework of a democratic Turkey," she said. There should also be an independent truth and reconciliation-style committee to look at the "actions and atrocities" that have been committed "by both sides" in the 25-year civil war in the south-east.

PKK leaders say they have sent 10 letters to the US in Iraq, promising cooperation. But their violent campaign has earned them

pariah status. An American official in Iraq said simply: "We don't deal with the PKK." There is also growing criticism of the rebel military leadership among local Kurds for needlessly escalating their operations against the Turkish military.

"It is not us who is escalating," said Mr Tekin. "We do not attack across the border. We have guerrillas in Turkey. We declared a ceasefire one year ago at the request of many different parties, including the Iraqi Kurdish leaders and the US. Yet what have we seen from the Turkish state? Nothing but violence." Since the unilateral ceasefire, Turkey's military had poured troops into the south-east and conducted 485 military operations in Turkey and Iraq, "sometimes in

cooperation with Iran".

So what would it take for the PKK to put down its guns? "We want some guarantees on the health of our leader," said Ms Ahmed. "We believe he is being poisoned in his cell. We want the Turkish military to pull back to its barracks. And we want Turkey to officially recognise the Kurds' identity and culture. Then we will disarm tomorrow." Ankara rejects negotiations with a group it dismisses as "terrorists".

As the PKK leaders chewed over their future, the distant rumble of a jet rolled up the valley. There was a brief pause as everyone looked up into the night sky. Then they relaxed.

BBC NEWS

27 October 2007

Turkey anger at Europe over PKK

Turkey's PM Recep Tayyip Erdogan has criticised EU nations for not doing more to tackle activists from the Kurdistan Workers' Party (PKK).

He said EU nations were not arresting or extraditing PKK members.

Turkey has regularly asked countries to do more against the PKK, which the EU regards as a terrorist group.

Mr Erdogan was speaking after talks between Turkey and Iraq ended without progress on Iraqi proposals to stop PKK attacks on Turkey from Iraq.

Turkey has warned it will not tolerate more cross-border raids and has massed troops along the border.

Hundreds of people held demonstrations in Turkish cities on Saturday, condemning the PKK and calling for action.

Mr Erdogan questioned the sincerity of EU nations on the PKK issue.

"No EU country has extradited members of the PKK to Turkey, despite labelling it as a terrorist organisation," Mr Erdogan said on Turkish TV.

He did not mention any European nation by name.

But he did refer to a recent disagreement with Austria over its refusal to arrest a senior PKK member who then boarded a plane to northern Iraq, AFP news agency reported.

Ground attack threat

Talks in the Turkish capital Ankara between Turkish and Iraqi officials were aimed at heading off military action by Turkey's armed forces across their common border, after a series of attacks on Turkish troops by rebel Kurdish fighters based in northern Iraq.

But the talks ended without progress on Friday and no further meetings were planned.

The Iraqi delegation said the proposals put forward were practical, realistic and feasible, according to the BBC's Jim Muir in Baghdad.

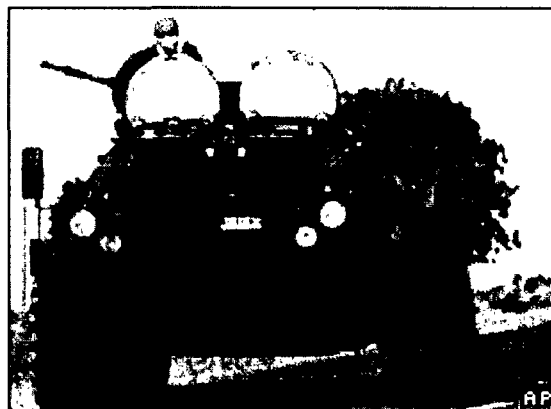
The proposals included using multinational forces - presumably Americans - to monitor the border, the rehabilitation and strengthening of old Iraqi border posts, the closure of what it called illegal bases and steps to dry up the PKK's finances, our correspondent says.

Turkey had said the Iraqi proposals would have taken too long to take effect.

Turkey wants the PKK's mountain bases in the far north of Iraq closed and the leadership handed over.

Mr Erdogan is due to meet US President George W Bush in Washington on 5 November.

A senior Turkish general suggested that Turkey's threat to launch a ground offensive into Iraq would not be carried out before that meeting.



"The armed forces will carry out a cross-border offensive when assigned," NTV television quoted General Yasar Buyukanit as saying on Friday.

"Prime Minister Erdogan's visit to the United States is very important, we will wait for his return."

Turkish military and civilian leaders have also recommended economic measures against northern Iraq, which relies heavily on Turkey for food and electricity.

The PKK - which is designated a terrorist organisation by Turkey, the US, and the EU - is thought to have about 3,000 rebels based in Iraq.

Turkey won't 'wait forever' for Iraq to act

By John F. Burns and Sebnem Arsu

LONDON: The Turkish prime minister, Recep Tayyip Erdogan, renewed warnings Tuesday that Turkey would take military action against the Kurdish rebel bases in northern Iraq if diplomatic efforts failed.

"We cannot wait forever" for the Iraqi government to take the action to curb the rebels that it has promised in a number of meetings between Turkish and Iraqi leaders over the last three years, Erdogan said at a news conference in London with Prime minister Gordon Brown of Britain.

"We have to make our own decision," Erdogan said.

Erdogan, who was in London for an official visit that was scheduled before the current crisis, noted the Turkish Parliament's vote last week to authorize military raids into northern Iraq. "We can exercise this mandate which we have received from the Turkish Parliament at any time," he said.

As if eager to press the warning home, Erdogan said that any Turkish military action would be targeted only at the rebels from the Kurdistan Workers' Party, or PKK, and would be calibrated in a way that sought to avoid a wider political fallout in Iraq.

He said Turkey did not want to jeopardize "the territorial integrity and political unity of Iraq."

In a meeting between the foreign ministers of Turkey and Iraq in Baghdad on Tuesday, Turkey handed the Iraqi government a specific list of measures to carry out in order to avoid a Turkish incursion. They included the removal of PKK hideouts, extradition of leading members, restriction of the group's mobility and prevention of any logistical support to the rebels, according to the semi-official Anatolian News Agency.

The Iraqi foreign minister, Hoshiyar Zebari, offered to "actively help" Turkey to rein in the Kurdish group. He offered to send a high-level military delegation to Ankara to discuss international cooperation to halt the attacks by the rebels, who have been taking refuge in northern Iraq; and discourage a Turkish cross-border offensive.

Zebari said Iraq would restrict the movements of the Kurdish militants and focus on their financing, Reuters reported, but it was unclear whether the cooperation could go beyond this to include military action.

At the meeting in Baghdad, the Turkish foreign minister, Ali Babacan, publicly rejected the offer of a cease-fire



The funeral of Vedat Kutluca, among 12 soldiers killed by Kurdish rebels in an ambush Sunday, was held Tuesday in Keskin, Turkey.

with the PKK. "Military option is a tool," said Babacan, said. "One tool is on the table." But he added: "It doesn't mean, on the other hand, that we are going to give up the other tools."

Babacan said Turkey had a strong interest in the stability and unity of Iraq, one of its neighbors. But expressing some frustration, he said Turkey also expected the Iraqi central government to do its share to rein in the Kurdish militants.

The latest of the rebels' attacks in Turkey, an ambush that killed 12 Turkish soldiers, has provoked a strong public reaction in Turkey and touched off a serious escalation of tensions among Iraq, the United States and Turkey, a NATO member.

The Turkish broadcast authority halted all television and radio broadcasts that refer to the attack Tuesday in what it said was an attempt to quell the public unrest since the incident. The Senior Board of Radio and Television said the broadcasts "negatively affect social order and people's moral values, create a weak image of security forces and have a negative impact on social psychology."

At the meeting in London, Brown laid out a range of measures that he said Britain would take to help Turkey. One already taken was adding the PKK to Britain's list of banned terrorist organizations, a move Turkey had long demanded. There have been allegations that the PKK was free to raise funds in

Britain for its military actions and to plan terrorist strikes.

Brown said Britain would also step up its coordination with Turkey in the fight against terrorism, a step British officials have said will include a closer two-way flow of intelligence. He said there would be other practical steps, which he did not outline, to halt the infiltration of "terrorists" across the

'Turkey has the right to respond' to attacks by Kurdish rebels.

mountain ranges along Turkey's border with northern Iraq.

Brown said Britain would also encourage other European nations to broaden their cooperation with Turkey on measures to counter terrorism.

For his part, Erdogan seemed eager to emphasize that his government could not hold off military action against the rebels for long if the diplomatic efforts failed. He said the crossing of Turkey's border by "terrorists" was a breach of international law. "Turkey has the right to respond," he said.

An incursion by Turkey into northern Iraq is strongly opposed by the United States, which hopes to maintain calm in northern Iraq, one of the rare areas of

stability in that country. Scrambling to forestall a Turkish incursion, the Bush administration has pressed Iraq's central government and Iraq's Kurdish leaders in the north to rein in the PKK.

Babacan said Turkey could use several options to fight the Kurdish group, including economic tools, cultural tools, diplomacy and military action. He said he expected Iraq's central government to take action against the Kurdish militants and not rely on efforts by the regional authorities in northern Iraq.

Secretary of State Condoleezza Rice called Erdogan on Sunday, urging diplomacy and asking, Erdogan said, for Turkey to allow the United States "a few days" before deciding whether to take military action in Iraq.

On Monday, the PKK declared its willingness for a cease-fire, according to a statement posted on a Kurdish Web site. In Baghdad, Babacan publicly dismissed the idea that Turkey would agree to a cease-fire with a group it sees as a terrorist organization.

In the past, Turkish officials have greeted such cease-fire offers skeptically, saying that the group has issued many such declarations but rarely holds to them.

Sebnem Arsu reported from Istanbul. Contributing reporting were Graham Bowley from New York, Richard A. Opper Jr. from Baghdad and Sabrina Tavernise from Istanbul.



25 OCTOBRE 2007

La stratégie de la pression d'Ankara contre les Kurdes irakiens

Plusieurs incursions aériennes de l'aviation turque, pour bombarder des « caches » des rebelles kurdes dans les montagnes irakiennes, se sont déroulées hier alors que de nouveaux renforts militaires s'ajoutent aux 100 000 soldats massés le long de la frontière. Tout en affirmant vouloir encore privilégier la voie diplomatique, comme le leur demande Washington, les autorités turques augmentent la pression sur Bagdad et sur les autorités régionales du Kurdistan irakien pour les obliger à prendre des mesures contre les combattants séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), considéré comme une organisation terroriste aussi bien par Washington que par les Européens. Ankara applique la même stratégie qu'en 1998 contre Damas, qui avait alors cédé et expulsé Abdullah Öcalan, le chef historique du PKK, qui fut enlevé quelques mois plus tard au Kenya par les Turcs puis jugé et condamné à la prison à vie.

Démenti. Les pressions semblent donner des résultats. Accusée régulièrement par Ankara d'aider le PKK, la présidence régionale kurde irakienne a explicitement appelé le PKK « à renoncer à la violence et à la lutte armée comme mode d'opération ». Après la visite mardi à Bagdad d'Ali Babacan, le ministre turc des Affaires étrangères, les autorités d'Ankara ont laissé entendre que le président irakien, Jalal Talabani, aurait évoqué l'arrestation de quelques-uns des chefs du PKK dont l'extradition est exigée par Ankara. Le président irakien a démenti affirmant que « les



Des soldats turcs, hier, dans la province du Sinark, proche de la frontière avec l'Irak. PHOTO MUSTAFA OZER AFP

chefs du PKK vivaient dans les montagnes de Qandil avec un millier de leurs combattants et qu'il est impossible de les arrêter ». L'avant-veille Jalal Talabani déclarait au *New York Times* qu'il refuserait de livrer « même un chat kurde à la Turquie ». Le changement de ton est patent ce qui incite Ankara à accentuer la menace. « L'option militaire reste sur la table », a affirmé le vice Premier ministre, Cemil Cicek.

Rétorsions. Le Conseil national de sécurité (MGK), qui regroupe les

principaux responsables politiques et militaires, a annoncé hier des rétorsions économiques sur le Kurdistan irakien. La plus grande partie des biens importés par cette région de quatre millions d'habitants arrivent par la frontière turque, y compris l'essence raffinée en raison de la guerre. C'est aussi de Turquie qu'arrive l'essentiel de l'énergie électrique de la région autonome kurde qui, depuis 1991, échappe à la tutelle de Bagdad. Les deux partis qui y rè-

gnent sans partage – le PDK de Masoud Barzani, président du gouvernement régional et l'UPK de Talabani, le président irakien – y garantissent une paix relative, ainsi qu'une liberté d'expression unique dans la région, même si la corruption prospère. Les dirigeants kurdes irakiens savent avoir besoin de la protection américaine. Cette fois, Washington leur demande des gestes concrets contre le PKK.

◀ MARC SEMO

Escalade entre armée turque et rebelles kurdes

LE FIGARO

22 octobre 2007

PROCHE-ORIENT

Après les violents combats qui ont opposé rebelles du PKK et soldats turcs à la frontière entre l'Irak et la Turquie, le premier ministre Erdogan a convoqué une réunion de crise à Ankara.

Istanbul

UNE ÉTAPE supplémentaire vient d'être franchie dans l'escalade militaire à la frontière turco-irakienne. Ce week-end, l'armée turque a enregistré de très lourdes pertes : au moins douze engagés ont trouvé la mort au cours des combats qui se déroulent dans les montagnes de la province d'Hakkari à proximité de l'Irak et de l'Iran. C'est le plasticage d'un pont au passage d'un convoi militaire qui a provoqué la mort des soldats, selon les chaînes de télévision. Trente-deux rebelles ont également été tués, assure l'état-major. En marge des heurts, l'explosion d'une mine sur une route du Sud-Est a fait 17 blessés parmi les passagers d'un minibus qui se rendaient à une cérémonie de mariage. Et, dimanche soir, l'incertitude régnait sur le sort de soldats portés disparus.

Un porte-parole du mouvement séparatiste, à Erbil, dans la région autonome du Kurdistan irakien, a affirmé que plusieurs d'entre eux avaient été pris en otages dans la nuit de samedi à dimanche. Mais Vecdi Gönül, le ministre de la Défense, a démenti cet enlèvement. Ce nouveau pic de violence attribué au PKK place le gouvernement, accusé de faiblesse par l'opinion publique, dans une situation de plus en plus délicate.

Dans la soirée, le premier ministre a convoqué en urgence les généraux et plusieurs de ses ministres afin de décider d'une possible riposte. « Nous décidons après cette réunion quel genre de mesures nous adopterons », a annoncé Recep Tayyip Erdogan. Il a laissé entendre qu'une réplique immédiate n'était pas à l'ordre du jour : « Nous agissons dans le calme. » A l'issue de sa rencontre avec Robert Gates à Kiev, le ministre de la défense,



À la frontière turco-irakienne, l'armée turque poursuit sa traque contre le PKK malgré de lourdes pertes dans ses rangs. Kadir Konuksever/AP

Vecdi Gönül, a déclaré que la Turquie avait « le projet de traverser la frontière », tout en précisant que l'opération n'était pas prévue « de façon urgente ». « Je n'ai pas eu l'impression que quelque chose était imminent », a pour sa part confié le patron du Pentagone.

Ces derniers affrontements interviennent quatre jours après le feu vert donné par le Parlement turc au lancement d'une opération transfrontalière. Le chef du gouvernement avait alors déclaré qu'il espérait ne pas avoir à se servir de cette autorisation, valable un an.

Mise en garde irakienne

Mais Rusen Cakir, journaliste au quotidien *Vatan* et fin connaisseur de la question kurde, soulignait que cette motion pouvait « tout aussi bien être une arme à même d'affaiblir cette organisation (le PKK, NDLR) que se retourner comme un boomerang contre ses initiateurs ».

Prédisant de nouvelles attaques des séparatistes kurdes qui forceraient le gouvernement à y recourir. Quelques heures après l'annonce des pertes dans les rangs de l'armée, l'extrême droite appelait à la vengeance au cours

de rassemblements organisés dans plusieurs grandes villes. Dans le centre d'Istanbul, un millier de manifestants ont scandé des slogans haineux. « Nous allons attaquer le Parlement ! Nous allons pendre le PKK », hurlait une foule jeune, bras levé, index et petit doigt tendus pour faire le signe des Loups gris, une milice ultranationaliste.

À la frontière turco-irakienne, l'armée poursuivait sa traque contre le PKK, soutenue par des hélicoptères de combat et l'artillerie lourde. « 63 cibles en coordination avec les mouvements de troupes » étaient visées, selon un communiqué de l'état-major.

Face aux menaces d'intervention de l'armée turque, les autorités irakiennes ont multiplié les mises en garde. « Nous n'allons pas nous laisser prendre dans la guerre entre le PKK et les Turcs, mais si la région du Kurdistan est visée, nous défendrons la population », a prévenu Massoud Barzani, le président de la zone kurde. Quant au président irakien, Jalal Talabani, un des leaders historiques du mouvement kurde en Irak, il a demandé au PKK de déposer les armes ou de quitter le territoire irakien. Mais il a égale-

ment précisé qu'il ne livrerait « jamais » les chefs du PKK. Une réponse aux déclarations de M. Erdogan. Vendredi, le premier ministre avait mis les cartes sur la table pour éviter une opération militaire : « Ce qui nous satisferait, c'est la fermeture de tous les camps du PKK, y compris leurs camps d'entraînement, et la livraison de leurs chefs terroristes. » La Turquie demande depuis des mois à Washington et à Bagdad d'arrêter les cadres du mouvement séparatiste, qui organisent la guérilla depuis leurs bases arrières dans les monts Qandil, de l'autre côté de la frontière, sans jamais obtenir le moindre résultat.

LAURE MARCHAND

Combats entre l'armée turque et le PKK après une embuscade meurtrière des rebelles kurdes

Le ministre turc de la défense reconnaît qu'Ankara a « des projets d'incursion de l'autre côté de la frontière », mais qu'une telle opération « n'était pas prévue de façon urgente »

ISTANBUL
CORRESPONDANCE

La tension est encore montée d'un cran en Turquie, dimanche 21 octobre, au cours d'une journée qui restera comme l'une des plus meurtrières depuis 1984, date à laquelle les membres du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste) avaient déclenché la lutte armée contre l'Etat turc. Au moins 44 personnes ont été tuées dans les montagnes de la région d'Hakkari, proche de la frontière irakienne.

C'est l'attaque à l'arme lourde d'un convoi de militaires en mission nocturne, dans la nuit de samedi à dimanche, qui en est à l'origine. Douze soldats turcs ont été tués dans cet assaut et 17 autres blessés. Le PKK, par la voix de son agence de presse, Firat, a affirmé que les rebelles avaient réussi à capturer plusieurs soldats. Le ministre turc de la défense, Vecdi Gönül, a démenti cette information.

60 cibles bombardées

En représailles, les forces turques ont donné la chasse aux assaillants, tuant au moins 32 « terroristes », selon le bilan fourni par l'état-major. Elles ont également affirmé avoir bombardé plus de 60 cibles, en Turquie et en Irak. Un pont reliant deux villes de la région d'Amadya, à l'extrême nord de l'Irak, aurait été détruit, selon les autorités du Kurdistan autonome.

Rentré précipitamment à Ankara, le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, a convoqué en urgence un minisommet antiterroriste, dimanche soir, réunissant les principaux responsables de l'état-major autour d'Abdullah Gül, le président de la République, pour décider de la riposte. Les ministres ont essayé de temporiser. En visite à Kiev, en Ukraine, où il a rencontré le secrétaire d'Etat américain à la défense, Robert Gates, M. Gönül a reconnu que « nous avons des projets d'incursion de l'autre côté de la frontière », mais qu'une telle opération « n'était pas prévue de façon urgente ».

La pression de l'opinion publique devient difficilement tenable pour le gouvernement turc, également sommé par l'armée de lancer la chasse aux rebelles du PKK réfugiés dans le nord de l'Irak. Le 17 octobre, le Parlement a autorisé pour



Des militants ultranationalistes des Loups gris manifestent, dimanche 21 octobre à Istanbul, après l'attaque du PKK. AP

une période d'un an les troupes turques à mener une opération transfrontalière d'envergure. Et dimanche, des manifestations ont été organisées dans plusieurs villes du pays pour dénoncer les « attaques terroristes ». Quelques centaines de militants ultranationalistes, membres de l'organisation de jeunesse des Loups gris, ont défilé dans le centre d'Istanbul pour exiger une offensive contre le PKK. « Nous allons attaquer le Parlement et pendre tous les terroristes », hurlaient certains d'entre eux, ivres de rage. Selon différents commentateurs politiques interrogés sur les chaînes d'in-

formations, Ankara étudierait la possibilité d'envoyer des troupes à 40 km à l'intérieur des frontières irakiennes pour y établir une « zone tampon ».

La Maison Blanche a « fermement »

condamné les nouvelles attaques du PKK. La Turquie demande, depuis des mois, à Washington d'intervenir pour démanteler les camps des rebelles kurdes en Irak. Mais M. Gates a précisé dimanche qu'il était « essentiel de collecter des renseignements qui nous permettent de trouver ces gens ». Ces derniers jours, le secrétaire américain à la défense avait évoqué une possible opération conjointe des Etats-Unis avec les forces irakiennes.

Le président irakien, Jalal Talabani, a exhorté les rebelles du PKK à « déposer les armes ou à quitter le territoire irakien », au cours d'une conférence de presse commune avec le président kurde, Massoud Barzani. Mais ce dernier a mis en garde la Turquie contre toute tentation va-t-en-guerre : « Nous nous défendrons face à toute agression si la région kurde est visée », a-t-il assuré. ■

GUILLAUME PERRIER



LE FIGARO mardi 23 octobre 2007

Ankara mise sur la diplomatie avec les rebelles kurdes

PROCHE-ORIENT

Le gouvernement Erdogan est embarrassé par la disparition de huit militaires qui pourraient avoir été capturés par le groupe séparatiste PKK.

Istanbul

L'ARMÉE est sortie de son mutisme en reconnaissant hier la disparition de « huit hommes » au cours de l'embuscade tendue par les rebelles kurdes qui a coûté la vie à douze soldats, dimanche, dans la province d'Hakkari, limitrophe de l'Irak. Ce qui accrédite la prise d'otages revendiquée par le PKK : via l'agence de presse kurde *Firat*, le groupe séparatiste avait affirmé avoir capturé huit soldats. Cet enlèvement constituerait un coup dur pour le gouvernement qui tente encore d'éviter une opération militaire d'envergure dans le nord irakien, malgré la pression de l'opposition politique et de l'opinion publique. Soufflant le chaud et le froid, le PKK a également proposé une trêve conditionnelle hier soir mais cette avance ne contribuera pas à faire baisser la tension en Turquie.

Dimanche soir, les responsables militaires et politiques ont tenu une réunion de crise pour mettre au point la riposte contre les attaques du PKK. Le communiqué rendu public réaffirmait la détermination d'Ankara : « *La Turquie n'hésitera pas à payer le prix, quel qu'il soit, pour protéger son droit, son unité indivisible et ses citoyens.* » Mais le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, espère tou-

jours une intervention de Washington : « *Nous attendons des États-Unis qu'ils prennent des mesures rapides compte tenu de notre partenariat stratégique.* »

Hier soir, George Bush a appelé son homologue, Abdullah Gül, pour l'assurer de l'engagement des États-Unis à combattre les rebelles kurdes opérant à partir du nord de l'Irak. Il a ajouté que « *les États-Unis continueraient à presser les Irakiens d'agir contre le PKK.* »

Les efforts diplomatiques pour convaincre les gouvernements irakien et kurde de coopérer se poursuivent : le ministre des Affaires étrangères Ali Babacan pourrait se rendre dès aujourd'hui dans la capitale irakienne. « *Le gouvernement ne veut pas faire cavalier seul, décrypte Beril Dedeoglu, professeur de relations internationales de l'université de Galatasaray. Il essaye de relancer les alliances classiques avec les États-Unis et l'Irak pour agir dans un cadre international.* »

L'opinion publique pousse à une intervention

Cette option diplomatique est de plus en plus malaisée à défendre sur la scène turque. Les appels de nombreux observateurs à ne pas tomber dans le piège du PKK, qui cherche à attirer la Turquie dans le borbier irakien, ne trouvent aucun écho auprès d'une grande partie de la population. À l'image des autres titres de la presse turque, le quotidien populaire *Vatan* réclamait vengeance hier à la une de son édition : « *Douze martyrs : leur mort ne peut pas rester impunie.* » Et comme la veille, de nouveaux rassemblements conjurant



Démonstration de force en juin dernier de militants armés du PKK qui ont trouvé refuge dans le nord de l'Irak. AFP

l'armée d'entrer dans la région du Kurdistan autonome se sont déroulés.

À Istanbul, quelques milliers de manifestants se sont rassemblés à l'appel du Parti républicain du peuple (CHP), la principale force d'opposition. La foule, gonflée de colère, a conspué le gouvernement, accusé de faire preuve de lâcheté face au PKK, en scandant « *Tayyip*

(Erdogan, NDLR), *envoie ton fils à l'armée!* ». Les plus belliqueux, tel Ertugrul Ozkok, rédacteur en chef du quotidien *Hürriyet*, menacent de « *transformer le rêve du Kurdistan en cauchemar* », si Massoud Barzani, le président de la région autonome kurde, ne cesse pas de protéger le PKK, comme l'accuse Ankara.

LAURE MARCHAND

Iraq – Turquie : La situation à la frontière est de plus en plus tendue. Malgré les appels à la retenue, Ankara se dit résolue à écraser les rebelles kurdes à l'intérieur du territoire iraquien.

Guerre d'enchères

Une nouvelle escalade à la frontière turco-iraquienne a ravivé les craintes d'un embrasement régional alors que la situation, tendue depuis près de deux semaines, ne fait que s'aggraver. De violents combats entre l'armée turque et les rebelles kurdes ont éclaté dimanche. Selon les médias turcs, quelque 200 combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), qui se seraient infiltrés depuis le territoire iraquien, ont tué douze soldats. L'armée turque a par la suite tué 32 séparatistes dans les accrochages les plus violents de ces dernières années dans la zone très escarpée de l'embuscade contre les soldats, située à proximité de la frontière iraquienne, dans la province de Hakkari (extrême sud-est). Cette nouvelle escalade est intervenue quelques jours après le feu vert du Parlement turc à des incursions militaires turques contre les repaires des rebelles situés dans la montagne iraquienne.

S'agit-il donc d'une provocation de la part du PKK alors que le gouvernement turc, particulièrement exaspéré ces derniers temps, se dit prêt à tout pour écraser la rébellion ? Tout porte à croire donc que le choix de cette période par le PKK pour lancer une attaque d'une telle envergure n'est pas fortuit. En effet, pour les Kurdes de Turquie, la conjoncture actuelle est propice pour le maximum de pressions en vue de mettre en avant leurs revendications et éventuellement les obtenir. Avec la large autonomie dont jouit le Kurdistan iraquien, le chaos qui prévaut en Iraq, la position de Bagdad ainsi que celle des Américains qui en découlent, les Kurdes misent sur une chose : que Washington et la communauté internationale exercent davantage de pressions sur le gouvernement d'Ankara. Les Etats-Unis craignent qu'une intervention turque contre le PKK dans le nord de l'Iraq ne déstabilise la région contrôlée par leurs alliés kurdes iraqiens. En effet, face aux perspectives d'incursion militaire, les Etats-Unis et l'Union européenne ont invité la Turquie à la retenue, craignant qu'une opération de grande ampleur dans le nord de l'Iraq ne déstabilise davantage la région. Mais la situation est compliquée. Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, se trouve toutefois soumis à la pression grandissante de l'opinion et de l'armée. La Turquie respecte

l'intégrité territoriale de l'Iraq mais « ne tolérera pas l'aide et le soutien au terrorisme », dit un communiqué officiel publié dimanche soir après une réunion de crise des hauts responsables civils et militaires du pays.

Les calculs des Kurdes d'Iraq

De l'autre côté de la frontière, c'est évidemment l'inquiétude qui règne. Le président iraquien, Jalal Talabani, a demandé au PKK de cesser le combat et de se muer en organisation politique. « S'ils persistent à vouloir combattre, ils devront quitter le Kurdistan iraquien », a-t-il déclaré. Mais Talabani a aussi pris le risque d'attiser la colère d'Ankara, jugeant impossible de livrer à la Turquie les chefs du PKK retranchés dans les montagnes. En même temps, le Parlement iraquien a voté dimanche une motion condamnant la menace militaire turque, tout en exigeant le départ du PKK de l'Iraq et en appelant le gouvernement à prendre « les mesures appropriées ».

De son côté, Massoud Barzani, dirigeant de la région kurde du Nord iraquien, qui jouit d'une large autonomie, a déclaré qu'elle se défendrait si les forces turques lançaient une incursion et attaquaient des objectifs kurdes. « Nous n'allons pas nous laisser entraîner dans la guerre entre le PKK et les Turcs, mais si la région du Kurdistan est visée, nous défendrons la population », a expliqué Barzani après avoir rencontré le président iraquien.

En fait, pour les Kurdes d'Iraq, il ne s'agit pas uniquement de défendre leur territoire, mais aussi leurs acquis. Les Kurdes d'Iraq sont convaincus que la tension actuelle avec la Turquie vise à faire table rase de leur « expérience », celle d'une région autonome et prospère, qui inquiète Ankara mais aussi le pouvoir central à Bagdad. Leurs responsables ont, ces derniers jours, répété que les menaces proférées par Ankara d'une incursion visant des rebelles kurdes vont au-delà de l'élimination du PKK. Massoud Barzani, s'est d'ailleurs déclaré « totalement déterminé à défendre notre expérience démocratique, la dignité de notre peuple et l'intégrité de notre territoire ».



Depuis qu'il a été placé sous protection des Etats-Unis en 1991 après la guerre du Golfe, le Kurdistan a pris ses distances avec l'Etat central iraquien. Il s'est doté d'un Parlement, d'un gouvernement et d'un président, et son autonomie est reconnue dans la Constitution de 2005. L'économie y est florissante, soutenue par la perspective de trouver dans le sous-sol de nouvelles ressources pétrolières. La sécurité y est assurée par environ 100 000 peshmergas (combattants), qui ont lutté depuis des générations contre le régime de Bagdad et n'entendent pas aujourd'hui lui céder la place. « La Turquie voit d'un mauvais œil l'expérience fédérale en Iraq et craint que ce fédéralisme ne débouche sur la création d'un Etat indépendant », commente l'analyste politique kurde et journaliste Sami Shorash, cité par l'AFP. « Les Kurdes craignent que la Turquie ne détruise leur expérience », assure-t-il, et qu'elle « n'interfère » dans un processus souhaité par les Kurdes qui devrait aboutir au rattachement de Kirkouk et de ses champs de pétrole à la province kurde.

Pour l'heure, les autorités iraqiennes ont été discrètes sur cette question, mais le rattachement de Kirkouk au Kurdistan est un dossier explosif qui ne peut que relancer les craintes d'un morcellement encore plus grand de l'Iraq au moment où les différends ethniques et confessionnels atteignent leur paroxysme.

Abir Taleb

Le Point

25 octobre 2007 - © Reuters

La Turquie dit perdre patience face aux attaques kurdes

La Turquie perd patience, a prévenu le président turc Abdullah Gül après l'annonce d'une nouvelle attaque des séparatistes kurdes retranchés dans le nord de l'Irak.

Alors que les efforts diplomatiques s'intensifient pour éviter une vaste opération de l'armée turque au-delà de sa frontière, Gül a ajouté qu'Ankara ne tolérerait plus que "le sol irakien soit utilisé à des fins terroristes".

"Nous sommes totalement déterminés à prendre toutes les mesures nécessaires pour faire cesser cette menace", a ajouté le chef de l'Etat à l'occasion d'une conférence dans la capitale.



Les forces de sécurité turques, qui ont massé jusqu'à 100.000 soldats le long de la frontière, ont déclaré avoir repoussé dans la nuit une attaque menée par une quarantaine de combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Washington redoute une action d'envergure de son allié turc dans le nord de l'Irak qui pourrait déstabiliser une région jusqu'ici relativement épargnée par les violences qui déchirent le pays.

Les Etats-Unis "ne souhaitent peut-être pas que nous menions une opération transfrontalière. Mais c'est nous qui déciderons si nous en menons une ou non", a déclaré de son côté le Premier ministre

Tayyip Erdogan, en visite en Roumanie.

Le dernier raid en date des rebelles kurdes, qui visait une unité de gendarmerie, a eu lieu dans la province montagneuse d'Hakkari. L'armée turque a fait usage de ses blindés et de son artillerie et les séparatistes se sont repliés dans le Kurdistan irakien, emportant un nombre indéterminé de tués et de blessés, selon les sources turques qui font état d'un blessé parmi les soldats.

Jeudi matin, des témoins ont par ailleurs signalé que plusieurs chasseurs F-16 avaient décollé de l'aéroport de Diyarbakir, la grande ville du Sud-Est turc à dominante kurde, pour une destination inconnue.

Un responsable kurde irakien de la sécurité a déclaré que l'aviation turque avait bombardé mercredi un village du nord de l'Irak, sans fournir de détails sur d'éventuels dégâts.

VISITE DE LA "DERNIERE CHANCE"

Entre dimanche et mardi matin, les chasseurs turcs ont effectué une série de sorties à 20 km à l'intérieur de l'espace aérien irakien, avaient indiqué auparavant des sources proches des services de sécurité turcs, selon lesquelles 300 soldats ont également pénétré à 10 km à l'intérieur de l'Irak.

Une délégation irakienne incluant le ministre de la Défense Abdel Kader Djassim et de hauts responsables de l'administration kurde irakienne est attendue dans la journée à Ankara, une "visite de la dernière chance" selon les officiels turcs.

Bagdad a promis d'agir contre les rebelles du PKK mais la Turquie n'ignore pas que le gouvernement central n'a guère de prise sur le Nord largement autonome.

La presse turque accuse les dirigeants irakiens de malhonnêteté en promettant beaucoup sans rien délivrer. Elle est particulièrement sévère envers le

président irakien Djalal Talabani, un Kurde, qui a dit son impuissance face au PKK.

"Nous avons dit de nombreuses reprises qu'il n'y a pas de dirigeants du PKK dans les villes kurdes. Ils vivent dans les monts Kandil avec des milliers de leurs combattants, nous ne pouvons donc pas les arrêter et les remettre à la Turquie", a déclaré Talabani mercredi dans un communiqué.

Le département d'Etat américain a annoncé que Condoleezza Rice se rendrait en Turquie les 2 et 3 novembre. Lors d'une audition devant la commission des Affaires étrangères de la Chambre des représentants mercredi, Rice a confié avoir informé par téléphone le Premier ministre turc qu'elle prenait la situation "extrêmement au sérieux".

Erdogan doit rencontrer le président George Bush le 5 novembre.

Les séparatistes du PKK sont résolus à se battre

Le Point

par David Clarke 25 octobre 2007 (Reuters) -

En haut des montagnes, près de la frontière de l'Irak avec la Turquie, les séparatistes kurdes avançaient péniblement le long d'un chemin poussiéreux bordé de noyers.

Vêtus de la tunique kurde traditionnelle de couleur verte, d'un pantalon ample et d'une ceinture à la taille, ils arborent les emblèmes de tous les guérilleros à travers le monde : la Kalachnikov à l'épaule et le téléphone portable à la main.

L'armée turque menace de mener une vaste opération au Kurdistan, dans le nord de l'Irak, pour déloger les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) de leurs repaires dans les montagnes.

Ces derniers jours, les forces armées turques ont bombardé ce qu'elles pensent être des positions du PKK dans le nord de l'Irak alors que les efforts diplomatiques s'intensifiaient pour éviter une opération militaire de grande ampleur, dont Washington craint qu'elle ne déstabilise la région.

Il y a peu d'indices de la présence du PKK dans cette vallée sinueuse, encadrée par des falaises abruptes, repaires de grottes et de broussailles.

Mais on peut apercevoir un abri en bois sous des arbres près d'un ruisseau, les restes de feux de camp récents et des sacs blancs entreposés sous un rocher, protégeant la minuscule entrée d'un bunker.

Les hommes et les femmes qui combattent dans les rangs du PKK dans la vallée affirment ne pas

craindre la puissante armée turque et assurent qu'ils se battront jusqu'à ce qu'ils obtiennent la création d'un Etat kurde indépendant.

"S'ils franchissent la frontière irakienne, nous survivrons. Ces montagnes sont des montagnes kurdes et ils ne connaissent pas le terrain", affirme un combattant du PKK.

"Notre peuple vit dans cette région depuis 2.000 ans", ajoute l'homme âgé de 35 ans, originaire de Turquie. "S'il y a des attaques, nous résisterons", poursuit-il.

Les Kurdes sont répartis entre quatre pays : la Turquie, la Syrie, l'Iran et l'Irak. Après des années d'oppression sous le régime de Saddam Hussein, les Kurdes irakiens bénéficient aujourd'hui d'une relative autonomie.

UNE SOLUTION POLITIQUE PRÉFÉRABLE

"Les quatre gouvernements - le turc, le syrien, l'ancien exécutif irakien et l'iranien - sont contre les Kurdes et ils ne reconnaissent pas nos droits", souligne le combattant.

Les membres du PKK expliquent qu'une sécession de la région du Kurdistan irakien constituerait une première étape, insuffisante toutefois pour les convaincre de mettre un point final à leur combat.

"Non, la révolution ne s'arrêtera pas si nous obtenons une partie de l'Irak. Elle continuera jusqu'à ce que tout le Kurdistan soit libre. Mais une solution politique serait préférable. Le peuple kurde n'aime pas se battre et tuer", dit un séparatiste kurde.

Il a rejoint le PKK après avoir assisté à la destruction de villages kurdes dans le sud-est de la Turquie, où certains de ses proches et de ses voisins ont été arrêtés et torturés.

Plusieurs pays, dont Washington, considère le PKK comme une organisation terroriste et soutiennent les efforts menés pour le combattre. Bagdad s'est engagé à fermer les bureaux du PKK et à ne pas l'autoriser à opérer sur le sol irakien, espérant ainsi empêcher une offensive turque dans le nord de son pays.

Le PKK a intensifié ces attaques contre l'armée turque et a tué 40 soldats au cours du mois écoulé. L'organisation séparatiste détient huit soldats et le gouvernement turc est soumis à une pression croissante de sa population pour intervenir.

Les séparatistes kurdes affirment que la communauté internationale a inscrit le PKK sur la liste des organisations terroristes par opportunisme politique.

"C'est un problème politique et économique car ces pays, le Royaume-Uni, l'Union européenne, ils veulent avoir de bonnes relations avec la Turquie", explique le combattant.

"Les Kurdes irakiens étaient autrefois considérés comme des terroristes. Retranchés dans les montagnes, ils se sont battus contre le régime irakien pendant 50 ans, mais aujourd'hui tout a changé", souligne-t-il.

"Allez à Erbil, c'est l'endroit le plus sûr en Irak", conclut-il

Irak: la colère des villageois kurdes chassés par les obus turcs



BEGOVA (Irak), 26 oct 2007 (AFP) - 09h35 - "Les Turcs se comportent comme Saddam Hussein, ils nous bombardent et nous chassent de nos terres", raconte très en colère Khalwat Rachit, qui a fui Nezouri, un petit village du Kurdistan irakien, menacé par les tirs de l'artillerie turque.

Une quinzaine de familles de cette bourgade, à 60 km au nord-est de Zakho, ont trouvé refuge à Begova, une localité voisine qui abrite paradoxalement une base militaire turque, en vertu d'un accord passé en 1997 entre le parti de l'actuel président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, et Ankara.

"Raja, ma petite fille, n'en pouvait plus de ces tirs. Elle pleurait, elle faisait des cauchemars, alors nous avons décidé de fuir", poursuit cette villageoise de 50 ans, vêtue d'une longue robe traditionnelle kurde, les cheveux cachés par un foulard blanc.

"Nous n'avons plus rien, nous avons dû tout abandonner", poursuit-elle, appelant le gouvernement régional à l'aide.

L'ancien dictateur irakien "Saddam Hussein avait brûlé nos maisons pour nous chasser et nous avons dû fuir. Après la chute du tyran, nous sommes revenus à Nezouri et avons tout reconstruit avec l'aide de notre gouverne-

ment", raconte encore la mère de famille.

"Et maintenant, c'est une autre dictature qui nous fait fuir de nos terres, de nos maisons", lance-t-elle, n'hésitant pas à comparer les autorités turques au régime du Baas irakien.

"Nous demandons à notre président (ndlr, Massoud Barzani) de nous aider car la vie ici est très dure, mon mari est handicapé, nous n'avons aucun salaire", lance Khalwat Rachit, la voix étranglée par l'émotion.

Pour sa part, le maire de Nezouri, Khalil Mirmeh, en costume traditionnel kurde, affirme que les maisons de son village ont été détruites par les bombardements turcs.

"Le pont du village a été détruit, ce qui isole totalement trois autres villages voisins où il est impossible de se rendre même à pied", assure-t-il, entouré de ses petits enfants.

"Mon frère a déjà été tué par les Turcs il y a 10 ans alors qu'il était dans son champ en train de travailler", se souvient ce sexagénaire.

Mais il se dit déterminé face à l'adversité: "Même s'ils viennent, nous sommes les plus forts, nous défendons nos terres, nos villages, et nos familles".

Montrant des bandes d'enfants courant dans les rues de la bourgade, autour des maisons abritant les déplacés, le maire de Nezouri s'exclame: "Il faut dire au monde entier que les Turcs doivent cesser ces bombardements contre des innocents".

Une délégation représentant huit ONG kurdes s'est rendue à Begova pour "témoigner des souffrances de ces réfugiés" et va "transmettre à l'ONU un rapport sur la situation", affirme Moussa Ahmed, l'un des dirigeants de ce groupe.

Quant au représentant du maire de Begova, Abdel Fayçal, il confirme que sur les 15 villages frontaliers de cette zone, cinq ont été bombardés par l'artillerie turque et trois de ces hameaux ont été évacués de leurs habitants, qui viennent se réfugier dans sa bourgade



25 oct. 2007

BELGIQUE • Les extrémistes turcs sèment le trouble à Bruxelles

Deux manifestations violentes viennent de se dérouler dans la capitale belge, prenant pour cible des lieux kurdes et arméniens. Un journaliste de *Courrier international* a également été pris à partie.

Environ 600 Turcs, qui s'étaient passé le mot par SMS, ont violemment manifesté, le mercredi 24 octobre, dans les rues de Bruxelles. "Une manifestation pour laquelle aucune autorisation n'avait été demandée et qui s'inscrit dans le contexte du conflit entre la Turquie et l'Irak à propos du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ainsi que dans des relents de rejet à l'égard des Arméniens", rapporte *La Libre Belgique*, qui pointe l'activisme des Loups gris, la principale mouvance turque d'extrême droite. Des groupes, "très mobiles, attiraient les policiers dans telle rue, tel carrefour, devant un lieu arménien ou kurde, en incendiant un conteneur ou une voiture, puis refluait à l'approche des pelotons, parfois sous les jets à haute pression des arroseuses", raconte le quotidien. Bilan : quelques blessés, dont des policiers, des dégradations et une centaine d'arrestations. Dimanche, déjà, plusieurs dizaines de manifestants s'en étaient pris à des lieux arméniens et kurdes, à l'ambassade des Etats-Unis et à un journaliste indépendant d'origine turque, Mehmet Koksal, qui est également le correspondant de *Courrier international* en Belgique. Il livre ici son témoignage.

Mehmet Koksal, que s'est-il passé dimanche ?

Dès la fin de la semaine dernière, il y eut une campagne en Turquie pour les soldats "martyrs", tués dans des combats avec le

PKK. Cette campagne a été suivie par les médias turcs en Belgique. Les radios ont remplacé les émissions de divertissement par des émissions spéciales en hommage aux "martyrs", les sites internet ont lancé des appels à la mobilisation. Il serait naïf de croire que tout cela est spontané.

Dimanche, j'ai reçu un appel me prévenant d'une manifestation à Bruxelles, je suis allé voir. Comme je le raconte sur mon blog (www.allochtone.be), les manifestants ont arraché un drapeau devant l'ambassade américaine et certains se sont mis à crier : "Yak, yak !", ce qui veut dire "Brûle, brûle !" Et pendant que je prends des notes, un manifestant me reconnaît et m'insulte. Je suis connu comme quelqu'un qui n'aime pas les nationalistes turcs. Je suis considéré comme un traître, notamment parce que je me suis prononcé pour la reconnaissance du génocide arménien et que j'ai critiqué le double discours des élus d'origine turque en Belgique. Je collabore à plusieurs médias, *La Tribune de Bruxelles*, *Point critique*, une revue de l'Union des progressistes juifs de Belgique, *Resistances.be*, et mon blog est très lu par les journalistes et les politiques. Une vingtaine de personnes m'ont sauté dessus, m'ont frappé à coups de poing et à coups de pied. Un manifestant a fini par me tirer de là en me disant : "Casse-toi", puis des policiers m'ont mis dans une voiture banalisée et m'ont laissé devant le Parlement, un peu plus loin.

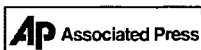
Quelles sont les réactions en Belgique ?

Pour ce qui est de la manifestation, la presse belge a fait des comptes rendus, et les manifestants ont continué leur campagne sur Internet. L'ambassadeur de Turquie a publié un communiqué appelant les jeunes à ne pas céder à la provocation. C'est bizarre, ce sont plutôt eux qui font de la provocation, c'est une autre lecture des faits. Mais je n'ai jamais entendu l'ambassadeur condamner ce genre d'acte.

En ce qui me concerne, l'Association des journalistes professionnels (AJP) a publié un communiqué dénonçant la non-assistance à personne en danger de la part des services de police. Quand j'ai commencé à être agressé, j'ai demandé à des policiers de m'ouvrir la porte d'une de leurs voitures, mais ils ne l'ont pas fait. Plus par peur, je pense, que par manque de volonté. Aujourd'hui, Reporters sans frontières a également publié un communiqué. Je reçois des menaces, sur des sites Internet de Turcs de Belgique, sur mon e-mail aussi. Il y a des insultes et des commentaires agressifs sur mon blog. Ils font monter la pression, mais je ne suis pas du tout impressionné. Je suis plus inquiet pour mon entourage.

propos recueillis par Eric Maurice

Au Kurdistan irakien, certains villageois prêts à prendre les armes



Par Douglas Birch, Associated Press 26 octobre 2007

DERISHKIT, Irak - Dans les villages frontaliers du Kurdistan irakien, cible ces derniers jours de bombardements turcs, certains habitants se disent prêts à prendre les armes si l'armée turque lance une offensive de grande ampleur contre les séparatistes du PKK réfugiés en Irak.

Les autorités du Kurdistan irakien assurent que la région n'abrite pas de bases du PKK, du moins dans les zones habitées sous contrôle gouvernemental, et que la plupart des bombardements turcs des derniers jours ont frappé jusqu'ici des routes, des vergers, des zones montagneuses et, dans un cas, un restau-

rant touristique dans une grotte.

Beaucoup de Kurdes ont fui la région ces derniers jours. Mais dans le village frontalier de Derishkit, la communauté de fermiers qui élèvent des chèvres et s'occupent de leurs pommiers n'entend pas partir.

Une poignée d'hommes désignent la base militaire turque, perchée sur une colline dans la ville voisine de Khani-Mase. C'est l'une des cinq bases établies au Kurdistan irakien dans le milieu des années 90 dans le cadre de la lutte de la Turquie contre les séparatistes du PKK. Un blindé pouvait être aperçu sur les hauteurs, le canon pointé vers la vallée.

Jalal Salman, 45 ans, proviseur de l'école locale, assure que les villageois n'ont jamais été impressionnés par la base, dont les soldats, dit-il, tirent parfois à la mitrailleuse quand ils viennent ramasser du petit bois en contrebas. Si les forces turques lancent une offensive à grande échelle, "il y aura une guérilla et on prendra les armes", prévient-il, ses compagnons acquiesçant. "Qu'est-ce qu'on peut faire d'autre? Ils nous bombardent. Ils commettent une agression."

Le ressentiment populaire contre la Turquie semble s'accroître et, dans plusieurs grandes villes du Kurdistan, des rassemblements de protestation ont eu lieu. De son côté, le gouvernement régional kurde a dépêché des unités de ses forces de défense du sud vers le nord du Kurdistan. Plus d'une centaine de peshmerga sont arrivés mardi matin à Dohuk dans des autocars blancs.

De plus petites unités de combattants peshmerga peuvent être vues se rassembler près des mosquées et des écoles non loin de la frontière, qu'elles évitent d'ordinaire en raison des accrochages avec les Turcs. Plusieurs convois transportant manifestement des commandants de haut rang, dans leurs 4x4 blancs reconnaissables ont également été signalés dans la région.

Selon Muhammed Mohsin, du Parti démocratique du Kurdistan (PDK) dans la région frontalière d'Amadiya, plus d'une cinquantaine de villages de la zone ont été bombardés ces derniers jours. D'après ce responsable, l'une des person-

nalités politiques les plus influentes d'Amadiya, résidents et peshmerga ont déjà préparé des plans de riposte au cas où l'armée turque passerait à une opération d'envergure.

Il assure qu'il n'y a pas de camps du PKK dans le secteur. Mais il désigne aussi des dizaines ou des centaines de villages proches de la frontière évacués et incendiés sous le régime de Saddam Hussein, le défunt président irakien déchu, dont la plupart restent déserts.

Le gouvernement régional kurde n'a aucun contrôle sur ce "no man's land", successions de montagnes rocheuses surplombant des vallées sinueuses, explique-t-il. "Un million d'hommes pourraient se cacher dans ces montagnes."

Dans la région, nombre de dirigeants kurdes disent soupçonner le régime d'Ankara de tenter de destabiliser le nord de l'Irak, la région la moins troublée du pays, pour décourager les velléités séparatistes de millions de Kurdes vivant dans le sud-est de la Turquie.

Mercredi, aucune victime n'était signalée dans le secteur d'Amadiya. Les habitants de certains villages bombardés disaient penser que l'armée turque essayait de ne pas viser les civils. Muhammed Moshin pense le contraire. "Ils frappent des zones peuplées", explique le responsable du PDK, un ancien commandant peshmerga. "Je dirais qu'ils les visent."

Fahmi Salman, un autre responsable régional du PDK à Amadiya, attend que les Etats-Unis, "puissance occupante", empêchent la Turquie de passer à l'offensive. "C'est le devoir des Etats-Unis de défendre le Kurdistan."

Pour lui, les frappes militaires turques sont éprouvantes psychologiquement pour la population et pourraient aussi menacer l'économie relativement solide de la région. Mais quel que soit le coût, les Kurdes de la région sont prêts à défendre leurs maisons, dit-il. "Les Kurdes n'aiment pas faire la guerre", explique-t-il. "Mais si cela arrive, ce sera une guerre du peuple. Ce sera contre le peuple, et le peuple se battra."



26 oct. 2007

TURQUIE • Les mots peuvent tuer aussi

Devant les actes de violence perpétrés par les rebelles kurdes du PKK, les médias turcs ne se privent plus de mettre de l'huile sur le feu et de réclamer vengeance. Un discours de haine qui risque d'avoir des conséquences graves sur la paix civile en Turquie, estime Radikal.

La colère a de toute évidence atteint son comble aujourd'hui en Turquie. Dans tout le pays, on voit des manifestations où le PKK est conspué. Et le mouvement ne semble pas s'arrêter.

Exprimer sa colère de façon pacifique en pareille circonstance est tout à fait légitime. Néanmoins, il faut bien admettre que l'on assiste dans certains endroits à des manifestations qui n'ont rien de pacifique. Ainsi, dans plusieurs villes, on a vu des foules surexcitées s'en prendre à des immeubles hébergeant des bureaux du DTP [Parti pour une société démocratique, prokurde], parce que jugés proches du PKK. Dans certains cas, la police a pu intervenir à temps et les stopper. Mais, à d'autres endroits, les forces de l'ordre n'ont toutefois rien pu faire pour calmer cette furie. Dans l'une de nos grandes villes, un grand magasin, dont on pense qu'il était géré par un citoyen d'origine kurde, a été complètement dévasté. A Malatya, des jeunes, qui, paraît-il, se seraient réjouis de la mort des douze soldats turcs à la frontière irakienne, ont été lynchés. S'étaient-ils vraiment réjouis? On n'en sait rien. Toujours est-il que la fureur de la population ne semble pas se calmer.

Il faut l'admettre. Cela fait déjà un certain temps que l'on est en train d'encourager la population à sortir dans la rue. On ne peut pas faire comme s'il n'y avait jamais

eu de déclarations ou de tracts poussant les gens à exprimer leur colère de cette façon. Mais, désormais, il apparaît que cette colère représente un danger dès lors qu'elle peut être incontrôlable. C'est ainsi que, depuis quelques jours, d'importants responsables à plusieurs niveaux de l'Etat ont appelé la population à faire preuve de retenue. Tout d'un coup, notre Etat s'est rappelé des événements de Sivas, Corum et Kahramanmaraş [pogromes anti-alévis qui ont fait des dizaines de morts dans les années 1970 et en 1993].

Il y a dans la rue, sur Internet et, plus grave encore, à la télévision, des gens qui sans aucun complexe parlent avec beaucoup de légèreté de mourir, de tuer et de faire la guerre. La facilité avec laquelle certains tiennent de telles discours empoisonnés fait vraiment froid dans le dos. Notre colère est-elle due à la perte de douze de nos enfants ou bien s'agit-il d'exprimer autre chose? On entend ainsi "Donnons une bonne leçon à Barzani!" Mais au final, qui va donc devoir faire cela? Qui va donner l'ordre d'aller se battre à des soldats dont certains ne reviendront pas? Ceux qui tiennent ou écrivent ce genre de propos?

Alors que la Turquie est entraînée par le PKK dans une situation particulièrement grave, pourquoi des discours jusque-là inaudibles se font-ils maintenant entendre? Rappelez-vous, il n'y a pas si longtemps [dans les années 1990], l'armée turque



n'osait même plus s'aventurer dans certaines portions du territoire turc, les assassinats extrajudiciaires étaient légion, la torture tournait à plein régime, des bébés étaient tués dans le ventre de leurs mères et des écoles étaient brûlées... Je ne dis pas que nous devons nous féliciter de la situation actuelle. Non, bien sûr, nous devons en finir avec ce terrorisme. Pour autant, ne nous rendons-nous pas compte que cette colère incontrôlée contribue encore plus que tout à nourrir le terrorisme? Il est donc temps que ceux qui parlent et qui écrivent tiennent un langage plus humain.

Ismet Berkan



DU 25 AU 30 OCTOBRE 2007

L'ÉTINCELLE KURDE

■ Ces dernières semaines, des dizaines de soldats turcs ont été tués par les militants armés du PKK qui se cachent dans le Kurdistan irakien. Cette provocation délibérée risque de renforcer en Turquie les clans militaristes et d'annihiler les progrès accomplis dans la région autonome du Kurdistan irakien. ■ Ankara, déjà irrité par la résolution américaine reconnaissant le génocide arménien, doit donc combattre le mouvement armé du PKK tout en ménageant sa population kurde. ■ La Turquie pourra-t-elle jamais se réconcilier avec son histoire ?



■ Le fils de Barzani

Le gouvernement turc aurait présenté aux émissaires américains dépêchés à Ankara une liste de dirigeants kurdes que la Turquie accuse de soutenir les rebelles du PKK, rapporte le quotidien de Bagdad *Kol Al-Iraq*. La liste comprendrait les noms de Mesrour Barzani, le fils du président de la région autonome kurde, ainsi que du député kurde irakien Mahmoud Othman. Ce dernier n'a pas tardé à réagir : "Les Turcs sont effrayés par tout ce qui est kurde, que cela vienne d'Irak, d'Iran ou de Turquie. Il est temps qu'ils se débarrassent de cette phobie."



▲ Hürriyet d'aujourd'hui : "Dernier avertissement à Barzani".

Il faut punir Massoud Barzani

La Turquie doit infliger une leçon au chef du Kurdistan irakien pour avoir hébergé les "terroristes", clame le rédacteur en chef du quotidien populaire d'Istanbul.

HÜRRİYET
Istanbul

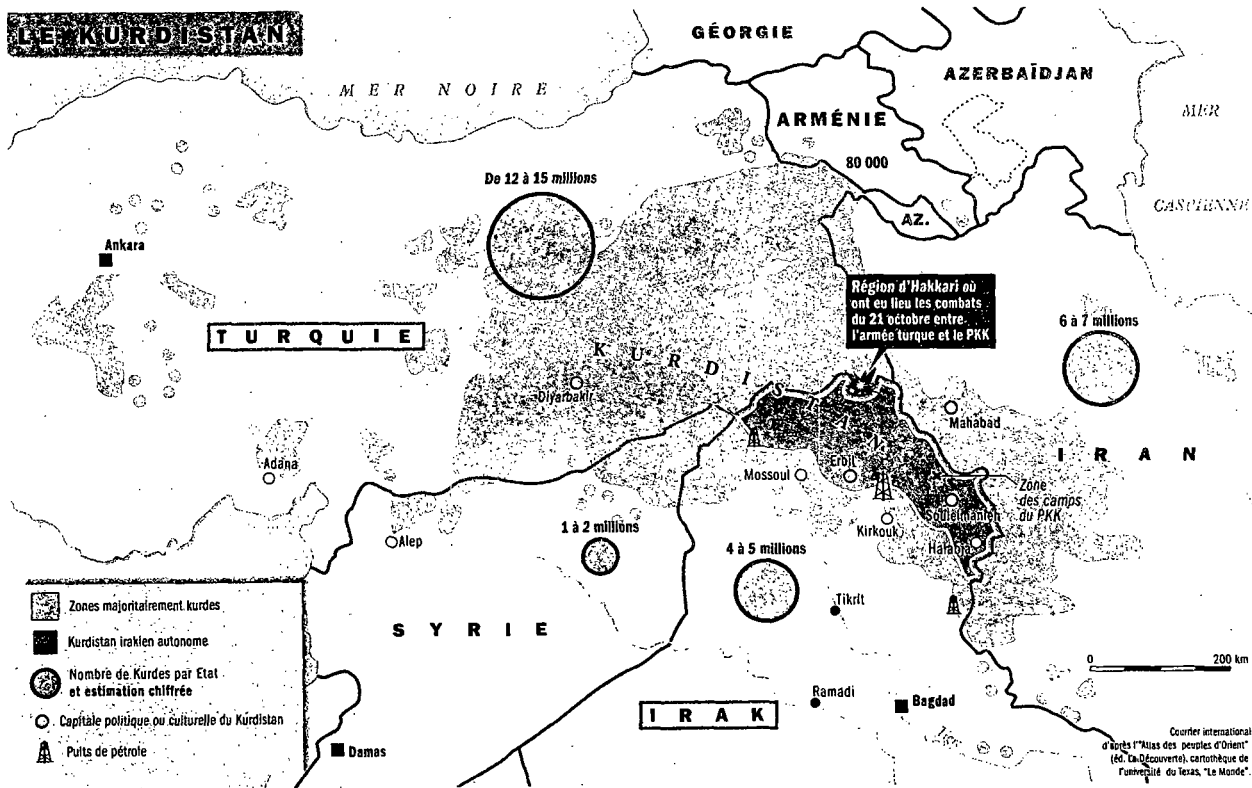
Quel est donc l'interlocuteur à qui nous devons transmettre un message clair dans la situation actuelle ? Dès lors que l'on ne peut dialoguer avec ce troupeau d'assassins qu'est le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), nous devons nous adresser à celui qui est le véritable responsable de ce qui se passe maintenant. Qui cela peut-il être si ce n'est celui qui protège et héberge ces terroristes ? Dans ce cas de figure, notre interlocuteur n'est autre que Barzani. Il convient dès lors de lui faire clairement comprendre, et ce pour la dernière fois, le message suivant : "Tu as devant toi une alternative : ou tu deviens notre voisin, ou tu deviens notre cible." Voilà le seul et le dernier discours que la République turque et l'armée turque doivent tenir à l'attention des Kurdes d'Irak : "Soit vous devenez des interlocuteurs en tant que voisins immédiats, soit vous choisissez de devenir nos ennemis." Maintenant, c'est à eux de décider. S'ils choisissent de s'en remettre aux Etats-Unis et de devenir nos ennemis, ils auront en tout cas été prévenus. Nos canons pointent donc désormais vers Barzani, dont les structures militaires et économiques sont devenues nos cibles. Notre objectif sera alors de transformer le "rêve kurde" en "cauchemar turc". Si Barzani s'imagina qu'il peut, en instrumentalisant le PKK, réaliser ses rêves pankurdes, alors, nous devons à notre tour lui opposer un nouveau tracé des frontières régionales. Que les Kurdes irakiens prennent bien conscience que le prix à payer pour leur "Megali Idea" ["Grande Idée", concept panhellénique de Grande Grèce englobant une partie de la Turquie] serait bien trop lourd pour eux. Faisons-leur comprendre que, en quelques attaques aériennes, le nord de l'Irak reviendra vingt ans en arrière. Va-t-on alors voir des F16 américains s'opposer à nous ? Sachez que vous vous mettriez alors à dos l'Iran et la Syrie, auxquels on peut encore ajouter la Russie, sans oublier l'Amérique latine, votre ancienne arrière-cour qui vous déteste copieusement. Le tout sur fond de neutralité européenne.

Que l'Amérique qui se trouve à 14 000 kilomètres d'ici réfléchisse bien à tout cela. Il y a donc sur la balance d'un côté le nord de l'Irak, qui pèse trois fois rien, et de l'autre la Turquie. Dès lors qu'il choisit de mettre tout son poids du mauvais côté, l'"ancien allié" pourrait pro-

voquer un bouleversement complet des équilibres régionaux. Dans ces conditions, la Turquie est désormais en mesure de prendre une décision historique et d'effectuer un choix global. Si

on en est là aujourd'hui, c'est à cause des caprices d'enfants gâtés des Irakiens du Nord et de l'attitude fort malavisée de la superpuissance.

Ertugrul Özkök



DU 25 AU 30 OCTOBRE 2007



“Pas assez de troupes pour chasser le PKK”

Dans une interview accordée à *Asharq Al-Awsat*, le président irakien Jalal Talabani, qui est kurde, évoque les tensions avec la Turquie et les problèmes interirakiens.

ASHARQ AL-AWSAT (extraits)
Londres

Le Premier ministre irakien Nouri Al-Maliki a parlé [de la nécessité] d'“éradiquer” le PKK du Kurdistan irakien. Que vous inspire cette expression ?

JALAL TALABANI Depuis longtemps, nous conseillons au Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) d'abandonner la lutte armée. A l'époque de la mondialisation, la “guerre des partisans” n'est plus acceptable ni utile. Le PKK devrait se tourner vers l'action politique, médiatique, diplomatique, et la mobilisation populaire. Dans un discours à Souleïmanieh [capitale de la région est du Kurdistan irakien], j'ai dit que le peuple kurde considèrerait que la lutte armée du PKK en Turquie ou en Iran ne servait pas ses intérêts. Au contraire, cela nuit à la démocratie en Turquie, ainsi qu'au Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, et à son



▲ Le président Jalal Talabani.

parti, l'AKP. Ce dernier reconnaît l'existence du peuple kurde et manifeste de la sympathie pour sa cause. Les dernières élections législatives ont été libres dans le sud-est du pays et ont vu l'élection de députés kurdes. L'AKP a

obtenu plus de 60 % des voix parmi l'électorat kurde. Combattre ce gouvernement ne sert qu'à alimenter le chauvinisme turc. Par ailleurs, la Constitution irakienne interdit que des forces armées étrangères lancent des attaques sur des pays voisins à partir de notre territoire. Nous voudrions que le PKK quitte notre territoire et retourne chez lui, dans le Kurdistan turc, qui est plus vaste, où les montagnes sont plus escarpées et où il peut faire ce qui lui plaît. L'Irak n'est pas d'accord avec sa présence et ne veut pas qu'il aille tuer des gens en Turquie pour ensuite revenir chez nous. Il fournit ainsi des prétextes pour attaquer notre pays. Que pouvons-nous faire ? Nous n'avons pas assez de troupes pour les chasser. Nous sommes déjà assez

occupés à assurer la sécurité dans les rues de Bagdad. Nous sommes prêts à travailler dans le cadre d'une commission tripartite Irak, Turquie, États-Unis, afin de mettre un terme aux activités du PKK dans le Kurdistan irakien et de les circonscrire dans la région du Qendil [crête de montagne à la frontière turco-irakienne].



Courrier
INTERNATIONAL

DU 25 AU 30 OCTOBRE 2007

en couverture

Dans un premier temps, vous voulez donc chasser des zones habitées ?

Nous les avons déjà chassés des villes ; nous cherchons à les chasser des zones habitées et à leur interdire les communications avec l'étranger et l'accès aux ressources financières. Nous avons également fermé leurs bureaux dans les villes irakiennes, y compris à Bagdad.

Le gouvernement turc voudrait que vous arrêtiez les dirigeants du PKK présents sur votre territoire.

Comment pourrions-nous les arrêter alors qu'ils sont entourés de milliers d'hommes dans les montagnes et que même l'armée turque n'y parvient pas ?

Que pensez-vous des déclarations du président syrien Bachar El-Assad ?

Elles sont dangereuses et en contradiction avec l'esprit de solidarité arabe et syro-irakienne. Comment un chef d'Etat arabe peut-il apporter son soutien à une intervention militaire contre l'Irak ? Le président syrien a franchi une ligne rouge. Il aurait mieux fait de prendre exemple sur les Américains et les Européens en disant que, tout en comprenant la position turque, il préférerait une solution politique. Je m'interroge sur les raisons de ces déclarations, alors que nous sommes d'accord sur de nombreux points. J'ai été personnellement en visite à Damas, tout comme mon second, [le vice-président irakien] Adel Abdel Mahdi, et le Premier ministre... Vraiment, je suis étonné de cette attitude inamicale.

Quand sera organisé le référendum sur la ville de Kirkouk [revendiquée à la fois par les Kurdes, les Turkmènes et les Arabes] ?

On n'a pas pu le faire cette année parce que le recensement n'a pas encore abouti et que la normalisation n'a pas encore eu lieu. Maintenant, ►

► la normalisation est engagée et il y a un comité qui verse des indemnités aux familles [des familles arabes ont été incitées du temps de Saddam Hussein à s'installer à Kirkouk] qui souhaitent retourner sur leurs terres d'origine. Ceux qui ne veulent pas retourner ne seront pas chassés, mais ils n'auront pas le droit de participer au référendum sur l'avenir de Kirkouk.

Ils seront donc des citoyens de seconde zone ? Cela n'avivera-t-il pas les chauvinismes ethniques et confessionnels ?

Cela part d'une volonté d'établir la justice et de revenir sur des erreurs commises par l'ancien régime, qui voulait changer la démographie de la ville par une arabisation forcée. Je voudrais qu'on s'inspire de la ville de Bruxelles pour faire en sorte que Kurdes, Arabes, Assyriens, Chaldéens et Turkmènes puissent vivre ensemble.

Comment réagissez-vous à la possibilité d'une diminution des troupes américaines en Irak, voire de leur retrait ?

Il faut entraîner et équiper les forces irakiennes. Nous voulons augmenter le nombre de nos divisions de douze actuellement à quinze ou dix-

sept. C'est possible d'y arriver d'ici à la fin de l'année prochaine, en faisant appel à l'expérience des anciens cadres militaires [de l'armée irakienne, dissoute par les Américains]. Moi, par exemple, j'ai un conseiller militaire, le général Wafik Samarraï, qui est un ancien chef du renseignement militaire sous Saddam Hussein. De même, il faut continuer les efforts d'équipement

de la police. Actuellement, un policier sur cinq seulement a une arme. Récemment, nous avons signé un contrat avec la Chine pour la fourniture d'armes légères. Quand l'armée et la police seront bien équipées et bien entraînées, nous pourrions petit à petit nous passer de la présence militaire étrangère. Nous prenons déjà en charge la sécurité dans huit provinces et, à la fin de l'année prochaine, ce sera peut-être dans la totalité de nos provinces. Cela dit, nous ne sommes pas capables aujourd'hui d'empêcher l'intervention turque. Serons-nous capables de repousser demain une intervention iranienne ? C'est seulement quand nous pourrions empêcher nos grands voisins de faire des incursions chez nous que nous pourrions dire aux troupes étrangères : merci et au revoir.

Propos recueillis par Michel Abou Najm

VU DU MONDE ARABE Vers une guerre de cent ans

Si on permet à l'armée turque de pénétrer dans le Kurdistan irakien, demain l'Iran envahira le sud chiite de l'Irak.

Mon but n'est pas de défendre les rebelles kurdes et leurs opérations militaires contre l'Etat turc. Nous condamnons ce genre d'action. Mais aujourd'hui nous assistons à une évolution dangereuse, puisque Ankara, sous prétexte de poursuivre des groupes armés, risque de détruire le Kurdistan irakien. C'est vrai que, depuis la guerre de libération du Koweït, en 1991, quand le Kurdistan irakien a commencé à se détacher du pouvoir central à Bagdad, les trois pays voisins - Turquie, Syrie et Iran - ont des raisons de s'inquiéter. C'est pour cela que la Syrie apporte son soutien à Ankara et que l'Iran bombarde le Kurdistan sans soulever de protestations. Nous [les Arabes] demandons beaucoup aux Kurdes irakiens : de ne pas déclarer leur indépendance et de rester à l'intérieur de l'Etat irakien, de ne pas hisser le drapeau kurde, de céder leurs revenus pétroliers à Bagdad, de se conformer aux déci-

sions de l'Etat irakien. Le temps est venu de dire que les Kurdes ont certes des devoirs mais également des droits. Celui de nous demander notre soutien face à la Turquie, afin que ses chars ne passent pas la frontière. Celui de demander aux gouvernements américain et irakien de défendre le Kurdistan [contre l'armée turque] comme ils défendent Bagdad.

Le Kurdistan fournit le seul modèle positif en Irak, c'est la seule région qui connaît une relative stabilité. Il constitue un refuge pour des milliers d'Irakiens [non kurdes] fuyant la violence. Il représente un pôle qui pourrait permettre à l'Irak de retrouver le chemin de l'unité et de la stabilité. La fin de ce modèle ouvrirait la porte à des conflits qui pourraient s'étendre à l'ensemble du pays. L'intervention turque serait le coup de grâce pour l'Irak et risquerait de déclencher une guerre de cent ans. Si l'on permet à la Turquie d'intervenir au Kurdistan, les Iraniens y verront le feu vert pour faire de même dans le Sud [chiite]. Cela risque de déstabiliser la région et sonnerait la fin de l'Irak.

Abderrahman Al-Rached, Asharq Al-Awsat, Londres

Courrier
INTERNATIONAL

DU 25 AU 30 OCTOBRE 2007

en couverture

▲ *Manifestation kurde à Erbil (Kurdistan irakien) contre la menace d'intervention militaire de la Turquie.*



Insaisissables rebelles

On croit volontiers que l'organisation armée kurde est instrumentalisée par les Kurdes irakiens ou même les Américains. A tort, explique un quotidien turc *Vatan*.

VATAN
Istanbul

Si l'armée turque pénètre dans le nord de l'Irak, les peshmergas [combattants kurdes], liés à Massoud Barzani [président du gouvernement autonome kurde d'Irak], choisiront-ils de se battre contre l'armée turque ou se contenteront-ils d'observer le déroulement des opérations militaires ? J'ai interrogé un homme politique turc d'origine kurde sur les conséquences éventuelles de ces deux scénarios. Selon lui, si les peshmergas répliquent par les armes à cette incursion des militaires turcs, la cote de popularité de Barzani va augmenter considérablement chez les Kurdes de Turquie et s'accompagnera d'un important mouvement de sympathie des Kurdes de Turquie pour leurs frères d'Irak. En revanche, si les combattants kurdes irakiens décident de rester les bras croisés face à une telle incursion, l'étoile de Barzani commencera à pâlir auprès des siens, ce qui bénéficiera au PKK, qui gagnera en popularité chez les Kurdes irakiens.

Dans ce contexte, qu'en est-il de l'indépendance du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ? Ses dirigeants affirment qu'ils s'apprêtent à relancer de nouvelles actions terroristes. Au lieu d'estimer qu'il s'agit forcément de bluff, il conviendrait plutôt d'essayer de comprendre leurs véritables objectifs. Il paraît ainsi évident que le PKK veut absolument attirer l'armée turque au Kurdistan irakien et qu'à cet effet il se prépare à mener une grande offensive terroriste tant dans les zones rurales que dans les grandes villes de Turquie. Contrairement à ce que l'on peut entendre ici ou là en Turquie, il ne semble pas que les Etats-Unis et les Kurdes irakiens

instrumentalisent en sous-main ces provocations terroristes. En effet, Washington et Erbil [capitale officielle du Kurdistan irakien] ont parfaitement compris les intentions du PKK, de même que la détermination d'Ankara à réagir, mais ils ne parviennent tout simplement pas à stopper ce processus fait d'incessantes provocations. Certes, nul n'ignore que la direction politique kurde irakienne entretient des rapports directs avec le PKK, ni que les Etats-Unis ont également eu des contacts, plus indirects, avec cette organisation. Au demeurant, ceux qui croient que le PKK serait une marionnette dans les mains de ces deux acteurs (auxquels certains vont jusqu'à ajouter Israël) se trompent. Il faut admettre que le PKK – qui a su tirer profit de soutiens venus de pays qui n'en sont pas moins des ennemis de longue date et qui, au fil du temps, a su faire preuve d'une certaine habileté "diplomatique" – est bel et bien une organisation indépendante.

Si Bush, Barzani et Talabani peuvent éventuellement exercer des pressions sur le PKK, ils ne semblent pas pour autant être en mesure de

lui faire faire ce qu'ils veulent. S'ils n'ont pas vraiment peur de cette organisation, ils s'en méfient et prennent bien soin de ne pas entrer dans un conflit ouvert avec elle. Certains en Turquie, faisant preuve d'un optimisme forcené, se sont réjouis des dernières prises de position critiques des leaders politiques kurdes irakiens à l'égard du PKK, les interprétant comme une façon de "revenir dans le rang" à la suite des menaces d'une possible incursion turque. Pourtant, à y regarder de plus près, les déclarations de ces responsables restent très prudentes et ne comportent pas le moindre élément de provocation à l'égard du PKK. Ils savent en effet que les menaces ne contribuent pas à dissuader le PKK d'entreprendre de nouvelles actions militaires et qu'il faut donc tenter de le convaincre autrement. C'est dans ce contexte qu'il faut interpréter les derniers propos de Talabani, qui a invité le PKK à déposer les armes et à faire le choix de l'action politique legaliste. Il n'y a pas si longtemps, le Premier ministre turc Erdogan avait tenu les mêmes propos. **Rusen Cakir**

POLÉMIQUE Divergences kurdes

Les Kurdes n'ont jamais montré, dans leurs médias ou à travers les journalistes kurdes travaillant dans les journaux de Bagdad, autant d'attachement à l'Irak, à sa souveraineté et à son pétrole que depuis qu'une menace d'invasion turque plane sur le Kurdistan irakien. Ce regain d'intérêt pour un Irak unifié cache en fait des divergences d'appréciation à l'égard du mouvement du PKK, notamment entre les deux leaders historiques kurdes, le président de l'Irak, Jalal Talabani, et le président de la région autonome kurde, Massoud Barzani. Barzani a dès le début rejeté tout prétexte turc à l'invasion du Kurdistan et promis aux troupes d'Ankara une résistance acharnée, refusant même de considérer le PKK comme un mouvement terroriste, comme le rapporte *Hawlati*, le quotidien kurdoophone de Souleimanieh. En revanche, Talabani a semble-t-il adopté une position plus nuancée (voir interview ci-dessus) et il dit comprendre l'exaspération turque, souligne *Al-Hayat*. Il pourrait pourtant radicaliser ses propos si la tension continue de croître. A la télévision kurde, il a déclaré : "Nous ne livrerons aucun Kurde à la Turquie, pas même un chat kurde."



Comptoir
INTERNATIONAL

DU 25 AU 30 OCTOBRE 2007

en couverture

L'invasion serait un désastre militaire

Envahir le Kurdistan et combattre une guérilla dans les montagnes ne sera pas une partie de plaisir, avertit le site *Kurdish Media*

KURDISH MEDIA (extraits)

Londres

Depuis des années, la Turquie tient un discours musclé à propos des Kurdes d'Irak. Cette rhétorique guerrière a toujours eu une vocation principalement intérieure (destinée aux oreilles des seuls Turcs), ne débordant pour ainsi dire pas au-delà des frontières de la République. Toutefois, depuis que le Parlement a voté en faveur d'une invasion turque de l'Irak [le 17 octobre], les menaces d'Ankara font la une des journaux du monde entier.

L'invasion de l'Irak par la Turquie pourrait avoir l'un des deux objectifs suivants : 1. Ecraser le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) en mettant hors d'état de nuire un grand nombre de ses combattants et en neutralisant sa base dans les montagnes de Qendil. 2. Détruire le gouvernement régional du Kurdistan (GRK) parce qu'il a refusé d'agir contre le PKK.

Pour l'instant, il semble que les Turcs écartent totalement le second objectif. Mais il n'en reste pas moins que le premier est déjà tout à fait irréalisable. De nombreuses raisons permettent de comprendre pourquoi une invasion turque de l'Irak visant à écraser le PKK non seulement serait vouée à l'échec, mais serait en outre désastreuse pour les Turcs.

Nous vivons à l'ère de l'information instantanée. Tous les coins du monde ont accès à Internet. Même les plus démunis, surtout au Moyen-Orient, ont un téléphone portable et envoient chaque jour de nombreux messages. Il est beaucoup plus difficile de dissimuler de sinistres secrets qu'il y a dix ans, et cela vaut pour les pertes subies comme pour les violations des droits de l'homme. Les massacres et les attaques sauvages menés par les forces turques contre les villages kurdes dans les années 1980 et 1990 seraient beaucoup plus difficiles à perpétrer à notre époque. Une invasion à grande échelle du Kurdistan irakien ou une longue campagne de frappes aériennes sur les montagnes de Qendil entraîneraient inévitablement des pertes dans la

population civile. Les images des souffrances du peuple kurde, des paysans de la région de Berwari, près de la frontière turque, aux villageois de Qendil, des gens qui ont déjà tant souffert dans un passé récent [notamment le gazage de la ville kurde de Halabjah, dans les années 1980], seraient diffusées dans le monde entier. La communauté internationale risque de ne guère apprécier le spectacle de pauvres paysans brutalisés par une armée de l'OTAN en uniformes flamboyants et munie de fusils américains.

Confrontés à une opération ambitieuse des Turcs, les petits groupes de combattants du PKK se contenteront de disparaître dans la nature, ne laissant qu'une seule cible évidente aux troupes d'Ankara : les montagnes de Qendil, cette chaîne où se trouve la principale base du PKK. Mais ces hauteurs, à cheval sur la frontière irano-irakienne, ne constituent pas un objectif facile. C'est au contraire une des régions les plus rudes du Kurdistan. Des routes sinueuses, ou plutôt des sentiers n'ayant qu'une ressemblance lointaine avec des routes, que seuls peuvent emprunter des spécialistes du 4 x 4, relient entre elles les parties relativement isolées du camp. Dans les montagnes, la plupart des déplacements se font à pied, par des chemins que les combattants expérimentés sont les seuls à connaître. Si l'un d'entre eux peut y progresser de nuit sans difficulté apparente, tout visiteur risque fort de se perdre, s'il n'a toutefois pas d'abord succombé à l'épuisement.

■ Le PKK

1978 Formation du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), sous la direction d'Abdullah Ocalan. Le parti se réfère à l'idéologie marxiste-léniniste et entreprend une violente campagne contre le pouvoir d'Ankara dans le but d'obtenir l'indépendance du Kurdistan turc.

1980-1999 Les attentats contre les intérêts turcs alternent avec les affrontements avec les forces régulières. De son côté, l'armée turque réagit en menant une répression

féroce, plaçant l'est et le sud-est du pays en état d'urgence.

1999 L'arrestation d'Ocalan est un coup dur pour le PKK, qui décrète un cessez-le-feu unilatéral et revoit ses revendications à la balle pour réclamer désormais une autonomie au lieu de l'indépendance.

2004 Le cessez-le-feu est rompu par le PKK. Reprise des attaques et des affrontements. On estime à 37 000, depuis 1980, le nombre des victimes de ce conflit entre le PKK et le pouvoir turc.

Le réseau de camps du PKK est dissimulé dans ces montagnes. Il est difficilement repérable depuis les airs, et un tir de missiles sur les montagnes entraînerait probablement plus de pertes civiles qu'il ne toucherait les combattants du PKK. Compte tenu de la nature dispersée de ces derniers, qui essuient depuis des années des frappes de missiles turcs et iraniens, ces opérations n'auraient que des résultats négligeables. Dans le même temps, il est fort peu probable que les hélicoptères envoyés sur zone puissent rentrer de mission. Lors de l'invasion soviétique de l'Afghanistan, autre rude région montagneuse qui a connu bien des combats au fil des ans, les hélicoptères étaient surnommés les "cercueils volants" par les combattants afghans.

La seule façon pour les Turcs de marquer des points contre le PKK serait de déployer une force terrestre dans les montagnes de Qendil, ce qui serait difficile pour un certain nombre de raisons et, comme toutes les campagnes de ce type contre des unités de guérilla, s'avérerait particulièrement sanglant. Pour commencer, il ne serait pas facile d'atteindre Qendil, la région étant située à plusieurs heures de la frontière turco-irakienne. Le largage de soldats, action qui exaspérerait le GRK, nécessiterait au moins, peut-on supposer, l'approbation des Etats-Unis, auxquels les Turcs avaient refusé leur soutien lors du déclenchement de la guerre contre le régime de Saddam Hussein. Le déplacement de soldats par voie terrestre prendrait beaucoup de temps, puisqu'il faut plus de cinq heures pour rallier Qendil depuis la frontière turque. Or les chars et les véhicules de transport de troupes roulent beaucoup moins vite.

Le mouvement des forces turques dans la région de Qendil pose soi d'énormes problèmes à la Turquie. Questions de temps et de coût mises à part, Ankara se retrouverait évidemment en terrain hostile, car les civils et les unités de sécurité du Kurdistan irakien ne portent pas les forces turques dans leur cœur. Dans le même temps, il serait extrêmement difficile d'étirer les lignes de ravitaillement depuis la frontière turque jusqu'à Qendil. Si les médias turcs sont occupés à attiser la frénésie sanguinaire de la population [voir l'article de Hürriyet, p. 53], il faut partir du principe que les généraux turcs, eux, sont des militaires professionnels qui savent qu'une campagne militaire au Kurdistan irakien, et en particulier à Qendil, serait plus rude qu'ils ne l'admettent officiellement. Le temps nous dira si tel est bien le cas. ■

■ Des extrémistes turcs ont tout cassé, hier soir à Saint-Josse et Schaerbeek. Une dizaine de policiers blessés

Graves émeutes turques à Bruxelles



Quelques centaines de Turcs, de très nombreux jeunes mais aussi des mères de famille, ont semé la pagaille à Schaerbeek et Saint-Josse hier soir. La police a dû charger et utiliser ses pompes à eau. (BELGA)

SCHAERBEEK/ST-JOSSE ▽ Imaginez une bande d'extrémistes flamands manifester leur colère contre les francophones – ou l'inverse – de façon plus qu'agressive dans le centre d'Istanbul (Turquie) en pleines négociations gouvernementales... Les autorités turques criaient au fou. Hier, ce sont les loups qui se sont lâchés dans les environs de la place Liedts à Schaerbeek et, surtout, de la place Houwaert à Saint-Josse.

Visiblement manipulés par quelques Loups gris (extrémistes de droite turcs), plusieurs centaines de jeunes – entre 700 et 1.000 selon la police – se sont réunis sur ces deux places à forte concentration turque pour dénoncer les attaques du PKK, le parti des travailleurs du Kurdistan en opposition armée contre le gouvernement turc. Avertis par SMS, ils ont commencé à affluer vers 17 h. Pour se retrouver à plusieurs centaines sur la place ten-noodoise. "Il y avait beaucoup de jeunes, nombreux étaient encagoulés", décrit un riverain qui avait déjà vu les balcons du quartier fleurir de drapeaux turcs la veille. "J'ai aussi vu des enfants, certains âgés de moins de dix ans. Ils tenaient leurs mères par la main... Une tentative d'arrestation a provoqué un début d'émeute", poursuit ce témoin privilégié, "blessant des policiers".

De fait, en début de soirée, certains Turcs ont caillassé les forces de l'ordre, pris une voiture de police en

grippe, brisé quelques portes vitrées d'entrées des logements sociaux teen odois, brûlé des voitures et, de nouveau, saccagé un café dans la rue de Liedekerke, toujours à Saint-Josse. Bref, une sacrée panique dans un quartier bouclé de part en part par les camions de police et auto-pompes.

En fin de soirée, le chef de corps de la police de la zone Schaerbeek, Saint-Josse, Evere David Janssen annonçait qu'une dizaine de policiers avaient été blessés, dont trois grièvement. "Les forces de police ont procédé à une centaine d'arrestations", expliquait-il, néanmoins satisfait par le fait que les manifestants n'aient pas réussi à atteindre les ambassades, dont celle des Etats-Unis toute proche. À Schaerbeek, la police avait, un peu plus tôt dans la soirée, activé ses pompes à eau et chargé sur les manifestants, répondant aux jets de pierres en tout

genre. Elle a aussi procédé quelques interpellations même si les bandes étaient visiblement très mobiles, se déplaçant rapidement entre les deux places. Trois tramways ont par ailleurs été endommagés tandis qu'un chauffeur du bus ainsi que deux ou trois passagers 61 ont été agressés... Le bourgmestre de Schaerbeek Bernard Clerfayt (FDF) avait pourtant clairement expliqué à la communauté turque que toute manifestation n'ayant pas fait l'objet d'une demande à la commune était interdite. "Nous avons lancé des messages aux radios turques, dans leurs journaux. Nous avons prévenu tout le

monde qu'il était hors de question de laisser des tels événements se dérouler sur notre territoire, qu'il n'était pas question d'autoriser cette manifestation", a expliqué le maire. La communauté turque était donc prévenue. Ils n'en ont pas tenu compte. Hier soir, vers 22 h, une quarantaine de jeunes squattaient encore la place Houwaert. Ils venaient d'arracher un panneau de métal qu'ils ont balancé au milieu de la place. Des faits similaires ont été constatés à Anvers hier soir. 200 Turcs ont manifesté dans le centre-ville sans provoquer aucun incident...

M. L.

Des jeunes survoltés, des Kurdes prêts à se battre

BRUXELLES ▽ "J'ai passé la nuit au commissariat. La police m'a arrêté alors que je n'avais rien fait", nous lance un jeune d'origine turque hier à Schaerbeek. Baytam, 17 ans, nous assurant ne pas avoir participé aux émeutes de mercredi soir, promet toutefois qu'il sera présent samedi à 13 h lors du rassemblement prévu place Liedts. "Ça va être chaud, tous les jeunes y seront", précise-t-il. Son ami Yusuf aussi. Le jeune homme de 18 ans nous affirme, lui, qu'il y sera "au nom des soldats tués en Turquie par les Kurdes". C'est tout ce que l'adolescent nous répondra. Inutile de lui demander si la violence est le seul moyen pour apaiser ces tensions entre les deux communautés. Le jeune garçon se contente d'un : "Les Kurdes n'avaient pas à faire ça". Mais faire quoi ? De la bouche des aînés d'origine

turque, la réponse est claire : "Les jeunes sortent en rue et cassent tout mais ils ne savent même pas pourquoi. Ils ne connaissent pas l'origine des tensions entre certains Kurdes et la Turquie. On leur dit de se révolter, alors ils foncent tête baissée. C'est navrant", souligne un habitant de la chaussée de Haecht. Plus loin, du côté de la place Saint-Josse, nous rencontrons des Kurdes. L'un d'eux s'est fait démolir sa vitrine mercredi soir, rue de Liedekerke à Saint-Josse. "Ils ont tout démolé parce que je suis kurde. C'est terriblement blessant, le conflit n'a pas à se régler en Belgique", s'exclame le patron d'un commerce de cassettes musicales. Son voisin, lui, nous souffle que 11.000 Kurdes sont prêts à venir se battre avec les Turcs si ces derniers manifestent samedi.

N. Ben.



Les pasdarans ont maintenant la cinquantaine et font partie de l'élite. En septembre, ils ont commémoré « l'agression irakienne », une démonstration de force. ISNA/AP

Iran L'heure des gardiens de la révolution

Le président Mahmoud Ahmadinejad était l'un des leurs. Sous son pouvoir, les pasdarans, armée idéologique créée en 1979 par l'ayatollah Khomeiny, ont pris les commandes de la République islamique

MARIE-CLAUDE DECAMPS
AVEC PHILIPPE BOLOPION
ET LAURENT ZECCHINI

Un sentier balisé de spots mène, à travers le parc, jusqu'à un restaurant cossu au nom prédestiné, le Talaie, le « doré ». Jets d'eau, fond musical et salon de thé en plein air : on se croirait dans quelque *country club* à l'américaine, n'était la clientèle triée sur le volet, quelques mollahs, de rares femmes voilées jusqu'aux pieds et une majorité de militaires en civil qui évoluent entre les buffets. Ce havre de paix sur les hauteurs de Téhéran est un restaurant réservé aux gardiens de la révolution, ces pasdarans devenus l'élite et la bourgeoisie d'affaires de la République islamique.

« Accès interdit aux femmes sans tchador » : un petit panneau et un garde musclé rappellent les consignes islamiques. Au cas, sans doute, où certains auraient oublié que, créés le 5 mai 1979, au sortir de la révolution, par un décret de l'ayatollah Khomeiny, méfiant envers les anciennes troupes du chah, les pasdarans ont eu pour première mission d'être l'armée idéologique du régime, « ses yeux et ses oreilles » contre les « ennemis de l'intérieur », Kurdes, Arabes du Khouzistan, militants des moudjahidines du peuple.

La longue descente vers Téhéran est à elle seule un rappel du passé. Pas un quartier qui n'affiche les portraits géants de ses « martyrs » de la guerre Iran-Irak qui, entre 1980 et 1988, a fait 1 million de morts. Pasdarans et *bassidji*, ces jeunes miliciens placés sous leur contrôle, jadis volontaires pour monter au front, fournissent l'essentiel des portraits.

Aujourd'hui la guerre est loin. Les soldats de la révolution ont la cinquantaine et

occupent des postes-clés. Surtout depuis l'élection, en 2005, de Mahmoud Ahmadinejad. Le président conservateur, lui-même ex-pasdaran, leur a facilité la tâche en tentant de « revivifier » les idéaux du début de la révolution. Les deux tiers des députés du Majlis, le Parlement, sont d'anciens gardiens. Le gouvernement en compte une vingtaine, notamment au ministère de l'intérieur. Au point que, dans le cadre des sanctions (gel des avoirs, restrictions de déplacements) adoptées par le Conseil de sécurité des Nations unies contre l'Iran, neuf hauts responsables pasdarans, dont cinq généraux, sont visés pour leur rôle dans le programme nucléaire et celui des missiles iraniens. Les Etats-Unis les accusent d'armer des insurgés en Irak et en Afghanistan et envisagent de les inscrire sur leur liste d'organisations terroristes.

Comment expliquer cette montée en puissance des gardiens de la révolution ? « C'est le produit de trois déviations de leur mission originelle », répond sans hésiter Mohsen Sazegara. Ce petit homme tranquille, réfugié aux Etats-Unis, où il préside le Research Institute for Contemporary Iran, est l'un des fondateurs des « gardiens ». « Après la révolution, explique-t-il, on craignait un coup d'Etat militaire ou une attaque américaine. Notre idée, c'était de mobiliser les gens dans une armée populaire, comme en Israël ou aux Etats-Unis, avec la garde nationale. Mais la guerre contre l'Irak a créé une première déviation, en convertissant les pasdarans en une armée parallèle classique. »

Blindés, chars, missiles : fin septembre, pour commémorer « l'agression irakienne », Téhéran a organisé un défilé militaire

« A présent ils ont tout : le pouvoir, les armes, l'argent »

Mohsen Sazegara,
un des fondateurs
des pasdarans

conçu comme une démonstration de force face aux rumeurs d'une possible frappe américaine. Mais quel est le potentiel réel des pasdarans ? De sources occidentales, ils seraient 130 000, répartis entre les forces terrestres (105 000 hommes, quatre divisions blindées, seize divisions méca-

nisées, une brigade de marines), l'aviation (5 000 hommes) et la marine (20 000 hommes, des vedettes armées de missiles antinavires et des dizaines de patrouilleurs). Les gardiens de la révolution ont aussi la responsabilité de trois unités équipées de missiles Shahab-3, d'une portée de 1 500 km, « allonge » suffisante pour frapper Israël. Une version modernisée, le Shahab-4, aurait une portée de près de 2 000 km.

Secrètes, les unités Qods (5 000 à 15 000 hommes) mènent missions de renseignement et opérations clandestines, comme l'aide apportée au début des années 1980 à la formation du Hezbollah au Liban et à l'entraînement des brigades chiites irakiennes Badr. Elles auraient quatre bases discrètes à Téhéran, d'autres à Tabriz, Qom et Mashad, et, plus ou moins ouvertement, une base dans l'est du Liban. Ce sont ces brigades qui sont dénoncées par les Etats-Unis. En janvier, des soldats américains ont enlevé à Erbil, au Kurdistan irakien, cinq Iraniens qui se disaient

« diplomates », les accusant d'appartenir aux brigades Qods et d'armer les insurgés. Plusieurs experts estiment que les pasdarans ont fourni au Hezbollah les missiles guidés antichars et les roquettes qui lui ont permis de résister à l'armée israélienne au cours de l'été 2006.

L'autre « force d'appoint » des gardiens de la Révolution, ce sont les *bassidji*, devenus une milice antiéméute, dénoncés comme « les SA du régime » par les étudiants, durement réprimés ces derniers mois. Ils seraient 90 000, mais pourraient mobiliser jusqu'à 2 millions de personnes. « Ils peuvent bloquer la capitale en un quart d'heure en cas de crise ; leurs bases sont à l'entrée de tous les grands axes », affirme, à Téhéran, l'essayiste Saïd Leylaz.

Dans les quartiers résidentiels du nord de Téhéran s'élèvent plusieurs immeubles imposants, sous haute surveillance, ceux des fondations révolutionnaires. Elles ne sont pas imposables, leur budget ne relève que du Guide suprême, l'ayatollah Khameneï. Beaucoup, dont la puissante Fondation des déshérités, ne sont pas étrangères à l'essor économique des pasdarans, présents dans plusieurs de leurs directions. « Les "gardiens" ont tout un réseau de pouvoir », explique Hashem Pesaran, professeur à l'université britannique de Cambridge et ex-dirigeant

de la Banque centrale d'Iran. Ils s'appuient sur ces riches fondations qui contrôlent des compagnies publiques ou privées et se font financer par leurs propres circuits au sein de la Banque centrale. Ils ont aussi des facilités de crédit auprès des banques nationalisées ou se livrent au marché noir des devises. »

Cette prise de contrôle de pans entiers de l'économie iranienne, c'est la deuxième « déviation » évoquée par Mohsen Sazegara. « Tout a commencé à la fin de la guerre, en 1988, raconte-t-il. Sur la base militaire du génie de Khatamolanbia, contrôlée par les pasdarans dans le Sud-Ouest, il y avait beaucoup de matériel de construction. Les "gardiens" ont obtenu de l'ayatollah Khomeiny l'autorisation d'utiliser ces équipements en

temps de paix pour des projets de construction d'habitations. Hachemi Rafсандjani, alors président de la République, a autorisé les pasdarans à se lancer dans des activités économiques. » Et, ajoute-t-il, ironique : « Pour discuter les contrats, ils brandissaient armes et menottes ; ces arguments ont eu raison de n'importe quelle concurrence ! »

Les années 1990, celles de la reconstruction de l'Iran, seront un « tremplin » idéal. Les pasdarans possèdent aujourd'hui une centaine d'entreprises. Ils ont des intérêts dans le pétrole et le gaz de South-Pars, la réfection d'hôtels de luxe, la construction de routes et de barrages, les télécommunications, la construction automobile (l'assemblage des voitures Mazda). En mai 2004, ils avaient même fait fermer l'aéroport Imam-Khomeiny à Téhéran, à peine inauguré, pour faire casser à leur profit, « au nom de la sécurité nationale », le contrat d'exploitation obtenu par une société turque.

Accusés par l'opposition de se livrer, entre autres, au trafic du pétrole avec l'Irak et à celui de l'opium afghan, les pasdarans sont régulièrement critiqués. Le journal réformateur *Shargh* s'était insurgé de ce que des biens expropriés durant la révolution leur aient été vendus ou remis pour rien. L'ancien président du Parlement, Mehdi Karroubi, avait déclenché leur colère en affirmant publiquement que « treize ports clandestins restent sans contrôle douanier, laissés aux mains des gardiens de la révolution ». « C'est un conglomérat industrialo-militaire semblable à celui qu'a connu l'URSS, et tout aussi opaque, commente un ancien responsable du ministère de l'intérieur. En 2006, ils ont décroché pour 12 milliards de dollars de contrats » - dont la construction d'un pipeline de 6 milliards et les travaux du métro de Téhéran.

La « troisième dérive » décrite par le fondateur des pasdarans, la dérive politique, interviendra sous la présidence réformatrice de Mohammed Khatami. « Le Guide Khameneï n'était guère favorable au mouvement réformateur. J'avais lancé un journal, Société, raconte Mohsen Sazegara. Les pas-

darans de la révolution ont dit publiquement qu'ils me couperaient la langue. Le journal a été fermé et moi emprisonné. » Et il ajoute : « L'erreur de Khameneï a été de se servir des pasdarans à des fins politiques. Il a préparé le terrain pour les plus ambitieux. A présent, ils ont tout : le pouvoir, les armes, l'argent. »

Les pasdarans sont-ils pour autant « soudés » autour de Mahmoud Ahmadi-nejad, élu sous la pression des milices *bassidji* et de leur mentor, le Guide Khameneï ? Rien n'est moins sûr. « Entre le Guide et les pasdarans, tout est si lié qu'on ne sait plus qui va contrôler qui au final », nous avait dit le grand intellectuel religieux Mohsen Kadivar. La ligne de fracture entre fondamentalistes et « réalistes », plus ouverts sur le nucléaire ou inquiets pour leurs intérêts économiques en cas de nouvelles sanctions, se fait jour parmi les « gardiens ».

Au cimetière de Behecht Zarah, au sud de Téhéran, parmi les chants révolutionnaires et l'odeur d'eau de rose avec laquelle on lave les tombes des martyrs, de jeunes *bassidji* cultivent le souvenir d'un drame qu'ils n'ont pas connu. « Je suis un soldat de Dieu, la société m'ennuie, il n'y a qu'ici que je suis bien », nous avait confié l'un d'eux, Nariman Panahi, 22 ans.

Qu'ont en commun ces jeunes exaltés et les technocrates de la bourgeoisie militaire ? Croyant lui aussi - la marque sombre de la pierre de prière, sur son front, en attestait -, Mehdi Alizadeh, conseiller de haut rang des *bassidji*, avait accepté de nous rencontrer à Téhéran. Un discours du troisième type : « A 14 ans, amoureux de la révolution, je suis devenu *bassidji*, mais j'ai changé. Du temps de la guerre, on était *bassidji* pour se battre, puis pour reconstruire le pays. A présent, notre devoir, c'est de préparer l'avenir dans la technologie et le nucléaire. L'uranium, c'est aussi une avancée dans la recherche médicale. Les extrémistes, pris au piège de la nostalgie de la guerre, ne croient pas au progrès. Ils ont voté Ahmadinejad. Certains d'entre nous sont différents. » Et il concluait avec un sourire un peu gêné : « Mais nous sommes une minorité. » ■

Le Monde
24 octobre 2007

Les pasdarans dans la ligne de mire de Washington

WASHINGTON

CORRESPONDANTE

Dans son discours de dimanche 21 octobre devant le Washington Institute for Near East Policy, un cercle de réflexion conservateur, le vice-président Dick Cheney a relancé les inquiétudes sur une escalade américaine contre l'Iran en s'en prenant aux gardiens de la révolution, les pasdarans, et à leur unité d'élite, la brigade Al-Qods. « Le régime iranien a utilisé la force Al-Qods pour fournir des armes, de l'argent et un entraînement aux terroristes et aux militants islamistes à l'étranger, que ce soit le Hamas, le Djihad islamique pales-

tinien, les militants dans les Balkans, les talibans et autres militants anti-Afghanistan, et les terroristes du Hezbollah qui tentent de déstabiliser le gouvernement libanais démocratique », a-t-il lancé.

Ce discours annonce-t-il qu'une décision a été prise ou reflète-t-il les vœux du vice-président ? Mi-août, la presse a affirmé que l'administration envisageait des sanctions contre les pasdarans, pour augmenter la pression contre Téhéran. Officiellement, les Etats-Unis privilégient une autre résolution à l'ONU accroissant

les sanctions contre l'Iran s'il continue à refuser de suspendre l'enrichissement de l'uranium. En cas d'échec, ils espèrent réunir une « coalition des volontaires », avec l'Europe, le Japon, l'Australie et le Canada pour prendre des sanctions financières renforcées.

« Un million d'Iraniens »

Sur le plan national, les Etats-Unis envisagent des sanctions contre certaines unités du régime. La Chambre des représentants et le Sénat ont recomman-

dé au président, fin septembre, de désigner les pasdarans comme une organisation terroriste. Mais l'entreprise paraît compliquée. « *Un million d'Iraniens sont enrôlés sous le contrôle des gardiens de la révolution. Les gens se sont rendu compte qu'il serait très compliqué de placer toute l'organisation sur la liste. Et que cela aurait un effet du même ordre que la "débaassification" en Irak* », dit un expert américain, sous couvert d'anonymat.

Le projet a évolué vers la seule désignation de la brigade Al-Qods comme « *entité terroriste globale* », en vertu de l'ordre exécutif signé le 23 septembre 2001 par

George Bush, conformément à la loi sur les pouvoirs économiques spéciaux en cas d'urgence internationale. Ce mouvement permettrait de geler les avoirs des compagnies liées à cette unité.

Les responsables américains n'ont pas encore décidé, en raison notamment de divergences avec les alliés. Ceux-ci préfèrent se cantonner au dossier nucléaire et ne pas y mêler les accusations de terrorisme.

Pour Matthew Levitt, l'un des architectes de la stratégie de sanctions au ministère des finances, aujourd'hui chercheur au Washington Institute for Near East

Policy, les Européens ont tort de craindre que la qualification d'organisation terroriste compromette les chances d'un règlement diplomatique. « *Au contraire, assure-t-il. Ils devraient adopter une campagne de sanctions ciblées plus agressive. C'est cela qui augmente les chances de la diplomatie car cela nous donne des moyens de pression.* » ■

CORINE LESNES

Le Monde
24 octobre 2007

La Turquie et le piège kurde

Le gouvernement turc de l'AKP, Parti de la justice et du développement (islamiste modéré), est mis à rude épreuve quelques mois à peine après avoir été confirmé au pouvoir à l'issue d'élections que tout le monde s'est accordé à juger démocratiques et transparentes. Le piège kurde menace de se refermer sur le premier ministre Recep Tayyip Erdogan. Le Parlement a autorisé à une écrasante majorité le gouvernement à donner éventuellement l'ordre à l'armée turque d'intervenir dans l'Irak voisin afin d'en déloger les rebelles du parti séparatiste kurde de Turquie. Le PKK se sert comme d'une base de repli du Kurdistan irakien qui jouit d'une large autonomie sous protection américaine, depuis la première guerre du Golfe (1990-1991), encore accrue depuis la chute de Saddam Hussein. Les récents combats qui ont fait une quarantaine de morts à la limite des deux pays, confèrent une dangereuse actualité au vote du Parlement d'Ankara.

Les Américains, alliés des Turcs comme des Irakiens et des Kurdes irakiens, les Européens, qui négocient la possible entrée de la Turquie dans l'Union européenne, ont lancé un appel à la prudence. M. Erdogan est certainement sensible aux conseils de modération. Il n'est pas dans son intérêt de se lancer dans une escalade avec le pays voisin, mais il ne peut montrer aucun signe de faiblesse sous peine de devenir la cible de la haute hié-

rarchie de l'armée turque à l'affût de toute occasion lui permettant d'affaiblir le pouvoir civil.

Le piège kurde est avant tout militaire. Outre les dégâts diplomatiques qu'elle engendrerait, une intervention massive des forces turques au Kurdistan provoquerait un grand nombre de victimes, y compris turques, sans garantir une éradication des quelque 3 500 combattants du PKK qu'Ankara soupçonne d'avoir trouvé refuge au Kurdistan. Mais le piège a aussi une composante de politique intérieure qui ne peut échapper à M. Erdogan.

Le chef de l'AKP a réalisé ces dernières années un parcours sans faute, ou presque. Il a obtenu l'ouverture des négociations d'adhésion avec l'Union européenne. Il a libéralisé en grande partie l'économie, permettant à son pays de connaître une croissance élevée tout en maîtrisant l'inflation,

maladie chronique de la Turquie. Il a engagé des réformes institutionnelles qui, sans satisfaire pleinement aux critères de Copenhague, ont fait avancer la cause des droits de l'homme. Il a réduit le pouvoir d'intervention des militaires dans la vie politi-

Chronique

International Daniel Vernet

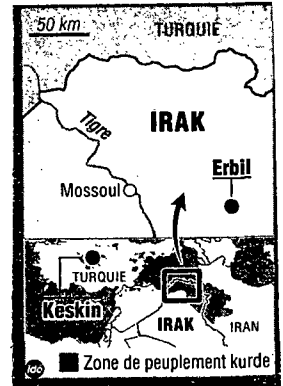
que et il a porté à la présidence de la République son bras droit Abdullah Gül. Contre l'avis de l'état-major, réduit à tenter un « e-putsch », un coup d'Etat par Internet, aveu de faiblesse plus que manifestation de puissance.

Pour regagner une partie de leur pouvoir perdu, les militaires ne peuvent plus compter sur l'appui des kémalistes civils et laïques, qui ont beaucoup manifesté au cours des derniers mois, mais qui ont été incapables de s'affirmer dans les urnes. Une aventure extérieure, en Irak, serait l'occasion de leur redonner la place qu'ils ont occupée jusqu'à une date récente dans la Turquie moderne. D'abord parce que tout conflit renforce le poids de l'armée. Ensuite, parce que les chefs militaires seraient en mesure de décider de l'ampleur et de la durée de l'intervention, tout en réclamant une sorte d'union sacrée à l'intérieur de la Turquie, contraire à tout débat démocratique. Enfin, parce qu'un coup sévère serait porté aux négociations avec l'Union européenne, les adversaires de l'adhésion de la Turquie ayant beau jeu de mettre en avant le retour des militaires et l'instabilité de l'environnement turc.

M. Erdogan, qui mise sur l'appui de l'Europe pour transformer la République kémaliste en un pays plus moderne, ne s'engagera dans une opération armée qu'en dernier ressort, tout en sachant qu'il a autant à perdre à agir qu'à ne rien faire. ■



Tandis que les rassemblements patriotiques se multiplient en Turquie, les peshmergas de la région du Kurdistan autonome en Irak (notre photo) tentent de sécuriser la frontière. Le leader kurde, Massoud Barzani, a pour sa part appelé « le PKK à renoncer à la violence et à la lutte armée comme mode d'opération ». Hamed/AFP



Ankara bombarde des rebelles kurdes en Irak

MOYEN-ORIENT

Cent mille soldats seraient massés à la frontière, alors que la colère antikurde ne fait que croître dans la population turque.

La secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, fera une tournée en Turquie et au Proche-Orient du 1^{er} au 6 novembre, a annoncé hier le département d'Etat.

Keskin (Turquie)

ACCENTUANT encore la pression sur Bagdad et Washington, la Turquie a commencé à mettre ses menaces d'intervention en Irak à exécution. Hier, des chasseurs F 16 ont de nouveau pilonné des positions du PKK dans le nord du pays. Entre dimanche et mardi soir, l'aviation turque a effectué des raids jusqu'à cinquante kilomètres en profondeur, selon le vice-premier ministre turc, Cemil Çiçek. Au sol, 300 soldats ont pénétré à l'intérieur de la région du Kurdistan autonome sur une distance de dix kilomètres, avant de se replier en

Turquie. Trente-quatre séparatistes kurdes auraient été tués au cours de ces poursuites « à chaud », selon l'armée, mais un porte-parole du PKK a démenti cette information.

Pendant ce temps, les préparatifs pour mener une opération d'envergure en Irak se poursuivent : cent mille soldats seraient désormais massés le long de la frontière, appuyés par des hélicoptères de combats et des chars. Le gouvernement assure toujours chercher une issue diplomatique à la crise, mais il est confronté à une pression populaire de plus en plus forte. Depuis la mort de douze soldats et la prise en otage de huit autres au cours d'une embuscade tendue par le PKK, près de la frontière irakienne, dimanche, les rassemblements patriotiques se multiplient à travers le pays. Les funérailles des soldats « martyrs » ont donné lieu à un déferlement de colère nationaliste.

Mardi, les habitants de la petite ville de Keskin, à cent kilomètres d'Ankara, se sont massés au pied de la statue de Mustafa Kemal Atatürk,

sur la grande place, pour assister aux obsèques de Vecdat Kutluca, un conscrit de 22 ans. « *Le pays ne mourra jamais, mort au PKK!* », « *Allah Akbar!* » : les lycéennes défilant en uniforme d'écolière, jupe plissée et chemisier blanc, s'époumonent en lançant par alternance des appels à Dieu et à la guerre. Un vétéran de la guerre de Corée, médailles épinglées sur la poitrine et sabots en caoutchouc aux pieds, se dresse au garde-à-vous à la première note de l'hymne national. « *Que le gouvernement*

laisse partir nos soldats, en un jour on va les écraser », s'enthousiasme ce vieillard, rabougri comme un buisson sec.

Identité nationale défensive

À l'unisson, les milliers de personnes réclament l'envoi massif de troupes dans le nord de l'Irak « *pour faire la peau aux bâtards d'Apo (Abdullah Öcalan, le chef du PKK enfermé à vie sur l'île prison d'Imrali, NDLR)* ». « *Israël a détruit le Liban pour deux otages, fulmine Gürbüz Durmusoglu, 63 ans. Qu'est-ce qu'on attend pour attaquer?* »

Les caméras se pressent autour de la mère de Vecdat Kutluca : les plans serrés sur les larmes de cette paysanne sont diffusés en direct sur les chaînes de télévision nationales. Enveloppé dans un étendard rouge et blanc, les couleurs de la Turquie, le minaret lance l'appel à la prière de midi, concurrencé par les slogans antigouvernement, accusé de lâcheté et de collaboration avec l'ennemi. « *Nous allons prendre le Parlement et pendre 20 députés* », scandent des jeunes

le point levé, en référence aux élus kurdes du Parti pour une société démocratique (DTP).

Confrontée à la recrudescence de la violence du PKK, l'opinion publique se replie sur une identité nationale défensive. « *Les Turcs sont les seuls amis des Turcs* », résume un habitant. Les États-Unis sont perçus comme des soutiens du PKK, dont quelque 3 000 militants seraient installés dans les montagnes du Kurdistan autonome en Irak. « *Vous étiez là pour la mort de Hrant Dink (le journaliste d'origine arménienne assassiné, NDLR). Où êtes-vous pour Vedat?* », peut-on lire sur une pancarte. Un grief adressé aux libéraux turcs et à l'Union européenne, qualifiée de « *monstre* » qui cherche à « *diviser notre pays* » sur un autre écriteau.

Bruxelles réclame qu'Ankara accorde davantage de droits culturels aux 12 millions de Kurdes qui vivent en Turquie. Mais dans la foule en colère, ils sont nombreux à penser, comme Ferhat Alkan, un chômeur de 30 ans, que « *tous les Kurdes, ou presque, soutiennent le terrorisme* ».

Lorsque la mort des 12 soldats a été rendue publique, dimanche, un bus qui effectuait la liaison Ankara-Diyarbakir, la grande ville à majorité kurde dans l'est du pays, a été caillassé dans la ville voisine de Kirikkale. À chaque nouveau « martyr », l'hostilité contre les Kurdes monte d'un cran. « *Moi aussi je veux être un martyr* », assure Ömer Aydın, drapé dans un drapeau, comme dans son linceul. Ce jeune homme de 22 ans n'a qu'une hâte : « *Finir ma dernière année d'études et mourir pour mon pays.* »

LAURE MARCHAND

Le Kurdistan condamne les activités du PKK

« *Nous appelons le PKK à renoncer à la violence et à la lutte armée comme mode d'opération* », ont déclaré hier les autorités du Kurdistan autonome en Irak par la voix d'un communiqué du bureau du président de la région, Massoud Barzani. « *Nous n'acceptons en aucun cas l'utilisation du territoire irakien, et notamment le terri-*

toire du Kurdistan, comme base pour menacer la sécurité des pays voisins », précise le texte. C'est la première fois que les autorités kurdes locales condamnent aussi clairement les activités en direction de la Turquie de la guérilla kurde, retranchée dans les montagnes du Kurdistan.

L. M.

Le Monde
26 octobre 2007

Irak Les combattants séparatistes kurdes sont prêts, dans les monts Qandil, à résister à une intervention turque

Dans les montagnes du Kurdistan avec le PKK

REPORTAGE

MONTS QANDIL (Kurdistan irakien)

ENVOYÉ SPÉCIAL

Soudain, à la sortie d'un virage de montagne, aucun doute n'est plus permis : cette immense bouille moustachue, peinte à même la roche sur un contrefort de la chaîne des monts Qandil, est bien celle d'Abdullah Öcalan, président - emprisonné à vie en Turquie depuis 1999 - du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK).

Théoriquement, nous sommes encore en Irak, à environ 10 km de la frontière d'Iran. Mais ce territoire-là est d'abord celui des rebelles kurdes de Turquie. Etoile rouge perdue dans un grand soleil jaune

sur fond vert, la bannière du PKK claque fièrement au sommet d'un îlot gardé par une petite escouade de jeunes combattants, kalachnikov au poing, talkie-walkie et grenades quadrillées à la ceinture. « Bienvenue à vous ! » Ici, ce sont eux qui font la loi, et il n'y a pas de concurrence. L'ultime barrage policier irakien est 20 km plus bas, dans la grande plaine de Sangasssar.

Ici commence l'une des plus belles forteresses naturelles de la planète, hautes montagnes pelées à perte de vue, des grottes par milliers, des forêts, et quelques chapelets de hameaux misérables, pierre et boue séchée.

Le paysage est pastoral, l'air du temps plutôt à la poudre.

Ces deux dernières semaines, les activités militaires du PKK contre l'armée turque - ou l'inverse, selon la version kurde - ont fait une quarantaine de victimes. Des bombardements et des expéditions militaires turques, qui se poursuivaient encore, mercredi 24 octobre, à l'intérieur même de l'Irak, ont suivi. Se sont également enclenchés, d'abord un très fébrile ballet diplomatique entre Ankara, Bagdad et Washington ; ensuite une formidable partie de poker menteur dont nul ne peut encore prévoir l'issue.

A Bagdad, lundi, le chef du gouvernement irakien, Nouri Al-Maliki, a solennellement promis qu'il allait sévir, qu'il ne permettrait plus à « une organisation terroriste comme le PKK d'utiliser le sol irakien » pour attaquer un voisin aussi important que la Turquie.

« L'impossible objectif »

Sauf qu'il y a bien quinze ans que Bagdad n'a plus aucun contrôle, ni aucun sol-

Une forteresse naturelle à cheval sur trois frontières



dat, dans la partie nord du pays. Les monts Qandil appartiennent au Kurdistan irakien et sont du ressort exclusif du gouvernement régional kurde autonome qui siège à Erbil, deux heures de route plus au nord.

Et malgré les pressions internationales qui s'accroissent depuis deux semaines, les Kurdes d'Irak n'offrent présentement aucune intention d'envoyer ne serait-ce qu'une division de leurs cent mille peshmergas - leur armée - contre les récalcitrants « cousins » kurdes du PKK. Non pas du tout pour des raisons romantiques de parentèle ethnique - les deux camps se sont étripés dans des batailles qui ont fait des centaines de morts en 1996 et en 2000 - mais tout simplement parce qu'ils savent, pour avoir eux-mêmes expérimenté la chose quand la soldatesque de Saddam Hussein les poursuivait, ils savent, et Masmur Barzani, le directeur de leurs services secrets, l'admettait lundi sur Al-Jazira, que les monts Qandil sont inexpugnables.

« Alexandre le Grand lui-même n'a jamais pu les prendre ! » sourit le « commandant » Bozane Tekine, qui nous reçoit dans une casemate en bord de route. La quarantaine svelte, visage sympathique et grand corps noueux perdu dans la traditionnelle tenue kurde - large tunique et immense pantalon bouffant -, l'officier de

l'aile militaire du PKK nous décoche une longue harangue de laquelle il ressort, d'abord, qu'en envahissant le Kurdistan irakien, menace qui n'est pas levée, la Turquie ne viserait pas « l'impossible objectif » de déloger les 3 000 à 4 000 combattants du PKK qui y sont retranchés dans une douzaine de camps très mobiles insérés dans les montagnes sur une centaine de kilomètres après sa frontière sud. Non, Ankara,

selon l'officier, chercherait surtout à « mettre un terme » à « l'indépendance » virtuelle dont jouissent les 5 millions de Kurdes irakiens, au grand dam de la Turquie, de la Syrie et de l'Iran, qui craignent la contagion indépendantiste. Avec les Palestiniens, les Kurdes sont parmi les peuples d'importance - 35 millions d'âmes au moins, réparties entre ces quatre pays - à ne jamais avoir pu obtenir leur Etat.

L'idée turque, soutenue par les trois autres pays, poursuit Bozane Tekine, serait de déclencher une nouvelle « guerre fratricide entre Kurdes », les dirigeants d'Erbil estimant de plus en plus ouvertement, par les voix des deux anciens frères ennemis Jalal Talabani - président de l'Irak - et Massoud Barzani - président du Kurdistan autonome - que les activités du PKK mettent leur projet en péril. M. Talabani leur a déjà intimé l'ordre de « déposer les armes ou de quitter le Kurdistan irakien ». Certains plaideraient pour

un discret marché sur le thème : Ankara reconnaît notre autonomie, en échange de quoi nous donnons aval à une opération d'envergure turco-américaine.

Le « commandant » Tekine tonne : « Ces montagnes sont kurdes, nous n'avons pas à demander la permission de quiconque pour y rester. Personne au monde ne nous en délogera ! »

Mizguine Amed, petite jeune femme brune qui nous est aussi présentée comme une « responsable militaire » – le PKK met un point d'honneur à accueillir autant de femmes que d'hommes combattants, étant entendu que toute relation sexuelle est interdite entre eux – intervient. « La Turquie ment. Nous ne lançons pas d'offensives armées, nous ne faisons que

nous défendre contre les tueries turques et le génocide qu'ils préparent contre nous. »

La petite dizaine de guérilleros – moyenne d'âge, 20 ans – qui nous entourent sous ce pâle soleil d'octobre, approuve silencieusement. « Nous avons déclaré un cessez-le-feu – le cinquième depuis 1993 – en octobre 2006, poursuit-elle. En un an, l'armée turque a mené 485 opérations contre nous. Que pouvons-nous faire ? Nous voulons nos droits dans la paix. Ankara vient de rejeter une nouvelle fois notre offre réitérée de cessez-le-feu. Même les animaux se défendent ! » ■

PATRICE CLAUDE

L'aviation d'Ankara bombarde en Irak et dans le Sud-Est turc

Des chasseurs et des hélicoptères de l'aviation turque ont pilonné, mercredi 24 octobre, des positions des rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le sud-est de la Tur-

quie, près de la frontière irakienne, selon l'agence de presse Anatolie. Le vice-premier ministre turc, Cemil Cicek, a annoncé que l'aviation turque a par ailleurs pilonné, dimanche, des positions du PKK situées jusqu'à 50 km à l'intérieur de l'Irak, après une attaque rebelle qui avait coûté la vie à douze soldats turcs.

Les responsables turcs ont étudié, mercredi, au cours d'une réunion du Conseil national de sécurité, la riposte aux attaques du PKK.

Selon l'armée turque, 3 800 rebelles du PKK sont réfugiés en Irak et près de 2 000 autres se trouvent dans les montagnes turques. – (AFP.)

TURQUIE CONFLIT À LA FRONTIÈRE AVEC L'IRAK

Le Monde 24 octobre 2007

Huit soldats turcs détenus en otage par les séparatistes kurdes

ISTANBUL

CORRESPONDANCE

L'information livrée par un porte-parole du Parti des travailleurs kurdes (PKK) en Irak avait été démentie, dimanche 21 octobre,

par le gouvernement turc. Les rebelles séparatistes kurdes affirmaient avoir capturé un groupe de soldats turcs, au cours de l'assaut mené contre un convoi militaire, dans la région frontalière

d'Hakkari, qui a fait 12 morts dans les rangs turcs. Mais les services de communication de l'état-major ont confirmé, lundi 22 octobre, que huit hommes étaient portés disparus depuis l'opération.

Un peu plus tôt dans la journée, l'agence Firat, proche du PKK, avait publié les noms de sept des huit soldats « prisonniers » des rebelles. Bahoz Erdal, l'un des chefs de guerre du PKK, a affirmé que ces hommes « s'étaient rendus » et qu'ils étaient en bonne santé. « L'un des soldats était blessé et nous l'avons soigné », a-t-il déclaré. Le PKK dispose ainsi d'une nouvelle monnaie d'échange potentielle, alors que près de 100 000 soldats turcs ont été mobilisés à la frontière.

Engagement américain

Le premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a choisi de temporiser, le temps d'épuiser les recours diplomatiques. « Nous pouvons mener une opération commune contre le PKK dans le nord de l'Irak », a-t-il cependant souligné lors d'un vol vers Londres, selon des propos rapportés, mardi, par le journal *Hürriyet*. Selon le *Chicago Tribune*, les Etats-Unis envisageraient des frappes aériennes contre le PKK en Irak.

Le président américain, George

Bush, a appelé, lundi, son homologue Abdullah Gül et l'a assuré de l'engagement américain à coopérer avec la Turquie face aux incursions du PKK, selon la Maison Blanche.

Au cours d'un entretien téléphonique, le président américain et le premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, « ont convenu d'œuvrer de concert, en concertation avec le gouvernement turc, pour empêcher le PKK d'utiliser une quelconque portion du territoire irakien pour préparer ou lancer des attaques terroristes ».

La secrétaire d'Etat américaine, Condoleezza Rice, et le secrétaire au Foreign Office, David Miliband, en visite aux Etats-Unis, ont appelé le gouvernement irakien à « démontrer son engagement envers la stabilité régionale ». Le ministre des affaires étrangères turc, Ali Babacan, s'est envolé mardi pour Bagdad afin d'évoquer avec les autorités irakiennes les moyens de lutter contre la rébellion kurde.

Le président irakien, Jalal Talabani, qui a demandé aux rebelles de quitter le pays ou de déposer les armes, s'est fait l'écho d'une offre de cessez-le-feu du PKK. Mais cette proposition, assortie de nombreuses conditions, risque fort de ne pas satisfaire Ankara, qui a toujours refusé de négocier avec « l'organisation terroriste ». ■

GUILLAUME PERRIER

IRAK-TURQUIE KURDISTAN

Bagdad veut que le PKK kurde dépose les armes

LES AUTORITÉS irakiennes se sont efforcées, mardi 23 octobre, d'éviter une crise avec la Turquie après ses menaces d'intervention militaire dans le nord du pays contre les séparatistes kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qui y trouvent refuge.

Le premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, a ainsi déclaré, dans un communiqué, que « le PKK est une organisation terroriste » et que l'Irak a pris la décision « de fermer ses bureaux et de ne pas l'autoriser à opérer sur le sol irakien ». M. Maliki a fait cette déclaration après sa rencontre avec le ministre turc des affaires étrangères, Ali Babacan.

Après les combats du 21 octobre qui ont provoqué la mort de plus de 40 personnes, la Turquie a rejeté, mardi, l'offre de cessez-le-feu conditionnel faite la veille par le PKK, en expliquant qu'Ankara ne traite pas avec une « organisation terroriste ». Recevant, lui aussi, M. Babacan, le président ira-

kien Jalal Talabani, un Kurde, a jugé « intolérables » les opérations du PKK en Turquie. « Nous [lui] avons donné le choix entre partir ou déposer les armes », a-t-il assuré. Le président de la région autonome kurde irakienne, Massoud Barzani, a également demandé au PKK, mercredi, de renoncer à la lutte armée.

Un diplomate américain, David Satterfield, coordinateur américain pour l'Irak et conseiller de la secrétaire d'Etat Condoleezza Rice, a critiqué, mardi, l'attitude des autorités kurdes de la région du nord de l'Irak en jugeant insuffisantes les mesures du gouvernement autonome kurde contre le PKK. « Une action significative contre ce groupe terroriste fait défaut depuis trop longtemps », a-t-il estimé.

Une opération militaire de la Turquie menacerait la stabilité de la région kurde irakienne qui est pour l'instant la plus calme du pays. – (AFP, Reuters.) ■



Les Kurdes d'Irak détiennent la clef de la crise du PKK

BAGDAD, 26 oct 2007 (AFP) - Les Kurdes d'Irak sont la clef d'une solution à la présence dans leur région de rebelles anti-turcs, assurent des experts, alors qu'Irakiens et Turcs ont entamé vendredi des tractations à Ankara.

Pour ces analystes et responsables politiques, le démantèlement des camps du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK), dans le nord de l'Irak, exigé par la Turquie qui menace d'avoir recours à la force, ne peut se faire sans l'appui des forces politiques de la région autonome du Kurdistan irakien.

"Les protagonistes kurdes d'Irak peuvent aider à régler le problème, même s'ils ne sont pas en mesure de déloger les rebelles des montagnes", a expliqué à l'AFP Joost Hiltermann, de l'organisation International Crisis Group.

"Ils peuvent leur rendre la vie difficile, en limitant leurs mouvements", a-t-il souligné.

Le rôle clef des forces de sécurité du Kurdistan irakien est mis en évidence par la situation géographique des camps du PKK, dans un massif isolé de l'est du Kurdistan, les monts du Qanjil, dont elles contrôlent les voies d'accès.

Trois incursions turques, en 1995 et 1997, mobilisant des dizaines de milliers de soldats, n'ont pas pu venir à bout des maquisards, dont le nombre est aujourd'hui estimé à moins de 4.000.

Signe de la prise en compte des Kurdes irakiens, la délégation irakienne venue à Ankara pour trouver une issue à la crise comprend des représentants des deux formations les plus importantes de cette communauté: le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), de Massoud Barzani, et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK), de Jalal Talabani.

"Le temps de la marginalisation des Kurdes est passé", a expliqué à l'AFP Mohammed Mulla Qadir, responsable du PDK.

"Nous n'acceptons pas qu'une délégation du gouvernement irakien négocie avec le gouvernement turc sans la participation de représentants de la province. Nous rejeterions les décisions prises en l'absence de nos représen-

tants", a-t-il souligné.

La Turquie insiste pour que le pouvoir central à Bagdad soit tenu pour seul responsable de la mise au pas des rebelles kurdes. Mais l'influence de Bagdad est limitée au Kurdistan, où règne l'armée des "peshmergas" qui obéissent aux deux hommes forts de la région, MM. Talabani et Barzani.

"Ankara doit comprendre que ce sont les partis kurdes qui peuvent influencer le PKK", a commenté pour l'AFP le député kurde irakien Mahmud Othman.

"Une manière pacifique et politique de résoudre la crise serait une amnistie générale (par Ankara) des rebelles du PKK, a-t-il ajouté. Mais la requête d'Ankara que les camps soient fermés, et que les rebelles leur soient livrés, est une demande ridicule".

"Ils veulent une centaine de rebelles du PKK, mais également 150 Kurdes irakiens. Et je suis l'un d'entre eux !", a encore souligné le député.

Les termes de la séance de négociations entre Irakiens et Turcs vendredi à Ankara sont restés secrets, mais la partie turque avait insisté sur la nécessité de faire des propositions concrètes.

"Je ne connais pas les propositions concrètes de Bagdad à Ankara, mais elles doivent être pacifiques, politique et non pas militaires", a encore insisté Mahmoud Othman.

Pour Joost Hiltermann, une solution militaire semble encore lointaine.

"Une incursion militaire par la Turquie semble hautement improbable, assure-t-il. Leurs bruits de bottes sont destinés à Washington pour qu'il fasse pression sur Bagdad pour prendre des mesures pour régler ce problème".

Mais, a-t-il ajouté, "les Kurdes Irakiens ne vont pas aider les Etats-Unis sans obtenir quelque chose en retour, comme un referendum sur Kirkouk", qui devrait être organisé dans les mois prochains.

Le sort de la ville pétrolière que les Kurdes veulent rattacher à leur région est un dossier très sensible. Ni Bagdad ni Ankara ne veulent que cet ajout substantiel vienne compléter le statut de mini-état de la province kurde.

(24)heures

28 Octobre 2007

Turquie: l'armée tue 15 rebelles kurdes, l'option militaire en Irak reste envisagée

L'armée turque a tué dimanche 15 rebelles kurdes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) lors d'une opération dans l'est du pays, dans la province de Tunceli, a affirmé la télévision CNN Turk.

L'opération, appuyée par des hélicoptères, a eu lieu dans une zone montagneuse, près de la ville de Pulumur, à environ 600 km au nord de la frontière avec l'Irak, selon la même source. Aucune confirmation officielle de l'incident n'était disponible dans l'immédiat. La Turquie entend conserver toutes ses options, y compris militaire, contre les rebelles kurdes réfugiés dans le nord de l'Irak, avant une semaine diplomatique intense marquée par une visite à Ankara de la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice.

"Nous disposons de différents instruments. Nous pouvons utiliser la voie diplomatique ou nous pouvons avoir recours à la force militaire", a déclaré à Téhéran le ministre turc des Affaires étrangères Ali Babacan à l'issue d'un entretien avec son homologue iranien Manouchehr Mottaki.

"Toutes (ces options) sont sur la table", a-t-il ajouté alors que l'éventualité d'une opération militaire contre les bases arrière des rebelles kurdes dans le nord de l'Irak s'est renforcée après l'échec des négociations de vendredi avec les Irakiens à Ankara.

La Turquie lancera une opération contre les rebelles "quand ce sera nécessaire", sans tenir compte de l'opinion de la communauté internationale, avait déclaré samedi le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan, qui s'est montré excédé la semaine passée par les appels à la retenue des Etats-Unis.

Il devrait s'en expliquer jeudi avec Condoleezza Rice qui fera un crochet par Ankara avant de se rendre à une Conférence internationale des pays voisins de l'Irak, vendredi et samedi à Istanbul.

Washington veut à tout prix éviter une déstabilisation du Kurdistan irakien, l'une des rares régions pacifiées d'Irak, mais la Turquie montre des signes d'impatience croissante.

Elle a massé des troupes dans le sud du pays, près de la frontière avec l'Irak du nord et les chasseurs F-16 "n'attendent plus que les ordres pour frapper", soulignait dimanche la presse turque, qui fait également état d'unités de commandos et d'équipement militaire acheminés dans cette zone.

Après Ankara jeudi, les discussions vont se poursuivre à la Conférence d'Istanbul qui se tient au niveau des ministres des Affaires étrangères et à laquelle devrait assister le chef de la diplomatie irakienne Hoshiyar Zebari.

MM. Zebari et Babacan devraient se rencontrer en tête à tête lors de cette réunion, a indiqué dimanche à l'AFP un diplomate turc.

Le point d'orgue des pourparlers entre les Etats-Unis et la Turquie, alliés au sein de l'Otan, aura lieu lundi avec une rencontre entre M. Erdogan et le président George W. Bush à la Maison Blanche.

Il s'agira des premiers entretiens entre les deux responsables depuis la victoire triomphale du Parti de la justice et du développement (AKP), issu de la mouvance islamiste, de M. Erdogan aux législatives de juillet.

"Lors de ces discussions, Ankara va insister pour mener des opérations militaires conjointes avec les Etats-Unis contre les rebelles. Mais Washington résiste et veut s'en tenir à un partage d'informations de ses services secrets", estime Beril Dedeoglu, professeur de relations internationales de l'Université francophone de Galatasaray d'Istanbul.

Les Turcs voudraient aussi que Washington "mette davantage la pression" sur le président du Kurdistan irakien Massoud Barzani, pour qu'il agisse contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), selon la politologue.

Le PKK retient prisonniers huit militaires turcs depuis une attaque particulièrement meurtrière qui a fait 12 morts parmi les soldats le 21 octobre.

"Ceux qui nous font souffrir vont souffrir à un degré qu'ils ne peuvent même pas imaginer et nous sommes déterminés sur cette question", a averti le chef de l'état-major, le général Yasar Büyükanit dans un message publié dimanche à la veille du 84ème anniversaire de la création de la République turque le 29 octobre 1923.

Le Journal du Dimanche 28 Octobre 2007

Les peshmergas sur le pied de guerre

Posée comme un nid d'aigle au sommet d'un gros rocher, la petite ville d'Amediye paresse à l'ombre des hautes montagnes du Kurdistan irakien. Depuis une semaine, les villages alentour s'endorment chaque soir au son de la canonnade. A la nuit tombée, l'armée turque, alignée le long de sa frontière, bombarde lourdement les sommets escarpés où se retranchent 3 000 à 5 000 séparatistes kurdes du PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan).

Par Guillaume PERRIER, à Amediye

Un aérodrome militaire a également été pris pour cible. Dans le petit bourg d'Enishke, où cohabitent des chrétiens assyro-chaldéens et des Kurdes musulmans, les obus sont tombés à moins de cent mètres des maisons. Les enfants jouent avec des débris de projectiles. "Les Turcs nous ont bombardés un soir, les femmes et les enfants étaient complètement affolés, raconte Haydar Barzani, le keffieh enroulé autour de la tête. Heureusement, personne n'a été blessé. Mais je ne comprends pas pourquoi ils nous tirent dessus. Le PKK ne passe pas par ici. Ils tirent au hasard, pour nous faire peur." Inquiètes de cette escalade, plusieurs familles ont brusquement quitté les lieux pour aller se réfugier dans les grandes villes de la région, Dohuk et Zakho. De l'autre côté de la montagne, en Turquie, se trouve la zone de Cukurca, un noeud stratégique hautement militarisé, interdit d'accès, où seraient stationnés plusieurs dizaines de milliers de soldats turcs.

Erdogan tente d'arracher une solution diplomatique

Depuis plusieurs mois, la région frontalière entre la Turquie et l'Irak résonne de bruits de bottes turques. Des attaques attribuées au PKK au cours du mois d'octobre, qui ont fait une quarantaine de morts, militaires et civils, ont provoqué une vague d'émotion et d'appels à la vengeance dans tout le pays. Sous la pression de la rue, chauffée à blanc par les partis nationalistes, Ankara menace de lancer une opération transfrontalière contre les camps du PKK abrités dans cette forteresse naturelle. Le parlement turc a donné son feu vert, mais le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan (AKP) tente d'arracher une solution diplomatique. Une délégation ministérielle irakienne, en visite vendredi, a proposé le renforcement de la

sécurité à sa frontière, pour prévenir les infiltrations de rebelles du PKK, ainsi que la livraison de 18 chefs du mouvement séparatiste créé par Abdullah Öcalan. Ankara réclame des têtes tout de suite et une liste de 153 noms a été soumise à Bagdad.

Dans la ville frontalière de Zakho, tournée vers le voisin turc, l'inquiétude est grande. L'unique poste frontière de Habur fait vivre une bonne partie de la région. C'est par cette porte qu'entrent la plupart des produits et matériaux qui nourrissent le développement économique du Kurdistan autonome depuis 1991. Sur le pont qui marque la frontière, l'armée turque a posté un char, le canon pointé sur le portrait du leader kurde Massoud Barzani, accroché sur l'autre rive.

Les milieux nationalistes turcs militent pour la fermeture de cette voie stratégique. Ce serait un moyen de sanctionner à la fois les Kurdes d'Irak et les Kurdes de Turquie, qui vivent du commerce frontalier, mais aussi les Américains. Accusés par la Turquie de fermer les yeux sur les activités "terroristes" du PKK, les Etats-Unis acheminent 70 % du matériel destiné à ses troupes par cette frontière. Accroupis sur le trottoir devant la mosquée du centre-ville, une douzaine de vieux Kurdes en costume traditionnel répondent par un sourire édenté à l'évocation d'une possible incursion des troupes turques. "Nous sommes habitués, philosophe Dindar. Ils sont déjà venus des dizaines de fois [24 incursions depuis 1984] sans jamais réussir à éliminer le PKK. Mais cette fois, nous pensons que les Turcs bluffent. Ils ne vont pas attaquer. S'ils le font, nous défendrons notre pays." Chez les Kurdes d'Irak comme chez leurs frères d'en face, tout le monde est persuadé que le PKK n'est qu'un pré-



texte pour l'armée turque. "Ce qu'ils veulent, c'est faire vaciller le Kurdistan qui se développe à leur frontière, affirme Bakhtyar, un commerçant du centre-ville de Dohuk. Et, surtout, intervenir à Kirkuk." La ville pétrolière et multiethnique du nord de l'Irak, convoitée par les Kurdes, est l'une des préoccupations majeures d'Ankara.

A Bamarne, la paix tient à la largeur d'une route

Une intervention turque ne laisserait probablement pas la partie irakienne sans réaction. Les bataillons de peshmergas, les combattants qui constituent l'armée du Kurdistan autonome, sont sur le pied de guerre. Autour d'Amediye, on croise des camions brinquebalants transportant des pièces d'artillerie rouillées vers la ligne de démarcation. Les Américains, principaux tuteurs du gouvernement régional du Kurdistan, ont appelé la Turquie à la retenue et laissé entendre que les Kurdes se défendraient. "Il y a des préparatifs, nous sommes menacés", confesse un colonel des peshmergas de la région de Dohuk. Dans la zone montagneuse qui borde la frontière, les deux armées se font face. En vertu d'un accord passé en 1997 entre Ankara et Massoud Barzani, l'armée turque dispose

déjà de deux bases discrètes sur le territoire irakien. Environ 600 hommes, quelques chars et des systèmes d'écoute. Une petite unité se trouve aussi en plein milieu de la cité d'Amediye. A Bamarne, la paix tient à la largeur d'une route. A gauche de l'asphalte, une caserne de peshmergas, crispés sur leur kalachnikov. A droite, une base turque.

Les rebelles du PKK, eux, sont réfugiés dans les montagnes. De petits groupes mènent des incursions meurtrières vers la Turquie, mais aussi vers l'Iran, sous le nom de Pejak. Plusieurs sources locales estiment plausibles les accusations lancées par Téhéran, pour qui le PKK serait manipulé par les Etats-Unis dans le but de déstabiliser le régime iranien. La Turquie en subit les dommages collatéraux. La plus grande partie des "guérilleros" se trouvent sur les contreforts du mont Qandil, à deux heures au nord de Sulaymanie, aux confins de l'Irak, de la Turquie et de l'Iran. Le gouvernement irakien a ordonné cette semaine la fermeture des bureaux du PK dans la région et les presse de "faire leurs valises" pour ne pas accroître le chaos dans le pays. Mais pour aller où ? Les voisins syrien et iranien font front commun avec Ankara.

LaTribune

Ferveur patriotique pour la fête nationale turque

29 octobre 2007 | Par Gareth Jones

ANKARA (Reuters) - L'armée turque poursuit sa vaste opération contre le PKK dans le sud-est du pays et ses préparatifs d'intervention contre les bases arrière des séparatistes kurdes dans le nord de l'Irak, dans un climat de ferveur exacerbé par la célébration de la fête nationale.

Un soldat a été tué par une mine dans la province orientale turque de Tunceli, où l'armée a mobilisé 8.000 hommes contre les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan, dont une vingtaine avaient été tués la veille.

Un autre militaire a été tué dans la région de Sîrnak, frontalière du Kurdistan irakien, où des hélicoptères de combat ont attaqué lundi des positions des séparatistes, qui ont tué ce mois-ci 12 soldats et en ont capturé huit autres.

Environ 100.000 militaires appuyés par des blindés, de l'artillerie, des avions et des hélicoptères sont massés à la frontière irakienne, prêts à intervenir contre les bases arrière des séparatistes dès que le gouvernement donnera son feu vert.

"Nous retenons notre respiration en attendant l'ordre d'opérer", a confié au quotidien Radikal un responsable militaire de la zone frontalière.

Dans toute la Turquie, villes et villages étaient pavoisés aux couleurs nationales et couverts de portraits de Mustafa Kemal "Atatürk", fondateur unanimement vénéré de la République turque, dont le 84e anniversaire était célébré lundi.

"NOUS SOMMES TOUS PRETS"

A Ankara, un défilé terrestre et aérien en présence du président Abdullah Gül, du Premier ministre Tayyip Erdogan et des officiers de l'état-major a fourni à l'establishment turc l'occasion d'afficher son unité et sa résolution face au péril séparatiste.

Istanbul, capitale économique et ville la plus peuplée du pays, a également été le théâtre d'une parade militaire et de mani-

festations de ferveur nationaliste à l'occasion de cette fête nationale.

"Je suis très fier des 84 ans de République turque. Nous ne sommes pas inquiets pour l'avenir. Nous sommes unis et la République survivra", confie un ancien combattant de la deuxième armée de l'Otan.

"C'est la décision de notre gouvernement d'aller ou non dans le nord de l'Irak, mais nous sommes prêts à tout. L'armée, le peuple, nous sommes tous prêts", assure Ahmed Kendigil, 52 ans.

La ferveur nationaliste est à son comble depuis la mort des 12 soldats tués par le PKK et leurs funérailles ont donné lieu la semaine dernière à une immense manifestation d'hostilité au PKK, ajoutant aux pressions qui s'exercent sur Erdogan pour qu'il "fasse donner la troupe".

"Après la mort des soldats, il est plus important que jamais de célébrer la fête nationale. Il faut que nous montrions aujourd'hui que nous sommes contre le PKK et les attentats terroristes. Si nous en avons peur, nous ne serions pas ici", lance Reyhan Turan, un étudiant de 24 ans qui a manifesté à Istanbul.

"CONSEQUENCES DESASTREUSES"

La presse nationale est à l'unisson de ces démonstrations de nationalisme. "La Turquie est au seuil de décisions historiques", proclame le quotidien Vatan qui, comme les autres journaux, publie un portrait d'Atatürk.

"Nous traversons une période critique. En ces jours, nous avons besoin d'unité et de solidarité, comme Atatürk nous l'a montré il y a des années", écrit en "une" l'éditorialiste de Vatan.



Face à la détermination que la Turquie affiche, l'Irak ne cache pas son inquiétude. Hochiyar Zebari, chef de la diplomatie de Bagdad, a évoqué lundi au micro de la BBC les conséquences "désastreuses" d'une invasion du Kurdistan irakien par l'armée turque.

Alliés des deux pays, les Etats-Unis les ont "encouragés" lundi à rechercher une solution commune au problème du PKK, craignant qu'une intervention turque dans une zone d'Irak relativement épargnée par les violences depuis plus de quatre ans ne contribue à déstabiliser davantage la région.

De source autorisée turque, on dit que la rencontre prévue lundi prochain à Washington entre Erdogan et le président George Bush sera déterminante dans la décision d'Ankara d'aller ou non traquer les 3.000 combattants du PKK retranchés dans les montagnes du Kurdistan irakien.

En attendant, la fermeté turque contribue à propulser les cours mondiaux du pétrole à de nouveaux records à la hausse, les séparatistes kurdes de Turquie ayant menacé de répondre à toute intervention turque par des sabotages d'oléoducs.

TAIPEI TIMES

Oct. 01, 2007

Iraq says Iran 'punishing' Kurds

LASHING OUT?: Iraqi Foreign Minister Hoshyar Zebari accused Iran of closing border points as a reaction to the US arrest of an Iranian by the name of Mahmudi Farhadi

AP, UNITED NATIONS Iraq's foreign minister said late on Saturday that Iran is punishing the Kurdish region for something the Kurdish authorities were not responsible for -- the arrest of an Iranian official by the US military on Sept. 20.

Hoshyar Zebari said he raised the issue of Iran's closure of five border crossing points into the northern Kurdish region with Iranian Foreign Minister Manouchehr Mottaki on the sidelines of the UN General Assembly's ministerial meeting.

Zebari said he told Mottaki "this is not a wise move, this can only undermine the atmosphere of confidence, and you're punishing the whole region for an act that they were not responsible for."

The US military said the Iranian, Mahmudi Farhadi, was a member of the Quds Force, a branch of the Iranian Revolutionary Guards that they say smuggles weapons to Shiite extremists.

The arrest has raised friction between US and Iraqi

authorities at a time when tempers were already running high over the Sept. 16 killing of 11 Iraqi civilians allegedly by security guards from Blackwater USA, which protects US diplomats in Iraq. Blackwater insists its guards acted legally and were returning fire from armed insurgents.

Zebari said he told the Iranians the border closure "can only undermine the atmosphere of confidence" between the two countries.

He said the Iraqi government has asked the US embassy in Baghdad for all the facts about the incident, and reiterated Iraqi calls for the US to release the Iranian official. But Zebari said the Iranian remains in US custody, and the border remains shut.

"I think that was a direct response to the detention of an Iranian official by the US military in Sulaimaniyah, and this was a collective punishment for the region, for something that the Kurdish regional authorities were not responsible," Zebari said.

"And I personally feel it's unfair and unjust, and it has affected the economic life of the region. Prices have gone up," he said. "The region is dependent in some way on fuel supplies from Iran, but the Iranians want to make a point here."

Iranian President Mahmoud Ahmadinejad denied in an interview on Monday that Iran closed its border with Iraq over the arrest of the Iranian.

"On an annual basis, millions of Iranians visit Iraq and Iraq's holy sites for pilgrimage purposes," he said.

"Recently, as a result of some clashes and the explosion of some bombs, a number of Iranian civilian casualties arose. So the government has asked Iranian citizens to avoid traveling for pilgrimage purposes until security is restored. The commercial goods and freight transactions continue, and the travel across the border for those purposes continue," Ahmadinejad said

Iraq pushes Turkey to accept deal

By Andrew E. Kramer
and Sebnem Arsu

BAGHDAD: The Iraqi foreign minister, Hoshiyar Zebari, urged Turkey on Thursday to accept an offer by his government to "pacify, isolate and disrupt" Kurdish separatist rebels — operating out of bases in northern Iraq — but using methods short of military action.

In the past few days, Turkish armored vehicles have taken positions along the border, and Turkish newspapers have reported military operations, with helicopters firing at targets near the border and troops shelling several villages in northern Iraq.

To avert a Turkish incursion into northern Iraq, opening a new dimension to the war, the Turkish government has demanded that the Iraqi authorities detain the leaders of the Kurdistan Workers' Party, or PKK, and shut down its mountain hideouts.

A delegation of senior Iraqi officials, led by Defense Minister Abdul-Qader Muhammad Jasim, traveled to Ankara on Thursday and will begin talks Friday. They would offer "practical steps

and measures to be taken by the Iraqi government to pacify, isolate and disrupt PKK activities," Zebari said in a telephone interview.

The delegation was not authorized to discuss approving any Turkish military actions inside Iraq, said Zebari, a Kurdish politician. The Iraqi officials, he said, would offer to shut PKK political offices in Iraqi Kurdistan and stop arms supplies and logistical assistance to the rebels. Zebari conceded that the offer fell short of Turkish demands, but said it represented the best possible proposal from the Iraqi side.

The Iraqi government, saddled with an insurgency in Sunni and Shiite areas, maintains that it is unable to act militarily against the PKK in its bases in the Qandil Mountains, one of the most rugged areas of the Middle East, and that Turkish demands to do so are impracticable.

"The Turkish expectations may be high but their expectations also need to be reasonable," Zebari said.

The Turkish prime minister, Recep Tayyip Erdogan, meanwhile, asked the United States on Thursday to take ac-

tion along with Turkey in the struggle against the PKK, noting that the United States had taken action against Iraq with less immediate provocation.

"One would question why America has come to Iraq from thousands of miles away," he said at a news conference during an official visit to Romania. "We have a disturbance. What kind of disturbance did the United States have with Iraq? Right now, the United States, as our strategic ally, is in a position to act along with us. We acted along with them in Afghanistan."

With public anger rising after months of attacks in Turkey by Kurdish rebels, Parliament approved a measure this month allowing troops to cross the border to fight them. But the United States has intensified diplomatic efforts to ward off an incursion that could destabilize one of the few relatively peaceful regions of Iraq.

Erdogan insisted that the decision was up to Turkey, not the United States.

Andrew E. Kramer reported from Baghdad and Sebnem Arsu from Istanbul.

INTERNATIONAL
Herald Tribune
October 26, 2007

Turkey to delay Iraq action

Invasion will await visit to Washington

The Associated Press

ANKARA: Turkey will wait until its prime minister visits Washington in November before deciding on a cross-border offensive into northern Iraq, the country's top military commander was quoted Friday as saying.

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan is scheduled to meet President George W. Bush in Washington on Nov. 5 for talks on Turkey's threat to send troops to fight Kurdish separatists who have attacked Turkish forces from Iraq.

"The Armed Forces will carry out a cross-border offensive when assigned," NTV, a private television station, quoted the commander, General Yasar Buyukanit, as saying. "Prime Minister Erdogan's visit to the United States is very important. We will wait for his return."

The Turkish leadership met an Iraqi delegation in Ankara on Friday and demanded the extradition of rebel leaders from the Kurdistan Workers' Party, known by its Kurdish acronym PKK, which is based in northern Iraq.

CNN-Turk television, citing unnamed Iraqi officials, said Turkey had asked for the extradition of 153 PKK members. The station also said that Iraqi officials had said they could hand over at least 18 PKK members. Iraqi leaders have said they have no power to go after Kurdish rebel leaders in mountainous areas and capture them.

"I do not know how we are supposed to arrest people who are unknown to us and who might be situated in the mountainous area near the border or they might be in Turkey itself," said Jamal Abdullah, a spokesman for the autonomous Kurdish government in northern Iraq.

Amid diplomatic talks, Turkish war planes and helicopters reportedly bombed separatist hideouts earlier Friday. The state-run Anatolia news agency reported that Turkish aircraft had attacked suspected rebel positions that had been detected during reconnaissance flights. There were no reports of guerrilla casualties.

Despite repeated Turkish demands for more action from both the United States and Iraq, Major General Benjamin Mixon, the top U.S. military commander in northern Iraq, said he planned to do "absolutely nothing" to

counter Kurdish rebels operating from the region.

Mixon said it was not the U.S. military's responsibility to act. Mixon also said that he had sent no additional American troops to the area and that he was not tracking hiding places or logistics activities of the PKK.

The Iraqi delegation, which included Iraq's defense minister, also suggested Friday that Turkey, Iraq and the United States discuss not only political but military measures against the rebels.

The Foreign Ministry said in a statement that proposals from the Iraqis would take time to implement and called for "urgent and determined" steps from Iraq against the rebels. The Iraqi delegation said it had proposed reinforcing and setting up new outposts near the Turkish border to improve security.

Deputy Prime Minister Cemil Cicek of Turkey reiterated his country's determination to carry out an offensive if the U.S.-backed Iraqi government and Iraqi Kurdish administration, which is in charge of security in northern Iraq, did not crack down on the rebel group.

INTERNATIONAL
Herald Tribune
October 27-28, 2007

Maureen Dowd

WMD in Iran?

TIM RUSSERT: Mr. Vice President, welcome to "Meet the Press."

VICE PRESIDENT DICK CHENEY: Good morning, Tim.

RUSSERT: How close are we to war with Iran?

CHENEY: Well, I think we are in the final stages of diplomacy, obviously. We have done virtually everything we can with respect to carrots, if you will. It's time for squash. Not to mention mushrooms, clouds of them.

RUSSERT: But you squashed Iraq, and that didn't work out so well.

CHENEY: Iraq will be fine, Tim. It just needs a firmer hand. We learned that lesson. We're not going to get hung up on democracy this time. (Expletive) purple thumbs.

RUSSERT: Isn't Secretary Condoleezza Rice still pushing carrots for Iran?

CHENEY: The more carrots Condi feeds 'em, the better they'll be able to see the bombs coming.

RUSSERT: First you threatened to take action if Iran built a nuclear weapon. Now you're threatening to take action if Iran knows how to build a nuclear weapon. What's next? You threaten to take action if Ahmadinejad dresses up as a nuclear weapon for Halloween?

CHENEY: Well, the difficulty here is, each time he has rejected what he was called upon to do by the international community. I'm not sure now, no matter what he says, that anyone would believe him. He's pretending he doesn't have WMD, just like Saddam.

RUSSERT: But Saddam didn't have WMD.

CHENEY: He did, Tim.

RUSSERT: He did?

CHENEY: Ever wonder what happened to them?

RUSSERT: What happened to them?

CHENEY: Think about it, Tim.

RUSSERT: The New York Times reported Saturday that the suspected nuclear reactor in Syria bombed by Israeli jets was well under construction in 2003, the same year we went to war with Syria's neighbor Iraq. Did we go after the wrong country?

CHENEY: Syria is not a country, Tim. It's a way station run by an eye doctor.

RUSSERT: Conservatives are tossing around some lock-and-load language. The president is talking about Iran sparking a "nuclear holocaust" and World War III. Giuliani's adviser Norman Podhoretz thinks we're in World War IV. Shouldn't you at least give the new sanctions against Iran a chance to work?

CHENEY: Oh, we have, Tim. The sanctions were announced Thursday.

It's now Sunday. I think things have gotten so bad inside Iran, from the standpoint of the Iranian people, my belief is we will, in fact, be greeted as liberators.

RUSSERT: But what if your analysis is not correct — again? Let's put up on

We have done virtually everything we can with respect to carrots, if you will. It's time for squash.

the screen part of an interview The New York Times' Thom Shanker did with the new chairman of the Joint Chiefs of Staff, Admiral Mike Mullen: "With America at war in two Muslim countries, he said, attacking a third Islamic nation in the region 'has extraordinary challenges and risks associated with it.' The military option, he said, should be a last resort." Your own chairman of the Joint Chiefs does not

think the military can handle a third war.

CHENEY: If Admiral Mullen wants to be Admiral Sullen, that's his business. I'm not going to be a defeatist or question the courage of our fighting men.

RUSSERT: Critics say that if you attack Iran, there will be riots in every Muslim capital, the Iranians will flood Iraq with more explosives and money for the Shiite militias. They say you'll only end up making more enemies for America, and our troops.

CHENEY: Why don't we just give the Islamofascists Sudetenland, Tim? Peace in our time.

RUSSERT: The Europeans are upset

that you might start another war in their backyard.

CHENEY: (Rolling his eyes and muttering under his breath) Eurappeasers.

RUSSERT: An Iranian spokesman dismissed the new U.S. sanctions as "worthless and ineffective" and said they were "doomed to fail as before." And General Mohammad Ali Jafari, the head of Iran's elite Revolutionary Guards — a group you have accused of proliferating weapons of mass destruction — also warned that his forces would respond with an "even more decisive" strike if attacked.

CHENEY: Don't worry about General Ali Baba, Tim. We gave the Israelis his home address.

RUSSERT: How will you even know where to bomb, given that all the experts say the Iranians have hidden their real nuclear facilities underground?

CHENEY: Can you say magic carpet bombing, Tim? We didn't build those bunker busters just to stack 'em up in a warehouse in North Dakota.

RUSSERT: It's so close to the next election, Mr. Vice President, shouldn't you just keep on the diplomatic track and let the next president make this decision?

CHENEY: You really want Rudy Giuliani playing with the nuclear button, Tim? Now, that's insane.

As police, Sunnis hit hiring wall in Baghdad

By Michael R. Gordon

HABBANIYA, Iraq: The American military's push to organize Sunni Arabs into local neighborhood watch groups has been one of the most important U.S. initiatives in Iraq — so much so that President George W. Bush flew to Anbar Province in September to highlight growing alliances with Sunni tribal leaders.

But now that the United States is trying to institutionalize the arrangement by training the Sunnis to become police officers, the effort has been hampered

by halfhearted support and, occasionally, outright resistance from a Shiite-dominated national government still inclined to see the Sunnis as a threat.

It was the U.S. military that pressed to open the Habbaniya Police Training Center, where Sunni tribesmen and former insurgents are to be trained to serve as police officers in Anbar. And it was the Americans who provided the uniforms, food, new classrooms and equipment for the recruits.

While the Iraqi government has agreed to basic police instruction at the academy, it has balked at training more

senior officers there. The government has also scaled back plans by Anbar officials to expand the provincial police force by almost 50 percent.

"The Ministry of Interior deals with the Sunni provinces different than they deal with the other provinces," said Brigadier General David Phillips, a U.S. Army officer who oversees the training of the Iraq police. "The only reason the Anbar academy opened is because we built it, paid for it and staffed it." He said the Interior Ministry "was very hesitant about it."

The ministry says that it pays the sal-

INTERNATIONAL
Herald Tribune
October 27-28, 2007

INTERNATIONAL
Herald Tribune
October 29, 2007

aries of the Iraqi personnel here and that more money will come as soon as proper administrative procedures are established between the government and the academy.

Anbar is not the only source of contention. In Diyala Province north of Baghdad, U.S. military officers have pushed the Iraqi government to hire more than 6,000 local Iraqis, many of them Sunnis.

Despite promises of action by Prime Minister Nuri Kamal al-Maliki, none have been hired by the Interior Ministry.

Major General Benjamin Mixon, who is winding up a tour as the senior U.S. commander for northern Iraq, said in an interview at his headquarters at Camp Speicher that the "foot-dragging" stems from "highly sectarian" hiring in Baghdad.

"They want to make sure that not too many Sunnis are hired," Mixon said. "The situation is unsatisfactory in terms of hiring Iraqi police."

The rise in tensions over efforts to hire more Sunni police officers comes at a critical moment in the U.S. military deployment in Iraq. With the number of U.S. combat brigades set to decline by a quarter by mid-July, U.S. commanders are eager to build up the Iraqis' capability to secure their neighborhoods.

One way has been to organize local Sunnis into neighborhood watch groups, what the U.S. military calls "Concerned Local Citizens." The benefits of this approach have been evident near Yusufiya and Mahmudiya, in an

area south of Baghdad that was once so violent it had been known as the "triangle of death" and has been overseen by the 2nd Brigade of the U.S. Army's 10th Mountain Division.

Before neighborhood watch groups were organized in this region in June, more than 12 U.S. and Iraqi soldiers were killed each month in the area, according to an analysis circulating within the U.S. military command.

After June, the casualties declined to one soldier killed each month. The number of vehicles destroyed from roadside bombs was running at 11 a month before June, but is averaging less than one a month now.

But organizing locals into neighborhood watch groups is just the first step. The Americans' ultimate goal is to codify the arrangement by training these groups as police officers.

The Americans also hope that by persuading the government to hire Sunnis as officers they will encourage a form of political accommodation from the ground up.

Shiite-dominated ministries in Baghdad will develop new working relations with largely Sunni police forces in the field, easing the sectarian divide and laying the basis for a more representative national government, or so the theory goes.

At its best, the process of hiring new Sunni-Arab police officers is a long and bureaucratic one. Prospective recruits have their fingerprints taken and undergo retina scans that are included in an intelligence database. The list of potential recruits is submitted to the In-

terior Ministry, which in turn generally submits them to a committee of national reconciliation overseen by close aides to Maliki.

With persistent U.S. pressure, the process has led to some new hires. In the town of Abu Ghraib, just west of Baghdad, 1,738 of the 2,400 Sunnis who had been put forward to serve as officers in the town were hired.

Plans have been made to add 12,000 new police officers in Baghdad over the next six months, and it is estimated that about half would be drawn from the ranks of Concerned Local Citizens. But as events in Diyala indicate, the process does not always run smoothly.

Maliki ordered that the Diyala police force be increased by more than 6,000, and provincial officials submitted a list of names in July, which included many Sunnis, to the Interior Ministry in Baghdad.

But some Interior Ministry officials have questioned whether such a substantial increase is needed, and some members of the reconciliation committee have argued that the original decree by Maliki may no longer be valid, putting the plan to hire them as police officers in limbo.

While no action has been taken on the list, the Iraqi government surprised the Americans by hiring 548 Iraqis who were not on the roster. When U.S. officials analyzed the new hires they determined that most of them were Shiites.

Turkey battles rebels far from border area

From news reports

ANKARA: Turkish troops reportedly killed 15 Kurdish guerrillas in fighting Sunday far from the increasingly tense Iraq border region where some of the separatists have sought refuge.

Attack helicopters buzzed over a hilly region looking for Kurdish rebels after the attack, which occurred in the mainly Kurdish province of Tunceli, in the eastern part of Turkey, and involved 8,000 troops.

The governor's office for Tunceli, which is hundreds of kilometers from the Iraqi border, confirmed that there was fighting in the province but would not confirm casualty figures. Dogan, a private news agency, which was at the scene, reported the deaths of 15 rebels.

Prime Minister Recep Tayyip Erdogan called for unity between Turks and his country's minority Kurds but reaffirmed his government's determination to fight Iraq-based separatist Kurdish rebels.

"As long as we are firmly bound together, the treacherous separatist terrorist attacks will never reach their goal," Erdogan said in a message before celebrations marking the 84th anniversary of the Turkish republic.

"I want to declare this one more time: the struggle we lead against the separatist terrorism that aims to destroy our unity and our constitutional order will continue with belief and determination."

On Sunday in Istanbul, a run of 15 kilometers, or 9 miles, across Bosphorus Bridge turned into a protest against the Kurdistan Workers' Party, or PKK, with thousands of runners waving Turkish flags and shouting slogans denouncing the rebels.

The riot police cracked down quickly on a pro-PKK rally in Okmeydani, a poor Istanbul neighborhood, shooting tear gas into the crowd and dispersing the 150 demonstrators. Some young men then threw rocks at the police be-

fore running away into side streets.

PKK fighters have killed at least 42 people in the past month. Those casualties included about 30 Turkish soldiers in two ambushes that were the boldest attacks in years, increasing domestic pressure on Erdogan to act.

Turkey has demanded the extradition of PKK leaders and has otherwise been threatening to stage a cross-border military offensive into Iraq to hunt down the rebels.

The United States, Iraq and other countries have been pressing for Turkey to refrain from cross-border military operations. Such a campaign could derail one of the few stable areas in Iraq and leave the United States in an awkward position with Turkey, which is a member of NATO, the Iraqi government, and the self-governing Iraqi Kurds in the north.

The crisis has been taking its toll on economic links between Turkey and Iraq, with reports saying that Turkey is considering imposing economic penalties because of Iraq's failure to crack down on the PKK.

Zagros Air, an airline based in Erbil, capital of the Iraqi Kurdish region, said it had stopped its three weekly round-trip flights between Erbil and Istanbul without giving a reason.

Turkey's deputy prime minister,

Cemil Cicek, said Sunday that it was the responsibility of the U.S. troops in Iraq to crack down on the PKK rebels.

"The United States has not carried out measures that satisfy us, that satisfy the Turkish people," Cicek said in an interview with Kanal 7 television.

"You have to either extradite a person that has committed a crime and has shed blood, or you have to prosecute them. Neither is being done." (AP, Reuters)

■ Iran blames U.S. and Israel

The Iranian foreign minister, Manouchehr Mottaki, on Sunday accused the United States and Israel of supporting Kurdish separatists in northern

Iraq, but his Turkish counterpart distanced himself from the claim. The Associated Press reported from Tehran.

Mottaki said at a news conference in Tehran with the Turkish foreign minister, Ali Babacan, that "terrorist activities" had increased in northern Iraq since "foreign forces" arrived there.

"From our point of view, efforts by Israel and the U.S. are behind some terrorist activities," Mottaki said. "Most probably, some secret agreements have caused a lack of confrontation against terrorism."

But Babacan, who was in Iran to lobby for support for the Turkish side in its conflict with the Kurdistan Workers' Party, or PKK, expressed gratitude for Iran's cooperation but did not back

Mottaki's accusations against the United States and Israel, which are allies of Ankara.

"I don't like to think that the U.S. supports a terrorist group," Babacan said.

The Iranian president, Mahmoud Ahmadinejad, and Mottaki pledged support for Turkey against the PKK on Sunday but did not provide specific details.

Ahmadinejad said: "The root of terrorist activities should be uprooted through the cooperation of nations of the region. The destiny of all of us is tied together. We have to protect the interests of each other."

Thomas L. Friedman

Remember Iraq?

Boy, am I glad we Americans finally got out of Iraq. It was so painful waking up every morning and reading the news from there. It's just such a relief to have it out of mind and behind us.

Huh? You say we're still there? But how could that be? Nobody in Washington is talking about it anymore.

I don't know whether it was the sheer agony of the debate over General David Petraeus' testimony, or the fact that the surge really has dampened casualties, or the failure by Democrats to force an Iraq withdrawal through Congress, or the fact that all the leading Democratic presidential contenders have signaled that they will not precipitously withdraw U.S. forces from Iraq, but the air has gone out of the Iraq debate.

That is too bad. Neglect is not benign when it comes to Iraq — because Iraq is not healthy. Iraq is like a cancer patient who was also running a high fever from an infection. The surge has brought down the fever, but the patient still has cancer (civil war). And we still don't know how to treat it.

Surgery? Chemotherapy? Natural healers? Euthanasia?

To the extent that the surge has worked militarily, it is largely because of what Iraqis have done by themselves for themselves — Iraqi Sunni tribal leaders rising up against pro-Qaeda Sunni elements, taking back control of their villages and towns, and aligning themselves with U.S. forces to do so. Some Shiites are now doing the same.

There has been no equivalent surprise, though, in Iraqi politics, yet. If you see that — if you see Iraqi politicians surprising you by doing things

they've never done before, like forging a self-sustaining political compromise and building the fabric of a unified country, then you can allow yourself some optimism.

So far, though, too many of Iraq's leaders continue to act their part — looking out for themselves, their clans, their hometowns, their militias and their sects, and using the Iraqi treasury and ministries as looting grounds for personal or sectarian gains.

As a result, what you have today is more of a spotty truce, with U.S. soldiers still caught in the middle. That is a quiet strategy, not an exit strategy.

Study the travel itineraries of Iraq's principal factional leaders after the Petraeus hearings. Did they all rush to Baghdad to try to work out their differences? No. Many of them took off for abroad.

As one U.S. official in Baghdad pointed out to me last week, "at no point" since the testimony by Petraeus and Ambassador Ryan Crocker "have

We've made Iraq just safe enough for its politicians to be obstinate.

you had the four key Iraqi leaders in the same country at the same time." They saw the hearings as buying them more time, and so they took it.

"We have created a real case of moral hazard in Iraq," said Marc Lynch, a Middle East specialist at George Washington University.

"Because all the key players think the Americans are going to bail them out, they have no incentive to make any real concessions to one another."

Indeed, I continue to believe that everyone has us where they want us in Iraq: We're holding up the floor for Iraqi politicians to do their endless tribal dance; we are bogged down and within missile range of Iran, so if we try to use any military force to dis-

rupt Tehran's nuclear program we will pay a huge price; and as long as we are trapped in Iraq, we will never even think about promoting reform elsewhere in the Arab world — to the relief of all Arab autocrats.

No question, there has been more local cross-sectarian dialogue lately, particularly between Shiite and Sunni elders. But that seems to be the limit of Iraqi politics.

People there can act as tribes, sects and clans, but not as a unified government — so there is no one systematically consolidating whatever gains the surge has made.

It still feels to me as if we've made Iraq just safe enough for its politicians to be obstinate, corrupt or reckless on our dime. Even the moderate Kurds must have developed some kind of death wish, allowing their radicals to simultaneously provoke both Turkey and Iran and risking the island of real decency the Kurds have built in the north.

Petraeus' strategy is to keep trying to knit the different militias and tribal fragments in Iraq together into a national army and government so we can shrink our presence. I truly wish him well. But I don't see it happening without two things: some shock therapy — like a firm U.S. withdrawal signal — to spur Iraqi leaders, and a regional settlement. That is, without resolving the Cold War in the Middle East that now pits America on one side and Iran and Syria on the other, I'm not sure you can stabilize Iraq, Lebanon or Israel-Palestine.

Letting everyone know that we're not staying there forever would be the best way to catalyze both local and regional negotiations and give us something we don't now have: leverage. Just letting Iraq recede into the back pages does not serve our interests.

If we're going to just forget about Iraq, let's do it when we're gone — not when we're still there.

John Vinocur

Politicus

Options on Iran offer no big dose of optimism

WASHINGTON

The Bush administration's foreign policy has often had trouble sounding both tough and reasonable. The combination is no guarantee of success, but like thinking and chewing gum at the same time, it's possible.

On Iran, what's been offered instead of tough these last six months is the administration looking catatonic, a bystander watching the Russians run the show at the United Nations Security Council, while they make sure that the mullahs' drive for nuclear weapons befalls only minimal inconvenience.

Over the same period, in place of reasonable, the administration has continued to suppress the logic of direct talks with the Iranian leadership as pie-in-the-sky.

Those talks, cautiously undertaken but without pre-conditions that Iran won't accept, are probably the best lever for circumventing the Russians and Chinese, jogging the Iranian people into blocking their government's suicidal path, and focusing the world's attention on America's willingness to test Iran's stated (but preposterous) peaceful intentions. All this, without ever closing off the West's ultimate post-jawboning options.

If you accept Iran is rushing toward nuclear weapons capability, then American countertactics to stop what George Bush and Dick Cheney say is the intolerable just haven't been equal to the stakes. For boldness, sly duplicity, or successfully calibrated bullying, Vladimir Putin, as Iran's blocking-back, has them outpaced.

In this strategic respect, new American-only sanctions, announced last Thursday against Iranian banks, elements of the Revolutionary Guard, and the ballistic missile section of the defense ministry, are meaningful although inconclusive steps that well precede the endgame.

But when the administration puts together a piece of policy that appears firm and thought-through, it's an event, both as an unaccustomed initiative, and as a tacit admission of how much time has been lost, and how far there is to go.

That's not a big dose of optimism. Still, you could describe these coming weeks as a way-station at the end of a

reconnaissance cycle, during which Bush, Angela Merkel and Nicolas Sarkozy have met with Putin.

Now, following the Russian's trip to Tehran, the French president will come to Washington on Nov. 6 and 7, and the German chancellor to Bush's Texas ranch two days later. The idea is to talk about tightening the screws on the mullahs in the context of the new American sanctions.

The administration sees the measures and some determined-sounding rhetoric that came with them as demonstrating the United States will lead, and that it can, if necessary, act alone.

"The whole strategy," as Bush tried to explain it before the sanctions were announced, "is that at some point in time leaders or responsible folks inside Iran may get tired of isolation and say this isn't worth it."

In less manicured terms — although none replicating Bush's ambiguous, glancing reference to Iran's lurch in the direction of World War III — the strategy is aimed at testing and exploiting divisions in Tehran that might prompt its leadership to back off.

It's accompanied by a pressing message to the Europeans. Voices from the belly of the beast here are

telling them that the current speed of sanctions on Iran is not going to do the job Bush wants done, that the present course isn't offering enough leverage, and that the sanctions must be dramatically stepped up so as to shake the Iranian system.

This clearly indicates continuing the active jaw, jaw, jaw phase (albeit with everything, everything, everything on the table.)

But parallel to it, the voices suggest a warning: the more the West dawdles, the closer it is being drawn to the alternative Sarkozy has marked out if harder sanctions don't happen — an Iran with the bomb, or an Iran that is bombarded.

So what now?

A third round of Security Council sanctions could take form in the next couple of months, but like the ones before it, would be insufficient to deter the Iranians.

Sarkozy, who calls nukes in the mullahs' hands unimaginable, and has tried hard but without any real

success to get the European Union to create its own muscled sanctions package outside the Security Council, might agree to a bilateral set of more aggressive financial measures with Washington.

Merkel confounds the Americans. She recognizes the danger of a nuclear Iran and also speaks of its inadmissibility. But sitting on her 70 percent approval ratings, she does not seem willing to sacrifice a single point from her re-election cushion to convince the mullahs that alongside France and probably Britain, Germany also means business.

And then there are the Americans themselves. While doing the tough-and-reasonable routine with more skill, the administration also dulls the plausibility of its approach when it says, as the State Department did last week, "We hope to have even more Russian help" on Iran.

More help? Apart from repeating that he doesn't think a nuclear-armed

American countertactics just haven't been equal to the stakes.

Iran is a good idea, there's no evidence here that Putin has ever answered yes, sure thing, to any of the leaders who've asked him if he will eventually act to halt the Iranian nuclear drive.

Without the prospect of America talking directly to Iran, and well short of the certainty of unified European support — a reality contrasting with a learning-challenged corner of the administration's belief Russia will mutate into a Samaritan — next week's consultations at the White House and Bush's ranch in Crawford don't hold brilliant promise.

What that means for the future is what it always has over the last few years.

Depending on the intelligence reports he's given, George Bush, before his time is up and pretty much alone, will have to decide how intolerable Iranian nukes are in a political world of a hundred shades of unacceptable.

Until Jan. 20, 2009, he determines what constitutes tough and reasonable.

E-mail: pagetwo@iht.com

An attack across the border would mean war, Kurdish President warns

► Warning for Turkey over assault on PKK

► Rebels 'may be just a pretext for action'

Deborah Haynes Irbil, northern Iraq

Any move by Turkish troops into Kurdish territory would be a declaration of war, the leader of the region said yesterday.

President Barzani gave the warning as a new wave of clashes inside Turkey left up to 20 Kurdish guerrillas dead. He said that Ankara was using its grievances with the Kurdistan Workers' Party (PKK) as an excuse to challenge the growing prosperity and independence enjoyed by Iraqi Kurds in their largely autonomous region.

"If they invade or if there is any incursion, it means war," Mr Barzani said at his offices on the outskirts of Irbil. "If they attack our people, our interests, our territories then there will be no limit because everything is subject to that incursion."

He urged Turkey to solve the problem through dialogue not guns. "If they take a peaceful approach then we are ready to help as much as we can ... The unfortunate thing is that they are not allowing other ... options. They insist on war as being the only means to solve that problem."

Turkish army sources said that their troops killed 20 Kurdish guerrillas yesterday in a large operation involving 8,000 soldiers with air support in the eastern province of Tunceli, 370 miles (600km) from the Iraqi border. Other reports put the toll at 15.

Adding to the tension, a suicide car bomber killed at least seven people in the northern Iraqi oil city of Kirkuk. The city is due to have a referendum on whether to become part of Kurdish-run northern Iraq, further boosting the Kurds' power base.

Ankara feels threatened by Kurdish fighters, who use camps in the mountainous Kurdish region of Iraq for attacks on Turkey. It has demanded the extradition of PKK leaders — a request that Iraq says is unrealistic — and is threatening an incursion.

Mr Barzani said that the problem of the PKK, which began an armed campaign in 1984 to secure better rights for Kurdish people living in Turkey, could not be solved through violence.

"We are ready to co-operate with Turkey provided that Turkey will not only go for a military solution," he said, adding that he opposed the build-up of 150,000 Turkish troops.

He also hinted that Turkey had another reason for its tough stance on



At least seven people died yesterday in a suicide bomb attack in Kirkuk, which is to have a referendum on whether to become part of Kurdish-run northern Iraq

the PKK, which was not a new problem. "I am about to be convinced that the PKK is only an excuse," he said.

"The continuous, direct threats of Turkey against the Kurdistan region and its behaviour has created a doubt, leading us close to the conviction that exactly this is the aim.

"The Kurdistan region is the target, otherwise why should we be involved in the fight between Turkey and the PKK?"

A sharp rise in clashes between Turkish soldiers and the outlawed group in recent weeks has left scores dead, increasing pressure on Recep Tayyip Erdogan, the Turkish Prime Minister, to take more action. The PKK says that it is holding eight soldiers prisoner.

Kirkuk bombings

February 17

Two car bombs kill 10 and injure 60

March 19

Car bombs kill 12 and injure 37

April 2

Suicide lorry bomb kills 12 and injures 150

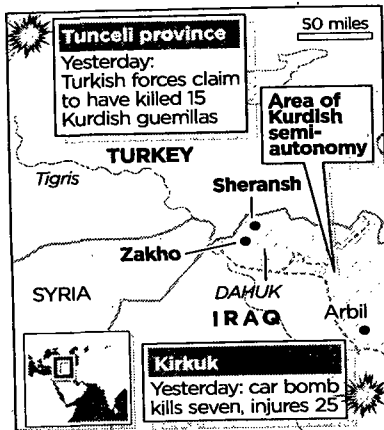
July 16

Three suicide car bomb attacks kill 86 and injure up to 180

October 11

Seven civilians and two policemen killed when suicide car bomb targets a police convoy in a crowded street

Source: Times archives



The United States, Iraq and other countries have been pressing Turkey to refrain from cross-border military operations. A military campaign could destabilise one of the few stable areas in Iraq and leave the United States in an awkward position with key allies: Turkey, a member of Nato, the Baghdad Government and the self-governing Iraqi Kurds in the north. Mr Barzani said that talks with

Washington and other allies centred on the desire to avoid conflict, although he acknowledged that the US-led coalition had the overall responsibility of protecting Iraq under a UN resolution. "To what extent they [the United States] will stay committed to that is the question, but we do not want to embarrass the

Americans," he said. "We are not asking them for military help. We are asking them to help so that we defuse the tensions so that the war will not take place."

Mr Erdogan is due to meet President Bush on November 5 and Condoleezza Rice, the US Secretary of State, is expected in Ankara on Thursday for

talks with Turkish officials. Mr Barzani also expressed a strong desire to avoid a return to a period of Kurdish tensions with Turkey, Syria and Iran — countries where Kurds have settled — and emphasised the need to recognise the rights of millions of Kurds.

"It is better for all of us to sit down together, reach an understanding. We are also a nation, we exist, we have a

right to live," he said.

The President urged the PKK to honour the ceasefire and to release the Turkish soldiers being held.

"Stay committed to the ceasefire, release the eight soldiers that they have arrested, do not carry out any military operations and in no way should they try to use the Kurdistan region as a launching pad to carry out military operations," he said.

"They should stay away from violence. They should adopt a peaceful approach, a peaceful solution."

'We have no choice, we will defend our land and our dignity'

Deborah Haynes Khamteer and Qandil mountains, northern Iraq

Kurdish troops have reinforced a defence line along Iraq's border with Turkey, preparing for a threatened incursion by Turkish forces. The build-up of Peshmerga forces came as members of the Kurdistan Workers' Party (PKK) urged the United States to mediate between the outlawed group and the Turkish Government to resolve the crisis.

Ankara is determined to stamp out PKK guerrillas, who have been fighting from their mountain bases on either side of the Iraqi-Turkish border since 1984, when they began an armed struggle for better rights for Kurds in Turkey.

Sheikh Ali, the commander of 20,000 Peshmerga troops in Dohuk, the Kurdish province that borders Turkey, is anxious for a peaceful solution to the stand-off. "I hope that Turkey never takes this decision to attack. We

do not want this to happen," the general, told *The Times*. "At the same time... we will have no choice, we will defend our land and our dignity."

Sheikh Ali, who in the past has led Peshmerga forces alongside Turkish troops against the PKK in northern Iraq, feels that military action by Turkey is not the answer because the guerrillas are masters of survival in the mountains. Twice injured in PKK battles, the commander said that Iraq's Peshmerga security forces were not planning to take on the rebels again.

"We cannot open a new frontline while we are fighting against terrorism [elsewhere in Iraq]," he said. "[The troop build-up] is for defence. We do not attack our neighbour, but at the same time we do not accept for them to attack our land and we will defend it."

Usually half of Dohuk's troops are on duty for 15 days while the other

10,000 are on leave. "Now 75 per cent are on duty because of the situation," said Sheikh Ali. The last time all troops were called back off leave was in February 2003, on the eve of the US-led invasion of Iraq.

Driving around the region, *The Times* has seen numerous lorries carrying Peshmerga soldiers towards the border. Bases are bustling with activity and troops can be spotted patrolling mountain tops near the border, past the town of Zakho. On the Turkish side, up to 100,000 soldiers are ready for action, in what has become the worst case of cross-border tension over the PKK.

At a small, rebel security post in the Qandil Mountains, which cover Iraq's border with Turkey and Iran, Bozan Tekin, a PKK leader, said that Washington had the power to defuse the crisis peacefully. "The best role that the United States of America can play is a mediating role in order to solve the Kurdish question between Turkey and our movement," he said, referring to the PKK's desire for better rights for the millions of Kurdish people living in Turkey.

Washington, along with the European Union and Turkey, regards the PKK as a terrorist organisation and has said it will never deal them. "Otherwise the crisis will spread all around the Middle East. We believe that nobody will benefit from this."

Mr Tekin and Mizgin Amed, a senior female PKK member, insisted that the group was still upholding a

THE TIMES

October 29 2007



Iraq has responded to the threatened incursion by Turkey by sending its troops to Zakho, close to its border

ceasefire, in place since October last year, despite what they described as 485 military operations by Turkey. They said that PKK fighters acted in self-defence in recent clashes that have left scores of Turkish troops and militants dead, further fuelling Ankara's demands for a full-scale operation.

Asked about eight Turkish soldiers the PKK said it was holding captive

after an assault eight days ago, Ms Amed said: "At the moment they are in a good condition, they are healthy and they are in a safe place." The group was open for negotiations, though it had not considered what conditions would be required to secure the men's release, she said.

Mr Tekin, who described the captives as "guests more than prisoners", said that the PKK did not plan to use the men as political pawns, but said that they would remain in captivity for as long as necessary.

Turkey's tough talking on the PKK, has aroused suspicion among many Kurdish officials in Iraq that Ankara's

real motivation is to derail the progress made in the Kurdish-run north, which is enjoying newfound independence and prosperity. "I think their issue is not the PKK, I think their issue is political with the Kurdish area and Iraq as a whole," said Sheikh Ali.

Ordinary Iraqi Kurds also echo this sentiment, including people in the Christian village of Sheransh, a government-built enclave of tiny houses in the Khamteer Mountains, a ten-minute walk from the border. "The PKK are in the mountains, they are not staying here," said Habib Isa, 70, the mayor of the village, which is frequently rocked by Turkish shelling

against suspected PKK targets. "I may be an old man but if Turkish soldiers threaten my village then I will be out there fighting."

The two PKK leaders said that they were not surprised that the Kurdish region wanted to protect its borders and suggested that the rebels' existence in the mountains had been acting as a protective buffer from Turkey.



I may be an old man but I will be out fighting

Habib Isa, 70



Mr Tekin and Ms Amed said that they were prepared to fight to the death if Turkish soldiers continued to attack. Ms Amed added defiantly: "We believe in our people and our rights, that is why we are in these mountains in these conditions."

Iraqis in no hurry to rein in Kurdish militants

By Sabrina Tavernise

RANIYA, Iraq: A low-slung concrete building off a steep mountain road marks the beginning of rebel territory in this remote corner of northern Iraq.

The fighters based here, Kurdish militants fighting Turkey, fly their own flag, and despite urgent international calls to curb them, they operate freely, receiving supplies in beat-up pickups less than 16 kilometers, or 10 miles, from a government checkpoint.

"Our condition is good," said one fighter, putting a heaping spoonful of sugar into his steaming tea. "How about yours?"

A giant face of the rebels' leader — Abdullah Ocalan, now in a Turkish prison — has been painted on a nearby slope.

The rebel group, the Kurdistan Workers' Party, or PKK, is at the center of a crisis between Turkey and Iraq that began when the group's fighters killed 12 Turkish soldiers on Oct. 21, prompting Turkey to threaten an invasion.

In response, the United States put intense pressure on Kurdish leaders in Iraq, who control the northern area where the rebels hide, with a senior State Department official delivering a rare rebuke last week over their "lack of action" in curbing the PKK.

But even with Secretary of State Condoleezza Rice scheduled to visit Istanbul next week, Kurdish political leaders seem in no hurry to act.

An all-out battle is out of the question, they argue, as the rugged terrain makes it impossible to dislodge them.

"Closing the camps means war and fighting," said Azad Jindyany, a senior Kurdish official in Sulaimaniya, the region's capital. "We don't have the army to do that. We did it in the past, and we failed."

But even logistical flows remain uninterrupted, despite the fact that Iraqi Kurdish leaders have some of the most precise and extensive intelligence net-



Michael Kamber for The New York Times

A checkpoint run by the Kurdistan Workers' Party near Raniya in Iraq. Despite calls to curb them, the militants operate freely.

works in the country.

The Kurdish fighters are in the middle of a vast and complex web of relationships and ambitions that began with the American invasion of Iraq.

The United States has come to depend increasingly on the Kurds as partners in running Iraq, and as overseers of the one part of the country where some of their original aspirations are actually being met. Iraqi Kurdish officials for their part appear to be politely ignoring American calls for action, saying that the only serious solution is political, not military. They have taken their own path, allowing the guerrillas to exist on their territory, while at the same time quietly trying to persuade them to stop attacks.

"They have allowed the PKK to be up there," said Mark Parris, a former American ambassador to Turkey who is

now at the Brookings Institution. "That couldn't have happened without their permitting them to be there. That's their turf. It's as simple as that."

The situation poses a puzzle to the United States, which badly wants to avert a new front in the war but finds itself forced to choose between two trusted allies — Turkey, a NATO member, whose territory is the transit area for most of its air cargo to Iraq, and the Kurds, their closest partners in Iraq.

Kurds are one of the world's largest ethnic groups without a state, numbering more than 25 million, spread across Turkey, Iraq, Iran and Syria. Most live in Turkey, which has curtailed their rights, fearing secession. The PKK

wants an autonomous Kurdish area in eastern Turkey and has repeatedly attacked the Turkish military, and sometimes the civilian population, since the 1980s in a conflict that has left more than 30,000 dead.

In this small town a short drive from the edge of rebel territory, and in Sulaimaniya, 90 kilometers to the south, it is business as usual. A political party affiliated with the rebel group is open and holding meetings. Pickups zip in and out of the group's territory, and a government checkpoint a short drive away from the area acts as a friendly tour guide. Its soldiers said that they had waved through eight cars of journalists in one day last week.

Mala Bakhtyar, a senior member in the Patriotic Union of Kurdistan, the party that governs this northeastern region, said that there had been no explicit orders from Baghdad to limit the PKK. He scoffed at a statement last week by the Iraqi prime minister, Nuri Kamal al-Maliki, that Iraq would close the PKK's offices, saying they had been shut long ago.



"They are guests, but they are making their living by themselves," Bakhtyar said. "We don't support them."

He added, "We don't agree with them. We don't like to make a fight with Turkey."

Fayeq Mohamed Goppy, a leader in the Kurdistan Democratic Solution

Party, an offshoot of the PKK that still operates freely, contends that Iraqi Kurdish leaders are only paying lip service to wanting the PKK to leave. In reality, the politicians want the separatists around as protection against Sunni extremists, who most Iraqi Kurds believe will move in if the PKK leaves the mountains.

Noshirwan Mustafa, a prominent Kurdish leader, compared the area to the mountains in Pakistan where Al Qaeda and Taliban leaders are thought to be hiding. "For me, the PKK is better than the Taliban," he said.

The local Kurdish authorities have asked Goppy to keep a low profile, including canceling a planned conference in Erbil, he said, but otherwise had not limited his activities.

"They really don't want PKK to go," he said in an interview in his home in Sulaimaniya. If the group is eliminated, the Iraqi Kurdish area "is a really small piece for eating. Very easy to swallow."

Parris argues that the Kurdish leader of northern Iraq, Massoud Barzani, ever astute, is holding onto the PKK as a bargaining chip with Turkey and will not use it until he absolutely has to.

"The single most important piece of negotiating capital may very well be his ability to take care of the PKK," he said.

Jindyany, one of the senior Kurdish officials in Sulaimaniya, said that the local authorities would be happy to get rid of them if they could, calling the situation a sword of Damocles for Iraqi Kurds.

Throughout the PKK's history in northern Iraq, which dates to the early 1980s, it has had contentious relations with Kurdish leaders there. It fought in their civil wars, against Barzani in 1997, and three years later against Jalal Talabani, a powerful Kurd who is now the president of Iraq.

But since the U.S. invasion in 2003, the political landscape has changed. Iraqi Kurds, emboldened by their secure position, have stopped fighting each other and turned their attentions to other threats like Turkey, a state that has long oppressed its Kurdish population, and Islamic extremism from Baghdad. This area of northern Iraq, which Iraqis call Kurdistan, in some ways eclipsed the PKK's struggle for an autonomous Kurdish area, Iraqi Kurds said.

"They were jealous of our autonomy," said Goran Kader, a Communist Party leader in Sulaimaniya. "They wanted to do the same thing in Turkey."

At the same time, the PKK was reorganizing, after its leader, Ocalan, was captured in 1999 and a skilled group of military commanders took over day-to-day operations, said Aliza Marcus, author of "Blood and Belief: The PKK and the Kurdish Fight for Independence." The commanders were intent on military escalation, she said, and stepped up attacks, under Ocalan's jailhouse orders, in part to remain relevant.

"They don't want to be sidelined," Marcus said. "That's really what's driven them since 2004," when attacks resumed after a five-year cease-fire. "They want to say, 'Turkish Kurds are important too — don't think the Kurdish problem has been solved.'"

Alain Delaqueriere contributed reporting from New York.

■ 2 Turk soldiers die in clashes

Turkish attack helicopters fired rockets into Kurdish rebel positions in mountains near the Iraq border Monday, one of several clashes as government forces kept up the pressure on the guerrillas, The Associated Press reported from Ankara.

Two Turkish soldiers were killed in the fighting, according to reports.

The fighting happened as Turkey celebrated its 84th anniversary as a republic, and in his address to the nation, President Abdullah Gul pledged to remain resolute in the fight against the PKK.

"The struggle that we have been leading for a long time, as a nation, against this terrorism curse is now being led with more determination," Gul said.

Britons join Kurdish rebels to fight Turks

BRITONS are among foreigners fighting Turkish troops with the Kurdistan Workers' Party (PKK) in northern Iraq, The Sunday Times can reveal.

According to PKK fighters holed up in one of the natural fortresses of the Qandil mountain range which runs along Iraq's Turkish and Iranian borders, several Europeans have joined forces with their group.

At least three Britons were in the PKK's 3,000-strong force, boasted one fighter as he and a group of men huddled in a room discussing the latest clashes with the Turkish army. Others include Russians, Germans, Greeks, Iranians and Arabs. The PKK is labelled by both Europe and America as a terrorist organisation.

As diplomatic efforts to avert war falter, the PKK's fighters now lie in wait for the mechanised Turkish divisions gathering menacingly along the border. Previous Turkish incursions have failed to deal a mortal blow to the PKK and geography again conspires against them.

The path to the PKK's mountain redoubt winds along a cliffside track so bumpy that our Jeep crawls along at walking pace, its wheels inches from the edge of a precipice. The view of the jagged peaks is spectacular.

There is no sign of life except for the odd flock of sheep and a lone shepherd; the range looks peaceful and uninhabited. But hidden in its ravines and gorges are the PKK rebels.

Despite Turkey's demand that the Kurdish regional government in northern Iraq clamp down on the PKK, there was no sign of any action against them.

On our way to the mountain, every checkpoint manned by the Iraqi army waved us through, and cheerfully provided directions on how to get to guerrilla positions.

Nor have the supply lines been cut. Several four-wheel-drive vehicles steered by toothless old men

crawled along the tracks ahead of us, piled high with sackfuls of food.

The first sign of the PKK, after a three-hour drive from Irbil, was a sentry post guarded by three fighters with Kalashnikovs. They looked nervous and demanded our passports, mobile and satellite telephones, fearing that visitors could betray the coordinates of their outposts.

It is in these mountains that some of Turkey's most wanted men live and hide, and where younger members of the group train and study. The 32-year-old commander of the post said he joined the PKK when he was 18 and had not seen his family for years.

"I'm a wanted man in Turkey, and if I set foot there I'll be arrested and imprisoned for life. If anyone harbours me they'll receive at least 15 years in jail," he said, as we sipped tea under a makeshift gazebo. Nearby, a small satellite dish beamed the latest news to other fighters watching in the camouflaged stone house.

Turkey has massed up to 100,000 troops along the border and vowed to crush the PKK guerrillas, who have launched two major ambushes in the past month, killing at least 25 Turkish soldiers. Iraqi, Turkish and US diplomats have stepped up efforts to avert a large-scale Turkish incursion, fearing such an offensive would destabilise not only the most peaceful part of Iraq but potentially the entire region.

Oblivious to international concerns about the looming conflict, our PKK host laughed off the Turkish threat to root them out. They had tried before and failed, in 1995 and 1997, he pointed out. "Even Saddam Hussein failed," he added.

The Qandil mountains are ideal guerrilla country, where fighters are familiar with every soaring peak, valley, ravine and cave, putting any attacker at a disadvantage. The Kurdish cells are scattered, reachable only by long treks on foot.

We headed for the next Kurdish cell two hours' drive away, past the village of Kurteik. Eventually we reached a base where a PKK fighter who called himself Ishkanaz welcomed us with more cups of tea.

Angered by media coverage of their plight, the guerrillas insisted they were fighting a just cause. "How can they call us terrorists - we do not dispatch suicide bombers nor do we kill women and children," Ishkanaz said. "Our attacks have concentrated on the Turkish forces, and we have treated the captured soldiers with respect."

The eight Turkish soldiers captured last weekend in an ambush across the border would be kept until their demands were met, he said without elaborating.

Despite promises from Baghdad, the Iraqi government has no intention of complying with Turkish demands to expel the PKK. President Jalal Talabani of Iraq, himself a Kurd, said his forces could not find the rebel leaders because of the difficult terrain.

Iraq wants US troops stationed in the Kurdish region to deal with the guerrillas. However, when Major-General Benjamin Mixon, the top US commander in northern Iraq, was asked what steps he was planning to take against the PKK, he replied: "Absolutely nothing."

Talks between Turkish and Iraqi leaders collapsed on Friday, making military action almost inevitable, although this is unlikely to begin in earnest until after Recep Tayyip Erdogan, the prime minister, visits Washington early next month.

As Turkish warplanes circle overhead and the political storm rages about them, the PKK men in the mountains are settling in for a long struggle. "An independent Kurdistan must include territory liberated from Turkey, Iran and Syria," our host says. "I shall not rest until I see this with my own eyes."

By David Rising Associated Press Oct. 28, 2007

The Philadelphia Inquirer

Turkey vows vengeance against Kurdish rebels

ANKARA, Turkey - Turkey's top military commander promised yesterday to make Iraq-based Kurdish rebels "grieve with an intensity that they cannot imagine," while the prime minister said his nation would fight "when needed," regardless of international pressure.

The military chief, Gen. Yasar Buyukanit, said Friday that Turkey would wait until Prime Minister Recep Tayyip Erdogan met with President Bush in Washington on Nov. 5 before deciding on any cross-border offensive.

But Erdogan said his country could not be pinned down by dates in deciding whether to attack. "We can't say when or how we will do it; we will just do it," he said.

Clashes between government forces and guerrilla fighters have been escalating since the rebels broke

a cease-fire in 2004. Kurdistan Workers' Party, or PKK, fighters have killed at least 42 people in the last month. Those casualties included about 30 Turkish soldiers in two ambushes that were the boldest attacks in years.

"We are determined to make those who cause this sadness grieve with an intensity that they cannot imagine," Buyukanit said.

The bellicose comments come amid an increasing nationalist fervor in Turkey. The country's red flag with white crescent and star - and images of modern Turkey's founding father, Mustafa Kemal Ataturk - are draped over scores of balconies, displayed in the backs of cars, and sold by street vendors.



A member of the Kurdistan Workers' Party, known by its Kurdish acronym PKK, is seen near the Iraq Turkish border, about 500 kilometers (310 miles) north of Baghdad, Iraq, Sunday, Oct. 28, 2007. Iran's foreign minister on Sunday accused the U.S. and Israel of supporting Kurdish separatists in northern Iraq, but his Turkish counterpart distanced himself from the claim, saying he didn't think Washington was behind the Iraq based rebels but stressed that Ankara would do what was necessary to stop them. (AP Photo)

Thousands took to the streets of several Turkish cities, condemning the PKK and pushing for action.

About 1,000 people chanted, "Down with the U.S.A., down with the PKK," outside the U.S. Embassy in Ankara and said they were ready to fight the Kurdish rebels, yelling, "We're all soldiers."

Hundreds more marched in Istanbul, while 1,500, mostly children, took to the streets of the predominantly Kurdish city of Sirkak, in southeastern Turkey near Iraq.

Military helicopters shuttled more troops into the mountains near Iraq, while patrols secured roads and checkpoints.

In a show-of-force exercise about 20 miles from the border, near the village of Ikizce, a group of Turkish tanks fired 10 rounds into the mountains toward Iraq.

Elsewhere, Turkish forces shelled two Iraqi areas along the western portion of the 205-mile border, Iraqi border guard officer Col. Hussein Tamr said.

Meanwhile, the PKK indicated it was considering, in response to calls by a lawmaker, releasing eight Turkish soldiers it captured in an operation last Sunday. Ahmet Turk, a Kurdish member of Turkey's parliament, called Wednesday for the soldiers to be released unharmed.

Speaking in the northern Iraqi city of Sulaimaniyah, PKK spokesman Abdul-Rahman Al-Chaderchi said the group was working on a response. "Within a short time, we will end the issue of the captives," Al-Chaderchi told the Associated Press.

A military campaign in Iraq could derail one of the few stable areas in the nation and trap the United States in an awkward position involving key allies: NATO-member Turkey, the Baghdad government, and the self-governing Iraqi Kurds in the north.

But talks between Iraqi and Turkish officials on Friday failed to produce any breakthroughs, and the Iraqi delegation returned home yesterday.

 THE AUSTRALIAN

Evan Williams, Kirkuk | October 29, 2007

Kurds keep their eyes on main prize

TURKISH threats to invade northern Iraq to track down Kurdish rebels are part of an emerging conflict that could lead to the break-up of Iraq and even spark a regional war. The Kurds of northern Iraq are seeking control of vast oil reserves that could allow them to declare independence eventually, and the possible emergence of a Kurdish state worries the neighbours.

Turkey's parliamentary vote earlier this month sanctioning an invasion of northern Iraq in pursuit of Kurdish rebels dramatically increases the risk of a regional conflict involving Turkey, Iraq, Iran and Syria, each with a significant Kurdish minority seeking self-rule, with US forces caught in between.

One of the reasons for the parliamentary vote is Turkey's perception that the US troops occupying Iraq and the new Iraqi army are not doing anything to curb Kurdish rebels. However, US and Iraqi troops have limited control over the region in which the rebels are based. These rebels, who belong to the Kurdistan Workers Party (PKK), use as their base the Kurdish autonomous region, a chunk of northern Iraq that has been more or less self-governing since 1991, when a no-fly zone backed by the US and Britain was established to protect the Kurds from Saddam Hussein.

The PKK is fighting for the same kind of autonomy in Turkey; 30,000 people have died in 20 years of conflict there, and tension escalated dramatically after PKK rebels killed more than 50 Turkish troops and civilians this month and took several troops hostage.

Turkey, Syria and Iran fear the Kurdish autonomous region is the first step towards an independent Kurdish state that could inflame their Kurdish minorities and make territorial claims beyond Iraq's borders.

The US is caught between two alliances: Turkey is a crucial member of NATO, while the Kurds have become a staunch ally for the Americans in a region full of enemies.

Washington has urged the Iraqi and Kurdish regional governments to surround the PKK's camps and stop cross-border raids into Turkey. But

Kurdish leaders in Iraq say they will refuse to hand over any rebels to Turkey. They warn that any incursions would be fruitless against Kurdish guerillas and could encourage Iran to adopt a similar strategy.

The fear of an independent Kurdistan has been tempered by questions about the economic viability of a landlocked nation. We found the answer. On the southern fringe of the autonomous region is Kirkuk, capital of an ethnically mixed province that sits on 40 per cent of Iraq's known oil reserves.

The Kurds claim it as ancestral Kurdish land and an article in Iraq's new constitution guarantees them a referendum on whether Kirkuk remains a part of the rest of Iraq or joins the Kurdish autonomous region.

"For Kurds, Kirkuk is a holy land," I was told by Rizgar Ali, chairman of the Kirkuk provincial council and a leading Kurdish politician. "It is not because of the oil, it is because this is our land and for that reason we love Kirkuk."

Arabs in the area strongly disagree.

The referendum relies on a majority vote. So, to guarantee success, the Kurds are busy undoing what they see as a historical injustice forced on them by Saddam, under whom, according to Human Rights Watch and other groups, more than 250,000 Kurds were killed or expelled from Kirkuk and its province and more than 100,000 Arabs brought into Kirkuk in an effort to Arabise it and ensure control of its vital oil fields.

The senior US State Department official in Kirkuk, Howard Keegan, says that since the US-led invasion, the Kurds have been rapidly repopulating the city. He estimates that 400,000 to 500,000 Kurds have moved into the province since 2003,

while 50,000 to 75,000 Arabs have moved out.

In the Kirkuk provincial council compound, a senior Kurdish official showed me the files of thousands of Arabs who were moved here under Saddam and are now, it seems, ready to go back to where they came from in central and southern Iraq. They are offered \$US15,000 (about \$16,500) for each family, to be paid by the central Government. Kurds are offered \$US8000 to resettle in Kirkuk.

An Arab working for the US forces, who does not want to be identified, tells me some Arab families have been threatened and intimidated by the Kurds. The provincial council's Ali denies this. But there is little doubt that the Kurds are increasing their control over the city, the province and ultimately the oil.

While the Kurds push ahead with preparations for the referendum, Kirkuk's Arabs strongly oppose anything that could take Kirkuk and its oil from central control. In the town of Hawijah just outside Kirkuk, Sunni Arabs all warn of new violence if the Kurds try to take Kirkuk. "The people of Hawijah will fight," says one man. "There will be violence if the Kurds try to take Kirkuk because the people of Hawijah want Kirkuk, they want it to be part of the rest of the country because of the oil."

Hawijah's Mayor, Amir Abdul Ahmed, issues an even stronger warning: "The referendum on the future of Kirkuk should not happen ... because that will lead to much more violence. The Kurdish attempt to take Kirkuk will not be allowed because Kirkuk is for all Iraqis."

The battalion commander of a US base near Hawijah, Colonel Drew Meyerovich, says American success

against nationalist insurgents has allowed the rise of an al-Qa'ida-linked umbrella group, the Islamic State of Iraq, which claims responsibility for many of the attacks in northern Iraq. Separatist sentiment among Kurds, especially with reference to Kirkuk, is increasingly a target of these Islamists.

Meyerovich is effectively keeping the lid on a potential new front in Iraq's civil war. "When you get the extremist Kurds saying, 'We want Kirkuk and we want it to be part of Kurdistan and we want Kurdistan to be its own nation', that excites the 5 per cent (of the population who are) Sunnis to say, 'We need to destroy Kirkuk and we need to kill all the Kurds and we need to take control of Kirkuk,'" he says. "Well, there's this 95 per cent that are sitting in the middle who just want peace."

Almost all the Kurds we meet see the Americans as saviours, while many Iraqi Arabs here see them as occupiers. The American troops trust the Kurds but rarely view the Arab police and soldiers in the same way. This becomes clear during an American patrol along the vital pipeline that takes Kirkuk crude to the outside world. It has been hit many times by insurgent bombs. We reach a place where an entire valve was blown out and the pipe cut just a few weeks earlier. Giant pools of oil surround the jagged pipe.

Patrol leader Sergeant Eduardo Juarez points to an Iraqi army checkpoint less than 100m from the bomb site. "It's frustrating because there are these soldiers here at these checkpoints, you see the damage, and they're like, 'Well, I don't know, I didn't see nothing'. Well, it's right in front of your checkpoint: how come you didn't see nothing?"

In recent weeks, the Americans imported a solution. The road and most of the pipeline is now secured by Kurdish peshmerga fighters. Juarez says that since the Kurdish fighters have been in place, bomb attacks along the pipeline have all but stopped.

At a police station validation ceremony, Colonel Sam Whitehurst explains US concerns over some Arab police and soldiers: "I wouldn't say they are infiltrated but there is a certain level of complicity. Many of these policemen come from the same villages that they are supposed

to be policing; there are insurgent groups operating there or that will move through these villages. I wouldn't say they are actively working with the insurgent groups but there is certainly pressure on them because their families live in the same villages, they feel pressure to allow things to happen."

On a night raid to be conducted by US troops with Iraqi police, the Americans refuse to tell the police where they'll be going until we reach the station. The US troops then demand that the police officers hand in their mobile phones before the briefing.

Only then are they told which village will be raided.

A Kurdish officer tells me me: "Only the Kurds work with the Government. The Arabs work with Islamic forces." The village raid is led by Kurdish officers.

In the longer term, the Kurds have their eye on Kirkuk's oil. Soon after we left, the autonomous region's administration signed four oil deals with foreign explorers. Baghdad says the deals are illegal. A new oil law has yet to finally determine how much the oil-rich regions of Iraq's north and south will take. But if

Kirkuk were to join the Kurdish autonomous region, the Kurds would stand to get the lion's share if Iraq stays together, and all of it if it falls apart.

An oil-rich Kirkuk as the capital of the autonomous region would be a big step towards that region becoming economically viable and able to declare independence.

A hostile Turkey is unlikely to stand idly by.

Reporter Evan Williams and director Paul Kittel recently spent four weeks embedded with US forces in Kirkuk

Iraqi Kurdish leader defies Turkish invasion threat

THE
INDEPENDENT

By Patrick Cockburn in Iraqi Kurdistan 29 October 2007

Masoud Barzani, the leader of the Kurds of northern Iraq, expressed defiance yesterday in the face of a threatened invasion by 100,000 Turkish troops, and was scornful of Turkey's claim that it wants only to pursue Turkish-Kurd rebels.

"We are not a threat to Turkey and I do not accept the language of threatening and blackmailing from the government of Turkey," he said from his mountain fortress of Salahudin 10 miles north of Arbil. "If they invade there will be war."

Mr Barzani is President of the Kurdistan Regional Government, the autonomous Kurdish area in northern Iraq which enjoys quasi-independence from Baghdad and has stronger military forces than half of the members of the UN.

He was in no mood to buckle under Turkish pressure to take military action against the guerrillas of the Kurdistan Workers' Party (PKK) who have their hideouts in the mountain ranges along Iraqi Kurdistan's borders with Iran and Turkey. "My main mission would be not to allow a Kurdish-Kurdish fight to happen within the Kurdish liberation movement," he declared.

Mr Barzani said Turkey's attempt to solve its Kurdish problem by military means alone had not worked in the past 23 years and would not work now. It was in 1984 that the PKK took up arms, seeking independence or autonomy from the Turkish state that refused to admit that it had a Kurdish minority of 15 million.

Mr Barzani also said that he was increasingly convinced that the Turkish objective was not the PKK but Iraqi Kurdistan, which has achieved near-independence since 2003. He said he was convinced

Turkey's claim that its target was the PKK "is only an excuse and the target is the Kurdistan region itself". When the KRG put its peshmerga (soldiers) on the border with Turkey to control the areas where the PKK has sought refuge, Turkish artillery had shelled them, he said.

Mr Barzani appears to believe there is no concession he could offer to Turkey which would defuse the crisis because he himself and the KRG are the true target of Ankara.

Turkish military action might be largely symbolic with ground troops not advancing very far, but even this would have a serious impact on the economy of the KRG. The Iraqi Kurds would also be badly hurt if Turkey closed the Habur Bridge, the crossing point near Zakho through which passes much of Kurdistan's trade. Some 825,000 trucks crossed the bridge in both directions last year. Asked what the impact of the closure of Habur Bridge would be on Iraqi Kurdistan, Mr Barzani said determinedly: "We would not starve."

Turkish artillery is already firing shells across the border in the high mountains around Kani Masi, a well-watered border village in western Kurdistan, famous for its apple orchards. The shelling is persistent and is evidently designed as warning to the Iraqi Kurds. "We are afraid but we have nowhere else to go," said Mohammed Mustafa, an elderly farmer.

For the moment, the villagers are staying put. Many of them in this area are Syriac Christians whose parents or grandparents emigrated to Baghdad but had returned recently because of fear of sectarian killing in the capital. Omar Mai, the local head of Mr Barzani's Kurdistan Democratic Party in Kani Masi,



said that seven villages in the area had recently been shelled.

He said that there were no PKK in the villages and that they stayed permanently in the high mountains. Another reason for the PKK guerrillas making themselves scarce in this area is that there are Turkish outposts and garrisons already inside Iraq, set up during previous incursions. At one point near the village of Begova the snouts of Turkish tanks point menacingly down the road.

Driving to the top of a mountain where peshmerga were dug in, Mr Mai explained with some pride the intricate geography of the frontier. On one hilltop below us was the Turkish army, identifiable by the red Turkish flag, while a few hundred yards below the hill, separated by a flimsy fence, were Iraqi Kurdish frontier guards living in a long white barracks. In a grove of trees behind this building was a villa that was also occupied by Turkish troops.

Further north, hidden by folds in the mountains, are the Turkish guns that intermittently bombard this area. If the Turkish army does want to advance here there is not much to stop them, but it is unlikely that they would find any PKK, scanty in number and well-hidden in caves, in this vast range of mountains and valleys

Los Angeles Times

October 29, 2007

Iran accuses U.S. of backing Kurdish separatists

- By Ramin Mostaghim and Borzou Daragahi

TEHRAN, Iran - Iranian Foreign Minister Manoucher Mottaki, at a joint news conference with his Turkish counterpart, yesterday accused the United States of backing Kurdish separatists waging warfare against Turkey and Iran.

Both Ankara and Tehran have been fighting autonomy-minded Kurdish guerrillas of the Kurdistan Workers Party, or PKK, and the Party for Free Life in Kurdistan, PEJAK, holed up in the mountains of northern Iraq. Turkey has amassed troops near the Iraqi border and threatened to launch a ground invasion into Iraqi Kurdistan to avenge killing and capture of Turkish troops in recent cross-border clashes.

A Turkish military operation in Turkey's southeast yesterday killed 15 Kurdish militants, the Dogan news agency reported.

"The patience of the Turkish government, parliament and nation has come to its end," Turkish foreign minister Ali Babacan

said at the news conference. He thanked Iran for its support but said he did not believe the Americans were backing the Kurdish rebels. "The U.S. does not seem to be involved in the PKK insurgency," he told reporters.

Mottaki called PKK, PEJAK and the Mujahedin Khalq Organization, or MKO, terrorist groups and suggested the United States was supporting them. "We do hope that the U.S. administration will take corrective actions regarding clandestine and behind-the-curtain support for the terrorist activities," he said.

Iran accuses the United States of backing separatist ethnic and religious groups fighting the Tehran government in a bid to pressure Iran to slow or halt its nuclear research program and end support for militant Islamic groups in Iraq, Afghanistan, Lebanon and Palestine.

The U.S. government, which has labeled the PKK a terrorist group, has at the same

time urged Turkey to work toward a diplomatic solution rather than mount an incursion that could further destabilize the region.

"This is a definite hot-spot," Sen. Barbara Boxer (D-Calif.), a member of the Senate Foreign Relations Committee, told CNN's "Late Edition." "This could be an expansion of a front of a nightmare situation we're already involved in."

Babacan said talks between Ankara and U.S. officials had been unsuccessful. "We have so far been unable to find a solution in this regard," he said.

The top U.S. commander in Iraq, Gen. David Petraeus, said yesterday the U.S. military was playing a role in trying to defuse the tensions, but he declined to elaborate. "I am actually not going to say anything about what we may be doing with our long-standing NATO allies Turkey, although we clearly are doing things with them," he said.

GULF NEWS

October 29, 2007

Kurdish issue was expected

By James J. Zoqby, Special to Gulf News

When Saddam Hussain's brutal invasion and occupation of Kuwait was greeted by a joint US-Soviet statement of opposition, and later by an international coalition determined to use force, if necessary, to free Kuwait, I was reminded of the cautionary maxim: "Never pick a fight you can't win."

Saddam apparently hadn't heard that piece of wisdom, or chose to ignore it, and in the end his country paid dearly for his foolishness.

When the US was gearing up to invade Iraq in the Spring of 2003, I offered a slight variation of that same maxim, suggesting that it would be wise to "Never pick a fight you don't know how to win." But the Bush Administration threw caution to the wind, convinced that victory would be easy, defining it in terms that appeared delusional to anyone who knew Iraq.

Bull-headedly marching into a country whose history, culture and social composition were not understood, promised disastrous consequences un-

anticipated by the invaders. That has come to pass. With almost 4,000 American dead, tens or hundreds of thousands of Iraqis dead, two million refugees and as many internally displaced persons, \$600 billion spent, and countless billions lost by Iraq itself, this war has been a disaster. But this war is far from over, and may soon get worse.

Overlapping

After successive and overlapping waves of internal violence, emanating from insurgents, criminal gangs, sectarian militias and terrorists, the conflict now threatens to spill over beyond Iraq's borders, into Turkey and possibly Iran.

What is so damned infuriating is that these consequences all should have been expected, and were, by those who warned against this foolish war. Those who knew of Iraq's fragility, and who worried about score-settling in the wake of Saddam's fall, warned of instability and political violence. And those who understood the deeply felt historical grievances of the Kurdish

people, warned of the consequences of opening that file. It is now open and won't close any time soon. Over the past decade, Iraq's Kurds have prospered under a US-protected umbrella. With the collapse of the regime in Baghdad, Kurdish hopes of expanding their autonomy grew, and with it, their ambition as well. The Kurdish Provisional Authority (KPA) has become, for all intents and purposes, a state within a failing state. With its own flag and military, and its own Washington representation, the KPA is moving inexorably towards independence.

To consolidate and to create greater economic viability for their putative state, the KPA covets and seeks to annex the oil-rich region of Kirkuk. To achieve this, they have scheduled a referendum of Kirkuk's residents - but not before completing a population transfer scheme, moving Kurds into Kirkuk while displacing Arabs who had been transferred into the area during Baathist rule. As controversial as this Kirkuk scheme has been, the KPA's

recently signed oil concession with the US-based Hunt Oil company has been criticised even by the US as a peremptory act that threatens Iraqi Constitutional reform on oil distribution, and deepens fissures within Iraq's governing coalition.

Nevertheless, despite growing regional concern, the KPA has moved forward, even advertising itself in the US as "the other Iraq", boasting of their region's stability and security, inviting investment and even tourism.

One might have assumed that all was going well for the KPA as it moved quietly and steadily towards greater prosperity and autonomy. But, because the consequences of the "Kurdish question" are bigger than Iraq, external realities and internal pressures may soon catch up with the illusory "other Iraq".

Shared sense of grievance

Deep ties, including a shared sense of grievance, connect Kurds in Turkey, Syria, Iran and Iraq. These governments all watch developments in the

others' Kurdish areas, knowing of the possible spill over effects.

With Turkey and Iran both bombing Kurdish positions within the KPA and threatening an even greater response if the insurgent groups are not controlled, the US sees the possibility that its one Iraqi success story may give way to

the opening of a new front in what will become an even more complicated war.

This all should have been understood before the war began, but was not. And that is why one of the principal recommendations of the Iraq Study Group is as valid today as when it was written. And that is the necessity of creat-

ing a regional security pact to bring together all the component groups inside Iraq, along with Iraq's neighbours, under the auspices of the UN, so that problems of this sort are not tackled piece meal. Iraq's neighbours have a direct stake in the stability and unity of Iraq and are better made partners towards that goal

than a collection of allies and rivals.

There was no excuse to ignore the wisdom of "not picking a fight you don't know how to win", before this war began. There is even less excuse for ignoring it now when we see what the consequences have been, and what consequences may yet occur.

NATIONAL POST

October 30, 2007 Daniel Pipes - National Post(Canada)

Iraq's next war?

The Turks have been trying to get Mosul back since the 1920s. They may yet succeed

About 100,000 Turkish troops, backed by aircraft and tanks, are poised to enter Iraq for counterterrorism purposes. But once there, they might just stay permanently, occupying the Mosul area, leading to dangerous regional consequences.

To understand this danger requires a refresher in Turkish irredentist ambitions going back to the 1920s. The Ottoman Empire emerged from World War One on the losing side, a status codified in 1920 by the Treaty of Sevres imposed on it by the victorious Allies. The treaty placed some Ottoman territory under international control and much of the rest under separate Armenian, French, Greek, Italian and Kurdish control, leaving Turkish rule to continue only in a northwest Anatolian statelet.

Thanks to Kemal Ataturk's military victories of 1919-22 and the reassertion of Turkish power, Sevres was never applied. Instead, the Treaty of Lausanne, signed in 1923, established all of Turkey's present borders but the one with British-occupied Iraq. For Iraq, Lausanne stipulated a provisional boundary (the "Brussels line") to be replaced within nine months by a "friendly arrangement to be concluded between Turkey and Great Britain." Failing an agreement, the League of Nations would decide the border.

In fact, Ankara and London did not reach a "friendly arrangement" and the League of Nations ended up assigning Mosul province, with its 600,000 inhabitants, to Iraq. Ataturk's government reluctantly signed a treaty in 1926 based on the Brussels line.

For nearly six decades, Mosul's disposition seemed settled. But it re-emerged during

the Iraq-Iran war of 1980-88, when Saddam Hussein lost full control over northern Iraq. Four times after 1983, he permitted Turkish troops the right of "hot pursuit" onto Iraq territory to hunt down a mutual enemy, the Kurdish Workers' Party (Partiya Karkeran Kurdistan, or PKK). These incursions inspired some elements in Turkey to revive the old claims to Mosul.

The Kuwait War of 1991 led to a further collapse in Iraqi authority north of the 36th parallel, prompting Turkish forces to engage in hot pursuit across the border 29 times, and further feeding Ankara's Mosul ambitions. These aspirations culminated in 1995, when approximately 35,000 Turkish troops entered northern Iraq in "Operation Steel," leading Turkey's President Suleyman Demirel explicitly to re-open the 1926 file: "The border is wrong," he said. "The Mosul province was within the Ottoman Empire's territory. Had that place been a part of Turkey, none of the problems we are confronted with at the present time would have existed." Demirel even accused the Western powers of resurrecting the long-defunct Treaty of Sevres.

Demirel's comments roused strong negative reactions, and he backtracked, saying that "Turkey does not plan to use force to either solve the [border] problem or gain territory." But, as I wrote at the time, "nothing was actually resolved and the Mosul issue could flare up into a crisis, especially if the Iraqi government continues to weaken."

Which brings us to the current situation. Much has changed since 1995, with Saddam Hussein deposed, the PKK leader in a Turkish jail, Islamists ruling in Ankara and

northern Iraq a flawed haven of relative tranquility. But the PKK again roils Turkish-Iraqi relations, Turkish forces routinely cross into Iraq and the Mosul question looms.

In March, 2003, Ankara's then-new Islamist government decided against helping the U.S.-led war effort to overthrow Saddam Hussein, a decision that forfeited Turkish influence over northern Iraq. Despite the presence of several Turkish battalions quasi-permanently stationed in Iraq, a rejuvenated PKK began cross-border attacks in Turkey in 2004, eventually killing thousands. In July, 2006, Turkey's Prime Minister Recep Tayyip Erdogan announced his government was "running out of patience" and Turkish forces repeatedly struck at PKK targets.

The issue reached new heights of tension in recent weeks, despite an Ankara-Baghdad agreement requiring that Iraqi troops crack down on the PKK and unconfirmed reports of a U.S. Special Forces covert operation against the group. With Syrian President Bashar al-Assad's support, Erdogan has waved away American concerns about a Turkish offensive, the Turkish parliament voted 507-19 to authorize air strikes and ground invasions of Iraq and chief of staff Yasar Buyukanit has made bellicose threats.

The Turks have entirely valid counterterrorist reasons to strike the PKK in Iraq, but Ankara's shadowy irredentism since the 1990s suggests that it harbours aspirations to regain some Ottoman real estate. In other words, yet another unsettled Middle Eastern border threatens instability.

GULF NEWS

By Leah Bower, Special to Gulf News October 30, 2007

Kurdish problem takes toll on Turkey's tourism

Turkey's troubles with Kurdish separatists and its proximity to the Iraq war have hit its travel and tourism market hard, a devastating blow to a country

which depends heavily on an influx of foreign money.

It is a trend the country, which straddles Asia and Europe both physically and culturally, is

planning to reverse this year.

"\$8 million was spent last year to advertise Turkish tourism," said Hasan Zongur, Director of the Turkish Cultural and Tour-

ism office in the US.

"[The situation] is getting better, but after 9/11, tourism numbers dropped. For this year, it is getting better. This is

mainly because of our public relations activities and promotional campaigns carried out in the US market and in the South American countries and Canada.

According to Business Monitor International (BMI), everything from terrorist attacks in Turkey to the war in Lebanon and a bird flu outbreak kept tourism numbers low in 2006 - 6.2 per cent lower year-on-year than in 2005.

"In line with the fall in foreign tourist arrivals, international tourist receipts declined in 2006 by around four per cent year-on-year to \$18.6 billion. This followed a near 15 per cent year-on-year rise in international tourist receipts in the

previous year," said BMI's third quarter report on Turkish tourism.

"While the country has repeatedly seen annual increases in the number of visitors of 10 per cent 15 per cent over the past 15 years, there have been several significant reversals in growth, such as during the 1991 Gulf War, which saw arrivals fall by more than 20 per cent, and the 2003 Gulf War."

But despite a rocky recent past, the future of Turkish tourism looks promising. The country has the eighth-highest tourism receipts in the world and is benefiting from a steadily strong euro, which gives it an advantage over rival desti-

nations such as Greece.

Arrivals

BMI reported that the number of foreign arrivals reached almost 9.7 million between January and June 2007, an increase of almost 17 per cent of 2006's weak numbers. "Although BMI had anticipated a recovery in the tourism market in 2007, recent data are even stronger than expected," the report said.

Those are the kinds of numbers Turkey needs, considering the economic importance of its tourism market.

The travel and tourism market is expected to generate \$62.6 billion in economic activity this year, according to the World

Travel and Tourism Council. It also accounts for one in very 14.6 per cent of jobs - about 1.56 million in 2007.

Zongur said Turkey is looking to branch out into areas of tourism new to the country that boasts relics from the Byzantine, Roman and Ottoman empires.

"Now we are developing our health tourism facilities," he said. "We also have great facilities for conferences." BMI expects Turkey's medical tourism sector to increasingly draw patients from Europe and the Middle East, but also named golf tourism as a likely growth area.

THE AUSTRALIAN

Martin Chulov, Middle East correspondent | October 30, 2007

Kurds warn of war with no limits

IRAQ'S Kurdish leader has said a Turkish invasion of Kurdish territory would be a declaration of war on all Kurds and warned of a response with "no limits".

As the Turkish Army's massive military build-up continues in southeastern Turkey, at least 15 Kurdish militants were reported killed over the weekend during a military sweep about 60km north of the Iraqi border.

More than 100,000 Turkish troops are massed along the 300km border between Turkey and Iraq.

Arab states, together with Iran and the US, have so far been unable to persuade Ankara to back away from threats to launch a full-scale cross-border incursion to crush militants of the Kurdish Workers Party (PKK), who have killed almost 30 Turkish soldiers over the past month.

The President of Iraq's Kurdish autonomous region, Mustafa Barzani, said the Turkish build-up was a direct threat to the Kurdish territory's growing economic prosperity.

Iraq's Kurdish zone is a relative sea of calm in the war-torn nation, with insurgent attacks rare and its notional borders largely secure.

The Kurdish administration rules the north of the country, largely autonomously from Baghdad. It sits atop vast untapped oil wealth that is seen as the economic lifeblood for many generations. But ownership of the oil remains hotly contested by Sunni and Shia blocs elsewhere in Iraq.

Turkey has claimed its campaign is directed solely at the PKK, which has fought a three-decade guerilla insurgency against the Turkish Army.

However, Mr Barzani said the Turkish

military build-up threatens the security of all Kurds.

"If they attack our people, our interests, our territories, then there will be no limit because everything is subject to that incursion," he said during a press conference in his office in the northern town of Erbil.

"If they take a peaceful approach, then we are ready to help as much as we can ... The unfortunate thing is that they are not allowing other ... options. They insist on war as the only means to solve that problem."

He added: "We are ready to cooperate with Turkey, provided that Turkey will not only go for a military solution. I am about to be convinced that the PKK is only an excuse."

Erbil will soon hold a referendum to determine whether it joins the Kurdish administration, further bolstering the Kurds' power-base.

Turkish Foreign Minister Ali Babacan returned from Tehran yesterday after weekend talks on the crisis with Iranian President Mahmoud Ahmadinejad.

Iran has taken a regional lead in attempting to convince Turkey not to invade Iraq, fearing its Kurdish minority may also be drawn into the conflict.

Iranian Foreign Minister Manouchehr Mottaki, whose country is also fighting PKK-linked militants, said after the talks there were "various ways" of curbing the militants.

"We hope our co-operation will allow us to solve this as soon as possible," he said.

The US will this week ramp up efforts to urge Turkey to back down, with Secretary of State Condoleezza Rice



travelling to Ankara on Thursday, ahead of next Monday's summit in Washington between US President George W. Bush and Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan. The US fears losing the strong support of Ankara as a key regional ally in its war on terrorism. The US military uses Turkish air bases and airspace to resupply its forces in Iraq.

Turkey has demanded that the US include the fight against the PKK under the banner of the war on terror and has complained of double standards by the Bush administration, which tapped into the Kurdish administration in the early days of the Iraq invasion and has remained close to key Kurdish leaders ever since

BBC NEWS

Is Turkey planning incursion or invasion?

30 October 2007 By Jim Muir - BBC News, Baghdad

The current crisis on the Turkish-Iraqi border comes against the background of a long and complicated relationship between Ankara and the Iraqi Kurdish region in northern Iraq.

Several times in the 1990s, Iraqi Kurdish peshmerga fighters fought alongside the Turkish army inside northern Iraq, to try to dislodge militants of the Turkish rebel Kurdistan Workers' Party (PKK) from the rugged and remote border mountains where they were dug in.

But now the signs are that a major Turkish land incursion, if it went beyond the border mountains, would likely collide with Iraqi Kurdish forces, anxious to defend the autonomous region of Iraqi Kurdistan where they have been running their own affairs since the early 1990s.

Tensions between Turkey and the Iraqi Kurdish region had been rising steadily in the months running up to the current crisis, triggered by PKK attacks which have killed some 40 Turkish troops in recent weeks.

In May, Turkey was angered when the three provinces of Iraqi Kurdistan were handed security control by the US-led multinational forces, and promptly raised the Kurdish flag instead of the Iraqi one.

Turkish sensitivities have been further aggravated by the approach of the deadline for a referendum in the oil-rich Kirkuk province - currently outside Iraqi Kurdistan - on whether it wants to join the three Kurdish-majority provinces currently making up the autonomous Kurdish region.

Under the new Iraqi constitution, the referendum was supposed to be held by the end of this year, but will quietly slide as the necessary preparations, such as a census, have yet to be carried out.

The Turks fear the acquisition of the Kirkuk fields will bolster de facto Iraqi Kurdish independence.

So it is hardly surprising that the massing of Turkish armour and troops on the border is now being seen by Iraqi Kurds as heralding a blow to their autonomy under the cover of an attack on the PKK.

Many believe that two PKK raids, which killed 25 Turkish soldiers and led to the current crisis, were stage-managed by the Turks to provide the pretext for an incursion.

One Iraqi Kurdish leader quoted a PKK source as saying: "We didn't mount raids on them, they attacked us and we just defended ourselves."

"Tanks are useless in the kind of mountainous terrain where the PKK are operating," said one senior Kurdish source.

"And you don't need 100,000 troops to take their positions. What they're clearly planning to do is to stage a major incur-

sion and take control of the major land routes inside Iraqi Kurdistan leading up into the border mountains from the Iraqi side."

Such an invasion would carry a clear risk of collision with the Iraqi Kurdish forces.

Sources in both the major factions, the Kurdistan Democratic Party (KDP) of Masoud Barzani, and the Patriotic Union of Kurdistan (PUK), headed by the Iraqi President, Jalal Talabani, said their troops were preparing for a confrontation, while trying to avoid one.

There is speculation in Kurdish circles that the Turks might also try to bomb or otherwise neutralise the two Iraqi Kurdish airports, at Irbil and Sulaymaniyah, which Ankara asserts have been allowing PKK fighters to move in and out of the area.

The airports are also seen as proud symbols of Iraqi Kurdish autonomy.

The scale of the Turkish mobilisation on the border is one factor that has persuaded Baghdad and the Iraqi Kurds that the Turkish agenda goes beyond simply dealing with the PKK.

"There are no Iraqi or Kurdish forces between the Turkish army and the PKK fighters - they are in direct contact," said Iraqi Foreign Minister Hoshiyar Zebari in a BBC interview.

"The Turks could wipe them out or bomb them as they have done in the past. What they are proposing is something larger than that.

"They are talking about a large-scale military incursion, which is getting people extremely, extremely nervous and worried."

"The concern of many people is that Turkish ambition may stretch beyond taking out the PKK."

Diplomatic insult

Another factor that has convinced Baghdad and the Iraqi Kurds that Turkey is implacably bent on a major incursion is the frosty reception given to the high-ranking Iraqi government delegation that flew to Ankara for crisis talks at the end of last week.

They were received in a manner that in protocol terms was diplomatically insulting.

More than that, the Turkish side received the Iraqi proposals impassively, did not discuss them, and did not present any suggestions of their own, according to senior Iraqi officials.

Turkey has watched the development of Iraqi Kurdish autonomy with misgivings,



anxiety and ill-concealed hostility.

But at the same time Turkish companies have been profitably involved in the economic and construction boom and oil developments in Iraqi Kurdistan.

This factor may militate against a major intervention, but also might not be strong enough to withstand the tide of Turkish public demand for action.

Will Turkey go ahead with a major incursion, and how deep and far will it go?

The answer will emerge from the complex

You don't need 100,000 troops to take [PKK] positions. What they're clearly planning... is a major incursion

Senior Kurdish source

and unpredictable interaction between various elements.

Inside Turkey, there is the fury currently ruling public opinion and the uneasy relationship between its powerful military and its civilian government.

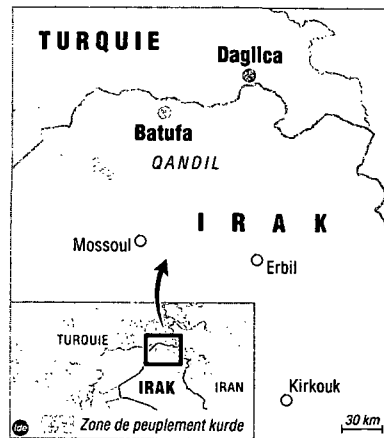
Other factors that will influence the outcome include the troubled state of affairs between Ankara and Washington, America's dilemma - caught in the crossfire between two allies - and the Iraqi Kurds' own ambivalent ties with Baghdad.

Iraq and its Kurds are hoping the situation on the ground will remain calm, and that international diplomatic pressures will defuse the crisis.

A big conference of Iraq's neighbours and major international players in Istanbul on 2-3 November, along with Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan's visit to Washington on 5 November could improve the situation.

The least they can hope for at present is that the Turks will focus any action strictly on the PKK in the border mountains.

Dans les montagnes de Qandil, au nord de la région semi-autonome kurde en Irak, une activiste du Parti des travailleurs du Kurdistan se désaltère tranquillement. Elle n'a apparemment rien à craindre de la population locale qui est acquise à son mouvement. Depuis les années 1980, la Turquie tente sans succès de chasser le PKK de cette zone située dans un secteur difficile d'accès. David Furst/AFP



Guerre virtuelle au Kurdistan d'Irak

Le ministre turc des Affaires étrangères, Ali Babacan, a averti hier que son pays gardait « toutes les options sur la table » pour venir à bout des rebelles kurdes du PKK, qui disposent de bases arrières dans le nord de l'Irak. L'éventualité d'une opération militaire turque s'est renforcée après l'échec ce week-end de pourparlers à Ankara avec les Irakiens. Les États-Unis, qui veulent éviter une déstabilisation du Kurdistan irakien, vont dépêcher cette semaine à Ankara le secrétaire d'État Condoleezza Rice.

De notre envoyé spécial à Batufa (Kurdistan irakien)

La guerre fait rage sur la télévision turque. Dans la base de Batufa, à l'ouest du Kurdistan irakien, une dizaine de jeunes gardes frontières kurdes s'entassent sur des canapés défoncés, devant leur poste de télé. En treillis américains, ils fument des cigarettes et sirotent des verres de thé trop sucré, d'un air parfaitement détendu. Sur l'écran, des soldats turcs manœuvrent, et des volées d'obus s'abattent dans des montagnes non identifiées. Ces images ne sont que des films d'archives destinées à accompagner les menaces du gouvernement turc, après la mort de douze soldats, et la capture de huit autres militaires dans une embuscade

tendue la semaine dernière par les séparatistes kurdes près du village turc de Daglica. Le Parlement turc a voté mercredi dernier une motion autorisant l'armée à lancer une opération au Kurdistan irakien si les captifs ne sont pas libérés, et le groupe rebelle kurde, désarmé. « Cette affaire entre les Turcs et le PKK se déroule surtout du côté turc de la frontière », assure un sous-officier. « Parfois ça déborde un peu par ici, quelques obus tombent le long de la frontière, mais rien de grave. »

Car à l'extérieur de la base de Batufa, petite caserne proprette au sommet d'un piton couvert d'herbe jaune, les montagnes qui séparent la Turquie du Kurdistan irakien sont étrangement calmes. Loin du battage médiatique, on n'observe dans ce paysage bucolique qu'un drôle de guerre, quasi virtuelle, et dont l'infinie complexité reflète celle de la situation du Kurdistan.

Des troupeaux paissent paisiblement dans les collines, emmenés par des bergers en pantalons bouffants et larges ceintures traditionnelles kurdes. Quelques obus tombent ici et là, mais généralement dans des vallées désertes, comme si les artilleurs turcs évitaient soigneusement pour le moment de toucher le moindre objectif. Des soldats kurdes rigolards s'installent dans les collines avec leurs popotes et campent sous les arbres, face à la montagne

d'où devrait déboucher l'armée turque. Mais les Turcs sont aussi derrière eux. À quelques kilomètres de Batufa, une base de l'armée turque est déjà installée en territoire kurde. À l'abri de leurs fortifications, des soldats turcs montent tranquillement la garde sous un beau soleil d'automne. « *Il y en a quatre ou cinq comme celle-là* », explique le chef des gardes frontières, le colonel Hussein. « *Ils sont venus en 1997 sous prétexte de contrôler les activités du PKK, et sont restés depuis. Nous entretenons des relations tout à fait cordiales.* »

Le colonel affiche un air aussi serein que celui de ses soldats. Dans son bureau, son téléviseur est aussi allumé. « *Vous savez, la télévision turque dit beaucoup de choses, mais c'est surtout pour des raisons de politique intérieure à Ankara, explique-t-il. Nous n'avons aucun problème avec la Turquie.* »
« *Les militants du PKK se cachent depuis longtemps dans la zone frontrière, admet-il. Mais ce sont des montagnes très difficiles d'accès, et une armée aura bien du mal à les trouver. Quand aux bombardements turcs, ils n'ont rien de très nouveau : depuis le début de l'année, il y a eu trois raids aériens et une centaine de tirs d'artillerie.* »

Pourtant, l'incursion récente des rebelles kurdes du PKK du côté turc de la frontière menace ce curieux équilibre. « *Ceux qui nous font souffrir vont souffrir à un degré qu'ils ne peuvent même pas imaginer* », a averti le chef de l'état-major turc. Les médias turcs amplifient depuis les préparatifs d'une invasion, et annoncent que près de 100 000 hommes, des avions et des hélicoptères de combat sont prêts à intervenir. Ankara exerce une intense pression diplomatique sur les autorités irakiennes et kurdes pour obtenir la libération de leurs soldats et la fin des activités du PKK au Kurdistan. Mais la situation du Kurdistan irakien, région montagneuse aux confins de l'Irak, de la Syrie, de l'Iran et de la Turquie est d'une complexité qui donne le tournis. Ces provinces bénéficient depuis la fin de la guerre du Golfe en 1991 d'un statut de quasi-autonomie vis-à-vis de l'Irak. Depuis la chute de Saddam Hussein en 2003, la région est devenue pratiquement indépendante. Le Kurdistan a son gouvernement autonome, présidé par l'ex-guérillero Massoud Barzani. On passe sans visa irakien la douane de l'aéroport d'Erbil, et les drapeaux kurdes, un soleil jaune sur bandes verte, blanche et rouge, flotte sur les édifices publics.

Des soldats kurdes, anciens pechmergas entraînés et équipés par les forces américaines, contrôlent avec soin les routes qui descendent vers la plaine irakienne. La guerre civile qui fait rage en Irak n'a pratiquement pas atteint le Kurdistan, et la région reste l'une des seules zones à peu près sûres

du pays. À quelques kilomètres des derniers postes kurdes, le chaos qui règne dans la ville de Mossoul, avec son cortège d'attentats et d'assassinats quotidiens, semble appartenir à une autre planète.

L'imbroglio est donc total. La Turquie, qui refuse de reconnaître l'indépendance du Kurdistan, fait pression sur le gouvernement irakien, et sur le président Jalal Talabani, qui se trouve opportunément être kurde. Mais les préparatifs militaires turcs s'adressent évidemment et en premier lieu aux autorités kurdes, sommées par Ankara de désarmer les guérilleros du PKK et d'obtenir la libération des prisonniers. Ces dernières sont bien embarrassées. D'abord parce que le proto-État kurde, qui connaît depuis quatre ans un boom économique sans précédent, dépend étroitement de ses liens commerciaux avec la Turquie, et a tout à perdre des représailles d'Ankara. Mais aussi et surtout parce que les séparatistes kurdes du PKK échappent largement à son contrôle. Une partie des guérilleros de cette organisation marxiste, créée à la fin des années 1970 et dont les forces sont estimées à environ 3 000 combattants, est réfugiée au Kurdistan.

D'autres opèrent encore en Turquie, où des combats les auraient opposés ces derniers jours à l'armée turque. Les soldats capturés seraient d'ailleurs, si l'on en croit le PKK, détenus du côté turc de la frontière. Les Kurdes d'Irak, qui se sont réfugiés à plusieurs reprises chez leurs cousins de Turquie pendant les campagnes de répression de Saddam Hussein, répugnent aussi à livrer les activistes du PKK. Les menaces d'invasion turques semblent pour l'instant destinées à intimider les autorités kurdes, ainsi qu'à flatter le sentiment national turc bafoué par les récentes attaques du PKK. Rien n'indique en effet que l'état-major turc soit pressé de s'engager dans une campagne militairement difficile dans les montagnes du Kurdistan. Mais le risque d'une conflagration est suffisamment réel pour inquiéter tous les acteurs de cette région troublée, et en premier lieu les États-Unis. Déjà empêtrés dans le bourbier irakien, les Américains doivent à présent empêcher un nouveau conflit entre leur puissant et ombrageux allié régional turc, et un Kurdistan qui représente la seule partie relativement stable de l'Irak, en même temps que leur dernier soutien dans un pays en proie au chaos.

ADRIEN JAULMES

Rebelles kurdes: les Kurdes d'Irak accusent les militaires turcs d'entraver les négociations

Les Kurdes d'Irak accusent les militaires turcs d'avoir fait échouer par leur "intransigeance" les négociations sur la sécurité à la frontière irako-turque que des rebelles kurdes du nord de l'Irak traversent pour lancer des raids meurtriers en Turquie.



Le ministre irakien de la Défense Abdel Qader Mohammed Jassim (G) et le ministre de la Sécurité nationale Shirwan al Waeli, à Ankara le 26 octobre 2007

ERBIL (AFP) Une première rencontre a eu lieu la semaine dernière à Ankara, où s'est rendue une délégation irakienne, sans que des progrès soient annoncés pour une solution à la présence au Kurdistan irakien de rebelles du Parti des Travailleurs du Kurdistan (PKK).

"L'échec de la réunion d'Ankara est due à l'attitude intransigente des généraux turcs qui estiment que s'ils rencontrent des représentants du Kurdistan, ils perdront la face", a assuré lundi Kamel Chaker, numéro un du Parti Communiste kurde d'Irak.

Ces pourparlers doivent se poursuivre notamment dans le cadre d'une réunion régionale des voisins de l'Irak à Istanbul, à la fin de la semaine, où la question des bases du PKK en Irak sera évoquée.

A Ankara, les militaires turcs ont refusé de recevoir les deux membres kurdes de la délégation irakienne: Sifin Dezaie, directeur des relations extérieures du Parti démocratique Kurdistan (PDK) de Massoud Barzani, et Imad Ahmed, ministre du Travail et de la Reconstruction, et membre de l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) de Jalal Talabani.

"Les militaires sont inflexibles dans leur état d'esprit et dans leurs vues, a poursuivi Kamel Chaker. Ils ne veulent pas rencontrer des représentants du Kurdistan, ni dialoguer avec le président (du Kurdistan irakien) Massoud Barzani, ils ne veulent pas entendre parler du Kurdistan".

L'autre pierre d'achoppement a été, selon lui, la question du déploiement de peshmergas, les militaires du gouvernement autonome kurde d'Irak, aux frontières entre l'Irak et la Turquie. Pour Azad Aslam, commentateur politique de l'hebdomadaire anglophone d'Erbil Kurdish Globe, "les Irakiens ont également proposé que des forces américaines et irakiennes contrôlent les frontières entre l'Irak et la Turquie, mais les Turcs ont refusé cette proposition".

Selon lui, "les demandes turques étaient de fermer les bases du PKK au Kurdistan, d'arrêter et de livrer les leaders du PKK. Ces demandes ont fait échouer les négociations, car pourquoi des Irakiens demanderaient à des Kurdes du Kurdistan d'attaquer d'autres Kurdes?" "Les militaires ne veulent pas d'un dialogue politique, estime encore le journaliste kurde, ils

souhaitent au contraire plus de tension pour assoir leur pouvoir en utilisant le prétexte du PKK".

Une délégation du Kurdistan irakien devait se rendre en Turquie pour rencontrer les responsables de l'AKP, le parti au pouvoir en Turquie, mais cette visite a été annulée, a encore indiqué Kamel Chaker, qui représente le PC au sein de cette délégation.

"Notre volonté est de rencontrer les dirigeants de l'AKP et non pas le gouvernement turc ni les militaires, mais à l'heure actuelle la situation pour un tel entretien n'est pas envisageable en raison de la tension et de la dureté de l'attitude"

d'Ankara, selon ce dirigeant politique. "Les dirigeants turcs doivent résoudre la question du PKK et s'interroger pour savoir pourquoi existe ce parti. Et même s'ils arrivent à éliminer le PKK, il en naîtra un autre", conclut-il.

Dans le même temps, le gouvernement du Kurdistan irakien a maintenu une attitude de conciliation et le premier ministre Nechirvan Barzani a rappelé lundi à Erbil que la région autonome ne soutenait pas le PKK. "Nous ne laisserons pas le territoire irakien servir de base pour lancer des attaques contre la Turquie ou aucun autre pays. Nous considérons les dernières attaques contre la Turquie comme des agissements illégaux", a-t-il proclamé.

Iraq-Turquie . Les efforts diplomatiques se multiplient pour contenir la crise kurde. Ankara se dit cependant prête à toutes les options, y compris militaire.

Imbroglia régional

L'armée turque a encerclé lundi une centaine de rebelles kurdes dans une zone montagneuse proche de la frontière avec l'Irak dans le cadre de l'offensive déclenchée contre les séparatistes kurdes. Les forces armées ont bloqué les points de passage que les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) utilisent, selon Ankara, pour retourner à leurs bases dans le nord de l'Irak après avoir mené des attaques en Turquie. L'armée a affirmé avoir tué plus de 60 rebelles depuis l'attaque du PKK du 21 octobre qui a coûté la vie à 12 soldats. Huit autres sont prisonniers du PKK. Avec les menaces croissantes d'incursion dans le nord de l'Irak contre les camps des rebelles kurdes, la situation à la frontière

prend de plus en plus des airs de guerre. L'éventualité d'une opération militaire contre les bases des rebelles kurdes dans le nord de l'Irak s'est renforcée après l'échec vendredi des pourparlers à Ankara avec une délégation irakienne dont les propositions n'ont pas satisfait la Turquie. Celle-ci lancera une opération « quand ce sera nécessaire », a averti samedi le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, qui s'est montré excédé par les appels à la retenue des Etats-Unis. Il devrait s'entretenir jeudi avec la secrétaire d'Etat américaine Condoleezza Rice, qui fera une courte escale à Ankara avant de passer à Istanbul pour assister à une réunion des pays voisins de l'Irak vendredi et samedi prochains.

Akteur principal dans la région, Washington veut éviter une déstabilisation du Kurdistan irakien, l'une des rares régions relativement calmes d'Irak, mais la Turquie montre des signes d'impatience. Elle a massé des troupes dans le sud du pays, près de la frontière avec l'Irak, et des unités de commandos ainsi que de l'équipement militaire ont été acheminés dans cette zone, selon la presse turque. L'acheminement des troupes vers la zone où 100 000 soldats turcs et des « gardiens de villages » — milice kurde pro-Ankara



— seraient déployés semblait être achevé dimanche. Pourtant, les efforts diplomatiques ne manquent pas. Ils vont se poursuivre à la conférence d'Istanbul, qui se tient au niveau des ministres des Affaires étrangè-

res, et à laquelle devrait assister le ministre irakien Hoshiyar Zebari. Le point d'orgue des pourparlers entre les Etats-Unis et la Turquie sera une rencontre entre M. Erdogan et le président George W. Bush, prévue le lundi 5 novembre à la Maison Blanche. Il s'agira des premiers entretiens entre les deux responsables depuis la victoire du Parti de la justice et du développement (AKP), issu de la mouvance islamiste, de M. Erdogan aux législatives de juillet dernier.

Selon certains observateurs, Ankara va insister, lors de ces discussions, pour mener des opérations militaires conjointes avec les Etats-Unis contre les rebelles. Les Turcs voudraient aussi que Washington mette davantage la pression sur le président du Kurdistan irakien Massoud Barzani, pour qu'il agisse contre le PKK.

Les quelques jours à venir seront donc décisifs. Mais pour l'heure, malgré les efforts de la diplomatie, l'issue de la crise reste inconnue. Alors que le chef de l'armée turque, le général Yasar Buyuanit, a laissé entendre vendredi qu'il n'y aurait sans doute pas d'opération contre les camps rebelles en Iraq avant le déplacement de M. Erdogan, Ankara a averti dimanche qu'elle entendait conserver toutes ses options, y compris militaire. En visite à Téhéran, le ministre turc des Affaires étrangères, Ali Babacan, a déclaré : « Nous

disposons de différents instruments. Nous pouvons utiliser la voie diplomatique ou avoir recours à la force militaire ».

Divergences entre le Kurdistan irakien et Bagdad

Côté irakien, les positions divergent. Le président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, a dit souhaiter des négociations directes avec Ankara mais les Turcs ont déjà laissé entendre que Bagdad est leur seul interlocuteur. « Asseyons-nous ensemble pour résoudre la question kurde. Nous devons être consultés par le gouvernement fédéral », a-t-il déclaré en référence aux autorités de Bagdad. Tout en ajoutant : « Je ne suis pas un ennemi de la Turquie, mais je n'accepte pas le langage de la force ».

Or, cette position n'est pas celle du gouvernement central de Bagdad qui ne veut pas une déstabilisation d'une des rares régions d'Iraq où règnent la sécurité et une certaine prospérité. Mais pour les Kurdes d'Iraq, l'objectif d'Ankara, au-delà de l'élimination du PKK, est l'affaiblissement de l'expérience d'autonomie régionale kurde en Iraq, qui sert d'exemple pour les Kurdes de Turquie.

Sur le plan régional, Ankara n'a pas pu obtenir le soutien de Téhéran qui ne soutient pas l'option militaire. « Je pense que nous pourrions venir à bout de ces petits groupes. Il y a différen-

tes méthodes pour y parvenir. Nous espérons que notre coopération nous permettra de résoudre ce problème le plus rapidement possible », a indiqué le chef de la diplomatie iranienne Manouchehr Mottaki. Le président irakien, Mahmoud Ahmadinejad, a aussi privilégié une solution politique lors d'une conversation téléphonique avec le premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki. Les deux responsables ont souligné samedi « que l'option militaire n'était pas la seule pour trouver une solution à la crise qui doit être résolue de façon pacifique », selon un communiqué du bureau du premier ministre irakien publié dimanche à Bagdad. Pour Téhéran, une intervention turque affaiblira le gouvernement irakien, formé par des groupes chiites et kurdes alliés de l'Iran. M. Maliki et Ahmadinejad se sont toutefois dit déterminés à « affronter les activités terroristes du PKK qui sont faites au détriment des intérêts de l'Iraq, de la Turquie et de l'Iran ».

Reste la Syrie qui a, elle aussi, son mot à dire. Pour l'heure, la position syrienne reste ambiguë. Le président syrien, Bachar Al-Assad, dont le pays est le principal allié arabe de l'Iran dans la région, avait apporté son soutien à une éventuelle intervention militaire turque avant de nuancer ensuite ses propos. Damas, qui compte elle aussi une minorité kurde,

n'est sans doute pas contre la neutralisation des séparatistes kurdes, ce qui est dans son intérêt. « Le terrorisme du PKK menace non seulement la Turquie, mais également l'Iran et la Syrie », a souligné lundi le ministre syrien des Affaires étrangères, Walid Mouallem, à l'issue d'un entretien à Damas avec son homologue iranien. Mais en même temps, il serait difficile pour Damas d'appuyer une intervention militaire turque en Iraq, alors que les Syriens se sont toujours déclarés opposés à toute intervention étrangère depuis le déclenchement de la guerre américaine contre le régime de Saddam Hussein. « Nous voulons donner une chance à une solution politique », a ajouté le ministre, espérant que les « efforts diplomatiques (déployés) aboutissent afin de préserver la sécurité de la Turquie et de l'Iraq ».

Les calculs sont donc compliqués et les enjeux multiples. D'autant plus qu'ils impliquent plusieurs acteurs dont les intérêts ne se croisent pas forcément. Quoi qu'il en soit, comme l'a déclaré le président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, « sans solution du problème kurde, il n'y aura pas de stabilité dans la région ».

Abir Taleb

IRAK KURDISTAN

Le parcours atypique d'un ex-chef du PKK devenu colonel peshmerga

DOHUK (Kurdistan irakien)

ENVOYÉ SPÉCIAL

Dans la fraîcheur des montagnes qui surplombent la ville d'Amediyé, au Kurdistan irakien, un bataillon de peshmergas scrute les cimes rocheuses derrière lesquelles se trouve l'armée turque. Les soldats de la région autonome kurde se tiennent prêts contre une éventuelle attaque depuis que la Turquie menace d'entrer en Irak.

Les officiers fument leur cigarette, assis en tailleur dans l'herbe, à côté d'un tas de roquettes rouillées. Parmi eux, le colonel Mazlum (le nom a été modifié). Ce Kurde de Turquie, au visage anguleux et à la démarche hésitante, a navigué pendant vingt ans dans la nébuleuse du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK). Son parcours dessine la cartographie du mouvement. Il est un spécimen rare d'ancien haut responsable du PKK qui, après avoir abandonné la lutte armée, a été recyclé chez les peshmergas, où il occupe aujourd'hui un poste stratégique dans la région de Dohuk. Le passeport irakien en poche.

Mazlum est né dans le Dersim, une région turque à forte population kurde. Issu d'une famille d'intellectuels alévis, il émigre en Suisse à la fin des années 1980

et s'engage dans la rébellion. Suivent des séjours dans les camps d'entraînement de la vallée de la Bekaa, au Liban, puis dans les montagnes du Dersim, égrène l'officier, au volant de son pick-up militaire, un kalachnikov glissé derrière le siège.

En 1991, pris en chasse par l'armée turque, il s'égaré dans les montagnes enneigées. Les pieds brûlés, il s'ampute lui-même les orteils, à l'aide de son rasoir et d'une paire de ciseaux. « Je suis resté six mois dans une grotte, sans pouvoir marcher, nourri par un villageois. » A peine remis sur pieds, il regagne l'Allemagne pour se faire soigner. Et pour intégrer l'état-major de l'organisation séparatiste. « J'étais chargé de la formation, puis responsable du

PKK en Europe jusqu'en 1996 », dit-il.

Dans le salon d'une maison modeste, le colonel Mazlum suit la guerre en direct sur les chaînes turques. L'ex-responsable a pris ses distances avec la rébellion et n'a officiellement plus de contact avec elle depuis 1999. « L'Etat kurde d'Irak » naissant, en 2003, lui a offert de meilleures perspectives : quelques galons contre une solde de 400 dollars (280 euros). Le désaccord est également politique. Jugé trop « réformiste », Mazlum avait été mis au ban et

« humilié » par Abdullah Ocalan, leader du PKK. « Je me suis rendu compte après coup que c'était un dictateur et qu'il nous aveuglait. Nous ne pouvions pas critiquer certaines pratiques au sein du mouvement », admet-il sans donner plus de détails.

Un cousin encombrant

Pour le gouvernement kurde d'Irak et son colonel, le PKK est devenu un cousin encombrant qui menace le très fragile équilibre trouvé au Kurdistan. Mohammed Mohsin, ex-général et responsable du Parti démocratique du Kurdistan (PDK), estime que les rebelles donnent « un prétexte à la Turquie pour nous menacer ». « Le PKK doit aussi penser à notre pays, dit-il, dans son bureau. Il vaut mieux qu'il parte. »

La méfiance est historique. Le président de la région kurde, Massoud Barzani, à qui la Turquie reproche aujourd'hui « d'abriter les terroristes », luttait, il y a dix ans, aux côtés d'Ankara, contre le PKK. Envoyé au front en Irak, c'est dans ce contexte que le colonel Mazlum est capturé et emprisonné pendant un an, avant de débiter sa reconversion. « Le PDK a refusé de me livrer aux Turcs. Le poste frontière de Habur a été fermé pendant quinze jours. » Comme lui, 3 000 anciens combattants turcs du PKK, repentis ou non, ont trouvé refuge au Kurdistan irakien, où ils tentent de se refaire une virginité. ■

GUILLAUME PERRIER

Le Monde

31 octobre 2007

Le président du Kurdistan irakien, Massoud Barzani, dénonce la « menace turque »

Le chef kurde met en garde Ankara contre toute opération militaire visant les rebelles du PKK dans la région autonome du nord de l'Irak.

ERBIL (Kurdistan irakien)
ENVOYÉ SPÉCIAL

Toujours massée en nombre près de sa frontière avec le Kurdistan irakien, l'armée turque a poursuivi, dimanche 28 octobre, plusieurs opérations dites de « ratissage », en territoire turc, contre les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, séparatiste). Selon CNN-Turquie, une quinzaine d'hommes, présentés comme des activistes du parti interdit, ont été tués, dimanche, par les soldats dans l'est du pays, très loin de la frontière irakienne. Appuyée par des hélicoptères, l'opération, menée par 8 000 hommes, a eu lieu dans une zone montagneuse près de Tunceli et plus à l'est, dans la province d'Erzurum, préalablement bouclée.

Le ministre turc des affaires étrangères, Ali Babacan, ayant répété ces derniers jours que « l'option militaire » au Kurdistan irakien restait « sur la table », la tension reste vive dans toute la région.

Le chef de la diplomatie turque n'a cependant pas obtenu de l'Iran le feu vert qu'il attendait pour une opération anti-PKK en Irak. Reçu, samedi à Téhéran, par le président iranien Mahmoud Ahmadinejad, qui avait téléphoné la veille au premier ministre irakien, Nouri Al-Maliki, M. Babacan s'est entendu dire que le régime iranien souhaitait que la « crise », aggravée le 21 octobre par la mort de 12 soldats turcs et l'enlèvement de 8 autres, toujours prisonniers des combattants du PKK, « soit résolue pacifiquement ».

Pour une fois sur la même longueur d'onde que les Américains – quoique pour des raisons différentes – qui préféreraient ne pas

ajouter à leurs ennuis en Irak en acceptant que le nord kurde du pays soit à son tour déstabilisé par une invasion militaire, Téhéran n'en a pas moins indirectement accusé Washington de « soutenir les activités terroristes » du PKK, notamment celles de sa branche iranienne, le groupe armé Pejak (Parti pour une vie libre au Kurdistan, Pejak), qui a multiplié les attaques contre les forces gouvernementales

iraniennes ces derniers mois.

A Erbil, la « capitale » de la région autonome kurde d'Irak, Massoud Barzani, président de cette entité quasi indépendante qui a, depuis début 2005, son Parlement, son drapeau et son armée, a déclaré dimanche à quelques journalistes, dont l'envoyé spécial du Monde, qu'il n'avait « pas peur » d'Ankara.

« Je n'accepte pas le langage de menace et de chantage » utilisé par la Turquie, a ajouté M. Barzani. « Je ferai tout pour empêcher ce conflit », dit-il. Mais « s'ils nous envahissent ou s'ils mènent des incursions militaires au Kurdistan irakien, ce sera un acte de guerre. Nous n'aurons d'autre choix que nous défendre », ajoute-t-il. Menacé par Ankara d'une fermeture de l'unique poste-frontière par lequel transite l'essentiel de l'approvisionnement en biens industriels et de consommation courante nécessaires au développement de sa région, M. Barzani estime que ses cinq millions d'administrés « ne mourraient pas de faim » pour autant.

Virtuellement présenté par la presse nationaliste turque comme l'ennemi public numéro un du pays et accusé de soutenir – ce qu'il dément –, les 3 000 à 4 000 combattants du

PKK qui sont implantés sur une centaine de kilomètres dans les montagnes frontalières, le président du premier quasi-Etat kurde de l'histoire régionale s'est dit convaincu que la « véritable cible » des menaces d'invasion turque est « moins le PKK » que la zone de

75 000 km² qu'il gouverne, la seule d'Irak à peu près stable. Ankara se refuse à reconnaître son gouvernement et refuse de négocier directement avec lui ne serait-ce qu'un accord de sécurité sur la frontière commune pour empêcher les infiltrations du PKK. « Chaque fois que nous avons voulu déployer nos soldats sur la frontière, l'armée turque leur a tiré dessus », affirme-t-il.

« Le problème du PKK n'est pas nouveau », dit encore M. Barzani. Fondé en 1978, il a pris les armes à partir de 1984. « L'opinion turque doit poser la question à ses militaires, ajoute-t-il : qu'ont-ils fait ces vingt-trois dernières années ? Aujourd'hui, ils cherchent en nous un bouc émissaire. Mais c'est un problème intérieur à la Turquie, un problème entre leur gouvernement et leur armée. Pour notre part, nous n'avons simplement pas les moyens de contrôler toutes les montagnes. Mais je me demande pourquoi l'armée turque, qui a déployé ces mil-

liers d'hommes à nos portes, ne fait pas le travail de son côté de la frontière ? »

« Je ne suis pas l'ennemi de la Turquie, affirme M. Barzani, mais tant que la question kurde n'aura pas été résolue par la négociation, en s'asseyant tous autour d'une table, la sécurité et la stabilité de la région ne seront garanties. »

L'Amérique, dit-il, « est sur la même ligne » que la sienne. L'administration Bush, assure-t-il, ne le soumet à « aucune pression et souhaite, comme nous, résoudre la crise pacifiquement ». Pour autant, conclut-il, « nous n'acceptons pas l'attitude turque qui consiste à installer périodiquement son gros matériel [militaire] à nos portes et à nous menacer. Le Kurdistan irakien est une entité régionale légitime. Nous existons, nous sommes une nation, nous avons le droit de vivre en paix. » ■

PATRICE CLAUDE

« Tant que la question kurde n'aura pas été résolue par la négociation, la sécurité et la stabilité de la région ne seront pas garanties »

Massoud Barzani

Empêchons une guerre entre Turcs et Kurdes

PAR KENDAL NEZAN ◀ président de l'institut kurde de Paris.

Je reviens du Kurdistan irakien où la population reste sereine mais très mobilisée face aux menaces turques d'intervention militaire. Les dirigeants politiques font preuve d'unité et affichent leur détermination à défendre leur pays et leurs libertés chèrement acquises. Environ 40 000 peshmergas (combattants kurdes) sont déployés le long de la frontière turque avec l'ordre de s'opposer par tous les

moyens à une invasion turque. L'état d'esprit dominant chez les Kurdes d'Irak, et dans une très large mesure chez les Kurdes des pays voisins et de la diaspora, est que la Turquie veut se servir du prétexte de la lutte contre le PKK pour envahir le Kurdistan irakien et détruire les institutions du jeune Etat kurde autonome : pour les nationalistes turcs, toute entité étatique kurde constitue un danger pour la fragile «unité nationale turque» par sa valeur d'exemple pour les quelque 18 millions de Kurdes de Turquie. Les généraux turcs et leurs relais dans les médias et les partis politiques ne cessent de ressasser ce thème pour préparer l'opinion turque à une guerre contre les Kurdes d'Irak. Pourtant, l'usage abondant du spectre de «péril kurde» lors des récentes élections n'a pas produit les effets escomptés puisque les candidats des partis ultranationalistes proches de l'armée ont essuyé de sérieux revers dans l'électorat turc. Et les électeurs kurdes se sont partagés entre le parti prokurde de la Société démocratique (DTP) et le Parti de justice et développement (AKP) du premier ministre Erdogan, parce que ce dernier parlait de la nécessité de reconnaître la «réalité kurde» et s'opposait à toute intervention militaire. On se souvient encore de son fameux discours électoral où il invitait les généraux turcs à réduire d'abord les milliers d'hommes armés du PKK agissant à l'intérieur des frontières turques. Ce constat est également partagé par les responsables politiques kurdes irakiens. Ils font remarquer que la lutte armée du PKK, lancée en 1984, est bien antérieure à l'émergence d'un gouvernement kurde irakien, en 1992, et que ni les quelque 24 incursions militaires turques dans le Kurdistan irakien ni la capture du chef du PKK Abdullah Ocalan au Kenya, grâce au soutien de la CIA, n'ont permis à Ankara de régler «le problème du PKK».

Si la Turquie n'a pas été capable de supprimer les bases du PKK dans ses montagnes de Dersim et de Bingöl, comment peut-elle demander à l'Irak de chasser les maquisards du PKK de leurs repaires de haute montagne le long des frontières avec la Turquie et l'Iran? Si les quelque 140 000 soldats turcs massés sur la frontière ne sont pas à même d'empêcher l'infiltration des militants du PKK, comment peut-on espérer que le gouvernement kurde boucle cette frontière alors qu'il doit déjà redoubler d'efforts pour protéger son territoire contre les menées terroristes d'Al-Qaeda et des baasistes? Sans oublier que ni la population ni l'armée kurde n'accepteraient de s'engager dans un combat fratricide contre d'autres Kurdes quelle que soit, par ailleurs, leur opinion sur la politique et les méthodes du PKK.

L'heure du choix est venue pour les dirigeants turcs. Soit ils optent une nouvelle fois pour une solution mi-

litaire en s'aventurant dans le Kurdistan irakien, soit le gouvernement Erdogan, fort de sa légitimité démocratique récemment renouvelée, prend son courage à deux mains pour amorcer un processus de règlement politique de cette lancinante question kurde qui empoisonne la vie politique du pays. Malgré la répression dans le sang de leurs 29 insurrections sous la République turque, malgré les déportations, la destruction des milliers de villages et les massacres, malgré l'interdiction, jusqu'en 1991, de leur langue et de leur culture et la persécution de leurs élites, les Kurdes sont toujours là et font preuve d'une vitalité rare. Ils restent attachés à leur identité, à leur terre, et refusent l'assimilation turque, mais, par réalisme, ne revendiquent pas la mise en cause des frontières existantes. Ils savent qu'ils ne peuvent pas vaincre militairement la Turquie mais celle-ci ne peut pas non plus les rayer de la carte, comme elle l'a fait avec les Arméniens et les Grecs d'Anatolie.

Les conditions d'un règlement politique se dégagent sur un compromis minimal en trois points.

Soit les dirigeants turcs optent une nouvelle fois pour une solution militaire en s'aventurant dans le Kurdistan irakien, soit ils amorcent un processus de règlement politique de cette question kurde qui empoisonne le pays.

- Reconnaissance dans la Constitution turque de l'identité kurde et des droits culturels, linguistiques et politiques qui s'y rattachent (enseignement et médias en langue kurde, liberté de créer des associations et partis politiques kurdes, etc.).
- Amnistie générale pour les militants du PKK et pour les militaires turcs impliqués dans les massacres contre les Kurdes, pour tourner définitivement le long et douloureux chapitre de la guerre et de la violence.
- Aide à la reconstruction de plus de 3 000 villages kurdes détruits par l'armée et au retour dans leur foyer de plus de deux millions de Kurdes déplacés. Les Etats-Unis, qui sont à la fois les alliés de la Turquie et du Kurdistan, déploient des efforts soutenus pour convaincre Ankara que le moment est venu de trouver un règlement politique. La Turquie, qui a déjà un commerce florissant de l'ordre de 5 milliards de dollars par an avec le Kurdistan, pourrait aussi bénéficier de la manne pétrolière de l'Irak. Curieusement, l'Union européenne, qui abrite environ 2,5 millions de Turcs et plus d'un million de Kurdes et qui, comme le montrent les récents actes de violence des Loups gris turcs à Bruxelles contre les commerces kurdes et arméniens, risque de subir de plein fouet les conséquences d'un conflit aggravé entre Turcs et Kurdes, reste peu active. Javier Solana, dont on ne compte plus les déplacements à Téhéran et à Ramallah, n'a pas encore trouvé le chemin d'Erbil. La France, dont le chef de la diplomatie, Bernard Kouchner, entretient de bonnes relations avec les Turcs et les Kurdes, peut jouer un rôle actif dans cette crise. L'Europe pourrait aussi charger des personnalités comme Tony Blair et Felipe González de conseiller Ankara dans la recherche d'un règlement. Les Occidentaux doivent agir d'urgence et ensemble pour empêcher une guerre kurdo-turque qui serait désastreuse pour tous.